TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 10 996 | DERNIÈRE ÉDITION | DIMANCHE 8 - LUNDI 9 JUIN 1980

LE MONDE DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry | Directeur : Jacques Fauvet

3,00 F

Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 17 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 235 F CFA ; Danemark, 4,75 kr. ; Espagne, 50 pes. ; G.B., 35 p. ; Irlande, 30 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 rls. ; Italie 600 L. ; Liban 300 p. ; Luxembourg, 17 fr. ; Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 30 esc. ; Sénégal, 225 F CFA ; Suède, 3,75 kr. ; Suisse, 1,20 fr. ; U.S.A., 95 cts ; Yougoslavie, 32 din.

Tarif des abonnements page 10

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Un affront au roi des Belges

Un affront au roi : c'est certainement ainsi que l'opinion jugera le refus des parlementaires fédéralistes francophones et flamands de participer vendredi 6 juin à la fête organisée pour le cent cinquantième anniversaire de l'Etat belge, et à laquelle le souverain belge les avait conviés. Absence d'autant plus lourde de sens que le roi Baudouin devait à cette occasion lancer un nouvel et solennel appel à l'unité du pays et que — la magie des chiffres ronds aidant — le moment paraissait propice pour tenter d'apporter une réponse à la question posée par le monarque : « Que sommes-nous après cent cinquante ans d'indépendance ? »

Du côté des partis traditionnels — socialistes, sociaux-chrétiens et libéraux, — on sera naturellement tenté de parler, une fois encore, de conjonction des extrêmes. En fait, les raisons pour lesquelles la Volksunie et le Vlaamse Blok d'un côté, le Front démocratique des francophones et le Rassemblement wallon de l'autre, ont décidé de ne pas assister à la réception offerte par le roi ne sont pas *exactement* symétriques.

Les nationalistes flamands voulaient officiellement protester contre les ambitions territoriales qu'ils prêtent à certains mouvements francophones, mais aussi contre l'absence d'une véritable amnistie pour les crimes et délits commis sous l'occupation allemande. Au-delà, il s'agissait pour eux de manifester que l'Etat unitaire belge ne les intéresse plus.

Les élus du F.D.F. et du R.W. de leur côté entendaient avant tout marquer leur inquiétude. Les premiers s'alarment de voir la question bruxelloise « gelée » et estiment que, pour la première fois depuis 1830, les habitants de la capitale ne sont plus traités comme des Belges à part entière. Les seconds ont constaté avec amertume, pour justifier leur décision, que « la Belgique d'aujourd'hui n'est plus la nôtre ».

Que l'on partage ou non toutes les analyses des deux principaux partis francophones, il est difficile de ne pas comprendre leur inquiétude. La Wallonie, jadis prospère grâce à son charbon, connaît aujourd'hui un déclin économique qui contraste singulièrement avec le dynamisme industriel et bancaire de la Flandre. Quant à l'« Etat C.V.P. » — du nom du tout-puissant parti social-chrétien flamand, — sa *tutelle* paraît de moins en moins supportable à une communauté qui, après avoir tenu le haut du pavé, se sent désormais le parent pauvre de la famille belge.

Les monarchies européennes prétendent traditionnellement incarner, au-dessus des divisions partisanes, l'ensemble d'une communauté nationale, et y parviennent en général assez bien, de Madrid à Londres et à Stockholm. En faisant, pour la première fois depuis la solution de la « question royale », offense à un souverain qui reste une des dernières institutions unitaires du pays, c'est aussi à une certaine idée de la Belgique que les partis fédéralistes ont fait affront.

De crise en crise, de manifestations en proclamations incendiaires, les Belges s'enfoncent dans un drame d'autant plus profond que les solutions structurelles paraissent déjà dépassées : c'est sans doute d'une véritable révolution des esprits, au moins autant que d'une régionalisation toujours problématique, que pourrait renaître l'envie, chez les francophones et les néerlandophones, de vivre ensemble. Mais des mots très durs ont été prononcés de part et d'autre. Le F.D.F., éliminé du nouveau gouvernement Martens, a appelé les Bruxellois à la « résistance ». Les extrémistes flamands ont pu défiler dans les Fourons en criant : « Crève, Belgique ! On ne te regrettera pas. » Est-il si sûr qu'on ne la regretterait pas ?

L'élargissement de la C.E.E.

La « pause » proposée par Paris n'est pas approuvée par les capitales européennes

Les propos de M. Giscard d'Estaing sur la nécessité d'une « pause » dans l'élargissement de la C.E.E. provoquent des réactions généralement défavorables dans les capitales européennes.

● A MADRID comme à LISBONNE, *les gouvernements espagnol et portugais ont fait savoir qu'ils souhaitaient la poursuite des négociations sur l'adhésion de leurs pays respectifs, observant que toute décision à cet égard dépend des Neuf et non de la France seule. Le premier ministre portugais, M. Sa Carneiro, se rendra cependant prochainement à Paris pour « des conversations approfondies ».*

● A BONN, *le porte-parole du gouvernement s'est prononcé contre l'idée d'une « pause », les négociations en cours avec l'Espagne, le Portugal et la Grèce devant être poursuivies comme prévu. Le gouvernement ouest-allemand se dit seulement prêt à discuter de ce problème avec le président français si celui-ci en exprime le désir. Selon le porte-parole, la question de l'élargissement de la C.E.E. sera évoquée lors du prochain sommet des Neuf à Venise.*

● A LONDRES, *le Foreign Office confirme que la Grande-Bretagne souhaite que l'Espagne et le Portugal puissent adhérer à la Communauté d'ici à 1983.*

Le premier ministre portugais, M. Francisco Sa Carneiro, se rendra prochainement à Paris pour avoir avec les autorités françaises des « *conversations approfondies* » sur l'entrée du Portugal dans la C.E.E., indique un communiqué du gouvernement publié à Lisbonne.

Se référant aux déclarations de M. Giscard d'Estaing sur la nécessité d'une « pause » dans l'élargissement du Marché commun, le communiqué du gouvernement portugais rappelle que « *la Communauté économique européenne et les neuf pays membres, y compris la France, ont approuvé clairement et sans réserves le principe de l'élargissement et ont accepté notamment l'idée de l'adhésion du Portugal à la C.E.E.* ».

Le gouvernement portugais estime que ce principe n'a pas été mis en cause par le président de la République française et que « *en l'absence d'une décision contraire de la C.E.E., les négociations avec le Portugal devront continuer selon la procédure suivie jusqu'à présent et selon le calendrier établi* ».

(Lire la suite page 4.)

La réunion de l'OPEP

L'absence d'accord sur les prix n'entraînerait pas la fin des augmentations anarchiques

Les treize ministres du pétrole de l'OPEP se réunissent le 9 juin à Alger. Les conférences ordinaires de l'Organisation ont habituellement pour objet la fixation du prix du pétrole. Mais depuis dix-huit mois, les pays membres agissent unilatéralement. Il semble donc peu probable que les prix soient réunifiés.

Le ministre iranien, M. Moinfar, a pourtant annoncé le 6 juin que son pays ne proposerait pas de nouvelle augmentation des prix. Mais le retour à une structure cohérente des prix suppose que l'Arabie Saoudite relève les siens d'au moins 4 dollars (7 pour se mettre au niveau de Téhéran), puisqu'il est impensable que certains pays baissent les leurs. En outre, la « bataille *des prix* » *passe, de plus en plus, dans* l'OPEP, *par les niveaux* de production. Et Ryad devra obtenir des engagements fermes de ses partenaires pour accepter de réduire sa production de 9,5 à 8,5 millions de barils par jour. L'absence d'accord à Alger ne signifierait donc pas, loin de là, la fin des augmentations anarchiques, du moins à court terme.

L'inquiétude que devrait susciter cette anarchie du marché pétrolier n'a pas suffi pour que le Congrès américain accepte le projet de taxe sur le pétrole importé proposé par le président Carter. Après la Chambre des représentants, le Sénat est passé outre au veto présidentiel et a rejeté cette taxe.

A la recherche de l'unité

Lorsque, il y a deux ans, avant la *conférence de Genève*, les pays membres de l'OPEP envisageaient de relever leurs prix de l'ordre du dollar, les pays industrialisés s'indignaient « *du coup qu'ils porteraient à l'économie mondiale* », menaçaient, tempêtaient... et obtenaient un « gel » des prix pour six mois. Depuis lors, avec la révolution iranienne, le prix du baril de brut a, en moyenne, augmenté de près de 20 dollars, les économies occidentales — malgré la *récession qui s'installe aux Etats-Unis* — ont mieux supporté que prévu le « *second choc pétrolier* » et les hausses sont effectuées dans une indifférence presque absolue, reléguées en pages intérieures dans la presse internationale.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 20.)

POINT

Un satisfecit à M. Barre

M. Raymond Barre en fonctions jusqu'au début de l'année prochaine — et peut-être jusqu'à l'élection présidentielle d'avril 1981 ? C'est généralement ainsi que sont interprétés la lettre et le « programme gouvernemental des six prochains mois » *que le chef de l'Etat vient d'adresser à son premier ministre. On ne voit pas, en effet, quel autre premier ministre pourrait être appelé, et pour quelle autre politique : la campagne présidentielle peut difficilement donner lieu à un brusque relâchement de l'austérité et à la négation de tous les principes si complaisamment affirmés depuis plusieurs années.*

Cependant on peut s'interroger sur ce qu'il resterait de la liberté d'action du président de la République si chaque programme fixé au gouvernement avait valeur d'assurance tous risques pour celui-ci. Dans cette hypothèse-là, le non-envoi du programme au premier ministre constituerait le signe certain d'un prochain changement d'équipe gouvernementale ; le moindre retard donnerait matière à exégèse. Au bout du compte, cette pratique — déjà quelque peu contraignante — déboucherait sur d'inévitables contradictions...

Il reste que dans sa lettre du 5 juin, M. Giscard d'Estaing décerne à M. Barre un « satisfecit » *sans ambiguïté : les actions* « ont été menées avec résolution et les progrès réalisés sont d'autant plus notables que la période a été marquée de grandes difficultés ». *En outre, la formule* « je souhaite que, sous votre autorité... » *peut fort bien être considérée comme un renouvellement de la confiance présidentielle. Quant aux consignes, elles sont strictes :* « Il s'agit de veiller à ce que tous les engagements pris soient honorés et à ce que toutes les réformes entreprises soient menées à leur terme. »

C'est dans cette dernière phrase que se dessine la perspective 1981 : M. Barre doit être celui qui permettra au candidat Valéry Giscard d'Estaing, s'il se présente, de dire : « J'ai réalisé ce que j'avais annoncé. » *Ce qui pourrait être d'autant plus aisé que les objectifs fixés dans ce programme sont relativement imprécis. Il est vrai que les engagements antérieurs, quand ils étaient moins flous, n'ont pas toujours été très scrupuleusement réalisés...*

(Lire page 6.)

AU JOUR LE JOUR

Sport et vie

Telle une machine à frapper, Borg a encore gagné. Y a-t-il toujours des « boat people » du côté du Vietnam ? Vitas Gerulaitis a beau aimer danser, il a quand même remporté le match qui l'opposait à Connors. Les réfugiés cubains ont-ils maintenant des conditions de vie décentes aux Etats-Unis ? Hinault était bien le meilleur au Tour d'Italie. Que sont devenus les Cubains qui voulaient quitter leur pays ? Monaco sera peut-être le quatrième grand du football français. Les Soviétiques envoient de nouvelles troupes pour essayer de briser la résistance des Afghans. Mais avec la Transat anglaise, puis le Tour de France, ensuite les Jeux olympiques, on n'est pas certain que nous ayons beaucoup de temps pour y penser...

MICHEL CASTE.

LE RAPPORT DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT

Le gaspillage militaire

Chaque minute, les gouvernements de la planète *engloutissent 1 million de dollars dans* leur course frénétique aux armements. Le territoire des Etats-Unis est recouvert de 9 millions d'hectares de goudron, soit à peu près la superficie du Portugal ; 500 000 tonnes de plomb s'échappent chaque année dans l'atmosphère ; 6 millions d'hectares de forêt disparaissent annuellement ; un enfant sur quatre dans le monde vit en état de complet dénuement, manquant de nourriture, d'eau salubre, de surveillance médicale et d'instruction.

Cueillis parmi quelques dizaines d'autres, ces chiffres-choc — qui font frémir — sont extraits d'un document intitulé : « Etat de l'environnement 1980 ».

Il s'agit du rapport annuel de M. Mostafa Kamal Tolba, microbiologiste égyptien et directeur exécutif du programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Cette organisation internationale, créée en décembre 1972 par l'Assemblée générale de l'ONU, a son siège à Nairobi. Les grandes lignes du rapport Tolba ont été présentées par son auteur le jeudi 5 juin, dans la capitale kenyane, à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement (1).

De notre correspondant en Afrique orientale
JEAN-PIERRE LANGELLIER

Nairobi. — Depuis 1977, le rapport annuel du directeur du PNUE traite de certains sujets précis, sélectionnés par le conseil d'administration de l'organisation. Ainsi furent notamment examinés au fil des ans, la résistance aux pesticides, la pollution par le bruit, la détérioration des sols, le paludisme. Cette année, le rapport Tolba explore cinq séries de questions fort diverses : le déboisement et le cycle du carbone, l'effet des métaux lourds sur l'hygiène du milieu, la maîtrise des transports, les conséquences des activités militaires, l'enfant et l'environnement. Dans ce document dense et fortement argumenté, qui ne prétend pas présenter des solutions définitives ni recommander des plans d'action, mais seulement aviver une prise de conscience des gouvernements, le directeur du PNUE lance un ensemble de mises en garde composant un véritable réquisitoire contre l'insouciance des *hommes* à l'égard *des dangers* qui menacent le système physique et biologique dans lequel ils sont contraints de cohabiter.

A cet égard, aucun péril n'est *plus grave pour l'environnement* — c'est une évidence — que la folie meurtrière qui habite l'homme depuis le fond des âges.

(Lire la suite page 10.)

(1) PNUE, 16, rue Jean-Trembley, Petit-Saconnex, 1209 Genève, Suisse.

UN LIVRE DE PIERRE BIARNÈS

Connaître l'Afrique francophone

Sous une forme concise, aisée, élégante, c'est un travail monumental, appelé à rendre les plus grands services à tous ceux qui, *à un titre ou à un autre, s'intéressent* à l'Afrique francophone. L'auteur, Pierre Biarnès, depuis toujours correspondant du « *Monde* » à Dakar, la connaît comme sa poche. Pour être mieux à même de prendre, chaque fois que nécessaire le premier avion, il s'est installé à quelques kilomètres de l'aérodrome de N'gor, dans l'axe de la piste d'atterrissage, indifférent au tonnerre des réacteurs qui, toutes les deux ou trois minutes, ébranle sa maison.

Il ne s'agit pas d'un guide pour l'amateur de safaris, à moins que l'on ne donne à ce mot une coloration politique. Mais d'un instrument irremplaçable pour s'y retrouver dans le dédale de vingt années d'indépendance marquées par d'innombrables secousses. *Par beaucoup de déceptions aussi.* Depuis le temps que René Dumont écrivait « l'Afrique noire est *mal partie* », on ne peut pas dire que *la situation se soit dans l'ensemble* beaucoup améliorée. Pour un Gabon qui tire un énorme bénéfice de son pétrole, pour une Côte-d'Ivoire qui, grâce à la diversification et à l'accroissement de sa production agricole notamment, a multiplié par *douze son produit intérieur brut,* combien de pays qui ne peuvent que constater la détérioration des termes de l'échange, devenue par un calembour involontaire, dans la bouche d'un paysan du Sahel, celle des « termes de la chance ».

ANDRÉ FONTAINE.

(Lire la suite page 2.)

UNE SEMAINE AVEC LA BOURGOGNE

Durant toute une semaine et dans toutes ses éditions, « le Monde » a publié les enquêtes et les reportages de ses correspondants et de ses envoyés spéciaux sur la région de la Bourgogne.

Aujourd'hui : la vie culturelle de la région.

En raison de la grève observée par les ouvriers du Livre, le jeudi 5 juin, le dernier supplément consacré à cette région paraîtra le lundi 9 juin (éditions datées 10 juin).

étranger

AFRIQUE

Tchad

Les forces de M. Habré ont remporté de nouveaux succès

Après le ralliement à leur cause des autorités de Faya-Largeau, dans le nord du Tchad (« le Monde » du 7 juin), les Forces armées du Nord (FAN) de M. Hissène Habré viennent de remporter un deuxième succès en prenant aux Forces armées populaires (FAP) du président Oueddeï les bâtiments de la présidence de la République à N'Djamena.

Depuis qu'une délégation de notables est venue lui apporter le ralliement de la préfecture du Borkou-Ennedi-Tibesti (Faya-Largeau) et de sa garnison, M. Hissène Habré contrôle désormais non seulement le centre et l'est du pays, mais l'extrême nord saharien tchadien, à l'exception du Tibesti et de la localité de Fada, dans l'Ennedi. Il s'agit d'un revers important pour M. Goukouni Oueddeï, dont les troupes sont en grande partie originaires de cette région.

La prise, vendredi 6 juin, des bâtiments de la présidence de la République, situés en plein quartier administratif à N'Djamena, représente également un succès à la fois militaire et psychologique. Les combats dans la capitale tchadienne, désertée par ses habitants, restaient depuis quelque temps indécis : les FAN de M. Hissène Habré tenant à peu près tous les quartiers populaires et les FAP, aidées par des éléments du Front d'action commune (FAC) de M. Ahmat Acyl, les quartiers résidentiels et administratifs.

La chute de la présidence ainsi que celle des bâtiments des postes et télécommunications, distants de quelques centaines de mètres, signifient que les FAN ont éliminé des points d'appui importants des FAP.

Les combats avaient redoublé d'intensité dès le 3 juin. L'A.F.P. signale que de la rive camerounaise du fleuve on pouvait observer les mouvements des FAP cherchant à éviter les tirs d'obus des combattants de M. Hissène Habré.

D'autre part, une importante épidémie de rougeole sévit depuis plusieurs semaines à Kousseri, localité située sur la rive camerounaise du fleuve Chari, où de soixante à soixante-dix mille Tchadiens ont trouvé refuge. Les premiers cas ont été signalés en mars dernier. Ils coïncidaient avec l'arrivée de milliers d'habitants de N'Djamena dans cette petite ville de sept mille habitants dépourvue de structures d'accueil et aux installations médicales rudimentaires. L'affection virale touche actuellement aussi bien les réfugiés tchadiens que les familles camerounaises et, selon les services officiels, un millier d'enfants auraient été atteints au cours du mois d'avril.

L'élément médical militaire d'intervention rapide (EMMIR) qui s'est scindé en deux formations depuis le 15 mai dernier assure, à Kousseri, en plus des soins aux malades hospitalisés, une activité de dispensaire. Selon le médecin-général Raymond Mautalen, si on ne peut pas parler d'« *une brusque explosion de cas de rougeole, il existe malgré tout un phénomène épidémique, et on recense actuellement, sur place, une dizaine de cas nouveaux par jour, d'autant plus graves qu'ils surviennent le plus souvent chez des enfants déshydratés.* »

Les conditions sanitaires font par ailleurs craindre aux responsables l'apparition d'une épidémie de choléra.

CORRESPONDANCE

« Mort d'un État »

A la suite de la publication de l'article de M. Pierre Messmer, « Mort d'un Etat » (le Monde du 22 mai), M. Abdoulaye Lamana, ancien ministre de l'économie du Tchad (gouvernement Tombalbaye) et ancien président de la société Coton-Tchad, nous écrit :

Le caractère artificiel de l'Etat tchadien n'est pas unique en son genre et ne le prédestine pas forcément à la disparition, puisque M. Messmer lui-même cite l'exemple d'un autre Etat africain ayant presque les mêmes configurations, mais qui a réussi son intégration, et qu'il faudrait soustraire, selon lui, à la contagion.

Si l'existence des clivages ethniques et religieux constitue un problème que des dirigeants clairvoyants et réellement responsables doivent s'atteler à réduire, la coexistence entre toutes les ethnies du Tchad reste possible. Dès lors, présenter ces problèmes ethniques et religieux comme étant les raisons fondamentales du drame tchadien n'est pas exact. Il s'agit essentiellement d'un problème politique qu'il faut résoudre à l'exemple de ce qui a été fait au Soudan, grâce justement à l'appui d'un pays voisin, l'Ethiopie.

(...) Ce qu'il faut au Tchad, ce n'est certainement pas un démantèlement, si provisoire soit-il — encore que, à notre avis, il soit impossible de tracer les limites exactes des Etats que semble suggérer M. Messmer sans tomber dans les travers de ce qu'il voudrait éviter, — mais une aide réellement désintéressée de la France et des Etats voisins du Tchad pour amener les Tchadiens, et j'insiste, tous les Tchadiens, à déterminer leur avenir (...).

Le fait qu'aucune des populations en cause ne songe à renoncer à la nationalité tchadienne constitue un acquis important dans la recherche d'une solution de paix au Tchad.

J'ajoute que la France peut s'honorer de cet acquis, qui est dû pour une large part à son action, et qu'elle se doit donc d'aider à sauvegarder et à consolider.

∴

D'autre part, M. Jean-Paul Germond nous a communiqué les réflexions suivantes :

Plutôt que d'une mort, ne vaudrait-il pas mieux parler d'un assassinat, dont la France voudrait oublier la « part de responsabilité » qui lui revient en se retirant d'une scène où elle eut pourtant en permanence le premier rôle ?

C'est en effet la France, et elle seule, qui a donné naissance au Tchad, puis qui, dans les vingt années qui ont suivi son indépendance, a supervisé de très près son développement économique, fondé sur la monoculture du coton, ainsi que son évolution politique. C'est ainsi que, en 1968, le prix de son soutien au régime sanglant de Tombalbaye est une intervention militaire qui ne fera qu'attiser les rivalités ethniques et socio-culturelles en massacrant une grande partie de la jeunesse nord-tchadienne révoltée contre les abus d'un pouvoir corrompu mais renforcé par la protection française. Tombalbaye renversé, elle soutient Malloum, un autre Sudiste tout aussi inopérant que son prédécesseur, pour ensuite changer de camp et encourager l'ascension personnelle d'Hissène Habré. Mais, enfin, alors que la situation devient trop confuse et que les atermoiements ont définitivement conduit à l'irréparable, M. Messmer estime qu'il faut laisser le Tchad s'enfoncer dans l'anarchie, car, même si nous portons « une part de la » responsabilité », nous ne pourrons qu' « être soupçonnés de ma- » nœuvres occultes ». Bref, après avoir mené pendant vingt ans une politique de division, de haine et de sang et constatant que la situation nous a totalement échappé, il nous faut maintenant nous retirer sur la pointe des pieds (...).

Ce qui est plus grave encore dans le raisonnement de M. Messmer, ce sont les conséquences que pourrait avoir en Afrique une éventuelle reconnaissance, même non officielle, de l'éclatement du Tchad. Quel exemple pour le Cameroun, le Nigéria, le Soudan, le Zaïre et l'Ethiopie ! Qui pourra alors éviter l'apparition d'une Casamance indépendante au Sénégal, d'un Fouta en Guinée, d'un Rif et d'un Atlas marocains ? Dans une Afrique d'ores et déjà émiettée entre cinquante-quatre Etats pour quatre cents millions d'habitants, que pourrait signifier un tel exemple, alors qu'aucune frontière n'est naturelle et que les combats à mener ne sont certainement pas armés ? Ne serait-ce pas consacrer l'idée selon laquelle un Etat est d'autant plus facile à dépouiller et à assassiner qu'il est pauvre et démuni ?

République Sud-Africaine

UN UNIVERSITAIRE BLANC EST CONDAMNÉ A DIX ANS DE PRISON

La Cour suprême de Pretoria a condamné, vendredi 6 juin, à dix ans de prison, M. Renfrew Christie, universitaire blanc reconnu coupable d'avoir fourni au Congrès national africain (banni) des informations sur le programme énergétique et nucléaire sud-africain (*le Monde* daté 5-6 juin).

D'autre part, une partie des étudiants de l'université noire du Zoulouland se sont joints à la grève contre « *l'éducation raciste et inférieure* » qui affecte désormais toutes les universités pour Africains, Métis et Indiens. Quant à l'université noire de Fort-Hare (province du Cap), fermée voilà trois semaines, elle sera rouverte le 15 juillet, et seuls seront réadmis les étudiants qui s'engageront à ne plus boycotter les cours.

Aux Nations unies, les Occidentaux ont demandé aux Africains de modifier un projet de résolution qui préconise notamment l'embargo pétrolier à l'encontre la République Sud-Africaine. Le Conseil de sécurité doit reprendre ses travaux lundi. — *(A.F.P., A.P.)*

PSYCHOSE...

La psychose des attentats en Afrique du Sud, après ceux perpétrés contre les installations pétrolières (« le Monde » du 4 juin) a failli être fatale à un écolier blanc de treize ans, lors d'un exercice « anti-terroriste » dans une école de Klerksdorp, à 150 kilomètres au sud-ouest de Johannesburg.

Sur instruction de son professeur, le jeune André Niemand est arrivé à l'école jeudi 5 juin le visage recouvert d'une cagoule, et une mitraillette en plastique à la main, et a pris toute sa classe « en otage ». Affolé, le directeur de l'école, qui n'avait pas été informé de l'exercice, a prévenu la police qui a aussitôt encerclé l'école. A l'aide d'un mégaphone, le chef de la police de sécurité locale a demandé à l'agresseur qui il était, et celui-ci répondit naturellement : « Un terroriste »...

Seule l'intervention du professeur a permis d'empêcher que le jeune André ne soit abattu par les tireurs d'élite qui avaient pris position. Cet incident, dans une école primaire, est significatif du nouvel état d'esprit qui règne dans le pays. — (A.F.P.)

Connaître l'Afrique francophone

(Suite de la première page.)

Combien où les coups d'Etat se succèdent, pour le seul et éphémère profit de l'appétit de pouvoir des uns et de la rapacité des autres. Combien d'assassinats, de parodies de procès, de guerres tribales, d'horreurs en tout genre.

L'Europe en général, les Français et les Belges en particulier auraient bien tort d'ironiser sur ce triste aboutissement des grands espoirs qu'avait fait naître l'indépendance et de conclure que, s'ils étaient restés, on n'en serait pas là. Ils sont largement responsables, en effet, de ce qui s'est passé depuis leur départ. Trop souvent les politiques suivies à l'époque de la colonisation ont créé les conditions des drames ultérieurs. Ainsi, notamment, de celui du Tchad, où l'impérialisme français a cru pouvoir donner « *un coup d'arrêt brutal* à une progression arabe et islamique séculaire en direction du sud négro-africain », progression en vérité « inexorable » et dont on constate à présent la reprise. Ainsi du Zaïre, que Bruxelles s'imaginait pouvoir garder longtemps encore sous sa coupe, ce qui explique qu'au moment de l'indépendance le pays ne comptait qu'un nombre infime de diplômés d'enseignement supérieur.

A-t-on d'ailleurs vraiment décolonisé ? « D'ouvertures de crédits en subventions d'équilibre — et d'appuis logistiques en fournitures d'armements dont elle pourrait cependant bien se passer si on ne continuait pas à se mêler de ses affaires — l'Afrique en vingt ans d'indépendance a été progressivement et largement recolonisée sans que cela fasse avancer de façon décisive son développement économique, seules ses couches dirigeantes satellisées y trouvent à peu près leur compte. » Et puis s'il est vrai que l'Afrique francophone, grâce à diverses institutions régionales, est un peu moins balkanisée que le reste du continent noir, le fait est qu'elle comporte, héritage du découpage français, son lot de pays « enclavés » que leurs faibles ressources et leur éloignement mettent hors d'état de se tirer d'affaire.

Comment, dans ces conditions, la démocratie pourrait-elle triompher dans ces pays si mal préparés à tous égards à la pratiquer ? A côté d'un Sénégal et d'une Haute-Volta revenus à une relative pluralité des partis, la quasi-totalité des autres s'en tiennent à diverses variantes, de gauche ou de droite, du parti unique. En réalité, il n'existe que des « monocraties », même s'il est difficile, évidemment, de comparer le régime fondamentalement tolérant du président Senghor à l'aberration meurtrière d'un Bokassa. La majorité de ces pays vivent au jour le jour et ceux-là mêmes qui présentent à l'extérieur la meilleure image ne sont pas à l'abri de f cheuses surprises.

La complexité des problèmes auxquels ils doivent, les uns et les autres, faire face, celle des luttes dont le pouvoir fait l'objet, ont de quoi décourager les observateurs les plus consciencieux. Pierre Biarnès a le grand mérite d'avoir consacré à chacun des Etats qui font l'objet de son étude une analyse historique, sociologique, économique d'une clarté parfaite, nourrie d'une fantastique connaissance des dossiers et des hommes. Tous ces noms de vivants et de morts qui ne sont le plus souvent pour nous que des abstractions, parfois des symboles, prennent sous sa plume leur dimension d'êtres de chair et de sang appelés, pour certains, par leur valeur exceptionnelle, pour d'autres, par les circonstances, à jouer un rôle dont pas un, sur les bancs de l'école, n'aurait osé rêver. Mais aussi, condamnés trop souvent à voir leur rêve se dénouer en une tragédie que bien peu, en fin de compte, auront méritée.

On a déjà compris que Biarnès ne cherche pas à formuler une thèse, mais simplement à exposer honnêtement la vérité, telle qu'il la voit, sur l'Afrique francophone en général et sur chacun des Etats qui la constituent en particulier. A ce titre, son livre relève moins de l'essai, malgré ses évidentes qualités d'écriture et sa finesse d'observation, que du manuel dont il a, en particulier, les cartes et les statistiques tout à fait précieuses. L'auteur se garde donc des conclusions comme des prévisions. Il n'empêche que de la lecture de son livre se dégage une philosophie amicale et lucide : les potentialités de l'Afrique, à tous égards, sont énormes, et il suffit de voir combien tel pays a mieux utilisé ses ressources que tel autre pour s'en convaincre. Elle se trouve dans le stade difficile de la constitution des nations, laquelle ne s'est jamais faite, où que ce soit sur le globe, sans profondes convulsions. Tout imbus qu'ils soient de leur mission civilisatrice, de leur avance technique et intellectuelle, les colonisateurs demeurés des partenaires économiques privilégiés sont trop souvent motivés par la seule recherche du profit ou par des considérations stratégiques. Il leur reste à aider vraiment l'Afrique à sortir de son sous-développement et de sa balkanisation. Ce n'est pas seulement son intérêt. C'est le leur.

ANDRÉ FONTAINE.

★ *L'Afrique aux Africains.* Un vol. de 480 pages, aux éditions Armand Colin. Environ 96 F.

PROCHE-ORIENT

Iran

APRÈS LA CONFÉRENCE DE TÉHÉRAN SUR LES «INGÉRENCES AMÉRICAINES»

La radio demande à M. Ghotbzadeh de s'expliquer sur son «attitude conciliante»

L'ancien ministre de la justice, M. Ramsey Clark, et cinq autres membres de la délégation américaine à la « *Conférence internationale sur les ingérences des Etats-Unis* », sont restés à Téhéran pour y poursuivre leurs efforts en faveur des otages américains.

Les chances de succès de cette tentative paraissent d'autant plus minces que la radio de Téhéran a qualifié, vendredi, M. Ramsey Clark d'« *agent américain le plus vil* », et a demandé au ministre iranien des affaires étrangères, M. Sadegh Ghotbzadeh, d'expliquer pourquoi l'ancien ministre américain de la justice avait été autorisé à participer à la conférence.

La radio a précisé que le but de cette réunion avait été non seulement d'enquêter sur les activités passées des Etats-Unis, mais également d'éviter les complots futurs. Pourquoi, s'est demandé le commentateur, M. Clark a-t-il été autorisé à y assister, alors qu'une précédente mission de l'ancien ministre de la justice avait été « *refusée honteusement* » par l'imam Khomeiny ? M. Ghotbzadeh devrait s'expliquer sur son « *attitude conciliante* » à l'égard des Etats-Unis, a estimé Radio-Téhéran, qui a ajouté : « *Nous espérons que cette violation de la ligne de l'imam sera appliquée au peuple par nos dirigeants.* »

M. Clark s'était vu refuser l'entrée en Iran en novembre, quand il avait été envoyé par le président Carter pour discuter du problème des otages.

Trois des membres de la délégation américaine de retour à New-York se sont vu confisquer certains des documents en leur possession. Les membres de la délégation sont en théorie passibles de dix ans de prison pour avoir ignoré l'interdiction du président Carter de se rendre à Téhéran. Mais le département d'Etat a déclaré qu'aucune décision n'avait été prise en la matière.

Dans son éditorial, le *New York Times* écrit samedi que l'administration Carter serait peu avisée de poursuivre les membres de la délégation en justice. Le journal américain se référait apparemment à l'initiative du sénateur républicain Robert Dole (Kansas), qui a déposé vendredi devant le Sénat un projet de résolution demandant au président Carter de faire poursuivre en justice l'ancien ministre de la justice, M. Ramsey Clark, et les neuf autres membres de la délégation américaine.

Le projet souligne que M. Clark et sa délégation ont « *collaboré à l'hostilité (montrée par l'Iran à l'égard des Etats-Unis) en condamnant et en insultant leur propre pays* ». En outre, « *en participant à cette parodie de justice, ils veulent donner une légitimité et une crédibilité à nos ennemis* ».

Selon le sénateur, les dix hommes devraient être condamnés en application du « *Logan Act* », qui interdit aux Américains d'entretenir, sans autorisation, des relations avec un gouvernement étranger avec lequel les Etats-Unis ont un conflit ou de faire échouer des mesures prises par les Etats-Unis. Un contrevenant à cette loi risque trois ans de prison et 5 000 dollars d'amende.

Douze personnes, dont quatre traficants de drogue, ont été exécutées vendredi dans différentes villes d'Iran situées dans des provinces qui ont été ou sont le théâtre d'affrontements entre les minorités ethniques et le gouvernement central.

A Genève, un porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) a exprimé vendredi sa « *surprise et sa consternation* » après l'exécution d'un juif iranien, M. Albert Danielpour (*le Monde* du 7 juin).

Le porte-parole a précisé que le C.I.C.R., qui était intervenu en faveur de M. Danielpour, avait obtenu des autorités iraniennes que la condamnation à mort soit commuée en trois ans et demi de détention. Il a cependant ajouté n'avoir reçu pour l'instant aucune confirmation officielle de l'exécution de M. Danielpour. — *(A.P., A.F.P., Reuter.)*

M. Giscard d'Estaing propose que le maire de Naplouse soit soigné dans un hôpital français

La France est prête à accueillir dans un hôpital français, si nécessaire, M. Bassam Chakaa, maire de Naplouse, grièvement blessé lors d'un attentat le 2 juin dernier, a annoncé vendredi à Paris M. Jean-Marie Poirier, porte-parole de l'Elysée.

M. Poirier a précisé que M. Giscard d'Estaing avait informé la Jordanie de cette proposition au cas où, a-t-il précisé, « *à la suite de l'amputation des deux jambes, l'état de M. Chakaa nécessiterait des soins particuliers* ».

M. Chakaa, qui est actuellement hospitalisé à Amman, a reçu vendredi la visite de M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., venu s'enquérir de son état de santé, qui, selon les médecins de la cité médicale Al-Hussein, serait en « *légère amélioration* ».

A Jérusalem, le tribunal suprême de la ville a repoussé vendredi un appel interjeté par le rabbin Meir Kahane, chef de la Ligue de défense juive, contre sa détention administrative.

Le jugement a été rendu à huis clos, mais ses conclusions ont été publiées avec l'accord des deux parties. Selon le juge, les présomptions qui pèsent sur le rabbin Meir Kahane sont extrêmement graves et justifient amplement que la période de détention administrative, qui dure depuis près de trois semaines, soit prolongée. Le juge a rejeté les arguments de la défense selon lesquels « *seuls les ennemis de l'Etat* » sont susceptibles d'être visés par une telle mesure. « *Dès que la sécurité publique est en danger*, a précisé le juge, *la détention administrative est justifiée, et nous n'avons pas besoin de dire au détenu pourquoi nous pensons que c'est le cas.* » — *(A.F.P.)*

Egypte

Le retour de la famille Ades

De notre correspondant

Le Caire. — Ades : un nom qui sonne encore au fronton poussiéreux d'immeubles cairotes datant du bon roi Fouad Ier. Un nom qui symbolisa une époque cosmopolite et décontractée. Ades c'étaient alors les grands magasins du Caire, c'était tel proche du roi Farouk. C'était aussi un succès littéraire mondial et justifié, avec l'immortel *Livre de Goha le simple* (1). Bref les Ades furent l'une des familles israélites les plus en vue de l'Egypte monarchique.

Victimes en 1956, sous le régime de Nasser, tant des mesures visant les possédants que de celles frappant les juifs, David Ades et sa famille s'expatrièrent en Europe ou au Brésil. Leurs soixante-quinze mille coreligionnaires égyptiens en firent peu à peu autant, jusqu'à être moins de cinq cents aujourd'hui.

M. Albert Ades, petit-fils du « roi David », saisi par le mal du pays, revint au Caire en septembre dernier et demanda la nationalité égyptienne pour lui et les siens. Elle vient de leur être rendue et, selon l'hebdomadaire *Akhbar-el-Yom*, les Ades s'apprêtent à investir des capitaux dans les projets de bonification des sols.

Bien que sans liens du sang avec l'Egypte, d'autres millionnaires juifs célèbres s'intéressent aussi actuellement à ce pays selon la presse cairote. M. Carl Kahan, familier du chancelier d'Autriche, joue un rôle de premier plan dans les très importants projets (8 milliards de francs) de modernisation des télécommunications égyptiennes et il a ses entrées chez les principaux dirigeants du Caire. Quant au baron français Edmond de Rotschild qui a été reçu récemment par le raïs, il aurait offert à ce dernier de procéder à des études de faisabilité agricole dans le delta du Nil et de construire un centre touristique sur la côte méditerranéenne du Sinaï.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Préfacés par Octave Mirbeau, Albert Ades et Albert Josipovici, auteurs égyptiens francophones, publièrent en 1919, chez Calmann-Lévy, *le Livre de Goha le Simple*. Réédité en 1959, cet ouvrage a inspiré un excellent film, réalisé en Tunisie par le Français Jacques Baratier.

AMÉRIQUES

Guatemala

La violence aurait fait quatre mille morts depuis le début de l'année

La situation est dramatique au Guatemala, où l'on compte en moyenne une trentaine de morts par violence politique chaque jour. Les organisations paramilitaires d'extrême droite portent, semble-t-il, la principale responsabilité de cette violence incontrôlée par le gouvernement et qui aurait fait quatre mille victimes depuis le début de cette année.

Une trentaine de cadavres de personnes assassinées, parfois après avoir été torturées, sont apportés chaque jour à la morgue de l'hôpital principal de Guatemala.

On estime généralement que seize professeurs d'université, une trentaine de dirigeants étudiants, des centaines de syndicalistes et plusieurs milliers de paysans ont trouvé la mort au Guatemala depuis le début de l'année. Le recteur de l'université de San-Carlos a, pour sa part, chiffré à quatre mille le nombre des victimes de la répression pour la même période.

La conférence épiscopale guatémaltèque, se référant aux *« nombreux membres du clergé »* eux aussi victimes de la violence politique, a récemment estimé que *« dans son histoire, le Guatemala a rarement vécu des jours aussi amers »*. Un parlementaire, M. Oscar Enriquez, a, pour sa part, affirmé dans des déclarations à la presse qu'*« il n'y a plus une seule famille guatémaltèque qui n'a pas été affectée par la mort d'un parent ou d'un ami proche »*.

Officiellement, la plupart de ces assassinats politiques sont commis par des *« inconnus »*, qui disparaissent ensuite sans laisser de trace. En fait, les organisations paramilitaires d'extrême droite et, dans une moindre mesure, d'extrême gauche sont responsables de la plupart de ces crimes.

Ainsi, l'armée secrète anticommuniste (E.S.A.) a publié à diverses occasions des listes de personnes qu'elle se propose *d'éliminer*. Elle a notamment revendiqué l'assassinat, le 29 mai dernier, d'un ancien député démocrate chrétien, M. Hamilton Noriega, dans un collège de Santa-Cruz-del-Quiche (nord-est du pays), où il donnait un cours.

Dans un communiqué rendu public le jeudi 5 juin, l'E.S.A., qui avait déjà proclamé son intention de tuer vingt « communistes » pour chaque extrémiste de droite assassiné, vient d'affirmer que les chiffres *« n'ont plus d'importance »*. *« Ce qui compte maintenant*, dit-elle, *c'est que tous les communistes et tous les traîtres soient tués. »*

● *Un prêtre espagnol*, un médecin allemand en voyage d'affaires et deux psychologues guatémaltèques ont été assassinés le vendredi 6 juin. — *(A.F.P., U.P.I.)*

États-Unis

M. Reagan au « Nouveau Vendredi » de FR 3

Un acteur ?

Bien coiffé, brillantiné même, massif, pondéré, réfléchi, tel est apparu aux téléspectateurs français, vendredi soir, au cours du « Nouveau Vendredi » de FR 3, le candidat républicain à la présidence des États-Unis. Par un vieux truc d'acteur, M. Reagan semblait parfois, en plongeant son regard dans l'œil de la caméra, s'adresser directement à son lointain auditoire, par-delà les deux questionneurs, Jean-Marie Cavada et Christine Ockrent. Et une certaine rouerie n'était pas absente de son propos. Ainsi, une question sur son ultralibéralisme en matière économique (on sait qu'il souhaite une diminution de 30 % des impôts fédéraux et la suppression d'une bonne partie de la réglementation limitant les pouvoirs du « big business ») était un peu trop habilement éludée par une référence à la libération des prix intervenue en France depuis l'été 1978, et la gestion de M. Barre faisait l'objet, de manière inattendue, d'un vibrant éloge.

M. Reagan n'a cependant pas fait bénéficier les Français des traits d'humour, parfois un peu lourds, dont il a coutume d'émailler ses discours. Le ton était sérieux, « présidentiel », sans rien non plus de l'emphase quelque peu apocalyptique avec laquelle il évoquait, il y a quelques années encore, la *« menace soviétique »*. Certes, Moscou souhaite toujours *« l'établissement d'un État communiste mondial »*, et les chars soviétiques, *« plus nombreux que les nôtres dans une proportion de 7 à 1 »* pourraient *« envahir très rapidement l'Europe »*. Mais les expressions choisies ne sont pas celles d'un va-t-en guerre. M. Reagan s'est assagi.

Ce portrait un peu terne était donc conforme à la nouvelle image que le candidat à la présidence entend donner de lui pour capter les voix des électeurs modérés. En définitive, la partie la plus intéressante de l'émission était constituée par les extraits de vieux films où apparaissent M. Reagan et qu'on n'a plus guère l'occasion de voir. Dans un raccourci saisissant, le visage du jeune acteur se superposait à celui du politicien vieillissant. Mais peut-être le commentateur, en insistant avec complaisance sur l'idée que M. Reagan « joue son rôle » de candidat à la présidence comme il en a joué d'autres, flattait-il un peu trop l'idée reçue en France que la politique, aux États-Unis, n'est que du spectacle. Le 4 novembre prochain, il ne s'agira pas de cinéma. — D. Dh.

Canada

Au terme de sa visite à Paris

LE VICE-PREMIER MINISTRE AFFIRME QUE SON PAYS A « UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE INDÉPENDANTE »

M. Allan McEachen, vice-premier ministre et ministre des finances du Canada a quitté Paris jeudi 5 juin à l'issue d'une visite officielle de quatre jours au cours de laquelle il a rencontré M. Raymond Barre, ainsi que MM. François-Poncet, Monory et Giraud. M. McEachen a participé, d'autre part, les 3 et 4 juin à la réunion du conseil des ministres de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.).

M. McEachen, qui était, en 1977, le coprésident de la Conférence sur la coopération économique internationale (C.C.E.I., plus couramment désignée sous le nom de dialogue Nord-Sud) a rappelé qu'il restait fidèle à l'idée de base de cette dernière de n'ouvrir ses travaux qu'à un certain nombre de pays représentatifs en évitant les écueils liés à l'organisation d'un forum universel. *« Je crois que le président Giscard d'Estaing avait raison de chercher une autre structure que l'O.N.U. et je ne pense pas que cette voie soit totalement fermée »* a-t-il expliqué.

M. McEachen s'est refusé à commenter la récente rencontre de MM. Giscard d'Estaing et Brejnev à Varsovie mais nous a indiqué que le Canada *« quoique très proche des États-Unis a une politique étrangère indépendante, ce dont on semble parfois ne pas avoir conscience en Europe »*.

ASIE

Afghanistan

EN VISITE OFFICIELLE A MOSCOU

Le ministre indien des affaires étrangères n'a pas réussi à convaincre le Kremlin d'assouplir sa position

Le comité sur l'Afghanistan créé par la récente Conférence islamique a annoncé vendredi 6 juin, à Téhéran, qu'il avait décidé d'entrer en relations avec « les trois parties intéressées au problème afghan, l'Union soviétique, les moudjahidin (résistants afghans) et le groupe de Kaboul », a annoncé M. Habib Chatti, secrétaire général de la Conférence et président du comité ; les autres membres de cet organisme sont les ministres des affaires étrangères d'Iran et du Pakistan, MM. Sadegh Ghotbzadeh et Agha Shahi. Ce contact avec « le parti au pouvoir à Kaboul » n'équivaut en rien à une reconnaissance du régime pro-soviétique, a précisé M. Chatti, selon lequel le but du comité demeure d'obtenir le « retrait total » des troupes soviétiques d'Afghanistan.

D'autre part, selon des voyageurs en provenance de Kaboul, la situation est tendue aux abords de la capitale où l'on semblait s'attendre à une action des guérilleros anti-gouvernementaux au cours du week-end. Les Soviétiques ont renforcé leur potentiel militaire autour de Kaboul et des salves d'artillerie ont été entendues au cours des derniers jours. — (A.F.P.)

De notre correspondant

Moscou. — M. Narasimha Rao, ministre indien des affaires étrangères, qui termine, ce samedi 7 juin, une visite officielle de cinq jours en U.R.S.S., a été reçu vendredi par M. Leonid Brejnev. Selon l'agence Tass, l'entretien a eu lieu dans une *« ambiance amicale »*. Le secrétaire général du parti communiste soviétique a rappelé l'intérêt que son pays porte à l'approfondissement des relations avec l'Inde, et il a mis en cause les forces impérialistes qui sont responsables, d'après lui, de l'aggravation de la conjoncture internationale. Il a renouvelé la proposition du pacte de Varsovie de tenir, dans un proche avenir, une conférence au sommet des chefs d'État de toutes les régions du monde, consacrée *« essentiellement à l'élimination des foyers de tension et à la prévention de la guerre »*.

A propos de l'Afghanistan, le chef de l'État soviétique a répété une position déjà connue : l'U.R.S.S. préconise un règlement politique de la *« situation qui s'est créée autour de ce pays »*. Ce règlement devrait garantir la cessation totale de l'agression et, en général, de toutes les formes d'ingérence extérieures.

C'est ce qu'avait déjà dit M. Gromyko en recevant M. Rao. Le ministre soviétique des affaires étrangères avait tenu des propos très fermes, faisant une nette distinction entre la situation intérieure afghane — qui ne peut être l'objet de négociations — et la situation *« autour de l'Afghanistan »*, qui peut faire l'objet d'un règlement politique aux conditions fixées par Moscou et par ses alliés de Kaboul.

La position de l'U.R.S.S. ne facilite guère une initiative des pays non alignés, et le gouvernement indien, qui considère que l'ingérence militaire des grandes puissances dans la région est *« inacceptable »*, n'a reçu aucun encouragement. Dans ses déclarations publiques, M. Rao a été très prudent, mais, dans le discours qu'il a prononcé au début de son séjour, en réponse à M. Gromyko, il a laissé percer clairement les divergences existant entre Moscou et New-Delhi. *« Les vents glacés de la guerre froide se sont rapprochés de nous*, a-t-il notamment déclaré. *Nous ne pouvons pas considérer ce développement sans inquiétude. »*

Se prononçant en faveur de la détente en Europe, qui doit s'étendre aux autres parties du monde, le ministre a souligné qu'une *« détente localisée dans des régions particulières du monde ou entre un groupe limité de nations ne peut être ni durable ni praticable »*. C'était soutenir la thèse de la « détente indivisible » que récusent les Soviétiques. M. Rao a d'autre part indiqué que l'Inde soutiendrait un gouvernement afghan *« solide et stable »* capable de mener une politique indépendante et non alignée, sous-entendant ainsi que ce n'était pas le cas du gouvernement Babrak Karmal installé par les Soviétique fin décembre 1979. Cette partie de son discours n'a pas été publiée par la *Pravda*, qui n'en a donné qu'un bref résumé.

Il semble donc, après la visite du ministre indien des affaires étrangères, que les dirigeants soviétiques cherchent toujours à faire accepter leur solution de la crise, même s'ils doivent placer dans une position inconfortable des interlocuteurs de bonne volonté.

DANIEL VERNET.

LES « SIX HEURES POUR L'AFGHANISTAN »

Le « même scénario » à Kaboul et à Prague

Cinq mois après le coup de Kaboul, les milieux intellectuels et différentes familles de la gauche française commencent à s'organiser pour dénoncer l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques. La soirée de soutien au peuple afghan — « Six heures pour l'Afghanistan », le vendredi 6 juin, à la Mutualité — a d'abord fait ressortir les divisions tant de la résistance que de la gauche : un porte-parole d'un mouvement afghan dénia à un autre le droit de s'exprimer au nom de la résistance de l'intérieur ; M. Leroy-Ladurie — qui participe par ailleurs au comité français pour le boycottage des Jeux olympiques — prit d'assaut la tribune pour *« mettre les points sur les « i »* et déclarer qu'un *« grand parti de France assume un rôle peu glorieux puisqu'il s'est prononcé, par la voix de son secrétaire général, M. Georges Marchais, au nom de la lutte contre le féodalisme et le droit de cuissage pour le soutien à l'armée soviétique en Afghanistan »*.

L'historien salua le *« combat courageux »* de communistes *« oppositionnels »* (Mme Hélène Parmelin, MM. Jean Elleinstein, Antoine Spire), associés avec d'autres personnalités (MM. Yves Montand, Artur London, Jean Lacouture), aux « six heures ». Mais cela ne leur confère pas, devait-il s'écrier, le droit de s'arroger la direction du mouvement de soutien.

Cependant, au-delà de ces querelles, les *« six heures »* ont montré que le drame afghan ne laissait pas indifférent les Français et, parmi eux, de nombreux jeunes qui marquèrent, par de longs applaudissements, leur émotion ou leur solidarité après avoir écouté des témoignages relatant la répression et les tortures à Kaboul, ou des poèmes afghans lus par M. Daniel Gélin.

Sans doute M. Antoine Spire se montra-t-il moins sévère à propos de l'U.R.S.S., qui *« devra sortir du guêpier »* et insista-t-il plutôt sur le fait que les participants étaient solidaires de tous les combats anti-impérialistes. En revanche, le Père Jean Cardonnel ne mâcha pas ses mots. Il demanda : *« Pourquoi faire peur avec un peuple lointain ? Parce que*, répondit-il, *il est menacé d'anéantissement par une assistance fraternelle... L'ardeur émancipatrice de l'U.R.S.S. dissimule mal ses ambitions conquérantes. C'est le peuple des pauvres qui se lève au nom de la foi. »*

De même, M. Edmond Maire assura-t-il que le moment était venu *« d'agir pour la reconnaissance des droits nationaux du peuple afghan. Kaboul, c'est là, c'est présent »*, a dit M. Maire. *« Mais le mouvement syndical comprend aujourd'hui que les tensions internationales constituent un obstacle à la lutte contre le sous-développement. C'est en défendant la liberté du peuple afghan que l'on défend l'avenir du socialisme. »*

Selon l'ethnologue et écrivain américain Mike Barry (auteur d'une série d'articles dans *le Monde* des 16, 17 et 18-19 mai, sur la guerre en Afghanistan), *« seule la gauche occidentale, qui a condamné les guerres d'Algérie et du Vietnam, a le poids moral pour intervenir à propos du drame afghan (...). Nous ne pouvons accepter qu'un peuple meure parce que nous sommes lâches »*.

La plupart des orateurs semblaient estimer que le peuple afghan ne trouvera son salut que dans la résistance puisque, aussi bien, *« il ne peut y avoir de solution pacifique négociée au niveau gouvernemental »*, comme l'a fait remarquer M. Jiri Pelikan, et que *« les États-Unis, le Pakistan et l'Iran ne pouvaient parler au nom du peuple afghan »*, comme l'a dit de son côté M. Antoine Spire.

L'ancien directeur de la télévision tchécoslovaque a repris les idées qu'il avait développées dans *le Monde* du 6 juin et affirmé qu'à Prague — où les troupes soviétiques se trouvent encore, malgré la *« normalisation »* qui devait être la condition de leur départ, comme à Kaboul — c'était le *« même scénario »*. Peu à peu, la résistance du peuple afghan trouvera ses dirigeants progressistes, assura-t-il. Cette résistance est, selon l'un des porte-parole et animateurs des « six heures », M. Mohamed Habib, *« la seule force capable de chasser l'envahisseur soviétique et elle a le caractère d'un authentique mouvement de libération nationale. Le peuple afghan ne se laissera pas réduire à l'esclavage »*.

Au cours de cette manifestation, M. Laurent Schwartz a annoncé la création d'un *comité national* de soutien au peuple afghan qui invite tous les Français à lui apporter leur soutien de toute nature. Ce mouvement ne cessera, a affirmé l'un des orateurs et membres du collectif, M. Jean-Paul Gay, qu'après le départ du dernier soldat soviétique. — G. V.

Philippines

ARRESTATION DE TRENTE-QUATRE PERSONNES ACCUSÉES DE COMPLOT

Manille *(A.F.P., Reuter)*. — Trente-quatre personnes, dont vingt-deux militaires et une femme, ancien sénateur, Mme Eva Estrada Kalaw, accusées par les forces armées philippines de complot, ont été arrêtées, apprend-on de source militaire.

Le projet aurait consisté à s'emparer des principaux généraux de l'armée, en décembre 1979, et à les utiliser comme otages pour obliger le président Marcos à quitter le pouvoir. Jusqu'à présent, les autorités avaient gardé le silence sur des informations faisant état de l'arrestation d'un nombre indéterminé de militaires et de civils entre le 31 décembre et le 7 janvier derniers.

L'un des « cerveaux » de cette opération manquée serait un ancien *sénateur*, M. *Raul* Manglapus, qui mène actuellement aux États-Unis une campagne contre le régime de M. Marcos.

M. Marcos a annoncé, vendredi 6 mai, la nomination de M. Al Caqang, ancien responsable du Front de libération national moro (musulman) comme chef des services de sécurité pour le sud du pays. Trois jours auparavant, une mine déposée par des rebelles appartenant à cette organisation avait explosé sur le passage d'un camion dans l'île de Jolo, faisant dix-huit morts. Le Front moro, qui réclame l'autonomie du sud de l'archipel, est en rébellion depuis plus de sept ans contre le pouvoir central.

[L'annonce de ces arrestations confirme que les Philippines ont connu une certaine tension, sur le plan intérieur, au début de l'année. Un indice en avait été donné lorsque le général Pinochet, chef de l'État chilien, avait dû annuler en mars la visite qu'il prévoyait d'y faire. Les autorités avaient fait état ensuite de l'arrestation de huit « terroristes étrangers ».]

LE DÉBAT SUR L'ÉLARGISSEMENT DE LA C.E.E.

Le gouvernement espagnol envisage toutes les possibilités

De notre correspondant

Madrid. — Le gouvernement espagnol a publié le vendredi 6 juin, un communiqué répondant aux déclarations faites la veille par M. Giscard d'Estaing. Mis au point au cours du conseil des ministres, modéré dans les termes, le texte est ferme sur le fond. Il reprend les principales objections que la presse et les milieux politiques espagnols opposent au revirement du président français.

« *Avant de se prononcer formellement sur le sujet,* dit le communiqué, *le gouvernement préfère attendre que la Communauté fixe sa position et que le gouvernement français précise la portée de la nouvelle attitude présidentielle qui semble transposer vers les pays candidats des difficultés provoquées par certains pays membres.*

» *Néanmoins, le gouvernement exprime dès maintenant sa conviction que ni les mesures internes que la Communauté devra adopter pour faire face à ses propres problèmes ni des circonstances économiques ou d'une autre nature, ne sauraient interrompre le cours des négociations ou affecter l'engagement politique pris auprès de l'Espagne par les gouvernements des Neuf et spécialement par le président de la République française lui-même. Elles ne sauraient non plus affecter la vocation européenne de l'Espagne, unanimement affirmée aux Cortès, ou le droit des Espagnols d'entrer dans la Communauté dans des délais et des conditions raisonnables tels qu'ils pourront être fixés au cours de la négociation.* »

A Madrid, la conviction est générale : M. Giscard d'Estaing se trouve déjà en campagne électorale. C'est devant *un auditoire particulièrement* choisi qu'il a plaidé en faveur d'un *coup de frein dans le processus* d'élargissement communautaire. Le communiqué gouvernemental fait une discrète allusion à cet aspect de ses propos en parlant des *« circonstances d'une autre nature »* qui ne sauraient interrompre la marche des négociations.

Pour sa part, le ministre chargé des relations avec les Communautés européennes, M. Leopoldo Calvo-Sotelo, affirme qu'il n'a pas été tellement surpris. Il attendait une initiative de ce genre *« mais pas avant l'automne »*. Il ne croit pas que la France opposera son veto à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. Les négociations, selon lui, continuent.

Pourtant, il reconnaît qu'au cours du conseil des ministres *« toutes les possibilités »* ont été envisagées, *« y compris une suspension des négociations »*. Auquel cas, a-t-il ajouté, l'Espagne retournerait à la situation *de 1967 quand elle avait signé un* accord particulier pour régler ses *relations avec la C.E.E.*

Les Espagnols ont le sentiment *qu'ils paient les « pots cassés du banquet communautaire »*. Si on leur *« ferme la porte au nez »*, disent-ils, c'est parce que le dernier élargissement de la C.E.E. a été mal conçu et mal réalisé. Pourtant, à en croire M. Calvo-Sotelo, l'Espagne poserait moins de problèmes aux pays membres de la C.E.E. et même à la *France que n'en pose actuellement* la Grande-Bretagne.

Le ministre s'est d'abord efforcé d'amortir le choc en répétant que la France n'était que l'un des Neuf et que huit autres pays avaient leur *mot à dire*. La presse et la télévision ont affirmé également que la France faisait cavalier seul dans cette affaire, qu'elle se heurtait même à l'hostilité de ses voisins qui auraient été pris de court et resteraient désireux d'accueillir l'Espagne et le Portugal à bras ouverts.

Mais M. Calvo-Sotelo a tout de même qualifié de *« fait grave »* les paroles de M. Giscard d'Estaing. Les hypothèses formulées en conseil des ministres montrent d'ailleurs que *Madrid se prépare au pire.*

Quelqu'un qui n'a pas été surpris, c'est M. Fraga Iribarne. Le porte-parole de la formation de droite, Coalition démocratique, ancien ministre de Franco et de la monarchie, affirme qu'en 1975, *alors qu'il* était ambassadeur à Londres, il *avait prévenu son gouvernement de* ce qui allait se passer. « *Seuls les ingénus et les imprudents peuvent s'étonner*, dit-il. *Or il y a beaucoup d'ingénus dans notre pays et parmi eux se trouve le gouvernement tout entier.* »

Les réactions dans les autres partis sont également sévères. La formation de M. Adolfo Suarez — dont certains dirigeants se réclament volontiers du giscardisme — s'en prend, dans un communiqué, à la *« légèreté »*, à la *« démagogie »*, à l'*« opportunisme politique »* du président français. « *Sa prise de position rendra plus difficile la collaboration frontalière entre les deux pays,* déclare le parti centriste, *et la coopération politique entre deux partis d'idéologie similaire qui pourrait contribuer à l'équilibre du Marché commun élargi. Celui-ci est davantage qu'un marché de fruits et légumes. Il est un projet politique d'une grande portée qui contribue à la sauvegarde de la démocratie et au maintien de la liberté.* »

Le parti socialiste s'étonne quant à lui que, *« au lieu de poser les problèmes communautaires dans leur vraie dimension, on affirme aujourd'hui que c'est l'intégration de l'Espagne qui pourrait déséquilibrer la C.E.E. »*. Après avoir accusé M. Giscard d'Estaing de tenter de résoudre les problèmes de *« certaines régions ou de certains secteurs économiques français en adoptant une attitude injuste et discriminatoire à l'égard de l'économie espagnole »*, le P.S.O.E. appelle le gouvernement Suarez à faire preuve *« d'agilité »* et *« d'énergie »* pour neutraliser une *« manœuvre électorale qui n'intéresse qu'un seul pays »*.

Le parti néo-fasciste Fuerza Nueva, enfin, réclame la rupture des relations diplomatiques avec la France *pour répondre à la « politique infamante »* qu'elle suit envers l'Espagne et à l'*« affront »* qu'elle vient de lui infliger. *« Avec ou sans Franco l'Europe ne nous veut pas »*, affirme la formation néo-franquiste de M. Blas Pinar.

CHARLES VANHECKE.

Tribune internationale

Merci, monsieur le président...

par FELICIANO FIDALGO (*)

IL faut remercier M. Valéry Giscard d'Estaing pour ses déclarations sur la « pause » qu'il faut observer dans l'élargissement de la C.E.E. Et cela pour quatre raisons :

1) Parce que, après deux années d'équivoques, il se place au même niveau que les autres grandes forces politiques, communistes, socialistes et gaullistes. Après les élections législatives de 1978, M. Giscard d'Estaing avait reçu tous les leaders politiques de la majorité et de l'opposition. Notre journal, El Pais, *écrivait :* « On dirait qu'ils pensent tous la même chose, mais chacun joue son rôle. » *Un porte-parole de M. Giscard d'Estaing avait protesté :* « Vous vous trompez. Le président n'a rien à voir avec l'attitude des autres forces politiques. » *La rectification a été publiée. Mais voilà : M. Giscard d'Estaing dit aujourd'hui, comme les gaullistes :* « Si on ne peut vivre à neuf, alors imaginez à douze. » *Et M. Giscard d'Estaing, comme les socialistes et les communistes l'autre jour à l'Assemblée nationale, pense qu'on ne peut pas supporter que les Britanniques mettent en cause, tous les deux ans, les règles communautaires. Donc, tout le monde est d'accord : l'élargissement « c'était une blague » ;*

2) Parce qu'il a ratifié, à haute voix, ce que tout le monde pense : il n'y a pas de C.E.E. Il y a des égoïsmes nationaux, communistes, socialistes, gaullistes ou giscardiens, c'est tout. Et c'est dommage pour la France de la Ve République, prêtresse de l'indépendance nationale face aux deux blocs et leader occidental d'un monde multipolaire. Il fallait prouver cela, sur le terrain, malgré Mme Thatcher, malgré la crise économique mondiale et malgré l'élection présidentielle de 1981 ;

3) Parce qu'il a laissé tout nu, devant l'opinion espagnole, un gouvernement impuissant alors que M. Adolfo Suarez est venu à Paris, l'automne dernier, pour dire « oui » à tout sans rien comprendre au brouillard giscardien ;

4) Parce qu'il a réussi à réaffirmer la démocratie espagnole, la pauvre : le consensus du gouvernement de Madrid et de l'opposition, socialiste et communiste, en ce qui concerne l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, est devenu maintenant un consensus anti-français.

Merci, de la part des nostalgiques...

(*) Correspondant à Paris du journal *El Pais.*

LA « PAUSE » PROPOSÉE PAR PARIS N'EST PAS APPROUVÉE PAR LES CAPITALES EUROPÉENNES

(Suite de la première page.)

« *Si par hasard,* poursuit le communiqué, *la position de la France venait à être contraire à la poursuite des négociations avec le Portugal ou à leur conclusion en temps utile, le gouvernement portugais agirait de façon à rechercher les solutions défendant de la meilleure façon l'intérêt national.* »

Le gouvernement portugais affirme enfin : « *Le contexte dans lequel les déclarations* (du chef de l'Etat français) *ont été faites, les garanties qui nous ont été données, notamment par le président Giscard d'Estaing, et la conscience qui existe en France de l'énorme frustration que tous les démocrates portugais ressentiraient si les portes de la Communauté européenne nous étaient fermées, surtout si cela arrivait par la main de la France, sont des facteurs qui jouent en notre faveur et ne justifient pas qu'on craigne le pire.* »

De son côté, le premier secrétaire du parti socialiste portugais, M. Mario Soares, a qualifié de « *graves pour le Portugal* » les déclarations de M. Valéry Giscard d'Estaing.

Le dirigeant socialiste, qui a signé en mars 1977, la demande officielle d'adhésion du Portugal à la C.E.E. alors qu'il était chef du gouvernement portugais, a cependant relevé que le président français n'avait pas parlé d'« *interruption* » du processus de négociation, mais de « *pause* ». Il a critiqué le gouvernement actuel de M. Francisco Sa Carneiro (centre-droit) pour son « *optimisme démesuré* » et a demandé « *une réponse diplomatique immédiate* ».

Les réactions en France

M. CHIRAC : Satisfaction

« Je suis satisfait, *a déclaré M. Jacques Chirac, vendredi 6 juin à TF 1.* Je crois que dans cette période *difficile* le président de la République a fait preuve de lucidité. L'important, en effet, c'est de poursuivre la construction européenne et pour cela de sauvegarder l'essentiel d'abord, c'est-à-dire le Marché commun agricole. Il est indispensable dans cet esprit de digérer d'abord le premier élargissement qui intéresse la Grande-Bretagne avant d'en envisager un second. C'est d'ailleurs la position très ferme que j'avais prise le 1er juillet 1978 à Castelnaudary. »

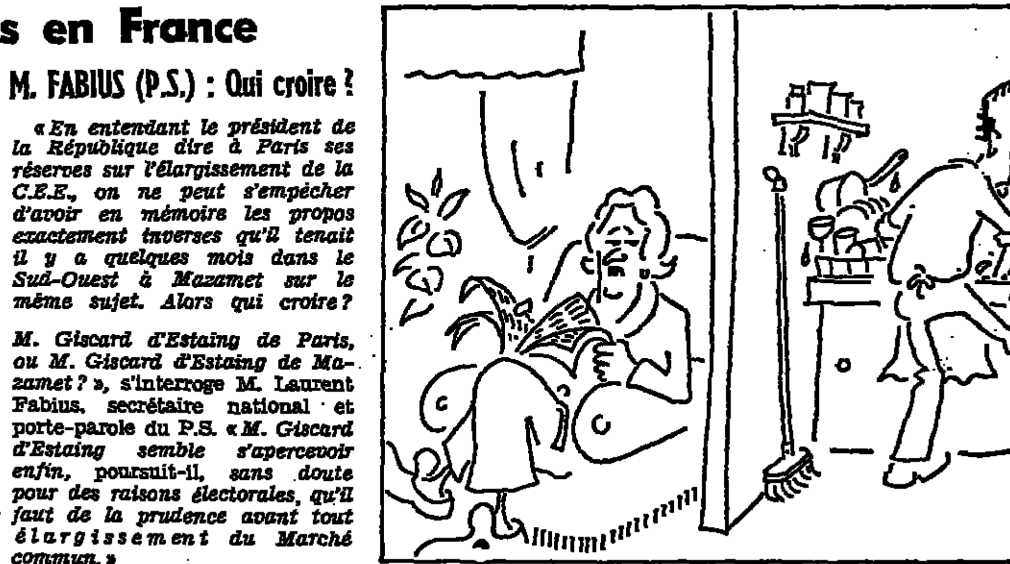
M. FABIUS (P.S.) : Qui croire ?

« *En entendant le président de la République dire à Paris ses réserves sur l'élargissement de la C.E.E., on ne peut s'empêcher d'avoir en mémoire les propos exactement inverses qu'il tenait il y a quelques mois dans le Sud-Ouest à Mazamet sur le même sujet. Alors qui croire ?*

M. Giscard d'Estaing de Paris, ou M. Giscard d'Estaing de Mazamet ? », s'interroge M. Laurent Fabius, secrétaire national et porte-parole du P.S. « *M. Giscard d'Estaing semble s'apercevoir enfin,* poursuit-il, *sans doute pour des raisons électorales, qu'il faut de la prudence avant tout élargissement du Marché commun.* »

● *M. Michel Poniatowski,* ancien ministre d'Etat, membre du conseil national de l'U.D.F., écrit dans son éditorial de *Prospective-hebdo*, organe de l'Institut de prospective politique dont il est le fondateur (numéro du vendredi 6 juin) : « *Pour l'homme d'Etat, les réalités s'imposent sur les* a priori. *En matière européenne, la réalité c'est : huit partenaires qui jouent le jeu, un associé qui opère en franc-tireur, les yeux fixés vers le « grand large ». Valéry Giscard d'Estaing tire les conséquences de cette réalité. Dans les circonstances présentes, l'élargissement n'ancrerait pas les pays du sud de l'Europe, mais conduirait cette Europe à la dérive vers le « grand large ».*

● *M. Emmanuel Maffre-Baugé,* député communiste à l'Assemblée des communautés européennes, a déclaré, vendredi 6 juin à « Europe 1 » : « *Je suis heureux que cette déclaration ait été faite, j'espère qu'elle sera suivie d'effets et qu'aux lendemains des élection présidentielles (...) ces engagements seront tenus.* » « *C'est la démonstration que, lorsque nous avons dit que l'élargissement de la C.E.E. n'est pas possible, nous ne nous étions pas trompés.* »



(Dessin de KONK.)

DIPLOMATIE

M. François-Poncet en visite à Bucarest

M. Jean François-Poncet est attendu dimanche soir 8 juin à Bucarest pour un séjour de vingt-quatre heures essentiellement destiné à préparer la visite officielle que M. Ceausescu, le président roumain, doit faire en France dans la seconde quinzaine de juillet.

Le ministre français des affaires étrangères, qui aura deux séries d'entretiens avec son homologue roumain, M. Stefan Andrei, et sera reçu en audience par M. Ceausescu, devait évoquer notamment la préparation de la réunion de Madrid destinée à dresser, en novembre, le bilan de l'application de l'Acte final de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, signé à Helsinki en 1975. Paris et Bucarest se prononcent pour la convocation d'une conférence européenne sur le désarmement, mais la France souhaite que le débat porte seulement sur les armements classiques, alors que la Roumanie voudrait y inclure les armes nucléaires.

Par ailleurs, la Roumanie n'a pas participé au vote de l'Assemblée générale de l'ONU, en janvier, condamnant l'intervention soviétique en Afghanistan et n'a pas envoyé de délégation à la conférence organisée par plusieurs P.C. européens, en avril, à Paris, sur les problèmes du désarmement.

EN BREF

● *M. Fidel Castro* a proposé qu'une conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés ait lieu en juillet prochain à La Havane, a-t-on indiqué, le vendredi 6 juin, de source proche des pays non alignés aux Nations unies. Le but de la réunion serait de faire le point sur l'évolution de la situation internationale dans son ensemble. Selon la même source, les premières réactions à cette proposition ont été positives. — *(A.P.)*

● *Le président costa-ricain Rodrigo Carazo* est attendu, du 7 au 12 juin, en France. Il est invité par le directeur général de l'UNESCO, M. Amadou Mathar M'Bow, à prononcer à Paris le discours inaugural du congrès de l'éducation pour le désarmement, en raison notamment des initiatives déjà prises par son gouvernement pour promouvoir la paix dans le monde, telles que la création d'une université de la paix à San-José. — *(A.F.P.)*

● *Une délégation de l'Assemblée nationale populaire de Chine,* conduite par Mme Deng Yingchao, veuve de l'ancien premier ministre Chou-En-lai, séjournera *en France du 9 au 19 juin,* à l'invitation de MM. Chaban-Delmas et Poher, présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat.

C'est la première fois qu'une délégation parlementaire chinoise d'un tel niveau vient en France. Mme Deng Yingchao est vice-présidente du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire et membre politique du P.C. chinois. La délégation doit être reçue, mercredi 11 juin, par M. Giscard d'Estaing.

● *M. Age Tammenoms Bakker,* actuellement ambassadeur des Pays-Bas à Washington, a été nommé ambassadeur à Paris en remplacement de M. de Ranitz, a annoncé le ministre néerlandais des affaires étrangères.

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

● L'AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS, M. Marvin Weissman, *a été déclaré persona non grata* par les forces armées le vendredi 6 juin alors que deux candidats de droite à l'élection présidentielle qui *doit avoir lieu le 29 juin* entamaient une grève de la faim afin d'obtenir son expulsion par la présidente de la République. Les forces armées ont *violemment* attaqué les déclarations faites au département d'Etat le 4 juin selon lesquelles un coup d'Etat militaire se préparait à La Paz. Pour leur part, trois anciens présidents civils, MM. Guevara Arze, Paz Estenssoro et Siles Suazo, se sont félicités de la prise de position américaine qui réaffirme l'appui de Washington au maintien du processus démocratique. — *(A.F.P., Reuteur.)*

Cambodge

● LE PROCES DE DIX-SEPT « REACTIONNAIRES » s'est ouvert jeudi 5 juin à Phnom-Penh devant le « *tribunal populaire révolutionnaire* » présidé par M. Keo Chanda, ministre de l'information, et en présence de cinq cents « *représentants de toute la population* » de la capitale. Les accusés appartenaient, selon l'accusation, à une « *bande de Khmers sereika* » (nationalistes) qui auraient gardé des « *contacts étroits* » avec les « *traîtres sereika* » de M. Son Sann, président du Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.). Ils auraient formé un « *gouvernement* » dont tous les membres, notamment le « *premier ministre* », M. Hem Kroueusna, figurent au banc des accusés. — *(A.F.P.)*

Chine

● LA CHINE ET L'UNION SOVIETIQUE ont *signé*, vendredi 6 mai à Pékin, l'accord commercial bilatéral pour 1980. Le montant prévu des échanges n'a pas été publié. Selon l'agence japonaise Kyodo, ils devraient s'élever à environ 375 millions de dollars *et être par conséquent en* baisse par rapport au montant de 1979 (500 millions de dollars). — *(U.P.I.)*

Corée du Nord

● M. KIM JONG-PIL, ancien premier ministre sud-coréen et homme de confiance de Park *Chung-hee, arrêté le 17 mai* avec d'autres personnalités politiques appartenant, quant à elles, à l'opposition, a été libéré, annonce la presse japonaise. M. Kim Jong-pil, qui était accusé de corruption, aurait payé une amende avant de sortir de prison. — *(A.P., U.P.I.)*

Espagne

● M. ANDRES SANCHEZ DIAZ, directeur de la revue *Crash*, saisie sur ordre du gouvernement, a été arrêté le lundi 2 juin. La dernière livraison de la revue *Crash* traitait le problème des prisonniers politiques et de la torture.

Guinée-Bissau

● TROIS DETENUS ONT ETE EXECUTES, vendredi 6 juin, en Guinée-Bissau, après avoir été reconnus coupables de mutinerie. Un quatrième prisonnier a vu sa peine de mort commuée en dix ans de prison. On ignore pourquoi les quatre hommes étaient détenus. — *(Reuter.)*

R.D.A.

● LE TRIBUNAL MILITAIRE DE BERLIN-EST a condamné, le jeudi 5 juin, un ressortissant ouest-allemand, *M. Horst* Hering, à la détention à perpétuité pour espionnage au profit des services de renseignements de la République fédérale. M. Hering, journaliste, était accusé d'avoir *exercé des activités d'espionnage* pendant plusieurs années dans différents pays de l'Est, sous couvert de reportages pour le journal bavarois *Bayern Kurrier*. — *(Reuter, A.F.P.)*

EUROPE

Italie

Les élections municipales, régionales et provinciales prennent l'allure d'un référendum

De notre correspondant

Rome. — Les Italiens ne savent pas très bien pourquoi ils vont voter les dimanche 8 et lundi 9 juin. Officiellement, ils se rendent aux urnes pour renouveler les conseils des quinze régions à statut ordinaire (sur un total de vingt), ainsi que la plupart des élus provinciaux et municipaux. Mais le scrutin ressemble de plus en plus à *« un référendum sur le gouvernement de M. Cossiga »*, comme le notent plusieurs commentateurs. Les questions locales sont passées au second plan, malgré l'importance qu'elles revêtent dans un pays aussi décentralisé. Toute l'attention se concentre sur le score national des partis : il suffirait d'un effritement des voix socialistes et d'une bonne tenue du P.C.I. pour ébranler l'alliance de centre-gauche.

La principale illustration de ce détournement de la campagne électorale est l'affaire Donat-Cattin. On n'a pas fini, semble-t-il, d'en entendre parler. Après la démission du secrétaire général adjoint de la démocratie chrétienne soupçonné d'avoir favorisé la fuite de son fils, Marco, qui appartiendrait à une organisation terroriste, — c'est le président du conseil qui est à présent au cœur de la controverse (*le Monde* du 3 juin). Les communistes en effet continuent à soutenir que M. Cossiga avait alerté M. Donat-Cattin des dangers que courait son fils. Bien qu'une commission d'enquête ait décidé de clore l'affaire, le P.C.I. est donc en train de recueillir des signatures pour que le dossier soit examiné par l'ensemble du Parlement.

L'affaire Donat-Cattin a beaucoup dégradé le climat et désormais tout le monde est soupçonné de quelque chose : MM. Cossiga et Donat-Cattin d'avoir favorisé la fuite d'un terroriste ; le P.C.I. d'avoir poussé des juges communistes à engager la procédure d'enquête ; la magistrature turinoise de s'être laissé influencer par le P.C.I. Toutes les cartes s'en trouvent brouillées, car si M. Donat-Cattin incarnait jusqu'à présent la tendance majoritaire (et anti-communiste) de la démocratie chrétienne, M. Cossiga était, au contraire, l'un des dirigeants de la démocratie chétienne les plus appréciés du P.C.I.

Même s'ils ne l'ont pas provoquée, les communistes profitent énormément de l'affaire Donat-Cattin, au point d'aborder avec optimisme ces élections qui les inquiétaient tant. Elle leur fournit un motif clair pour exiger à court terme la démission du gouvernement. Il est plus facile de réclamer le retrait d'un président du conseil fautif que le remplacement de toute une équipe ministérielle jugée incompétente.

Comme elle l'a toujours fait en période difficile, la démocratie chrétienne serre les rangs. Une sorte de carré s'est formé autour de MM. Cossiga et Donat-Cattin. Pour les défendre, le parti gouvernemental compte davantage sur la corde sensible des Italiens, leur sens de la famille, que sur des preuves difficiles à établir. Principale victime du terrorisme, la démocratie chrétienne a essuyé *suffisamment d'attentats* pour s'estimer insoupçonnable en la matière. Son unité risque néanmoins d'être très provisoire. Ne dit-on pas déjà que le grand bénéficiaire de la chute du président du conseil serait son prédécesseur, M. Andreotti ?

La crainte des abstentions

L'affaire Donat-Cattin n'aura pas forcément une grande influence sur les résultats électoraux. Mais elle a troublé les *stratèges qui n'osent plus* se lancer dans des prévisions. On continue à croire, de tous côtés, que les abstentionnistes seront plus nombreux que d'habitude. A trop voter (huit fois en dix ans !), les Italiens semblent gagnés par la lassitude, d'autant que la politique nationale tourne en rond. Le scepticisme reprend ses droits après quelques bouffées d'enthousiasme dont avaient bénéficié tour à tour les communistes et les radicaux. Plus faible qu'ailleurs, le taux d'abstention est cependant passé de 9,2 % en *1976 à 13,4 % en 1979. Si le mouvement* devait se poursuivre, l'Italie perdrait l'une de ses spécificités par rapport aux mœurs politiques en vigueur dans la plupart des autres grandes démocraties occidentales.

Naples sera l'un des enjeux de ce scrutin. Cinq ans après son éclatante victoire, le P.C.I. n'est pas sûr d'y conserver la mairie. L'extrême droite, qui espère bénéficier d'un recul communiste, a concentré tous ses efforts sur cette ville difficilement gouvernable. Elle y était bien implantée jadis et compte sur la déception de certaines franges sociales pour marquer des points.

Le cas de Naples et de quelques autres grandes villes ou régions promettait un passionnant débat. Il n'a pas eu lieu. C'est d'autant plus regrettable que les futurs conseils auront des pouvoirs supérieurs à ceux qui furent élus en 1975. On a calculé qu'en dix ans d'activité les quinze régions à statut ordinaire avaient promulgué quelque six mille lois. Mais l'État a délégué ses pouvoirs de manière fragmentaire sans donner aux collectivités locales les moyens financiers qu'elles réclamaient. Une campagne électorale aussi « politique » n'a pas permis d'approfondir la question.

ROBERT SOLÉ.

Grande-Bretagne

APRÈS SON CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DE WEMBLEY

Le parti travailliste reste très divisé

De notre correspondant

Londres. — Mme Thatcher est-elle vraiment la « bonne fée » du parti travailliste, comme le déclarait cyniquement un des délégués à la récente conférence spéciale du Labour à Wembley ? La présence au 10 Downing Street d'un premier ministre représentant *« la droite qui ose dire son nom »* assure certainement un minimum d'unité chez les travaillistes, tous d'accord pour dénoncer les « horreurs » du monétarisme ; mais l'approbation à la quasi-unanimité de la déclaration-programme de Wembley ne saurait *faire illusion*. La grande famille travailliste, réunissant les éléments les plus hétéroclites — sociaux-démocrates, chrétiens progressistes, syndicalistes, pacifistes, trotskistes, — reste divisée.

Certes, la gauche, majoritaire au sein de l'exécutif et des sections syndicales du parti, peut se vanter d'avoir fait approuver par les dirigeants modérés un texte allant bien au-delà des programmes électoraux du Labour. La déclaration de Wembley recommande un accroissement des dépenses publiques, l'extension du secteur nationalisé, un contrôle sélectif des importations, la renationalisation sans compensation des entreprises publiques « bradées » au secteur privé, l'abolition de la législation restrictive sur *les syndicats*, la semaine de trente-cinq heures... Sur le plan de la politique extérieure, la déclaration, animée d'un esprit anti-européen, envisage, faute d'une révision des structures communautaires, le retrait de la Grande-Bretagne de la C.E.E. Enfin, la déclaration réaffirme l'opposition du Labour à l'installation sur le territoire britannique des Cruise et des missiles terrestres de l'OTAN.

Mais, tant que la mise au point du programme électoral du parti demeurera la responsabilité conjointe du groupe parlementaire et de l'exécutif, la déclaration de Wembley risque de rester lettre morte. C'est pourquoi l'aile gauche accentue sa pression pour obtenir au prochain congrès de Blackpool, en octobre, les changements de structures visant à diminuer l'autorité du leader et du groupe parlementaire. Mais, *ces dernières semaines*, la gauche a perdu du terrain. Le revirement d'un grand syndicat, celui des métallurgistes, fera très certainement pencher la balance à Blackpool, en faveur des dirigeants modérés.

Après l'échec aux élections de l'an dernier, l'aile modérée du parti, derrière Mme Shirley Williams, MM. Owen et Rodgers, s'est ressaisie. La gauche voudrait, pour sa part, réduire le groupe parlementaire au rôle de simple agent d'exécution des mesures décidées lors du congrès annuel. Mais les parlementaires estiment avoir des responsabilités spécifiques envers les électeurs et jugent suicidaire un programme trop avancé qui ne tiendrait pas compte de réalités électorales.

Un désaccord fondamental persiste sur le diagnostic de l'échec électoral de 1979. Pour M. Benn, qui s'impose de plus en plus comme leader de la gauche, le Labour n'a pas su offrir au pays une alternative vraiment socialiste, poussant ainsi à l'abstention des électeurs travaillistes *de surcroît rebutés par une* politique des revenus contraignante. M. Callaghan, au contraire, estime que le refus par les syndicats de sa politique des revenus est à l'origine de la défaite électorale du Labour. l'économie mixte est de loin préférable, pour lui, à la « libre négociation » des salaires, et il voudrait, avant les prochaines élections, conclure un pacte avec la hiérarchie syndicale sur un programme de gouvernement.

Sur ces divergences se greffe le problème de la succession de M. Callaghan. L'ancien premier ministre âgé de soixante-huit ans, avait indiqué qu'il s'en irait à l'automne prochain, après le congrès du parti, mais les principaux leaders syndicalistes estiment maintenant qu'il devrait rester à son poste. Beaucoup de ses amis modérés sont cependant impatients de le voir céder la place à M. Healey. Quant à B. Benn, malgré l'influence qu'il exerce sur les sections locales et sur le congrès, et le soutien que lui a apporté Mme Barbara Castle, ses chances restent limitées, étant donné les réserves des syndicalistes à l'égard de cet intellectuel sans véritable expérience des luttes ouvrières...

HENRI PIERRE.

Yougoslavie

Le gouvernement prend une série de mesures pour assainir l'économie

Le dinar est dévalué de 30 %

De notre correspondant

Belgrade. — Il était évident depuis le début de l'année que la situation de l'économie yougoslave exigeait de vastes et radicales mesures d'assainissement. Malgré un grand nombre de « recommandations » adressées par le gouvernement fédéral aux entreprises, aux républiques fédérées et aux communes, aucun des principaux objectifs de la politique de stabilisation — 1980 a été proclamée l'année de la stabilisation — n'a été atteint. Bien au contraire, dans beaucoup de domaines la situation s'est aggravée.

Les prix échappant à tout contrôle ont atteint un niveau inquiétant, notamment les prix des articles traditionnels d'exportation, qui, dans de nombreux cas, sont supérieurs à ceux pratiques sur le marché étranger. La spéculation a pris une ampleur sans précédent. Certains articles de grande consommation comme le sucre, l'huile, le café et les détergents ont disparu des magasins. La pénurie est durement ressentie par la population. Pourtant, la presse ne cesse de répéter que les usines travaillent normalement et que leurs livraisons au commerce devraient satisfaire les besoins. Les salaires, eux aussi, ont crevé tous les plafonds. Ce qui est considéré comme particulièrement inquiétant, c'est qu'ils ne sont pas le produit du travail, mais de transactions plus ou moins louches, et que la fourchette des rémunérations s'élargit sans cesse.

Une récente vague de hausses des prix du courant électrique, des loyers, de la plupart des services communaux, des transports a suscité un vif mécontentement et pose de sérieux problèmes à ceux qui sont les plus mal payés, surtout aux retraités. *« Dans beaucoup de cas, la facture d'électricité*, a dit le président du gouvernement de Serbie, *est plus élevée que le prix du loyer.* » Les investissements, qui sont à l'origine d'une inflation de plus de 20 %, n'ont pas été stoppés et le commerce extérieur, au cours de premiers mois de l'année, enregistre encore un déficit important.

Pour mettre un terme à un tel état de choses, le gouvernement fédéral a pris le 6 juin un important train de mesures d'assainissement. Il a décidé, entre autres, une dévaluation du dinar de 30 %. Cette modification du cours de la monnaie nationale contribuera, estime-t-on, à réduire, voire supprimer, les disparités entre les prix du marché intérieur et ceux du marché international. Elle doit stimuler les exportations et réduire à la fin de l'année le déficit de la balance des paiements avec l'étranger à 2 milliards de dollars, contre 4,5 milliards en 1979.

Intervenant à la veille de la saison touristique, la dévaluation doit également rendre meilleur marché le séjour en Yougoslavie des touristes étrangers qui, cette année, un peu du fait de la récession générale mais surtout de la hausse démesurée des prix, semblent hésiter à venir. Or, le tourisme est, depuis des années, l'une des principales sources de devises du pays.

Usant des droits que lui confère la Constitution, le gouvernement fédéral a également bloqué les prix de tous les produits et services à leur niveau du 6 juin. Cette mesure sera complétée à brève échéance par d'autres décisions encore, pour freiner une inflation galopante. L'Institut fédéral des prix est chargé d'examiner la conduite des entreprises qui n'ont pas respecté les accords réalisés sur les prix du début de l'année. Quant aux salaires, ils devront être « harmonisés » avec les nécessités de la politique de stabilisation. En d'autres termes, ils seront eux aussi soumis à un certain contrôle.

Le communiqué du gouvernement annonce enfin des modifications du régime des devises, de la politique du crédit et de la consommation, du système de la répartition des revenus, conformément aux principes de la résolution sur le développement économique en 1980 de l'Assemblée nationale.

PAUL YANKOVITCH.

DES DÉLÉGUÉS A LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL DEMANDENT A L'U.R.S.S. LA LIBÉRATION DE M. BORISSOV

(De notre correspondante.)

Genève. — Au moment où s'ouvrait, le 4 juin, au Palais des nations à Genève, la conférence internationale du travail, réunissant mille six cents délégués et conseillers techniques des gouvernements, employeurs et travailleurs de cent vingt-sept pays, on apprenait l'arrestation, pour la troisième fois, de M. Vladimir Borissov, membre fondateur et l'un des principaux responsables du Syndicat autonome soviétique (SMOT).

Arrêté dans la banlieue de Moscou, il avait été récemment relâché d'un hôpital psychiatrique. Cet internement avait suscité de nombreuses protestations dans le monde. Les responsables de syndicats de divers pays et de centrales syndicales internationales ont lancé depuis Genève un appel aux autorités soviétiques réclamant la libération immédiate de M. Borissov et demandant à l'U.R.S.S., *« au même titre que tous les autres États du monde, de respecter les libertés syndicales selon les conventions de l'Organisation internationale du travail ratifiées par eux »*.

D'autre part, le 6 juin, au cours d'une conférence de presse, le « comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est » a lancé un appel aux délégués à la conférence internationale du travail pour qu'ils fassent respecter les libertés syndicales partout dans le monde.

L'appel est signé par MM. Viktor Fainberg, représentant à l'étranger du SMOT, Ludvik Kavin, signataire de la Charte 77 (Tchécoslovaquie), Vladimir Krasnosselski, représentant à l'étranger du parti social-démocrate roumain, Jiri Pelikan, élu européen du parti socialiste italien et ancien directeur général de la télévision tchécoslovaque, et Alexandre Smolar, représentant à l'étranger du Comité de défense des ouvriers (Pologne).

I. V.

Organisée par le P.S. à Paris

UNE CONFÉRENCE DE PARLEMENTAIRES EUROPÉENS A EXAMINÉ LA SITUATION DES JUIFS SOVIÉTIQUES

Trente-huit parlementaires de *quatorze pays (Allemagne* de l'Ouest, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Irlande, Israël, Norvège, Pays-Bas, Portugal, *Suède et Suisse) ont tenu* à Paris, le vendredi 6 juin, à l'initiative du parti socialiste français, une conférence consacrée aux problèmes des juifs en U.R.S.S. Socialistes, sociaux-démocrates, libéraux, radicaux démocrates et conservateurs ont décidé de lancer dans leurs pays respectifs des campagnes d'opinion afin que leurs gouvernements agissent pour que le sort des juifs en U.R.S.S. soit débattu à la prochaine conférence de Madrid. Celle-ci, après la réunion en 1977 à Belgrade, doit *fait le point* de l'application de l'Acte final de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, signé en 1975 à Helsinki par trente-cinq pays.

M. Jean Poperen, secrétaire national du P.S., a précisé que les parlementaires européens qui ont assisté à la conférence tenteraient de se faire représenter à *Madrid*. Dans l'immédiat, les participants ont décidé de créer un comité européen permanent pour coordonner leurs efforts. Ils ont aussi lancé un appel à l'UNESCO pour qu' *« elle engage des efforts résolus afin d'assurer la survie de la culture juive et le droit à l'enseignement de l'hébreu en U.R.S.S. »*. Une délégation sera envoyée en U.R.S.S. pour étudier la situation des juifs. Enfin, la conférence souhaite *« un élargissemnet sérieux de l'effort en faveur des refuzniki »*, c'est-à-dire *de ceux à qui les autorités* refusent avec persistance un visa de sortie d'U.R.S.S. pour Israël. Dans son rapport, Mme Anita Gradine, socialiste suédoise, a mis l'accent sur les *« nettes restrictions apportées à l'émigration des juifs en U.R.S.S. Ainsi, à Odessa, en mars 1979, 1 330 personnes avaient été autorisées à quitter l'U.R.S.S. pour seulement 38 en avril 1980. Il semble que les portes vont de plus en plus se fermer à l'émigration des juifs en raison notamment des exigences nouvelles concernant le lien de parenté demandé pour la « réunion de famille »*. Mme Gradine a précisé que depuis 1968, quelque 225 000 juifs avaient émigré d'U.R.S.S., dont 51 333 personnes en 1979, soit une moyenne mensuelle de 4 277 émigrés. En avril 1980, 2 020 personnes seulement ont pu quitter l'Union soviétique.

République fédérale d'Allemagne

M. Strauss, candidat chrétien-démocrate à la chancellerie a constitué son équipe

De notre correspondant

Bonn. — En compagnie du président de la C.D.U., M. Helmut Kohl, le candidat de l'opposition à la chancellerie, M. Franz-Josef Strauss, a présenté, vendredi, son *« équipe électorale »*. Sa constitution n'a pas été aisée : il fallait dissiper l'impression que des divergences subsistent entre la C.D.U. et la C.S.U., et qu'au sein du camp chrétien-démocrate certains sont encore réticents à *l'égard de M. Strauss*.

La République fédérale ne connaît pas la tradition britannique du cabinet fantôme. Cela permet donc au candidat à la chancellerie de mettre en lice aujourd'hui une *équipe* organisée de façon *assez* souple pour qu'aucun de ses membres puisse se sentir trop mal *placé*. A la tête se trouve *bien* entendu M. Franz-Josef Strauss lui-même et M. Kohl. Alors que le second a dû, l'année dernière, céder la première place à M. Strauss, les deux hommes ne cessent à présent d'afficher en public un parfait accord. Quelques doutes subsistent cependant quant à l'*« harmonie préétablie »* dont ils offrent le spectacle. En cas de victoire électorale de la démocratie-chrétienne, M. Kohl n'entrerait pas dans le gouvernement de M. Strauss, mais resterait à la tête du groupe parlementaire chrétien-démocrate, poste que le candidat à la chancellerie considère aujourd'hui *comme le plus important* après celui du chef du gouvernement.

Le couple Strauss-Kohl ne sera-t-il pas en *réalité* un trimvirat ? La réponse à cette question n'est pas encore très *claire. Il est acquis* cependant que le ministre président du Schleswig-Holstein, M. Stoltenberg, se verrait confier le rôle de vice-chanceller responsable du très important secteur *de l'économie et des finances*.

Au-dessous de cette direction à deux ou à trois, l'équipe comprend neuf membres parmi lesquels l'ancien candidat chanceller, M. Rainer Barzel, le *porte-parole* de la C.D.U. pour les affaires étrangères M. Dregger, l'expert militaire M. Wörner qui *dirigerait certainement le ministère* de la défense, le secrétaire général de la C.D.U., M. Geissler, le ministre des finances de la Basse-Saxe, M. Kriep, le ministre bavarois *de l'éducation, M. Mayer, et le chef* du groupe parlementaire de la C.S.U. à Bonn, M. Zimmermann. Une seule femme fait partie de cette première équipe : Mme Helga Wex, compétente *dans* le domaine de la politique sociale. Selon M. Strauss, chacun des équipiers serait qualifié pour au moins deux postes différents au sein d'un cabinet chrétien-démocrate. Ce dispositif est complété *par une troisième équipe* qui comprend plusieurs politiciens bien connus, tels que le ministre président du Bade-Wurtenberg, M. Späth, et celui de la Basse-Saxe, M. Albrecht. En cas de victoire cependant ni l'un ni l'autre n'abandonnerait son Land pour jouer un *rôle à Bonn*.

La décision la plus importante reste donc le choix de M. Stoltenberg comme vice-chanceller. L'intéressé lui-même a longtemps hésité avant de devenir ainsi le bras droit de M. Franz-Josef Strauss. Qu'il ait accepté ce rôle comporte d'indéniables avantages pour les stratèges *électoraux de la démocratie-chrétienne*. L'actuel ministre, président du Schleswig-Holstein, présente une image plus modérée que celle du candidat chanceller. D'autre part, il est clairement reconnu comme un homme du Nord. Même s'il n'est pas question de diviser la campagne électorale selon des critères géographiques, il *est certain* que M. Strauss se félicite d'être secondé par un politicien très populaire au-dessus de *« la ligne du Main »*. Celle-ci continue de séparer ce que M. Strauss lui-même vient d'appeler des *« tribus germaniques »*, dont les réactions sont très différentes.

JEAN WETZ.

Le Monde

politique

LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

A l'Assemblée nationale : la responsabilité des transporteurs maritimes

Vendredi 6 juin, à l'Assemblée nationale, au cours de la séance consacrée aux questions orales sans débat, le problème de la responsabilité des pollutions maritimes a été, notamment, évoqué. M. WAGNER (R.P.R., Yvelines) explique que si, en cas d'accident, la responsabilité du transporteur est mise en cause, « *certains armateurs sans scrupules créent autant de sociétés qu'ils possèdent de navires.* » Il ajoute : « *Il faut décourager les compagnies pétrolières de confier le transport de leur produit à des navires non fiables, en les rendant solidairement responsables avec le transporteur des dégâts causés par leur produit sur les côtes ou sur les lieux de pêche.* »

M. BARROT, ministre de la santé et de la Sécurité sociale, suppléant M. Le Theule, ministre des transports, reconnaît que la pratique du système « *un navire-une compagnie* » rend parfois difficile la mise en jeu de la responsabilité de l'armateur. Il indique ensuite : « *Si les sociétés pétrolières ne sont pas solidairement responsables avec le propriétaire du navire en cas de dommages par pollution, au moins le sont-elles de façon complémentaire puisque le fonds d'indemnisation est alimenté par des contributions prélevées sur elles. Dans ces conditions, la responsabilité solidaire de la société pétrolière avec l'armateur n'apporterait rien de plus, sauf dans les cas où la faute du propriétaire serait fournie, ce qui n'est pas toujours facile.* »

« *En outre*, poursuit M. Barrot, *une telle solidarité exigerait la souscription par le propriétaire de la cargaison d'une assurance destinée à couvrir un risque pour lequel le propriétaire du navire est déjà assuré. Le coût de ces deux assurances cumulées serait évidemment répercuté sur le prix du produit transporté, ce qui serait un inconvénient supplémentaire.* »

Evoquant, d'autre part, le transport par mer de substances nucléaires, le ministre de la santé déclare : « *En l'absence de toute convention internationale, le transporteur de telles substances est seul responsable en cas de dommages, dans les conditions habituelles de responsabilité, en tant que transporteur ou propriétaire du navire. La situation sera modifiée*, ajoute M. Barrot, *par l'entrée en vigueur de la convention de Bruxelles du 17 décembre 1971 sur le transport maritime de matières nucléaires. Cette convention, que la France a ratifiée, dispose que le transporteur n'est pas responsable d'un dommage causé par un accident nucléaire au cours d'un transport maritime lorsque l'exploitant d'une installation nucléaire est responsable de ce dommage, en vertu des conventions nucléaires existantes.* » En conclusion, le ministre admet que « *la révision des montants d'indemnisation serait nécessaire pour tenir compte des effets de l'inflation.* »

Questions orales au Sénat

Le Sénat consacre ses séances du vendredi — matin et après-midi — *6 juin* à des questions orales.

AIDE DE L'ETAT A L'INDUSTRIE.

En réponse à M. EDOUARD LE JEUNE (Union centriste, Finistère), qui s'interroge sur la suite que le gouvernement envisage de réserver aux propositions contenues dans le rapport sur les aides de l'Etat à l'industrie, M. MONORY, ministre de l'économie, affirme : « *Il n'est pas question de toucher à des institutions telles que le Fonds spécial d'adaptation industrielle, le comité interministériel de développement de l'industrie ou le Ciasi.* » Mais, a-t-il ajouté, « *avec la liberté des prix, les entreprises ont recouvré la responsabilité de leur destin (...). La tendance doit aller à l'amenuisement des aides de l'Etat.* » M. Le Jeune souhaite alors l'institution « *d'une cellule administrative chargée de surveiller l'aide de l'Etat aux industries* ».

PRIX DES LIVRES.

Interrogé par *M. CLUZEL* (Union centriste, Allier) sur le prix des livres, M. Monory affirme que le malaise du livre est apparu en 1974 avec la pratique du discount de 20 % par la FNAC et non en 1978 avec la décision de libérer les prix. Il précise : « *Sur les dix-huit mille points de vente, il y a mille à deux mille libraires spécialement qualifiés : les éditeurs sont parfaitement autorisés à leur accorder un rabais supplémentaire.* » Après que le ministre eut relevé que, pour les quatre premiers mois de 1980, le chiffre d'affaires des libraires traditionnels a augmenté de 20 % — ce qui fait, en volume de *livres vendus, 8 à 9 %*, — M. Cluzel a fait remarquer que de décembre 1978 à septembre 1979, il n'y a eu que 320 créations de librairies contre 893 cessation de commerce et 630 disparitions.

RYTHME SCOLAIRE.

Président du groupe d'études du tourisme, dont il est le président au Sénat, M. VALLON (Union centriste, Rhône) souhaite que les pouvoirs publics publient des calendriers pluriannuels portant sur au moins trois ans. M. JACQUES PELLETIER, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation, assure que le prochain calendrier répondra au souci de M. Vallon. Il signale que seules les organisations de transports soutiennent la partition de la région Ile-de-France pour les dates de vacances.

RADIOS LIBRES.

Au cours de la séance des questions orales du 6 juin, au Sénat, *M. COLIN (Union centriste*, Essonne) est intervenu pour rappeler au gouvernement une « *fâcheuse longanimité* » face « *aux pratiques illégales du P.C. en Seine-Saint-Denis, qui*, dit-il, *a utilisé la voie des ondes pour sa propagande* ».

Il s'élève contre le fait que plusieurs personnalités du département ont été injuriées. Il demande si *il n'est pas possible* de brouiller ce genre d'émission et souhaite que l'on poursuive en justice ceux qui se sont exprimés à Radio « Vivre, travailler en Seine-Saint-Denis », « *même si ce sont des élus, car les élus doivent donner l'exemple* ».

Remplaçant M. Marson, M. GARCIA (P.C., Seine-Saint-Denis) évoque la création de radios locales. A ce sujet, il estime que les radios créées dans le cadre du monopole ne répondent en rien aux besoins d'expression pluraliste de la population : « *Avec Radio-7, les jeunes, dit-on, ont une radio. Mais ils n'y ont pas la parole ! Au contraire. Avec Radio-Quinquin, R.V.T. 93 et Lorraine-Cœur d'acier étaient apparus de nouveaux foyers de démocratie et de culture.* »

LE PROGRAMME DU GOUVERNEMENT JUSQU'A LA FIN DE L'ANNÉE

Les engagements pris devront être honorés et les réformes entreprises menées à leur terme

écrit M. Giscard d'Estaing à M. Barre

La présidence de la République a rendu public le vendredi 6 juin le texte de la lettre adressée la veille à M. Barre par M. Giscard d'Estaing et fixant au premier ministre « le programme gouvernemental des six prochains mois ».

Le chef du gouvernement, qui se trouvait vendredi à Lyon (où il présidait à la remise des oscars du concours « Econergie » organisé par la jeune chambre économique), a commenté ce nouveau bail en ces termes : « Lorsque le président de la République jugera que je suis arrivé au terme de ma mission, je ne serai pas de ceux qui manifesteront un grand dépit de ne plus exercer leur fonction (...). Beaucoup de gens pensent que la fonction de premier ministre est très agréable. Les postulants, s'ils en ont un jour la fonction, se rendront compte de ce que c'est (...). Le pouvoir n'est pas agréable. »

L'organe du R.P.R., « la Lettre de la Nation », a commenté vendredi ce que Pierre Charpy nomme l' « étrange habitude » du chef de l'Etat. « Aussi mauvais que soit le bilan, écrit l'éditorialiste, le président de la République a donné encore six mois de vie à son premier ministre (...). Ce programme d'action n'a finalement qu'un avantage : il crée l'apparence de l'existence d'un *gouvernement*. Existence que les faits démentent. Dans notre système institutionnel, il peut y avoir un président de la République sans majorité parlementaire mais, sans elle, un gouvernement n'existe pas. Or, où est cette majorité aujourd'hui ? »

Les cotes respectives du chef de l'Etat et du premier ministre sont en hausse de deux points dans le « baromètre » mensuel que publie « le Figaro-Magazine » daté du 7 juin. Le sondage, réalisé par la Sofres entre le 23 et le 29 mai (donc après la rencontre de MM. Brejnev et Giscard d'Estaing à Varsovie) auprès d'un échantillon de mille personnes âgées de plus de dix-huit ans, fait apparaître que 53 % des personnes interrogées (contre 51 % le mois précédent) font confiance au président de la République « *pour* résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement » ; 43 % (contre 45 % lors de l'enquête précédente) ne lui font pas confiance, 4 % sont sans opinion ; 34 % des personnes interrogées font confiance au premier ministre (32 % au mois de mai), 60 % ne lui font pas confiance (62 % précédemment), 6 % sont sans opinion.

Voici le texte intégral de la lettre adressée par le président de la République au premier ministre :

« *Par lettre du 16 mai 1978, je vous ai fait part des orientations de la politique gouvernementale dont je souhaitais la mise en œuvre à la suite des élections législatives.*

» *Il s'agissait d'assurer la poursuite de la croissance de l'économie et des créations d'emplois, malgré la situation internationale, de faire reculer l'injustice dans la société française et de développer l'esprit et les moyens de l'initiative et de la responsabilité.*

» *Ces trois actions sont déterminantes pour l'avenir des Françaises et des Français, et pour le rang de notre pays dans le monde.*

» *Elles ont été menées avec résolution, et les progrès réalisés sont d'autant plus notables que la période a été marquée par de grandes difficultés, dues notamment au nouveau choc pétrolier.*

» *J'attache une grande importance à ce que les actions ainsi engagées soient achevées : tel est l'objectif que j'assigne au travail du gouvernement pour les sept mois qui nous séparent de la fin de l'année.*

» *Il s'agit de veiller à ce que tous les engagements pris soient honorés et à ce que toutes les réformes entreprises soient menées à leur terme, pour conduire la modernisation de la société française, améliorer les conditions de vie quotidienne de nos concitoyens, et faire face aux périls des temps présents.*

» *C'est dans cet esprit, à la suite de nos récents entretiens, que j'ai arrêté le programme ci-joint.*

» *Je souhaite que, sous votre autorité, et en procédant à toutes les concertations nécessaires, chaque membre du gouvernement en assure une application méthodique.*

» *Je vous prie de croire, mon cher premier ministre, à l'assurance de mes sentiments de très cordiale considération.* »

Le calendrier

JUIN :

1. La réforme de la détention provisoire : orientations tirées du rapport Sauvaigo.
2. Le bilan de la généralisation de la Sécurité sociale.
3. Le plan élevage.
4. L'approvisionnement et le fonctionnement du marché pétrolier français.
5. L'accès des femmes à la formation professionnelle.
6. Les mesures en faveur des rapatriés.

JUILLET :

1. La création du crédit d'équipement des P.M.E.
2. L'aménagement du parc de La Villette.
3. L'enfance malheureuse et la réforme de l'aide sociale à l'enfant.
4. L'exécution du programme de développement des industries agro-alimentaires.
5. Les économies d'énergie dans les transports.
6. Les femmes divorcées : recouvrement des pensions alimentaires.

AOUT :

1. L'aménagement de la durée du travail.
2. La vie associative.
3. La formation des ingénieurs.
4. Le bilan de l'action en faveur des personnes âgées et le développement de l'aide ménagère et de la télé-alarme.
5. La conjoncture agricole.
6. La protection des animaux, à la suite du rapport de M. Micaux.

SEPTEMBRE :

1. Le VIII[e] Plan.
2. La revalorisation des retraites militaires.
3. L'aménagement des espaces verts et des grands paysages.
4. La pré-scolarisation.
5. *L'installation des jeunes agriculteurs.*
6. Le bilan des mesures prises en faveur de la création d'emplois dans l'artisanat.

OCTOBRE :

1. *Les nouvelles orientations de la* politique de formation professionnelle.
2. L'apprentissage industriel.
3. La réforme de l'orientation scolaire et professionnelle.
4. La politique des bas salaires.
5. Le programme d'économie d'énergie dans le secteur public.
6. Le Plan décennal de la recherche.

NOVEMBRE :

1. La situation de l'emploi.
2. La politique de la consommation.
3. Les résultats sociaux de la réforme de l'aide au logement.
4. Le développement de l'industrie aéronautique civile.
5. La politique de protection sociale des commerçants et des artisans.
6. Le développement de l'actionnariat des salariés.

DECEMBRE :

1. Le rôle des agents de maîtrise.
2. La participation des cadres dans l'entreprise.
3. Les résultats de la réforme de l'indemnisation du chômage.
4. L'institut de l'enfant.
5. L'action en faveur des mères de famille et des familles de trois enfants et plus.
6. L'application des décisions relatives à la P.M.I. et la création d'entreprise.

LE COMMUNIQUÉ OFFICIEL DU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 4 juin 1980, au Palais de l'Elysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié (1) :

● CONVENTIONS INTERNATIONALES

Le conseil des ministres a approuvé *cinq projets de loi autorisant* l'approbation d'accords et de protocoles internationaux :

— un accord de coopération militaire entre la France et le gouvernement de l'île Maurice fixant les modalités de mise à la disposition de personnels militaires français pour la formation d'une unité d'un type voisin des unités françaises de gendarmerie ;

— *un accord international pour* la mise en place d'un réseau européen expérimental de stations océaniques destiné à fournir des données météorologiques et océanographiques en temps réel ;

— des protocoles à la convention pour la navigation du Rhin concernant les conditions de transport des marchandises et des personnes, le régime de délivrance des patentes de batelier du Rhin et tendant à rendre plus efficace la répression des infractions à la police du Rhin ;

— un accord de coopération franco-nigérien définissant notamment les aides que la France peut apporter à l'enseignement et à la formation au Niger en matière de personnel, d'équipement, de crédits de fonctionnement et de recherche ;

— un accord franco-yougoslave relatif aux privilèges et immunités *des représentants de* la Yougoslavie auprès de l'Organisation de coopération et de développement économique en France (O.C.D.E.).

● HAUT COMITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE

Le conseil des ministres a adopté un projet de décret concernant le haut comité de la langue française : à l'occasion du renouvellement de la composition du haut comité, il a été procédé à une adaptation de sa structure, notamment par la création d'une vice-présidence dont le titulaire pourra suppléer le premier ministre à la présidence du haut comité.

Le haut comité de la langue française participe à la protection, à la modernisation et à la promotion du patrimoine linguistique.

● BUDGET POUR 1981

Le conseil des ministres a arrêté, sur *la proposition du ministre du* budget, les plafonds de dépenses du projet de loi de finances pour 1981, globalement et pour chaque ministère.

Le président de la République a demandé que le projet de budget soit marqué par deux volontés : stabiliser la pression fiscale et réduire le déficit budgétaire.

Le déficit sera ramené à un niveau inférieur à celui du budget initial de 1980, grâce à la modération de la croissance des dépenses, rendue possible, notamment, par la réalisation d'un important programme d'économies budgétaires.

Les priorités essentielles de ce budget sont : l'application de la loi de programme militaire ; l'achèvement de la mise en place du fonds de compensation de la T.V.A. au profit des collectivités locales ; l'application de la loi d'orientation agricole ; le renforcement des mesures relatives à la sécurité des Français, et la réalisation d'un effort exceptionnel dans le domaine de la recherche scientifique et pour les grands programmes de développement.

● RÉFORME DE LA DÉTENTION PROVISOIRE

Le garde des sceaux, ministre de la justice, a rendu compte des conclusions du rapport déposé par M. Sauvaigo, député des Alpes-Maritimes, placé en mission auprès de lui pour étudier les moyens d'améliorer les conditions d'utilisation de la détention provisoire.

Le parlementaire en mission a formulé des propositions tendant à diminuer parmi les détenus la proportion des prévenus par rapport aux condamnés, en réduisant, grâce à une justice pénale plus rapide et plus efficace, la durée moyenne de la détention provisoire, qui demeure beaucoup plus élevée en France que dans la plupart des autres pays démocratiques.

Les recommandations qui tendent à aménager notre procédure pénale *rejoignent, pour l'essentiel, les dispositions* qui figurent dans le projet du gouvernement renforçant la sécurité et protégeant la liberté des *personnes ; il en est ainsi*, pour les délits, de la délivrance d'un mandat de dépôt par un juge, dans le cadre de la saisine directe du tribunal correctionnel ; et, pour les crimes élucidés, d'un circuit allégé permettant de saisir sans délai la chambre d'accusation.

Les autres propositions, qui concernent notamment le développement du contrôle judiciaire, l'instauration d'un « juge de l'instruction », l'aménagement d'établissements pour certaines catégories de mineurs délinquants actuellement *emprisonnés, seront examinées dans* le cadre des travaux qui se poursuivent en vue de la révision du code pénal.

● LA SÉCURITÉ DES FRANÇAIS

Le ministre de l'intérieur a fait le *point des efforts qui sont menés* dans la police pour renforcer la sécurité des Français et qui ont pour objectif : une meilleure formation, un meilleur équipement, une meilleure prévention.

La réforme de la formation a été décidée dès 1979 et revêt pour l'avenir une importance considérable : le recrutement des policiers a été amélioré ; la durée de la scolarité des *gardiens de la paix et des inspecteurs* a été allongée ; un centre de formation des enseignants a été créé et prépare à leurs tâches tous ceux qui sont appelés à enseigner dans les écoles de la police ; une véritable formation continue a vu le jour en région parisienne : elle sera étendue en 1981 à toute la France.

Le plan pluriannuel d'équipement de la police, dont 1980 constitue la première année d'application, s'exécute dans des conditions satisfaisantes et sera poursuivi en 1981.

Portant en particulier sur les *locaux, les véhicules, les appareils de* radio et l'armement, il doit donner à la police les moyens qui lui sont nécessaires pour prévenir la délinquance et pour poursuivre efficacement les criminels. Un centre d'études et de recherches techniques de la police va être créé.

Une plus grande présence de la police dans la rue, qui est le moyen privilégié d'améliorer son rôle de prévention de la délinquance, est rendue effective par le développement de l'îlotage et par une meilleure utilisation des effectifs. Depuis 1978, cinquante unités mobiles de sécurité ont été constituées. Dix autres le seront en 1980.

La création de deux mille emplois *de policiers en deux ans a été* accompagnée de la remise en service actif de nombreux gardiens affectés à des tâches administratives ; c'est au total, pendant cette période, trois mille trois cents hommes qui sont venus renforcer la sécurité des Français dans les *villes. Simultanément*, les polices urbaines continueront à bénéficier, encore plus souvent, du concours des compagnies républicaines de sécurité.

● LA MÉTÉOROLOGIE ET SES APPLICATIONS SPATIALES

Le ministre des transports a présenté au conseil une communication sur la météorologie en France.

Activité de pointe, utilisant les moyens les plus modernes de l'informatique et des transmissions, la météorologie voit actuellement ses missions évoluer. La *sécurité, notamment* dans le domaine des transports, reste sa vocation première, mais elle répond de plus en plus à *des besoins économiques. Les* particuliers y font appel en nombre croissant.

Les services commerciaux de la météorologie seront renforcés. La charge financière des prestations à caractère économique sera progressivement mise à la charge de ceux qui les utilisent.

L'école de la météorologie et l'établissement d'études et de recherche, *transférés à Toulouse, seront ouverts* en 1982.

Le rôle international de la météorologie sera développé. La France participera au lancement du programme opérationnel européen « Meteosat » qui permettra une amélioration sensible des prévisions. Le développement des exportations françaises d'ingénierie et de matériels liés à la météorologie sera poursuivi.

● LA SITUATION DES RAPATRIÉS

Le secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé des rapatriés a présenté un bilan de l'action du gouvernement en faveur des Français *rapatriés et des Français* musulmans dans tous les domaines, et notamment dans celui de l'indemnisation à la suite de la loi du 2 janvier 1978 et de ses applications.

Au titre de la première loi de 1970, plus de 160 000 dossiers, soit 82 % des dossiers déposés, ont été examinés et les intéressés ont reçu notification de leurs droits. De même, 65 800 rapatriés prioritaires ont commencé à *bénéficier de leurs droits* au complément ouvert par la loi de 1978 et la totalité des droits aura été notifiée, comme prévu, à tous les indemnisables, à la fin de 1981. Au total, les indemnités accordées au 31 mai 1980 s'élèvent à 13 milliards de francs.

Le président de la République a pris acte de ce bilan. Il a demandé au gouvernement de tirer les enseignements de l'application de la loi du 2 janvier 1978, en ce qui concerne la durée d'amortissement des titres et le problème des cas de succession.

Les moyens de fonctionnement des commissions d'aménagement des prêts seront renforcés pour permettre l'examen *des demandes dans les* meilleurs délais.

Il a indiqué que les situations individuelles des personnes dont le cas *ne relève pas de la loi d'amnistie* feront l'objet d'un examen particulier.

Le président de la République a *particulièrement insisté* sur l'importance, pour les Français musulmans, du rôle de la commission nationale et du comité national des associations et amicales. Il a invité le gouvernement à accélérer le règlement des problèmes de l'accession à la propriété, de la formation des jeunes, des actions à caractère culturel et à régler avec le gouvernement algérien le problème de la libre circulation.

Les Français musulmans bénéficieront d'une émission télévisée à caractère culturel dès la prochaine rentrée et de *facilités particulières* pour accomplir le pèlerinage de La Mecque en octobre 1980.

● LA FRANCE ET LA FINLANDE

Le président de la République a informé le conseil des ministres de la visite officielle qu'il a *effectuée* en Finlande les 2 et 3 juin.

Evoquant le développement récent des échanges et des contacts entre *les deux pays*, ainsi que l'intérêt de leur dialogue, il a estimé que leurs relations confiantes et régulières étaient conformes à celle que la France souhaite entretenir avec les pays européens n'appartenant pas au noyau confédéral que constitue la Communauté européenne.

(1) Texte que nous n'avions pu publier entièrement en raison de la grève nationale du 5 juin.

DE L'ANNÉE

honorés

leur terme

endrier



UN SÉMINAIRE SUR LE SOCIALISME ET L'ETAT

Un enjeu et un moyen

Le séminaire organisé samedi et dimanche 8 juin, à Paris, par le secrétariat national au secteur public du P.S., que dirige M. Michel Charzat, porte sur le thème : le socialisme et l'Etat. Il s'agit d'une tentative de réflexion ouverte à des universitaires, des philosophes, des sociologues, des militants venus de divers horizons de la gauche, et qui ont en commun de considérer que l'Etat est « l'enjeu central » du changement social en France.

Cet effort est intéressant dans la mesure où il importe de savoir dans quelle proportion six ans de giscardisme ont pu modifier l'idée que la gauche se fait de la transformation et de la démocratisation de l'Etat. Que faire ? La gauche doit-elle ou non modifier ses conceptions traditionnelles en la matière ?

Le premier débat de ce séminaire est organisé à partir d'un rapport de M. Robert Fossaert, proche du courant animé au sein du P.S. par M. Michel Rocard.

Que signifierait, pour la gauche, accéder au pouvoir ? demande-t-il.

Le rapporteur estime que la réponse que *la gauche* peut apporter dépendra de sa capacité à opérer de nouvelles réformes de structures susceptibles d'« asseoir » de nouveaux rapports de classes. Il rappelle, en effet, que ce sont les réformes de structures introduites par la gauche qui ont fondé l'Etat interventionniste tel que nous le connaissons. L'inventaire des réformes nouvelles qu'il faut promouvoir devrait nourrir la discussion l'objectif étant, selon M. Fossaert, de mettre en place *« un Etat plus et un Etats moins »*. Un Etat plus, c'est-à-dire capable de retrouver un contrôle suffisant de sa dépendance internationale. Un Etat moins redistribuant le pouvoir afin de *« muscler cette société civile où les classes salariées trouvent à s'organiser et à faire sentir leur poids sur et dans l'Etat »*.

Le second débat doit être consacré, à partir d'un texte de *M. Thierry Bondoux, membre du* CERES, à *« l'Etat-Giscard »*. Les idées directrices de M. Bondoux sont que l'on assiste à la fin de « l'Etat-providence » car l'intégration de la France dans le marché mondial *« a pour contrepartie une politique de régression sociale systématique »* ; dans le même temps *« l'Etat-gendarme »* se durcit et *« l'Etat de droit »* décline.

Enfin, le troisième débat porte sur les voies et moyens de la transformation de l'Etat. Le rapporteur, M. Jacques Sandeau (membre du CERES), s'attache à décrire comment faire sauter *« le verrou institutionnel et le verrou administratif »*. Sur le premier point, le rapporteur s'interroge sur une procédure (l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel) qui *« stérilise la vie des institutions »*. Sur le second point, M. Sandeau insiste sur la réforme de la formation et du recrutement de la fonction publique et plaide pour l'accès aux responsabilités des fonctionnaires *« largement issus du peuple, c'est-à-dire du rang »*. Il souligne également les bienfaits de la décentralisation. Citant le cas *« exemplaire »* de la Corse, il évoque la nécessité de doter l'île d'une *« autonomie de gestion propre à assurer au peuple corse sa place au sein de la nation française »*. M. Sandeau met l'accent sur l'idée que tout changement réel implique que *« volonté populaire et conquête de l'appareil d'Etat »* soient *« indissolublement liées »*. Enfin il affirme que la démocratisation de l'Etat ne passe pas par *« l'abaissement des partis »*.

J.-M. C.

UN COLLOQUE DE L'INSTITUT DE RECHERCHES MARXISTES SUR L'AUTOGESTION

Mme *Francette Lazard*, membre du bureau politique du P.C.F., directrice de l'Institut de recherches marxistes (I.R.M.), a ouvert, vendredi 6 juin, à Paris, devant une centaine de chercheurs et militants communistes, un colloque organisé par l'I.R.M. sur le thème de *« l'autogestion : une stratégie révolutionnaire, une démarche au présent »*. Après avoir cité le passage de la résolution du XXIIIe congrès du P.C.F. consacré au socialisme autogestionnaire, Mme Lazard a déclaré : *« Nous définissons une stratégie révolutionnaire pour un socialisme autogestionnaire. Dans l'essor des luttes, de leurs acquis, ce sont les combats de classe qui permettent d'avancer en ce sens, sans préjuger ni préfigurer des étapes, des seuils, des ruptures qui seront nécessaires ; sans perdre de vue les impasses possibles, fussent-elles pavées d'îlots d'illusions autogestionnaires ; sans attendre d'un grand soir ou d'un Etat tutélaire la solution définitive. »*

POINT DE VUE

L'avenir en face

par MICHEL CRÉPEAU (*)

C'EST *toujours* au sein du parti radical que la querelle des anciens et des modernes — on dit aussi des caciques et des jeunes turcs — s'est manifesté avec jeunes turcs — s'est manifestée avec le plus de vigueur et de passion. Une querelle qui a largement sives dont le parti radical a souffert en tant que *formation* politique. Mais qui a aussi permis aux idées issues du radicalisme de pénétrer profondément la nation tout entière.

C'est cette présence latente du radicalisme dans les idées des Français qui explique la difficulté que l'on a parfois en de nous identifier.

L'image d'un radicalisme qui serait seulement celui des comices agricoles et de la « république du cassoulet » est une vue simpliste des choses qui n'explique évidemment pas le rôle important que le radicalisme a joué en France. Des hommes tels que Jules Ferry, Emile Combes, Joseph Caillaux ou Pierre Mendès France ne se sont jamais contentés de suivre leur temps ; ils l'ont toujours précédé.

Que *cela* soit le fait de personnalités *exceptionnelles*, il n'y a aucun doute. Mais, pour une large part, l'audace de leur démarche s'explique aussi par la tradition d'une pensée qui a toujours refusé la pesanteur des doctrines et des idées reçues, pour s'attacher d'abord à l'esprit de vérité et de libre examen.

Essayer de voir l'avenir en face (tel sera le titre du nouveau manifeste), poser les vraies questions et tenter d'y répondre, tel est l'objectif que nous nous sommes fixé. Que nous l'ayons atteint ou pas, c'est l'avenir qui le dira. Il était en tout cas nécessaire de le tenter en un temps où la plupart des grandes formations politiques sont parfaitement figées dans un discours qui sonne faux, et qui nous semble, comme à beaucoup, parfaitement *déphasé par rapport* aux réalités d'un monde en complète mutation.

Passe que la droite soit conservatrice...

Ces interrogations, que les radicaux de gauche se posent aujourd'hui à eux-mêmes, sont aussi des interpellations qu'ils adressent à la gauche. Puisque nous avons choisi sans ambiguïté notre camp nous revendiquons le droit de nous y faire entendre.

Et de participer aux réflexions qui devraient tendre, non pas à *accentuer la rivalité des formations* de gauche entre elles, mais à rendre au combat de tous ceux qui aspirent au changement une crédibilité et des chances qu'il n'a pas. Ou du moins pas encore. Car telles sont bien les questions que nous devons poser.

Pourquoi, dans les pays européens comparables au nôtre, la gauche réussit-elle à conquérir assez régulièrement le pouvoir d'Etat, et à le conserver, tandis qu'en France elle échoue régulièrement depuis vingt ans ?

Et pourquoi les Françaises et les Français confient-ils assez volontiers à la gauche le pouvoir local, mais jamais le pouvoir d'Etat ?

Ce sont des questions qui intéressent tous les citoyens, car une république sans alternance n'est plus une république. Un jour ou l'autre, les pressions deviennent telles dans la marmite qu'elle finit par exploser.

Le mécontentement des chômeurs, s'ajoutant à celui des agriculteurs, des cadres, des artisans, des membres des professions libérales, des contribuables, des locataires — on n'en finirait pas d'énumérer le nombre des insatisfactions justifiées ou pas, — s'ajoutant aux difficultés très réelles nées de la crise, tout cela crée une situation qui risque de devenir rapidement périlleuse pour la démocratie et pour les libertés. Surtout si le pouvoir actuel est reconduit pour sept ans.

Mais, pour être crédible, la gauche ne peut évidemment pas se contenter de comptabiliser ces mécontentements. Ce sont des solutions réalistes qu'elle doit s'efforcer de proposer. En tenant, dans l'opposition, le langage qu'elle devrait tenir si elle était au pouvoir.

Or, de ce point de vue, tout discours qui consiste à reprendre des litanies qui, pour beaucoup d'entre elles, ont cent ans d'âge — ou même vingt ans — n'a guère de signification.

La crise énergétique, la concurrence du tiers-monde, le désordre des monnaies, les bouleversements technologiques, les taux de croissance faibles, la nécessité de répartir plus équitablement les richesses mondiales : autant de questions qui se poseront et s'imposeront à tout gouvernement, quel qu'il soit.

Et il faudra beaucoup de courage, d'audace et d'imagination pour tenter d'y faire face.

Le temps n'est plus où nous pouvions nous permettre de revendiquer tout, et son contraire : lutter par exemple contre toutes les formes de privilèges, en conservant les avantages acquis ; lutter contre le chômage, sans tenir compte des réalités de l'entreprise ; démanteler la technocratie, en s'appuyant sur le centralisme d'Etat ; démocratiser l'enseignement, sans faire tomber les barrières qui isolent l'école de la vie.

Car passe encore que la droite soit conservatrice : puisque son rôle est de conserver, même lorsqu'elle se pare du masque du changement.

Mais il ne peut pas en être ainsi à gauche. Dès lors qu'elle perd de vue les réalités, qu'elle ignore les aspirations et les sensibilités nouvelles, la gauche perd sa raison d'être, sa légitimité profonde et, par conséquent, les chances de son combat.

Ce que l'on appelle déjà les audaces du nouveau manifeste ne sont point des « gadgets » destinés à réveiller une *opinion* incrédule, ou à porter l'attention sur nous, mais des coups de projecteurs portés ici ou là sur ce qui, au vu de l'expérience concrète que beaucoup d'entre nous ont acquise sur le terrain, mérite d'être porté au cœur du débat politique.

La décennie 80 sera tout autre

On ne semble pas non plus suffisamment s'apercevoir que les changements dans les faits et dans les *idées finiront fatalement* par provoquer un changement dans les structures politiques ; par tracer autrement les frontières entre les différentes formations.

D'abord parce que l'élection présidentielle ne consiste pas, par nature, à désigner le représentant d'un parti quel qu'il soit à l'Elysée.

Ensuite, parce que les événements finiront d'une manière ou d'une autre à faire que la situation interne du parti socialiste devra se clarifier. Les candidatures uniques de la gauche ont fait de lui un parti *« attrape tout »*, et provoqué une progression dont il peut légitimement être fier. Mais qui ne l'autorise pas nécessairement à prétendre casser les uns à 15 %, et faire *purement et simplement disparaître* les autres.

Le gaullisme sans de Gaulle connaîtra lui aussi son heure de vérité. Une partie non négligeable de ses troupes et de ses élus a déjà choisi la droite. Une réélection de Valéry Giscard d'Estaing lui portera le coup décisif. Mais il restera des gaullistes qui, finalement, reviendront là d'où ils sont partis : au moins au centre-gauche.

Enfin, les mouvements écologistes finiront fatalement par perdre une unité de façade entre ce qui est pour partie un gauchisme moderne, pour partie un poujadisme du gazon et pour partie enfin une forme élégante de l'abstention. Faute de mieux.

Peut-être aussi qu'à condition de retrouver la gauche, tous les radicaux, *épars* ici ou là, finiront par se rejoindre. *Ce sont* donc de nouvelles majorités d'idées construites sur des bases plus fédérales, plus décentralisées qui vont apparaître.

Et caractériser la décennie nouvelle. Si, d'ici là, un chambardement imprévu ne vient tout remettre en cause.

Et c'est cela qu'il faut d'abord éviter. En créant dès 1981 les conditions du changement.

(*) Président du Mouvement des radicaux de gauche, député et maire de La Rochelle.

● *Dans le canton de Donnemarie-Dontilly (Seine-et-Marne)*, où le premier tour de l'élection partielle organisée à la suite de l'annulation par le Conseil d'Etat du scrutin de mars 1979 est fixé au dimanche 22 juin (*le Monde* du 21 mai), M. Michel Corneille (R.P.R.) a annoncé sa candidature. Secrétaire de circonscription de M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, M. Corneille, enseignant, est conseiller municipal de Donnemarie-Dontilly depuis 1971 et président du syndicat intercommunal à vocation scolaire du canton.

NOMINATION DE SIX PARLEMENTAIRES EN MISSION

M. Raymond Barre a décidé de nommer par décrets, qui paraîtront au *Journal officiel*, six parlementaires en mission, a annoncé, jeudi 5 juin, un communiqué de l'Hôtel Matignon.

M. Gérard Braun, député R.P.R. des Vosges, sera chargé d'étudier, auprès du ministre du travail et de la participation, le problème posé par le travail à domicile.

Le doyen Guy-Pierre Cabanel, député U.D.F. de l'Isère, sera chargé, auprès du ministre de la santé et de la Sécurité sociale, d'étudier les moyens d'aboutir à une meilleure connaissance de l'état sanitaire des Français.

M. Maurice Dousset, député apparenté U.D.F. d'Eure-et-Loir, sera chargé, auprès du ministre de la culture et de la communication et auprès du ministre délégué auprès du premier ministre chargé de la condition féminine, d'étudier la place et l'image de la famille dans les grands moyens de communication.

M. Roger Fenech, député U.D.F. du Rhône, sera chargé, auprès du ministre de la jeunesse et des loisirs, d'étudier les problèmes posés par les hébergements touristiques de plein air.

M. Charles Haby, député R.P.R. du Haut-Rhin, sera chargé, auprès du ministre du commerce et de l'artisanat, d'étudier les problèmes de l'artisanat dans les secteurs de technologie avancée.

Enfin, *M. Pierre Lataillade*, député R.P.R. de la Gironde, sera chargé, auprès du ministre de l'éducation, d'étudier les problèmes que pose à l'école la protection de la nature et de l'environnement.

Le Monde

société

APRÈS UNE ATTAQUE CONTRE DES IMMIGRÉS A BONDY (Seine-Saint-Denis)

« On me parle de ratonnades »

« Non à la vivisection : prenons les bougnoules comme cobayes » : sur les murs de la piscine de Bondy (Seine-Saint-Denis), on n'en est plus au traditionnel *« la France aux Français »*. Le climat se serait-il dégradé dans cette ville de la banlieue parisienne ?

Vendredi 30 mai, un peu avant minuit, à l'heure où les Maghrébins *sont nombreux dans les cités* H.L.M. de Bondy à se retrouver, les beaux jours venant, au pied des cages d'escalier, quinze jeunes gens avec des barres de fer pénètrent dans la cité de *Lattre. Ils* se dirigent, en criant : *« Mort aux bougnoules ! »*, vers quatre Algériens et un Français, qui s'enfuient en courant. L'un d'eux perd l'équilibre : il est roué de coups et lacéré avec des lames de rasoir. Hospitalisé, il *devra subir cinquante-quatre points* de suture. La victime veut garder l'anonymat : *« J'ai peur, le soir, à l'hôpital. »*

Lundi 2 juin, cinq personnes mettent le feu à un immeuble de la même cité et poursuivent à nouveau, *mais sans succès, un jeune* Maghrébin : *« Aujourd'hui, ça craint »*, disent les locataires de cette H.L.M. ; la rumeur — infondée — parle d'une Espagnole retrouvée morte et d'une petite fille à qui on a crevé les yeux à Bondy-Nord.

« On me parle de ratonnades, de fascistes, de racisme et de croix des vaches, dit le commissaire de Bondy. *Par chance, on n'en est pas encore là. »* Il ajoute : *« C'est une vengeance entre bandes rivales ; ça aurait pu être aussi bien un Français. »* La victime — *« un loubard »*, dit la police — revenait d'un stage de formation à Lyon pour voir sa famille, installée en France en 1963.

Les animateurs d'associations locales restent prudents : *« Est-ce politique ? Est-ce une guerre de bandes ? On n'en sait trop rien »*, dit l'un d'eux, qui accuse, pêle-mêle, le manque d'insertion, les vols racistes, le climat d'inquiétude et même... la venue du pape. Dans la cité, les jeunes qui se réunissent souvent depuis cet incident *« pour s'organiser »* sont catégoriques : ils citent trois noms précis, ceux de *« trois fascistes de l'Ermitage »*, qui, disent-ils, *« se réunissent régulièrement »*.

L'Ermitage

L'Ermitage : une résidence confortable à quelques centaines de mètres de la cité de Lattre, où l'on compte sept médecins parmi les quatre-vingts familles. Une résidence verdoyante, gardée par des pancartes impérieuses, des barrières élevées, un ancien légionnaire, quatre chiens dressés et une garde la nuit, organisée depuis trois mois par les habitants. *« Les autoradios sont volés, les garages dévastés, les pare-brise brisés et des menaces de mort proférées par les bandes d'Arabes »*, explique le gardien. *« Hier soir encore,* ajoute-t-il, *je me suis trouvé face à face avec quinze d'entre eux dans l'enceinte de la résidence. »*

« Tout a commencé, explique M. Faure, ingénieur, le syndic de la résidence, *il y a trois ou quatre mois lorsque nous avons estimé que nos filles n'avaient pas à discuter avec les jeunes des cités sur notre parking. »* Pourtant, les uns et les autres fréquentent souvent les mêmes écoles. *« On paye suffisamment cher pour être tranquille chez soi »*, dit Mme Faure, secrétaire.

Les jeunes de la résidence l'Ermitage, en tout cas âgés de moins de *quinze ans, ni lui-même n'ont* rien à voir avec les agressions contre les Arabes, qui ont été beaucoup exagérées par la presse : il attribue la paternité de ces actions à *« des autonomes d'extrême droite »*.

Lui-même est « de droite », puisqu'il *est responsable* local du Parti des forces nouvelles, mais il n'a rien, *« non vraiment rien »*, contre les immigrés : *« Je suis simplement partisan d'une limitation à 5 % de l'immigration en Seine-Saint-Denis, contre plus de 16 % maintenant. »* Lors des « collages » et « tractages » qu'il organise régulièrement avec des jeunes qui viennent chez lui, aucune affiche sur *les immigrés n'a jamais* été collée.

« Croyez-moi, conclut M. Faure, *ces jeunes qui « collent », ce sont des gars très bien, des étudiants qui habitent chez leurs parents, avec des idées saines. »* Il ajoute : *« Sinon, ils ne seraient pas chez nous. »*

Le mardi 3 juin, la IIe Brigade territoriale d'Aulnay a arrêté deux jeunes gens d'extrême droite munis de manches de pioche et de cocktail Molotov *« qui s'apprêtaient,* dit la police, *à commettre des agressions contre une cité H.L.M. »*. Rien ne prouve pour l'instant que ces deux jeunes qui n'appartiennent pas au P.F.N. aient été les auteurs des précédentes agressions.

NICOLAS BEAU.

UNE MARCHE CONTRE LA POLITIQUE A L'ÉGARD DES IMMIGRÉS

Soixante-dix associations antiracistes, religieuses et familiales ont décidé d'organiser le 7 juin à Paris une marche contre la politique suivie par le gouvernement à l'égard des immigrés. Diverses manifestations étaient prévues le même jour dans une dizaine de villes de province.

La C.G.T., la C.F.D.T., la FEN, le parti communiste français et le P.S.U. apportent leur soutien à ces initiatives. Autour du mot d'ordre *« Français, immigrés, solidaires contre le racisme et l'arbitraire »*, le collectif des organisateurs, selon le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (M.R.A.P.), entendait dénoncer *« l'aggravation de la situation des travailleurs immigrés, la multiplication des actes racistes et des campagnes tendant à imputer aux étrangers les conséquences de la crise »*.

Le collectif a indiqué que ces travailleurs représentent une communauté de quatre millions de personnes dont 67 % sont dans ce pays depuis plus de dix ans.

● *Un étudiant en droit,* M. Daniel Bitarque, âgé de trente ans, s'est immolé par le feu, samedi 7 juin, vers 8 heures, sur le toit de son immeuble à Marseille.

JUSTICE

Le débat sur le projet « sécurité et liberté »

RÉUNIE EN CONGRÈS A PAU

L'Union syndicale des magistrats refuse de recevoir le représentant du garde des sceaux

De notre envoyée spéciale

Pau. — Le conseil syndical de l'Union syndicale des magistrats (U.S.M.) a décidé, vendredi 6 juin, de refuser de recevoir de M. Raoul Béteille, directeur des affaires *criminelles et des* grâces, qui devait représenter le garde des sceaux à son congrès, *ce samedi 7 juin, et* a adressé au ministre le télégramme suivant : « En raison de votre refus de toute concertation avec les magistrats en matière de réforme pénale, confirmé par vos récents propos publics, l'U.S.M., réunie en congrès à Pau, n'estime pas opportun d'entendre à l'occasion de ses travaux les observations de M. le directeur des affaires *criminelles et des grâces* sur le projet de loi « sécurité et liberté ».

Il est de tradition que le garde des sceaux se rende au congrès de l'U.S.M., organisation modérée qui a toujours fait de la concertation avec les autorités l'un de *ses principes.* Cette année, il avait été invité par une lettre en date du 30 avril *« mais,* a précisé M. Jean-Marie Desjardins, président de l'U.S.M., *je ne sais pas si nous aurions eu la même bonté après avoir pris connaissance des décisions prises le même jour, celles du projet « sécurité et liberté »*.

Le 27 mai, le ministre faisait savoir que son emploi du temps ne lui permettait pas de se rendre à Pau (*le Monde* du 4 juin). L'U.S.M. apprit alors que M. Jean Michaud, directeur des services judiciaires, viendrait à son congrès, accompagné de M. Béteille. *« J'avais pourtant fait savoir par avance,* a ajouté M. Desjardins, *que la venue de M. Béteille semblait inopportune. J'ai répondu que j'informerai le conseil syndical, qui vient de prendre la décision de ne pas entendre M. Béteille. Sa personne n'est pas, bien sûr, en cause, mais nous ne voudrions pas que notre réunion de travail soit utilisée comme tribune par le représentant du garde des sceaux. En revanche, nous étions tout à fait disposés à recevoir M. Michaud. Mais on lui a donné l'ordre de s'abstenir. »*

La fermeté que vient de manifester l'U.S.M. à cette occasion ne saurait signifier qu'elle est unanime dans son hostilité au projet « sécurité et liberté ». Dès le début de la discussion sur ce sujet, auquel le congrès va consacrer la majeure partie de ses travaux, plusieurs magistrats ont fait valoir qu'à la base — l'U.S.M. affirme grouper deux mille adhérents, dont quatre cents retraités — beaucoup de leurs collègues n'appréciaient pas le rejet global du texte. Ils auraient aimé que, fidèle à ses positions modérées, l'U.S.M. ait une attitude plus nuancée. *« Nous devons rester sur le terrain syndical,* a indiqué M. Dominique Matagrin, magistrat à la chancellerie (...). *Notre tradition est de donner un avis de praticiens. »*

D'autres ont expliqué que le texte leur semblait contenir de bonnes dispositions, *« par exemple de ne plus citer l'adresse des jurés »*. Ils ont insisté sur des détails, peut-être pour éviter d'avoir à reconnaître leur malaise né du conflit entre leur volonté d'« apolitisme » et l'examen d'un projet dont la portée politique ne pouvait leur échapper.

JOSYANE SAVIGNEAU.

HUIT ANS APRÈS

La publication du « rapport Arpaillange »

***Huit ans après, le ministre de la justice a décidé* (nos dernières éditions du 7 juin) de rendre public le « rapport Arpaillange ». Celui-ci avait *été rédigé* en septembre 1972 par M. Pierre Arpaillange, alors directeur des affaires criminelles et des grâces à la chancellerie. Par cette publication, le ministre veut montrer que, en dépit de ce qu'affirme son auteur, le rapport « comporte des analyses et des recommandations que l'on peut utilement *rapprocher de celles qui ont présidé à l'élaboration du projet* sécurité et liberté ».**

Nous avons demandé à M. Arpaillange quel était son sentiment à ce sujet. Dans la déclaration qu'on lira ci-dessous, il maintient qu'il y a opposition irréductible entre sa conception des réformes pénales et celle de M. Peyrefitte.

Dissiper l'équivoque

J'enregistre avec satisfaction la publication d'un rapport qui demeurait « secret » depuis 1972, *bien que le président Georges* Pompidou s'y fût référé, peu de temps après sa rédaction, lors d'une conférence de presse.

Je ne peux que maintenir ce que j'ai écrit dans le journal *le Monde* du 20 mai 1980 : il est pour moi évidemment impossible, même si je reste persuadé de la nécessité de profondes réformes, d'accepter que soient mises en parallèle les *« recommandations »* qui furent les miennes et les orientations du projet gouvernemental dit « sécurité et liberté », qui est un texte de régression, tant sur le plan de la sécurité juridique que dans le domaine de la défense et des libertés.

Il appartiendra ainsi à tout lecteur de bonne foi d'apprécier lui-même en connaissance de cause :

Car si je dénonçais les lenteurs de la justice et conseillais une plus grande rigueur dans certains secteurs, et notamment en ce qui concerne la *« violence professionnelle »*, les *atteintes à la qualité* de la vie, les accidents du travail, la délinquance en col blanc, *j'insistais aussi sur le fait* que cette *« simplification »* et cette *« rigueur »* ne seraient admissibles que sous réserve d'un respect plus scrupuleux encore des libertés *individuelles et* des principes généraux de notre droit, qui ne pouvaient en aucun cas être remis *en cause ; ces principes généraux* devaient être confortés par le rattachement organique de la police judiciaire à l'autorité judiciaire, par la reconnaissance aux magistrats du parquet d'un statut leur assurant une nécessaire autonomie vis-à-vis du pouvoir politique, par une meilleure garantie de l'indépendance des juges — je n'aurais jamais admis par *exemple de limiter* les pouvoirs des juges d'instruction par rapport à ceux des procureurs généraux, car la justice ne saurait être confondue avec, par exemple, l'administration des P.T.T. ou des transports, ce que le pouvoir, pour sa sauvegarde même, ne devrait jamais ignorer, — par l'extension des attributions de tous les juges du siège, y compris celles des juges de l'application des peines, avec, éventuellement, la création *« d'instances suprêmes »*, ainsi qu'elles fonctionnent aux Etats-Unis et dans d'autres pays démocratiques.

On conviendra que, remises dans leur contexte, de telles propositions divergent fondamenta*lement du projet gouvernemental.*

J'espère m'être exprimé assez clairement pour éviter à l'avenir toute équivoque.

PIERRE ARPAILLANGE.

L'affaire des jurés de l'Isère :

M. Defferre écrit à M. Giscard d'Estaing

Dans une *lettre au président* de la République, M. Gaston Defferre demande que la lumière soit *faite* sur *l'affaire* dite des jurés de l'Isère (*le Monde* des 22 et 23 mai). Le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale écrit notamment : *« Le président de la section de Grenoble de la Ligue des droits de l'homme a reçu, de façon anonyme des documents reproduisant les informations sur le passé judiciaire ou politique des membres du jury tirés au sort pour la session en cours de la cour d'assises de l'Isère (...). Les copies ainsi diffusées (...), mêlent les informations sur l'appartenance politique de personnes détenant un mandat municipal à celles qui concernent des condamnations diverses dont certaines amnistiées. »*

Interrogé sur cette affaire le *21 mai* à *l'Assemblée nationale,* par M. Louis Maisonnat (P.C., Isère), M. Alain Peyrefitte avait assuré que *« le parquet ne demande jamais de renseignements politiques sur les éventuels jurés »*. Cette déclaration faisait suite aux propos de M. Emile Blaes, procureur général de Grenoble, qui avait admis que ses services avaient demandé sur les jurés d'assises *« certaines informations aux services de police »*, sans préciser lesquelles.

A Europe 1, le 26 mai, M. Peyrefitte avait souligné, comme M. Blaes, que ces informations avaient pour objet, de récuser éventuellement les jurés et avait évoqué l'hypothèse qu'un policier ait pu, à la demande d'un avocat, faire une fiche sur l'appartenance politique *« de tel ou tel juré »*, mais *« à titre personnel »*.

AUX ASSISES DE LA HAUTE-GARONNE

Un meurtrier récidiviste est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité

De notre correspondant régional

Toulouse. — *Un meurtrier récidiviste, Paul-Elie Dussaud, a été condamné, vendredi 6 juin, à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'assises de la Haute-Garonne. Dussaud avait tué sa patronne le 16 novembre 1978. En mai 1958, il avait déjà été condamné aux travaux forcés à perpétuité pour avoir tué sa femme. Il avait été remis en liberté après seize années de détention.*

Les jurés de la cour d'assises de la Haute-Garonne ont suivi les réquisitions de l'avocat général, Me Raymond *Dhers, qui avait déclaré* : *« Vous pourrez prononcer la peine de mort contre Paul-Elie Dussaud puisqu'il l'encourt, mais pour ma part, je pense que la réclusion criminelle à perpétuité est suffisante. »*

Ce procès était très attendu car il avait lieu devant la même cour d'assises que celle qui, le 11 mars, *avait eu à rejuger un autre meurtrier* récidiviste, Norbert Garceau (1). L'avocat général était le même dans les deux cas. Pour Garceau il avait réclamé la peine de mort.

Paul-Elie Dussaud, qui est aujourd'hui âgé de cinquante-deux ans, avait tué, le 16 novembre 1978, Mme Thérèse Poumerolle, cinquante ans, *qui l'employait au parc zoologique* de Plaisance-du-Touch, dans la grande périphérie de Toulouse. Plus de vingt ans auparavant, le 27 juillet 1957, Dussaud, au cours d'une dispute, avait poussé sa femme dans une rivière où elle avait trouvé *la mort. La cour d'assises de l'Aude* l'avait condamné, le 28 mai 1958, aux *travaux forcés à perpétuité.* En juin 1966, la peine avait été commuée en vingt ans de réclusion criminelle. En 1973, Dussaud avait bénéficié de la semi-liberté pour être admis, en *janvier 1974, à la liberté conditionnelle.*

Après le réquisitoire de l'avocat général, les défenseurs de Dussaud, Mes Georges Catala et Bertrand Desarnauts, ont évoqué le parallèle fait avec Norbert Garceau. Pour eux, les deux hommes ne sont pas comparables. Garceau avait minutieusement préparé *ses deux assassinats, les* avait niés et s'était empêtré dans ses mensonges. Dussaud, au contraire, un être à la limite de la raison et de la démence, selon les psychiatres, a cédé par deux fois à sa violence incontrôlable. Après son deuxième *meurtre, il s'est présenté de lui-même* aux gendarmes et a toujours reconnu les faits.

Jeudi, devant le président Henri Durand, la lecture de l'arrêt de la chambre d'accusation avait été une dure épreuve pour l'accusé. Dans *son costume sombre des dimanches,* Dussaud offrait un visage blême, au menton fuyant, à la curiosité de la salle.

Pour ce récidiviste dont la femme avait eu sept enfants avant d'être tuée (l'autopsie devait révéler *qu'elle était encore enceinte de deux* jumeaux) ou entendait des mots qui semblaient annoncer la peine de mort : aucune anomalie mentale mais des troubles de la personnalité à *type d'impulsivité réflexe qui se manifestent* à la suite de frustrations stimulant sa susceptibilité ; état potentiellement dangereux ; n'est ni curable ni réadaptable. Ces conclusions des psychiatres rejoignent celles des experts chargés de son examen en 1958. *Des témoignages* faisaient état d'un homme taciturne, hargneux, d'humeur changeante. On rappela qu'après avoir abattu à bout portant sa patronne avec une carabine, il avait frappé la fille de sa victime avec une pelle *puis avait mis le feu à la maison* et à la grange.

L'audition des témoins devait permettre de nuancer ces impressions. Ceux qui ont travaillé au zoo déclarent : *« Le travail était inhumain. »* Sur cinq employés, Dussaud resta seul, d'abord payé 800 F, puis 1 300 F par mois. Il est vrai qu'il était logé *et nourri. Mais Mme Poumerolle,* dont il dit : *« Comme moi elle avait un caractère de cochon »*, lui devait 7 500 F sur ses gages. Il s'occupait de l'entretien de 6 hectares et d'une centaine d'animaux dans cinquante cages. Debout dès l'aube, il terminait son travail *vers 21 heures.*

« Je suis un anormal »

Pour le crime, il n'a cherché aucune excuse, déclarant seulement ne pouvoir *contrôler ses pulsions de violence.* Quand il a frappé sa femme, il ne voulait pas sa mort ; lorsqu'il a pris sa carabine il ne voulait pas tuer son exigeante patronne. Il se dépeignait lui-même dans une lettre écrite avant le procès au procureur *général : « Je n'ai ni instruction ni fortune. Je n'appartiens pas à la haute bourgeoisie. Je suis un sujet d'expérience rêvé qui va être décapité dans quelque temps. En attendant je suis seul dans mon cachot. »* Et il concluait ainsi sa confession : *« Je suis un anormal et je n'ai pas ma place dans cette société. Il est donc inévitable que l'on me coupe la tête ! »*

LÉO PALACIO.

(1) L'arrêt condamnant Garceau à la peine capitale avait été cassé le 4 octobre 1979. Norbert Garceau, rejugé par la cour d'assises de la Haute-Garonne, avait été condamné, le 11 mars 1980, à la réclusion criminelle à perpétuité. (*le Monde* des 12 et 13 mars 1980).

LES MILITANTS BRETONS A LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

Querelle linguistique

Au procès, devant la Cour de sûreté *de l'Etat,* des *autonomistes* bretons accusés notamment du plasticage de la villa du commissaire *Le Taillanter,* juge-t-on des faits ou des motivations ? Des plastiqueurs ou des militants ? Faute d'un accord minimum, sur ce terrain, entre la défense et l'accusation, les débats sont apparus boiteux.

Deux des accusés, bien qu'ils *aient parlé en français durant* l'instruction, demandent à utiliser le breton au procès pour poser, *d'après leurs avocats, « les droits d'une minorité nationale »*. *« Laissez-moi rire »*, leur répond l'avocat général, M. Jacques Colette, qui souligne que l'un d'eux ne réside en Bretagne que depuis 1976.

Le président de la cour, M. Claude Allaer, présente les accusés comme des *« marginaux (...) en communauté libertaire »* vivant d'allocations *familiales et* d'indemnités de chômage. Un des avocats de la défense, Me Jean-*Jacques de Félice,* réagira contre *« ces perfidies et ces affabulations »*.

Lorsqu'un *témoin* cité par la défense, M. Le Dilosquer, professeur de lettres classiques, âgé de cinquante-neuf ans, calme et courtois, parle de la présence des gardes *mobiles* à Plogoff *« ressentie par la population comme l'occupation par les Allemands pendant la guerre »*, le président du tribunal le fait expulser. L'avocat général ressentira *« comme une insulte à la cour »* l'appel, il est vrai très déclamatoire, d'un autre *témoin en* faveur *« de la libération et du socialisme en Bretagne »*.

D'échange, il n'y en eut qu'un : entre la victime, M. Roger Le Taillanter, directeur du service régional de la police judiciaire de Rennes, et Jean-Charles Grall, que le commissaire, dans un hommage *surprenant,* devait qualifier *« de seul vrai militant breton parmi les accusés »*. Il semble que *M. Grall accusa* alors en breton M. Le Taillanter d'avoir torturé un autonomiste M. Christian Merer *« en lui mettant une règle dans l'anus* (1) ». Le commissaire ayant commencé à lui répondre en breton, le président lui recommandait de se taire et faisait expulser l'accusé qui s'obstinait à ne pas parler français.

« En Bretagne, il y a vingt ans, des pancartes interdisaient à la population de parler breton et de cracher par terre », devait simplement rappeler Me Yann Choucq, un des avocats de la défense. — N. B.

(1) M. Merer, professeur de philosophie, âgé de vingt-quatre ans, a déposé plainte, en juillet 1979, à propos des conditions de son interrogatoire dans les locaux du S.R.P.J. de Rennes (*le Monde* daté 16-17 septembre).

● *Corse : une mise en garde d'Edmond Simeoni.* — Le docteur Edmond Simeoni, l'un des leaders des autonomistes corses, a adressé, le 6 juin, une mise en garde aux autorités à la veille des prochains procès de militants corses devant la Cour de sûreté de l'Etat. *« La paix publique serait gravement menacée si nos camarades étaient condamnés »*, a-t-il notamment déclaré.

S'exprimant au cours d'une *conférence de presse réunie à* Paris, le porte-parole de l'« Union du peuple corse » (U.P.C.) a dénoncé l'action sur l'île des *« polices parallèles et les complicités administratives qui, dans l'affaire des barbouzes, existent au plus haut niveau »*.





MÉDECINE

Un stimulant des défenses naturelles semble contribuer efficacement au traitement de cancers

L'immuno-stimulation, qui vise à renforcer les défenses naturelles de l'organisme, connaît depuis dix ans de multiples développements, et les essais cliniques ont naturellement porté en priorité sur les affections malignes, en association avec les traitements visant à la destruction spécifique de la tumeur elle-même, tels que la chirurgie, la radiothérapie et la chimiothérapie.

De multiples substances agissant sur les défenses naturelles ont été essayées à cette fin. Elles provenaient soit d'extraits bactériens (notamment le BCG ou diverses fractions de mycobactéries), soit de facteurs extraits des globules blancs, soit d'hormones du thymus, soit encore de molécules originales conçues par synthèse chimique.

Les polynucléotides de synthèse (poly A : U ou poly I : C), se sont révélées être de puissants stimulants de défense naturelle dans un certain nombre de cas et font toujours l'objet de recherches approfondies chez les animaux.

De telles recherches menées avec une polynucléide A : U ont été entreprises depuis neuf ans à l'Institut Gustave-Roussey de Villejuif et leurs auteurs en ont présenté, sous la direction du professeur Pierre Denoix, les premiers résultats, le vendredi 6 juin.

Le docteur Fanny Lacour, directeur de recherche au C.N.R.S., avait tout d'abord testé l'effet de ce stimulant immunitaire sur des souches de souris génétiquement prédisposées et qui présentent des cancers mammaires spontanés dont elles meurent toutes.

Trois types de traitement ont été essayés chez plus de deux cents de ces souris, à savoir la chirurgie seule (ablation des tumeurs), l'administration de poly A-poly U seules, ou la chirurgie, suivie d'une administration de sept immuno-stimulants.

La survie moyenne de ce dernier groupe d'animaux a été prolongée de 69 %, par rapport aux animaux non traités et de 30 % par rapport à ceux qui avaient subi la seule intervention chirurgicale.

Ces expériences montrant à la fois l'efficacité du produit et son absence de toxicité ont incité une équipe clinique de l'Institut Gustave-Roussy, dirigée par le docteur Jean Lacour, chef du département de chirurgie générale, à passer à une expérimentation clinique.

Le cancer du sein est, on le sait, le plus fréquent et le plus meurtrier chez les femmes, et l'Institut Gustave-Roussy en traite à lui seul six cents nouveaux cas par an sur les vingt mille nouveaux cas annuellement dépistés en France.

Le taux de survie des femmes atteintes d'un cancer du sein ne s'était pas amélioré ces trente dernières années, quel que soit le traitement local ou régional utilisé (chirurgie et radiations), les cancérologues s'efforcent aujourd'hui de compléter dans les cas à risques ces traitements locaux par une action visant à protéger l'organisme tout entier de la diffusion des cellules malignes.

Depuis quelques années, des traitements par substances chimiques (dont certaines hautement toxiques) ont été utilisés à cette fin et, semble-t-il, avec succès pour les patientes porteuses d'emblée de risques importants de généralisation maligne.

Depuis sept ans, trois cents *femmes ont été soumises à un essai* thérapeutique de cet ordre à l'Institut Gustave-Roussy. La moitié d'entre elles (atteintes de cancers de taille et de gravité clinique moyennes) ont suivi un traitement classique de chirurgie et cobaltthérapie ; l'autre moitié a reçu, en outre, pendant six semaines, des *injections* intraveineuses quotidiennes de poly A - poly U, substances préparées par M. Michelson, directeur de recherche à l'Institut de biologie physico-chimique de Paris.

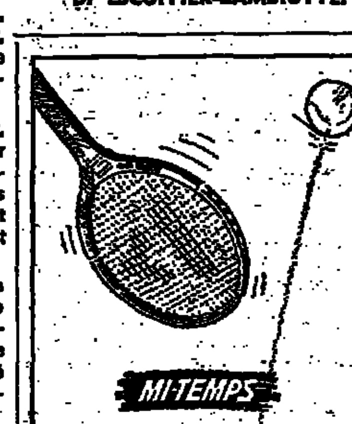
L'analyse statistique conduite au terme de ces sept années a montré que le taux de survie à cinq ans était de 82 % pour les patientes *ayant bénéficié du stimulant* immunitaire et de 72 % dans le groupe traité de façon conventionnelle.

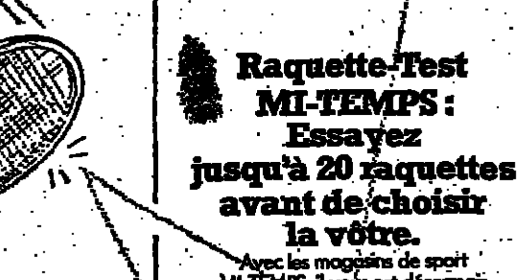
Pour les patientes le plus gravement atteintes (envahissement des ganglions), la mortalité a été de 31 % sans stimulant immunitaire et de 18 % pour celles qui avaient été traitées.

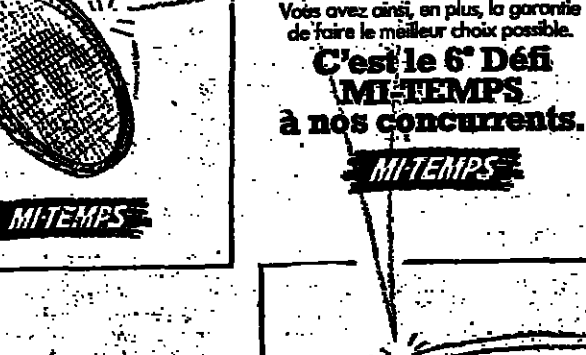
Ces résultats paraissent plus qu'encourageants, estiment le professeur Denoix et les docteurs Fanny et Jean Lacour, et l'absence de toxicité du produit employé, dont plusieurs firmes internationales commencent la fabrication, incite à en élargir les indications.

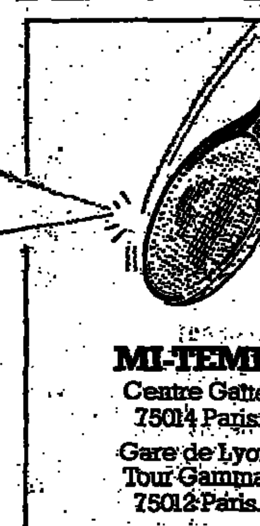
Il semble qu'il puisse être largement disponible en France dans un an et, d'ici là, des essais comparatifs plus détaillés et plus précis permettront d'en déterminer les indications — et sans doute de les étendre — à d'autres tumeurs que le cancer du sein, telles que les mélanomes ou les tumeurs intestinales.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.











ÉDUCATION

UNE SESSION D'ÉTUDE DU SYNDICAT NATIONAL DES INSTITUTEURS

Sauver l'« école fondamentale »

« Le collège craque et cherche une bouffée d'oxygène ». Ce propos tenu par M. Guy Georges, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs et des professeurs de collège (SNI-P.E.G.C.), au terme d'une session d'étude qui a réuni près de quatre cents militants les 5 et 6 juin à Paris, résumait l'état d'esprit du syndicat. Le collège « victime des équivoques de la confusion » est apparu en préoccupation sous-jacente à tous les débats, même lorsqu'il fut aussi question de la recherche pédagogique et du bilan de la première année de la nouvelle formation des instituteurs. Dans son discours de clôture, M. Guy Georges a déclaré, au sujet de la revalorisation du traitement des instituteurs, que le gouvernement « doit maintenant, sans attendre, décider. Il ne peut plus y avoir d'atermoiement entre l'intention *et l'acte* ».

Le collège unique a échoué. *« La même chance dans tous les cartables »* serinaient, à sa mise en place en 1977, les slogans publicitaires officiels. Noble ambition qui s'écroule dans la multiplicité des portes de sortie, dès la fin de la classe de cinquième. Le ministre de l'éducation dissimule à peine sa perplexité. Les maîtres sont désemparés. Nombre d'entre eux souhaitaient la disparition des filières ; ils l'ont eue. Mais, a rappelé M. Guy Georges : « *Nous avions proposé un plan de cinq ans pour passer des filières à la sixième commune* » et la réforme a été imposée « *à la hussarde, avec une précipitation louche comme si on voulait échouer.* » D'où l'irritation des instituteurs aujourd'hui lorsqu'un échec est imputé à l'école primaire, lorsqu'on souligne *par exemple* que 17,2 % des élèves de cours moyen deuxième année n'ont pas été jugés en mesure de passer en sixième en 1978.

Des critères d'appréciation

Pourtant, M. Louis Legrand, *directeur de recherche jusqu'à* une date récente à l'Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.), devait invalider ces critères d'appréciation : « *Il y a un mythe du niveau de l'entrée en sixième.* » Parce que les enfants sont extrêmement différents les uns des autres. Parce que l'on ne peut comparer la *situation présente* à celle d'avant 1959 quand 10 % seulement des élèves d'une classe d'âge entraient par concours en sixième. « *Il est vain*, dit-il, *d'enseigner aujourd'hui en sixième avec des programmes conçus comme ceux du temps de la sélection en voulant que tout le monde les avale.* »

Il faut donc repenser et mettre en place progressivement un système « où l'on travaille en partant des élèves », où les activités — des activités de « *production* » et non seulement verbales, — où l'expression artistique et la prise de décision collégiale auront une part. L'hétérogénéité des élèves devrait être possible à certains moments, les regroupements à d'autres, selon les situations locales.

Le SNI-P.E.G.C. pense aussi qu'il faut choisir « *et vite* ». Son alternative est celle de la sélection à l'entrée en sixième — qu'il récuse — ou de la création d'un système « *continu jusqu'à l'orientation à la fin de la troisième* ». C'est son projet d'« *école fondamentale* », qu'il préconise depuis 1971, caractérisée par la continuité éducative de la maternelle à la troisième.

Perspective de continuité que le SNI-P.E.G.C. voit menacée de tous côtés ; par le pouvoir politique et aussi « *par les attaques incessantes du Syndicat national des enseignements de second degré* » (SNES), qui « *édifie une ligne Maginot* » pour s'opposer à l'école fondamentale.

Or, exigence pédagogique, l'école fondamentale est aussi pour le SNI-P.E.G.C. une nécessité syndicale. Il s'agit d'inverser le tropisme des professeurs d'enseignement général de collège (P.E.G.C.) vers « *un front commun du second degré* », constitué du SNES et du syndicat des professeurs d'éducation physique, tous deux dirigés par la tendance Unité et action minoritaire au SNI-P.E.G.C., d'un syndicat de la C.F.D.T., d'un de la C.G.T. et d'un indépendant. M. Guy Georges a lancé un appel aux P.E.G.C. afin que se retrouvent dans le même syndicat « *ceux qui, ensemble, ont charge de la scolarité obligatoire de tous les enfants et adolescents* ».

CHARLES VIAL.

LE SNI ET LES CONSEILS DE PARENTS D'ÉLÈVES

« Des liens de sang »

« Combien d'entre nous sont eux-mêmes des parents d'élèves ! Ils le sont à part entière, c'est-à-dire qu'ils ne doivent pas craindre de militer dans la Fédération des conseils de parents d'élèves. C'est à cela que je vous invite si nous voulons voir la fédération que nous avons créée dominer les déviations. » Ce militant parent d'élève qui exhorte ses pairs à l'action dans la F.C.P.E. (ex-Cornec) n'est autre que... le secrétaire général *du Syndicat* des instituteurs (SNI-P.E.G.C.).

Sous le titre « Mettre la main à la pâte », M. Guy Georges consacre en effet la totalité de l'éditorial de *l'Ecole libératrice* (1) au récent congrès de cette fédération de parents. Et de rappeler l'histoire : « *La F.C.P.E. a été créée en 1947 à l'initiative du Syndicat national des instituteurs et de la Ligue de l'enseignement (...). Ce sont leurs militants qui, patiemment, sur le terrain, ont crée les « conseils de parents Cornec ».* Rappelant que cette création a été suscitée par les attaques contre l'école laïque, il ajoute : « *Il y a, si j'ose dire, des liens de sang entre nous. Notre école laïque subit et subira encore des assauts. Imagine-t-on que nous pourrions accepter de voir la fédération prendre le risque de s'écarter du chemin commun ? Autre risque, le grippage des relations entre les parents et nous — j'entends le mouvement militant des parents (...). Le risque est réel. Il naît de la confusion entre les responsabilités éducatives qui incombent aux parents et aux maîtres* » qui sont « *complémentaires et non concurrentes* ».

« *Cela signifie que nous n'accepterons jamais je ne sais quel tutorat sur notre responsabilité professionnelle. C'est clair au niveau des militants. Ça l'est moins sur le terrain (...). Ce mouvement « parents d'élèves » ne peut exister contre les enseignants, mais avec eux (...).* »

Nul ne contredira le secrétaire général du SNI sur ce point. Les parents souhaitent une véritable collaboration avec les enseignants dans l'intérêt des enfants. Mais les parents, ce n'est pas seulement la F.C.P.E. — ce sont aussi d'autres fédérations et, surtout, des individus de plus en plus exigeants. Cela, le secrétaire général du plus important — mais qui est loin d'être le seul — syndicat d'enseignants ne peut l'ignorer. Même si cela le dérange. Son sentiment à cet *égard est bien connu. Pourquoi* y ajouter la maladresse d'une telle ingérence dans les affaires d'une fédération de parents qui, *pour répondre* aux besoins de ceux qui lui font confiance, commençait tout juste à prendre quelque distance avec ses géniteurs. Qui s'était même permis, *fait exceptionnel, de rencontrer* il y a quelques mois un autre syndicat : la C.F.D.T. et son syndicat général de l'éducation nationale, que M. Guy Georges prend soin de vilipender en rappelant les origines chrétiennes de « *cet organisme* [qui] *a une prédilection constante à jouer les coucous* ».

Décidément, M. Guy Georges a bien du mal à admettre que d'autres que lui, pourtant tout aussi directement concernés, s'intéressent à l'école. Il est vrai que, s'y intéressant de près, ils découvrent plus d'un problème propre à déranger le responsable d'un syndicat qui perd des adhérents. Quelle maladresse, en outre, dans la stratégie. Comment M. Jean Andrieu, le successeur de M. Cornec — déjà handicapé par le fait qu'il est lui-même... instituteur, — pourra-t-il désormais, comme il le déclarait le 4 juin, « *faire apparaître que nous entendons bien demeurer une organisation majeure, tout à fait autonome dans ses choix et dans ses décisions* ». M. Guy Georges voudrait mettre la « *Fédération Andrieu* » en difficulté qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

CATHERINE ARDITTI.

(1) N° 30, du 6 juin 1980.

SCIENCES

● *Soyouz-T-2 s'est amarré à Saliout-6.* — Les deux cosmonautes soviétiques Youri Malychev et Vladimir Aksenov, lancés le jeudi 5 juin à bord de Soyouz-T-2 (*le Monde* du 7 juin), ont amarré, le vendredi 6 en fin d'après-midi, leur vaisseau au « train spatial » Saliout-6-Soyouz-36, qu'occupent Valeri Rioumine et Leonid Popov. Les manœuvres d'approche, précise l'agence Tass, se sont effectuées tout d'abord en régime partir de 180 mètres de distance, totalement automatique puis, à en pilotage manuel. — *(A.F.P., A.P.)*

M. JACQUES BORZEIX PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE POITIERS

M. Jacques Borzeix, professeur de physique et doyen de l'unité d'enseignement et de recherche (U.E.R.) des sciences fondamentales et appliquées, a été élu président de l'université de Poitiers, jeudi 5 juin, en remplacement de M. Jacques Fort, dont le mandat était arrivé à expiration. M. Borzeix a été élu au premier tour de scrutin par 33 voix contre 14 à M. Jean Tarrade, doyen de l'U.E.R. des sciences humaines, et 12 à M. Daniel Bontoux, doyen de l'U.E.R. de médecine-pharmacie.

[Né le 16 septembre 1934 à La Souterraine (Creuse), M. Jacques Borzeix a d'abord été instituteur dans le département de la Vienne en 1956-1957. Il est entré à la faculté des sciences de Poitiers après avoir été reçu au concours de l'IPES en 1957. *Nommé* assistant de physique en 1959, puis maître-assistant en 1964 et maître de conférences en 1973, il est professeur titulaire depuis 1979 et doyen de l'U.E.R. de sciences fondamentales et appliquées depuis 1975. Actuellement, il est responsable, avec le professeur Dumargue, de l'équipe de physique des fluides du laboratoire d'études aérodynamiques et thermiques, laboratoire associé au C.N.R.S. M. Borzeix est aussi *maire de Nouaillé-Maupertuis*, une commune de la banlieue de Poitiers.]

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

OJD 1978

Commission paritaire n° 57 437.

PRESSE

Aux États-Unis

Une nouvelle chaîne de TV par câble entièrement consacrée à l'information

De notre correspondante

New-York. — Le président Carter, dans une déclaration relative à la situation au Proche-Orient (*le Monde* du 3 juin), a participé dimanche, de façon spectaculaire, à un événement important dans la presse américaine : la naissance d'une nouvelle station de télévision par câble, Cable News Network (C.N.N.) qui diffusera depuis Atlanta (Georgie) des émissions d'informations vingt-quatre heures sur vingt-quatre heures.

Le « patron » de C.N.N., M. Ted Turner, est un étonnant personnage à la Howard Hughes, milliardaire, sportif, jamais à court d'idées nouvelles et peu enclin à la modestie. M. Turner, qui a investi 40 millions de dollars dans son entreprise, a annoncé qu'il était prêt à sacrifier de 2 à 3 millions de dollars par mois pour assurer le lancement de sa « super-station ». Après quoi, estime-t-il, elle commencera à *faire des super-bénéfices.*

Le père de M. Ted Turner, lui aussi homme d'affaires d'envergure, a créé de toutes pièces une station de télévision à Atlanta, W.T.B.S., dont les émissions peuvent être captées jusqu'à New-York. Si W.T.B.S. n'a pas révolutionné le monde de l'information, elle est devenue une puissance financière. Turner Fils, dont la réputation d'homme d'affaires le dispute à celle de yachtman — il a gagné en 1977 l'America Cup — a débauché un certain nombre de reporters de la N.B.C. et de la chaîne A.B.C., mais il a aussi engagé de jeunes journalistes prêts à tenter l'expérience plutôt que de gravir durement les échelons de la hiérarchie des grandes chaînes nationales. Les salaires sont réputés plutôt bas à C.N.N., sauf pour quelques « vedettes » comme Daniel Schorr, de la C.B.S., et l'affiliation syndicale n'est pas recommandée. Mais nombre de « jeunes loups » en puissance y voient l'avantage de pouvoir toucher à tout sans encourir les foudres des « unions » pointilleuses sur les qualifications professionnelles.

Lors de l'inauguration, devant le Tout-Atlanta, M. Turner a déclaré que sa chaîne permettrait, du moins il l'espère, « *une meilleure compréhension de la façon dont les divers peuples du monde vivent et travaillent, et contribuerait à la paix et à la fraternité* ».

Pour l'instant C.N.N. est reçu dans trente Etats de l'Union et, assure M. Turner, dans deux millions de foyers. Outre ses bulletins d'informations, la station *diffusera des magazines* consacrés aux sciences, à la religion et aux questions sociales et accordera une place importante aux sports. Son principal atout, estime son créateur, est que l'événement n'aura pas besoin d'attendre le temps d'antenne régulier comme c'est le cas pour les autres chaînes.

M. Turner a promis une grande latitude à son équipe, et une séparation totale des intérêts de la rédaction et de la publicité. Il a notamment engagé comme commentateur M. Ralph Nader, défenseur des droits des consommateurs, et comme des annonceurs publicitaires critiquaient cette initiative, M. Turner leur rétorqua qu'ils ne devaient pas se croire obligés de « patronner » les émissions de celui-ci.

Pour montrer son absence de préjugés, M. Turner a aussi engagé comme commentateurs M. Barry Goldwater, le très conservateur sénateur de l'Arizona, et Mme Bella Abzurg, la très libérale et très féministe ex-conseillère du président Carter.

Le pari de M. Turner est énorme, mais l'enjeu est aussi considérable : entre 1965 et 1980, le nombre des « foyers » américains qui suivent les informations télévisées du soir est passé de un peu plus de vingt-deux millions à trente-quatre millions.

NICOLE BERNHEIM.

SPORTS

TENNIS

LES INTERNATIONAUX DE ROLAND-GARROS

Borg for ever ; Connors pavillon haut

Ainsi pour la cinquième fois depuis 1974, Björn Borg l'invincible, va disputer, dimanche 8 juin, la finale des Internationaux de France. La logique du tirage au sort aurait voulu qu'il rencontre John McEnroe, mais c'est Vitas Gerulaitis, tête de série numéro cinq, qui sera son adversaire, comme il l'avait été, malheureux, l'an dernier en demi-finale (en quinze rencontres officielles, l'Américain n'a jamais battu Borg). *Le Suédois a, en effet*, éliminé, vendredi, l'Américain Harold Solomon sans perdre un set (6-3, 6-2, 6-0), performance qu'il a réalisée tout au long du tournoi, à tel point que sa suprématie devient presque fastidieuse.

Le « suspense », ce fut la demi-finale Gerulaitis-Connors qui dura quatre heures d'horloge devant un Central électrisé. Gerulaitis en fut vainqueur par le score de 6-1, 3-6, 6-7, 6-2, 6-4, confirmant la toute première *qualité qui l'avait vu* rallier la finale de l'Open des Etats-Unis à Flushing Meadow et réitérant la victoire qu'il avait remportée sur Connors au dernier Masters de Madison Square Garden de New-York en janvier, encore que celle-ci ait été acquise en deux sets et sur surface synthétique (c'était la première fois hier que les deux Américains se rencontraient sur terre battue).

Jimmy Connors, vaincu pour la deuxième année consécutive à Roland-Garros, n'a pas pour autant démérité. Certes, il n'était pas en état de grâce comme lors de son match précédent devant Gildemeister. Il était retombé dans l'erreur, comme contre Panatta, Caujolle et même Noah, et jamais des balles — si rasantes *qu'elles donnent des battements* de cœur — ne tombèrent aussi *souvent dans* le filet.

Ce ne fut pourtant pas faute *pour « Jimmy », comme la foule* l'appelait fraternellement, de ne pas se défoncer sur chaque point avec ses cris dignes des pensionnaires de *l'Ile du docteur Moreau*. Mais, sous le ciel gris, à l'heure de midi où les tribunes étaient déjà pleines, Connors paraissait peu inspiré. Et quand, après avoir perdu le *premier set*, il mit le deuxième à son actif, le courant ne passait toujours pas.

Au troisième set, sur sa lancée, il faillit mener 4-1. Mais une série d'erreurs incroyables de sa part permit à Gerulaitis de reprendre l'avantage à la marque et de bénéficier même de trois balles de set à 5-4. C'est à la suite d'un magnifique *échange terminé par un smash* retourné de Connors que le match enfin prit feu.

Le *tie-break* peut servir de tremplin salvateur pour les tempéraments de flambeur : c'est le secret de Connors, c'est pourquoi il mit ce troisième set dans sa poche.

Il y avait deux heures que les adversaires s'expliquaient. Jusque-là, Gerulaitis avait bien servi, était monté à la volée à bon escient, et avait couvert un terrain énorme, témoignant cette alacrité d'homme pressé qui ne le quitte jamais.

Cependant, le match, que suivaient les *célébrités du tennis* dans la tribune d'honneur, Donald Budge, Fred Perry, Tony Trabert, Lewis Hoad, John Newcombe et, *bien entendu*, Henri Cochet, était arrivé à un tournant.

Connors avait enlevé le premier jeu du quatrième set. Gerulaitis *ne parut* nullement en être affecté. A la différence d'un Connors éprouvé par ses luttes précédentes, son match accroché contre Fibak en quart de finale l'avait affûté. En un clin d'œil il mena 3-1, puis 5-1. C'est alors qu'on s'aperçut que Connors était « mort ». Un smash frappé *avant le filet, quelques* balles de petite fille, et surtout deux répliques qu'il avait laissé tomber dans les angles sans y courir attestaient éloquemment cette chute de régime.

Nous le voyions pareillement fatigué pour la première fois de sa carrière. Battu par Arthur *Ashe en finale de Wimbledon en* 1975, il avait été manœuvré plus que défait, et ses réactions jusqu'à la fin du match avaient été furieuses. Là, on le voyait marcher lentement entre les échanges, baisser la tête, ne réussissant plus *qu'un point éblouissant par ci* par là. Pourtant, l'homme qui ne discutait jamais un point et passait immédiatement au suivant, gardait sa bravoure intacte, à l'image du taureau noble terminant son combat l'épée dans le *cuir*.

Gerulaitis gagna donc cette quatrième manche dans la foulée et menait *confortablement* par 5-3 dans le cinquième set lorsque « Jimmy » se sortit les tripes une dernière fois, réussissant à remonter à 5-4. *Las ! Gerulaitis comptait trois balles de match sur son service* à 40-0. Deux passing-shots fantastiques de Connors le laissaient sur place, et il mettait une balle dans le filet. Ce qui ne l'empêchait pas de tenir derechef une balle de match dans sa raquette. Ayant égalisé de nouveau dans l'émotion générale, la tête bouillonnante et ivre *d'illusions, Connors se voyait-il* déjà remonter, voyait-il enfin se réaliser l'espoir frénétique de rencontrer Borg en finale ? Non, ses forces décidément l'avaient abandonné. Il manquait un point facile, et Gerulaitis servait sans réplique pour le match !

OLIVIER MERLIN.

> **A LA TÉLÉVISION**
>
> Samedi 7 juin : Antenne 2, à partir de 14 h. 50. TF 1, résumé à 22 h. 45.
>
> Dimanche 8 juin : TF 1, à partir de 14 h., résumé à 23 h.

SIMPLE MESSIEURS

Demi-finales : Borg (Suède) b. Solomon (E.-U.), 6-2, 6-2, 6-0 ; *Gerulaitis (E.-U.) b. Connors (E.-U.)*, 6-1, 3-6, 6-7, 6-2, 6-4.

DOUBLE DAMES

Finale : K. Jordan-A. Smith (E.-U) b. I. Madruga-S. Villagran (Arg.), 6-1, 6-0.

JUNIORS GARÇONS

Quarts de finale : Perez (U.) b. Wilborts (Holl.), 6-7, 6-1, 8-6 ; Leconte (Fr.) b. Botazzi (It.), 6-4, 6-1 ; Tous (Esp.) b. Venter (Afr. du Sud), 7-6, 6-3.

C. Castellan (Arg.) b. T. Tulasne (Fr.), 5-7, 6-3, 5-4, puis abandon.

JUNIORS FILLES

Quarts de finale : R. Jasak (Tch.) b. K. Kell (E.-U.), 6-2, 7-6 ; K. Henry (E.-U.) b. P. Murgo (It.), 6-3, 6-3 ; K. Stamfli (Suisse) b. P. Vasquez (Pér.), 6-0, 6-0 ; K. Horvath (E.-U.) b. I. Villiger (Suisse), 6-3, 7-6.

JEUX OLYMPIQUES

LA COMMISSION DU SPORT DE HAUT NIVEAU NE DÉBATTRA PAS DES SÉLECTIONS, annonce M. Soisson

La commission du sport de haut niveau, qui groupe des représentants des pouvoirs publics et du mouvement sportif, ne se *réunira pas pour délibérer sur* la sélection des athlètes français qui doivent participer aux Jeux olympiques de Moscou.

C'est ce qu'a indiqué, le 6 juin, à TF 1, M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports *et des loisirs. En clair*, les pouvoirs publics, qui n'enverront aucun représentant à Moscou pendant la durée des Jeux, entendent se démarquer également du mouvement sportif sur le plan des sélections.

Les principes *n'en seront pas* pour autant assouplis. « *Je souhaite que la sélection soit rigoureuse, conformément aux principes que j'ai définis. Je ne suis pas favorable à la participation individuelle qui remettrait en cause l'autorité des fédérations. Le mouvement sportif doit assumer ses responsabilités* », a déclaré notamment M. Soisson.

Ces propos s'adressaient plus particulièrement aux tireurs qui avaient contesté la décision de *leur fédération de ne pas envoyer* de délégation *(le Monde* du 7 juin).

D'UN SPORT A L'AUTRE...

ATHLETISME. — *La Soviétique Ludmilla Kondratieva a amélioré de 1/100 de seconde le record du monde du 100 mètres en parcourant la distance en 10 sec. 87, le 3 juin à Léningrad. L'ancien record avait été établi le 1er juillet 1977 par l'Allemande de l'Est Marlies Œlsner-Gœhr.*

CYCLISME. — *La vingt et unième et avant-dernière étape du Tour d'Italie, Saronno-Turbigo, 50 kilomètres contre la montre, a été gagnée le 6 juin par l'Italien Guiseppe Saronni à la moyenne de 47,974 km/h. En dépit d'une pénalisation de 30 secondes pour s'être abrité derrière une voiture suiveuse, le jeune italien qui gagnait sa septième étape dans cette épreuve a conservé l'avantage devant Braun à 10 sec., Knudsen à 13 sec. et Hinault à 16 sec. Au classement général le Français a néanmoins conservé le maillot rose, conquis la veille dans le Stelvio, avec 5 min. 43 sec. d'avance sur l'Italien Wladimiro Panizza.*

VOILE

Départ de la sixième Transatlantique en solitaire

Quelque cent voiliers devaient *prendre le départ, ce samedi* 7 juin, à Plymouth (Angleterre), de la sixième course transatlantique en solitaire qui les amènera à Newport (Rhode Island).

Le succès et les excès des éditions précédentes ont amené les organisateurs britanniques du Royal Western Yacht Club à apporter plusieurs modifications au règlement. Ainsi, le nombre *des concurrents, qui avaient été* de cent vingt en 1976, a été limité à cent dix, qui ont dû effectuer un parcours de qualification de 500 milles en solitaire, et arriver dans certains délais à Plymouth pour être autorisé à prendre le départ. *Pour mettre un frein au* gigantisme des bateaux (Alain Colas avait participé à la dernière course sur un quatre-mâts de 72 mètres), les organisateurs ont limité la longueur totale des voiliers à 17 mètres et, surtout, la *longueur de flottaison* à 14 m. Deux fois vainqueur de l'épreuve, Eric Tabarly, qui ne peut prendre le départ cette année en raison d'une blessure à une épaule, a estimé que cette limitation dépréciait quelque peu le sens de la confrontation.

Enfin, pour des raisons de sécurité, les organisateurs ont fait équiper tous les concurrents de balises Argos — utilisées lors de la Transat en double 1979, — qui *permettent de localiser en permanence* les voiliers et éventuellement leur porter secours.

Au reste la course, qui est très largement sous la coupe des commanditaires de toute nature, verra un nouvel affrontement entre multicoques et monocoques. Au cours des cinq précédentes éditions les monocoques ont gagné quatre fois, mais le record de la *traversée (2 810 milles* par l'orthodromie, c'est-à-dire la route la plus courte) a été établi en 1972 par Alain Colas en 20 jours 13 heures et 15 minutes sur le trimaran *Pen-Duick-IV* acheté à Eric Tabarly. Si les conditions météorologiques restent favorables, les multicoques font figure de favoris notamment le trimaran *Olympus-II* (15,20 m) du Canadien Michael Birch, qui avait terminé second en 1976 sur un trimaran de moins de 10 mètres, *The Third-Turtle*.

INSTITUT

Académie française

LE GRAND PRIX DE POÉSIE A MAURICE FOMBEURE

L'Académie française a décerné son Grand Prix de poésie 1980 (Fondation Roucoues, 25 000 F) à Maurice Fombeure pour l'ensemble de son œuvre poétique.

Elle a, au cours de la même séance, attribué :

— *Trois Grand Prix du rayonnement français* à MM. Jean-Claude Groshens, Philippe Roberts-Jones et Gérard Heller ;

— *Deux prix d'Académie*, à M. Jacques Soustelle pour *les Olmèques*, et à Mme Renée Massip pour l'ensemble de son œuvre ;

— *Le Prix de la nouvelle* à M. Jean Cau *(Nouvelles du paradis)* ;

— *Le Prix de la critique* à M. Paul Bacquet *(les Pièces historiques de Shakespeare)* ;

— *Le Prix de l'essai* à M. Bertrand d'Astorg *(les Noces orientales)* ;

— *Le prix Gustave-Le Métais-Larivière* à M. Jacques Perry pour l'ensemble de son œuvre ;

— *Le prix Pierre-de-Régnier* à M. Louis Ducreux *(la Porte tournante du Café Riche)* ;

— *Le prix Dumas-Millier* à Mme Frédérique Hébrard pour l'ensemble de son œuvre ;

— *Le prix Henri Mondor* à M. Roger Judrin ;

— *Le prix Georges-Dupau* au Père Bruckberger pour l'ensemble de son œuvre.

ENVIRONNEMENT

Le rapport des Nations unies

(Suite de la première page.)

Le rapport Tolba examine et dénonce les « *effets des activités militaires sur l'environnement* », qu'il s'agisse des répercussions des conflits passés et présents ou de l'immense gaspillage allant de pair avec la préparation de conflits futurs. Cent trente guerres civiles ou régionales ont eu lieu depuis 1945, rappelle le rapport, auxquelles ont participé quatre-vingt-un pays appartenant pour la plupart au tiers-monde. Le montant annuel des dépenses militaires dépasse nettement 400 milliards de dollars. En termes réels, les budgets militaires du tiers-monde ont quadruplé au cours des vingt dernières années.

Le rapport du P.N.U.E. met en garde contre les dangers liés à la prolifération des techniques nucléaires et à la militarisation de l'espace et des océans. Dans la seule année 1978, l'homme a *procédé* au lancement de cent douze satellites militaires, soit un *tous les trois jours environ*. Pendant les trente dernières années, « *la puissance destructrice totale dans les arsenaux mondiaux s'est multipliée par plusieurs millions* ». L'essai des armes, les patrouilles de routine et autres exercices militaires sont autant d'activités préjudiciables à l'environnement. Les dommages causés par la guerre subsistent longtemps après la restauration de la paix. Alors commence la tâche fastidieuse du « déblayage » : désamorcer les mines, combler les cratères de bombes, etc. Dans une enquête conduite par le P.N.U.E. auprès de quarante-sept gouvernements, l'un d'eux a indiqué qu'il avait déblayé depuis la fin de la seconde guerre mondiale près de quinze millions de mines terrestres.

Surtout, les activités militaires « *détournent* » un énorme volume de ressources naturelles et humaines. La consommation militaire annuelle de pétrole dans le monde équivant au double de celle de tous les pays d'Afrique. Quelque quatre cent mille scientifiques de premier plan, soit 40 % des chercheurs employés dans le monde, participent à des travaux de recherche militaire. *Les dépenses effectuées* au titre de la recherche sont, pour 40 %, consacrées à la « *défense* ». Leur montant est plus de vingt fois supérieur à celui de l'aide publique au développement du tiers-monde. « *L'accroissement actuel des dépenses militaires*, souligne le rapport du P.N.U.E., *survient à un moment où 1,5 milliard d'individus* (près de 40 % de la population mondiale) *n'ont pas accès à des services médicaux adéquats, où 570 millions d'entre eux sont gravement sous-alimentés, où 3 milliards d'hommes manquent d'eau salubre.* »

« *Le seul moyen politiquement réaliste*, ajoute le rapport, *dont disposent les pays riches désireux d'apporter une assistance accrue aux pays pauvres, consiste en une réduction des dépenses militaires, car les ressources nécessaires ne peuvent être prélevées sur d'autres éléments des budgets* [na]*tionaux (...). Le détournement de ces ressources ne peut qu'aggraver l'inflation et la crise économique. Aucun pays au monde ne peut se permettre la course aux armements, dont le fardeau pèse encore plus lourdement sur les pays en voie de développement que sur les autres. Tant que le soupçon et l'incertitude continueront d'infecter les relations internationales, il est néanmoins vraisemblable que celle-ci se poursuivra.* »

L'affaire de tous

Que le PNUE, huit ans après sa création, lance un cri d'alarme *aux résonances si délibérément* politiques, en dit long sur l'élargissement de la notion d'environnement. Depuis 1972, le PNUE a considérablement étendu son champ d'action et de recherche, qui embrasse désormais — de près ou de loin — la plupart des activités humaines. Il est loin le temps où, dans l'esprit du grand public, la pollution atmosphérique constituait la principale atteinte à l'environnement. « *La pauvreté est le problème d'environnement numéro un* », affirme aujourd'hui Mme Indira Gandhi. Le PNUE conçoit son rôle de la manière la plus large possible. Aussi se préoccupe-t-il autant de la congestion des villes que de la désertification, du sort des réfugiés que de la pénurie de terre arable.

Autre évolution importante : les gouvernements du tiers-monde tiennent beaucoup moins le PNUE en suspicion. Nombre d'entre eux, en 1972, redoutaient *que l'organisation cherche* à entraver leur marche vers l'industrialisation. A leurs yeux, la protection de l'environnement concernait avant tout le monde sur-développé, englué dans ses contradictions.

Sans totalement disparaître, ces craintes ont cédé la place à une prise de conscience : celle que l'environnement est bien l'affaire de tous. L'érosion des sols, l'ankylose des grandes métropoles, l'aménagement de l'habitat urbain, la protection des richesses de l'océan, les déséquilibres écologiques provoqués par l'afflux de réfugiés dans un pays pauvre : voilà autant d'aspects de l'environnement qui intéressent au premier chef le monde en développement. Celui-ci ne peut, dès lors, les ignorer.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

PÊCHE

LES CONCHYLICULTEURS LANCENT UN S.O.S.

(De notre correspondant.)

La Rochelle. — Le vingt-huitième congrès de la conchyliculture française s'est ouvert le 6 juin en Charente-Maritime.

« *La situation est grave*, a déclaré un des porte-parole des « éleveurs » d'huîtres. *L'ostréiculture arcachonnaise a été décimée ; beaucoup d'exploitants ont cessé leurs activités et un millier d'exploitations ont disparu. Depuis quelque temps, le phénomène fait tache d'huile, et plusieurs points du bassin de Marennes-Oléron ou de Bretagne sont touchés. La pollution est à l'origine de tous nos maux. Elle croît chaque jour davantage. Le milieu ambiant s'est modifié et, chose curieuse, notamment près des ports de plaisance. C'est le cas à La Rochelle. Est-ce la faute des produits utilisés pour nettoyer les coques des voiliers ? Peut-être. Si le gouvernement prend des mesures, on peut encore sauver la conchyliculture française, mais il faut faire vite.* »

Faits et projets

Aménagement du territoire

● *M. Monod quitte l'agence Coopération et Aménagement.* — *M. Jérôme Monod*, conseiller référendaire à la Cour des comptes, ancien délégué à l'aménagement du territoire (1968-1975), ancien secrétaire général du R.P.R. (1976-1978), vice-président de la Société lyonnaise des eaux et de l'éclairage et président du Centre français du commerce extérieur, « *va quitter la présidence de l'agence Coopération et Aménagement, qui s'était substituée en mai 1979 au Secrétariat des missions d'urbanisme et d'habitat (SMUH)* ».

Placée sous la double tutelle des *ministères de la coopération* et de l'environnement, association de la loi de 1901, l'agence Coopération et Aménagement a vu, lors de sa création en mai 1979, « *son champ d'action géographique étendu à l'ensemble des pays qui ont à faire face aux problèmes liés au développement urbain et régional* ».

Construction navale

● *Chantiers suédois : plan gouvernemental repoussé.* — Le Parlement suédois a repoussé le 5 juin, par 162 voix contre 159, le plan de restructuration de la construction navale présenté par le gouvernement et qui, par la suppression de sept mille cent emplois entendait assurer à partir de 1985 la rentabilité des chantiers.

Une contre-proposition socialiste, qui a eu l'appui des deux députés libéraux, entend procéder à des diminutions moins importantes.

Environnement

● *Achères : fin de la grève.* — Les agents de la station d'épuration d'Achères, dans les Yvelines, en grève depuis neuf jours, ont repris le travail *le samedi 7 juin*. Ils ont approuvé le protocole d'accord négocié la veille entre les syndicats et les autorités de tutelle, qui fixe le montant de la prime de transport attribuée aux employés. Ce sont 18 millions de mètres cubes d'eau d'égouts non traités qui se seront déversés dans la Seine au cours de ce conflit. Les techniciens estiment que la station ne fonctionnera normalement que dans une vingtaine de jours.

● *Greenpeace repart en guerre.* — Le bateau de Greenpeace, le *Rainbow - Warrior*, après une courte escale sur la Tamise, a, le 6 juin, quitté le port de Londres en direction de l'Espagne pour mener une nouvelle campagne contre les « *massacre* » des baleines. *Il doit arriver à la* Corogne (Galice), le 11 juin, pour participer à une manifestation organisée par les écologistes espagnols qui réclament la conversion de l'entreprise Industria Ballenera S.A., qui possède une flotte de cinq navires baleiniers opérant au large de la Galice dans les *eaux internationales*, sans contrôle, disent les écologistes.

● *Décharges dangereuses aux Etats-Unis.* — Un rapport de l'Agence pour la protection pour l'environnement (E.P.A.) indique qu'il existe aux Etats-Unis cinquante mille décharges de produits *chimiques* pouvant être considérées comme « *malsaines* ». 645 sont qualifiées de « *dangereuses* » pour la santé humaine ; 108 de « *hautement dangereuses* ». — *(A.F.P.)*

● *Une église chauffée au soleil.* — La vieille église de la Tourette, près d'Ussel, en Corrèze, va être chauffée à l'énergie solaire. Le procédé, dû à un professeur de mathématiques du lycée Bernard-de-Ventadour, M. Monange, est *simple*. Il est indirectement inspiré de la serre du jardinier. De l'air, aspiré par une turbine circulant entre un vitrage double et un corps noir disposé sur un toit et pulsé à l'intérieur de l'église. — *(Corresp.)*

P.T.T.

● *Hausse des tarifs postaux à la rentrée.* — M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., interrogé le 6 *juin au cours d'une réunion* de presse sur une éventuelle hausse des tarifs postaux, a déclaré qu'un « *certain ajustement tarifaire serait nécesaire au cours du deuxième semestre 1980* ».

Depuis juin 1978, a-t-il fait remarquer, les tarifs postaux n'ont augmenté qu'une seule fois, de 8,7 % en octobre dernier, alors que les coûts pour la poste avaient augmenté de 28 % dans le même temps. L'ampleur de la prochaine hausse sera toutefois inférieure à ces 28 %, a précisé M. Segard. Aucune augmentation n'est, en *revanche, prévue* en ce qui concerne le téléphone, la taxe de base restant fixée à 50 centimes.

Transports

● *Roissy toujours sans nettoyeurs.* — M. Robert Ballanger, *président du groupe communiste* de l'Assemblée nationale, demande l'ouverture de négociations dans le conflit qui oppose les nettoyeurs de l'aérogare de Roissy à la société qui les emploie.

Dans une question écrite au ministre du travail et de la participation, M. Jean Mattéoli, M. Ballanger rappelle que ces travailleurs, en grève depuis le 10 mai, « *luttent pour obtenir un salaire minimum de 2 800 francs et des primes semblables à celles dont bénéficient les personnels de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F.* ».

● *Une relance du tunnel sous la Manche ?* — Le ministre français des transports, M. Joël Le Theule, sera le 9 juin à Londres, où il s'entretiendra avec son homologue, M. Norman Fowler, notamment du tunnel sous la *Manche*.

Le commissaire européen chargé des transports, M. Richard Burke, a lancé, le 6 juin, un appel à la France et la Grande-Bretagne pour une reprise de ce projet.

● *Manifestation ferroviaire au Luxembourg.* — Plusieurs milliers de personnes sont attendues le dimanche 8 juin à Troisvierges, petite ville des Ardennes luxembourgeoises, pour manifester *contre la suppression de la ligne* ferroviaire du Nord qui relie le nord du grand-duché à la Belgique.

Pour les Luxembourgeois, et en particulier la Société nationale des chemins de fer, il s'agit de *préserver un réseau qui dessert* une région entière du pays et achemine la majeure partie du trafic marchandises des chemins de fer luxembourgeois (C.F.L.).

● *Un bilan de la navigation rhénane.* — Avec un total de 287,2 millions de tonnes, la navigation rhénane a connu en 1979 un trafic inférieur de 300 000 tonnes à peine au record établi en 1978, constate la commission centrale pour la navigation du Rhin, qui rassemble les pays riverains du fleuve et de ses affluents.

Comme les années précédentes, la question de la surcapacité de la flotte rhénane européenne se pose à la commission, qui s'efforce d'éviter toute nouvelle cause d'accroissement des volumes de cale disponibles. — *(A.F.P.)*

● *Inquiétude pour Air Alpes.* — Le comité d'entreprise de la compagnie régionale Air Alpes vient d'affirmer, au cours d'une conférence de presse, que cette société était « *à nouveau plongée dans une crise qui pourrait lui être fatale* ». Il a mis notamment en cause un récent plan de la direction prévoyant l'abandon des lignes exploitées avec des avions de quinze à quatre-vingts places, ce qui entraînerait le licenciement de trente et une personnes sur un effectif de deux cent dix. Le comité demande donc une « *série de mesures concrètes* », en particulier un rapprochement d'Air Alpes et d'Air Alsace et l'octroi à ce groupe d'une dizaine de lignes.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article publié dans *le Monde* du 3 juin sur les travaux du conseil de la C.E.M.T. en matière de sécurité routière, il fallait lire que le taux maximum d'alcool dans le sang généralement admis par la législation existante dans les pays membres de la C.E.M.T. est limité à 0,8 pour 1000 au lieu de 0,8 % comme nous l'avons indiqué dans notre information.

Le Monde

une semaine avec LA BOURGOGNE

AUJOURD'HUI AVEC SA VIE CULTURELLE

Son histoire, ses monuments, ses églises et ses cloîtres, le renom des écrivains qui ont trouvé leur climat dans la richesse de son sol ou la chaleur de ses habitants... Tout cela permet de cerner l'originalité culturelle de la Bourgogne. L'important est de comprendre comment les Bourguignons vivent leur culture régionale et participent aux grandes démarches culturelles nationales, au jour le jour, dans leur vie quotidienne ; comment, en particulier, ils parviennent à échapper aux pièges du parisianisme. Des artistes, des animateurs de base nous l'ont expliqué. Demain, nous tenterons de tirer, avec les responsables de la région, quelques enseignements de cette « Semaine avec la Bourgogne ».

DEMAIN AVEC SES RESPONSABLES

SCULPTEUR-PEINTRE A AUXERRE

Vie de province pour une vie d'artiste

Tout le monde n'a pas dans son jardin le clocher d'une cathédrale. Par-dessus le toit, par-dessus le mur, celui de Saint-Etienne d'Auxerre — *qui mit trois siècles* à pousser — a l'air de prendre racine dans la cour de la « maison de chanoine » où vit François Brochet. Belle rencontre chaque matin, à chaque réveil, pour un sculpteur dont l'art, dit-il, *« réunit à la fois les métiers d'architecte, d'entrepreneur, de manœuvre et de poète ».*

Le journaliste a débarqué ici, impromptu, avec de grosses questions indiscrètes, mal cachées derrière son dos, comme le gourdin de Gnafron. Elle se résument, finalement, d'un seul coup bien appliqué : *« Comment peut-on, François Brochet, être sculpteur et peintre, à Auxerre ? ».*

La première réponse est muette. Sur les murs d'une salle d'exposition — ouverte à chacun en été — se bousculent toiles, gouaches, gravures entre statuettes et statues. *« Affirmatif »* François Brochet travaille, travaille — dans le bonheur de son travail — depuis toujours, depuis qu'il est né (en 1925), bien qu'il cite volontiers le mot de Picasso : *« Je n'ai jamais fait de dessins d'enfant. »*

Car il n'y a pas de miracle. *Fabricando fit faber*, c'est l'œuvre qui fait l'artiste. Pas les discours !... Aïe ! Voilà déjà qui sent le fagot de province ! Nous allons entendre les véhémences ordinaires contre Paris qui cause, qui cause, c'est tout ce qu'il sait faire ! Non. Erreur de pronostic. Cet Auxerrois depuis près de cinquante ans est né à Paris. Et il l'aime. Simplement, pour travailler — il attaque, chaque jour, à huit heures — on a plus de temps à Auxerre. Ici, on est moins dispersé, moins bavard.

Mais quand même, les échanges entre artistes, ça ne lui manque pas ? Il sourit. Il cite Cocteau : *« J'aime bien rencontrer les banquiers parce qu'ils me parlent peinture tandis que les peintres me parlent galeries et contrats. »* Goût du paradoxe ? Même pas. Quand il se rend à Paris il va voir des expositions, bien sûr, et des artistes, et prendre l'air du temps. Mais il a fait son programme à Auxerre. Avant de partir, il a choisi quoi et qui. Ce qui n'est pas toujours possible quand on est pris dans le cirque.

Parfait. Voilà pour le travail et les *« conditions de travail »*. Mais comment « exporter » cette production d'un atelier des bords de l'Yonne ? Comment donner à voir, ailleurs, ces sculptures, peintures, gravures ? D'Auxerre, c'est possible ? Surtout quand on navigue, comme lui, loin des modes, à contre-courant ? Au vrai, cette question-là fait la demande et la réponse. Il y a belle lurette que les sculptures sur bois de François Brochet, en taille directe et polychromées, ont franchi l'Atlantique. On trouve de Chicago à Los Angeles des collections entières, privées ou publiques, de ces statues élancées, parfois violentes, torturées — comme ces *Innocents massacrés* en chantier depuis 1958 — hautes en couleurs, « entre Rouault et Buffet ».

Exportation directe, en somme, d'Auxerre aux Amériques ? Non. *On ne « saute » pas Paris.* Sa première exposition a bien eu lieu sur les bords de la Seine (1948) et, à la suite : galerie de Presbourg, galerie Finlay, avenue Matignon, galerie de la Tournelle, galerie David (maintenant David et Daune). On s'y retrouve ! Avec toute la lyre des salons : Indépendants, d'Automne, Artistes français, Peintres témoins de leur temps, etc. Outre le prix Bourdelle qui ne se décerne pas au festival du chef-lieu de canton ! Cela n'empêche pas, au contraire, les expositions dans toute la France, de Lille à Nice, de Nantes à Marseille, ni à l'étranger, de Belgique au Japon. Consacré par Paris, François Brochet est même — performance suprême — prophète en son pays. Auxerre lui a passé plusieurs commandes, dont la statue de la poétesse Marie Noël, installée à même la zone piétonnière, et qu'on dirait mêlée aux passants (curieusement, elle ressemble comme une sœur à ces vieilles dames de province qui traversent, furtives, les nouvelles de Daniel Boulanger).

Mais si finalement Auxerre n'était que la grande banlieue de Paris — après tout, on y va en moins de deux heures, — et François Brocchet, l'un de ces artistes parisiens qui ont mis leur atelier au vert ? Absolument pas. Il est d'abord d'ici, comme sa mère. Et, de nouveau, il cite. Cette fois, un extrait du discours du chef de cabinet du préfet de l'Yonne quittant la ville pour un nouveau poste : *« les pieds enracinés dans la Bourgogne, la tête tournée vers Paris, sans que Paris lui fasse tourner la tête ».* On ne saurait mieux dire.

Dernière hypothèse. Et s'il s'agissait, en somme, d'une réussite exceptionnelle ? Croit-il vraiment, François Brochet, que du sein d'une petite ville tout talent véritable peut ainsi se manifester ? « La province » ne risque-t-elle pas de le laisser ignoré ? Il dit tranquillement : *« Non »*. Il dit : *« Celui qui travaille, qui travaille vraiment, finit par passer la rampe, où qu'il soit ».*

Est-ce modestie ? Est-ce optimisme ?

Il rappelle encore qu'existe une « école d'Auxerre », née de l'atelier d'Henri Charlier — *« Rodin et lui travaillèrent ensemble »*, — à qui succéda Fernand Py, dont François Brochet fut l'élève avant de former lui-même une kyrielle de sculpteurs sur bois : Merlier, Hesolte, Foucault, Mativet, Lassere, Saugnier, Thureau, etc., tous confirmés, affirmés.

C'est bien réconfortant ! Ainsi, en notre époque bénie — de surinformation et de culture enfin générale — rien ne saurait nous échapper, même pas les valeurs de demain. Un méconnu à Auxerre ou à Arcy-sur-Cure ? Impossible ? Pourquoi pas, pendant qu'on y est, à Charleville ?

Regardons saint Etienne et partons rassurés. Il donne chaleur et confiance aux artistes heureux qui travaillent à l'ombre de sa tour.

JEAN RAMBAUD.

DIRECTEUR DE MUSÉE AU CREUSOT

Les petites histoires de la mémoire commune

L'impressionnant marteau-pilon qui se dresse, tel un arc de triomphe, à l'entrée de la ville intrigue, déroute le voyageur non prévenu. Ici commence, avec la ville-usine des Schneider, un passionnant retour en arrière dans le dix-neuvième siècle positiviste et industrialiste — l'ère de l'acier, du paternalisme omniprésent et des luttes ouvrières.

Il fallait profiter de cette leçon d'histoire industrielle que donnent ici chaque atelier, cité ouvrière et coin de rue du Creusot. C'est l'objet de l'Ecomusée créé en 1974, et qu'abrite symboliquement le château de la Verrerie, l'ancienne manufacture royale de cristaux, qui fut aussi la résidence de la famille Schneider jusqu'en 1970.

Comme tous les musées, celui-ci a d'abord pour fonction d'inventorier et de conserver les traces du passé. But évident, mais qui ne l'a pas toujours été en ce qui concerne le patrimoine industriel. Là, la religion du progrès et la rationalisation ont souvent fait disparaître impitoyablement techniques anciennes et activités économiques dépassées. Bref, toute mémoire des « temps modernes ».

L'action de l'Ecomusée a ainsi pu préserver de la destruction l'atelier des grues et locomotives des usines Schneider, un bâtiment datant de 1849 et dont l'architecture en fer a inspiré la réalisation de la halle de la gare d'Orléans à Paris. Restauré et aménagé, il servira bientôt de musée de la métallurgie et des machines y seront entreposées, afin de retracer l'évolution des techniques métallurgiques.

A Blanzy, au cœur du pays minier, c'est un puits de mine désaffecté dont on prépare la remise en état, galeries et chevalement compris. Dernière en date de ces opérations-sauvetages, l'Ecomusée vient d'acquérir la combe des Mineurs, la plus ancienne cité ouvrière du Creusot, dont la conception, qui remonte à 1826, est étonnamment moderne et constitue un témoignage des conditions de vie ouvrières de l'époque. Si l'on ajoute le centre de documentation, qui réunit près de cent mille volumes de revues et livres techniques ou sociaux — le fonds des usines Schneider et des Mines de Blanzy, — tout cela fait de l'Ecomusée du Creusot l'amorce d'un grand centre d'études de la civilisation industrielle, comme il n'en existe pas encore en France.

Pourtant, l'action de l'Ecomusée ne se limite pas là. Voulant traiter des relations entre le milieu et la population, son ambition est aussi de conserver la mémoire ouvrière et toute cette culture populaire, pré-existante et sous-jacente au développement industriel. En quelque sorte, l'« âme » qui a accompagné la conception et le fonctionnement concret du patrimoine industriel.

Cela commande une sorte d'« ethnologie industrielle ». A cet effet, une quinzaine de chercheurs travaillant pour l'Ecomusée rassemblent biographies, témoignages et études sur le terrain des différents milieux de la communauté — des mineurs du bassin de Blanzy aux ouvriers des tuileries de Montchanin, en passant, bien sûr, par l'histoire et les traditions des ouvriers du Creusot. *« Le but de l'Ecomusée*, explique son directeur, M. Evrard, *n'est surtout pas d'enfermer dans un lieu clos des objets témoins de l'histoire de la région, comme cela se fait dans tout musée. Il s'agit de constituer une sorte de banque de données accessible en permanence aux chercheurs en sciences sociales, mais aussi et d'abord à la population de la région, afin de lui permettre de mieux comprendre son passé et, par voie de conséquence, sa situation présente. »*

Vaste et ambitieux programme qui implique une participation des habitants à la constitution de l'Ecomusée. Et c'est là où se situe précisément l'originalité du projet : car la recherche, si elle est aidée et codifiée par les spécialistes en sciences sociales, vient aussi de la population locale. Anciens mineurs ou mineurs en activité ont pris en charge la collecte et le commentaire des objets de la mine pour le futur « musée de la mine et des mineurs », situé à Blanzy, près de l'ancien puits Saint-Claude. Ailleurs, à Ecuisses, le long du canal du Centre, on a fait appel à la mémoire collective des mariniers et des éclusiers, afin de reconstituer l'histoire du canal, de ses traditions et de son apport à la région. Enfin, à Montchanin, ce sont les instituteurs eux-mêmes qui, les uns apportant des vieux livres d'école, les autres retrouvant mobilier et accessoires, ont reconstitué dans une école des salles de classe de diverses époques. Un peu comme si les générations du passé allaient ressusciter et revenir user leurs fonds de culotte dans des classes plus vraies que nature...

Il y a bien sûr beaucoup de nostalgie dans cette reconstitution attentive, naïvement hyperréaliste, de pans entiers du passé. Pourtant, le mot de passéisme fait à juste titre sursauter les responsables de l'Ecomusée. Car, en ethnologues, ils savent qu'une collectivité humaine ne peut bâtir et asseoir son identité qu'en maîtrisant son histoire. *« S'il y a passéisme là-dedans*, conclut M. Evrard, *cela part d'une réaction saine, normale : celle d'une collectivité qui, pour comprendre le présent et les libertés d'action dont elle dispose dans l'avenir, doit garder un lien étroit et lucide avec son passé. »*

Une dialectique qui est bien en définitive la raison d'être de tout musée vivant.

PATRICE BOLLON.

Lire pages suivantes :

SUCCES DES M.J.C. DANS L'YONNE.
THEATRE A DIJON.

LA BOURGOGNE

ANIMATEUR DANS L'YONNE

Avec les touche-à-tout des nouvelles M.J.C.

Il y a dans le sigle M.J.C. un substantif qui faisait un petit peu peur il y a quelques années : le mot « jeunes ». Les maisons des jeunes et de la culture, semblaient établir par leur simple dénomination des barrières. Elles semblaient fermées, interdites à ceux qui étaient entrés dans la vie active. « *Personnellement, j'avais la trentaine lorsque j'ai adhéré à la maison des jeunes et de la culture Saint-Pierre* », reconnaît ce cadre moyen auxerrois à qui on vient de remettre une brochure éditée précisément par cette M.J.C. et dans laquelle on découvre qui fréquente les deux maisons qui fonctionnent actuellement à Auxerre.

Les tranches d'âge d'abord. Sur 1 114 adhérents 580 ont plus de vingt-cinq ans, plus de la moitié. On précisera aussitôt que chez les plus de vingt-cinq ans, le sexe féminin l'emporte nettement (337 au lieu de 243). On notera encore, pour mieux situer les deux M.J.C. d'Auxerre, qui sont régies par la même association, que trois catégories professionnelles comptent un effectif à peu près égal : les enseignants (226), les employés (255), les ouvriers et personnels de service (224). Les élèves du primaire ne sont que 91, ceux du secondaire que 146, et on dénombre — surprenant n'est-ce pas ? — 116 « non actifs » ou retraités.

Dans une ville comme Auxerre, proche de Paris, qu'on peut gagner en une heure et demie, il est toujours risqué d'organiser des spectacles, donc de maintenir une vie culturelle. Un théâtre qui a dû être fermé plusieurs mois en raison de sa vétusté et dont la faible capacité ne permet pas d'accueillir les meilleures tournées, une salle municipale récente mais où les chanteurs sont pratiquement inaudibles et, pour les expositions, une maison du tourisme dont ce n'est pas la destination. C'est bien peu. Le cinéaste Jean Herman (qui est aussi le romancier Jean Vautrin) a fait ses études à Auxerre, où il ne retourne que fort rarement. « *La ville n'a pas changé* », disait-il l'autre jour. « *Elle me semble toujours aussi petite, aussi murée sur elle-même, aussi recroquevillée, comme figée dans le temps.* » Et pourtant les salles de cinéma se sont multipliées (huit aujourd'hui). Le ciné-club qui l'avait invité alors qu'il était l'assistant de Rossellini et qui avait sombré corps et biens n'a pas connu une deuxième vie. Mais un autre a vu le jour au sein des M.J.C., qui ont contribué par ailleurs à la relance de la chanson à Auxerre, et qui permettent depuis quelques semaines aux musiciens de jazz de s'exprimer.

Le rôle que tient une M.J.C. dans une ville de 40 000 à 60 000 habitants est important. Si elle permet de participer aux activités créatrices les plus diverses (cela va du tissage à la vidéo en passant par la photo, la peinture sur soie et la musique), elle met des spectacles sur pied et cela en dehors de chez elle. Elle reçoit aussi bien Félix Leclerc que Mama Bea, Pierre Louki, Pierre Vassiliu ou Gilles Elbaz. Avec une association baptisée Bourgogne - chansons, elle organise des animations rurales avec des interprètes locaux. Elle accueille le Jazz-Club de l'Yonne. Pierre Boudet, le directeur de la M.J.C. Saint-Pierre, nichée dans un cloître au cœur de la ville, explique : « *Nous nous attachons tout particulièrement à la diffusion culturelle. Une M.J.C. ne doit pas se manifester uniquement à l'intérieur. Nous avons cherché ces dernières années à programmer des interprètes (la plupart du temps des auteurs) appartenant aussi bien au show business qu'au monde marginal de la chanson.* »

Ce Bressan peu démonstratif se fait convaincant lorsqu'il affirme que les maisons de jeunes ont réveillé la ville. « *Les spectacles que nous avons organisés nous-mêmes et ceux que nous avons réalisés avec l'Association bourguignonne culturelle nous ont amené des dizaines de nouveaux adhérents. Au début, on se méfiait un peu de ces M.J.C. Puis, après certains tâtonnements, nous avons montré que nous répondions à des besoins qui jusqu'alors n'étaient pas satisfaits. Le conseil d'administration, présidé par M. Andrieu, un professeur de travail manuel, a établi avec la ville un rapport de forces nouveau et nous faisons en commun un travail profitable.* »

Pour ce qui est des subventions, il le dira tout à l'heure, il semble d'ailleurs que les responsables des deux M.J.C. n'aient pas à se plaindre. 1 114 adhérents donc, dont 250 seulement pour la M.J.C. des Vauviers, un quartier sans âme, de l'autre côté de la R.N. 6, un quartier-dortoir, coupé de la cité. Cette deuxième M.J.C. est, en quelque sorte, un « accident ». Son installation n'est due qu'à la réalisation d'un foyer de jeunes travailleurs et elle n'aurait pas été maintenue sans l'intervention de Jean-Marie Rigollet. Ce garçon de trente-six ans aux cheveux longs et rebelles, toujours en jean et en pull, la cigarette à la bouche, est aujourd'hui l'une des chevilles ouvrières des deux M.J.C. Officiellement, il est animateur ; en réalité il collabore étroitement avec Boudet, et les deux hommes se partagent parfaitement le travail.

L'abbé Rigollet était barman

Rigollet, cependant, est plus spécialement axé sur la vidéo, qui connaît ici un gros succès. En 1969, l'abbé Rigollet était affecté à la paroisse des Vauviers lorsqu'on ouvrit cette deuxième M.J.C. L'expérience lui parut intéressante, et rapidement on ne vit plus que lui dans la maison. On avait besoin d'un gérant de bar. Pourquoi pas lui ? Il accepta la proposition qu'on lui fit. Mais il ne pouvait se satisfaire de vendre de la limonade et du coca, et il devint vite un véritable animateur. Voilà onze ans que cela dure.

« *Il y a encore, trop souvent, confusion aujourd'hui*, dit Jean-Marie Rigollet. *Lorsqu'on vient me trouver à la M.J.C. Saint-Pierre, où je travaille désormais, c'est l'animateur qu'on cherche à rencontrer ; pas le curé. Ne mélangeons pas les genres. Et cependant il arrive que des parents viennent me voir ici pour me demander quand ils pourront faire baptiser leur gosse. Cela peut les surprendre de trouver un curé qui soit animateur ? Pourquoi ? Je suis en quelque sorte à mi-temps à la M.J.C. Si j'étais instituteur ou commerçant, on trouverait la situation normale...* »

Rigollet resta cependant cinq ans à la M.J.C. des Vauviers avant de rejoindre son ami Boudet à Saint-Pierre, où sont rassemblées toutes les activités créatrices. Ensemble, ils négocient les spectacles et les organisent. Ils veulent dire par là que lorsqu'un chanteur débarque avec un matériel sono qui emplit toute une camionnette, ils ne vont chercher personne pour le transporter ; que l'affichage, les articles de presse, c'est leur affaire et qu'ils se chargent de tout.

Les deux hommes s'entendent bien et les tâches ont été réparties sans difficultés. Mais Jean-Marie Rigollet ne veut pas parler seulement des activités propres à la M.J.C., qui a aussi un rôle incitatif, une fonction de parrainage. « *On ne se marche pas les uns les autres sur les pieds. Ainsi on nous a reproché il y a quelques saisons de nous mêler de sport. Le rugby puis le handball ont en effet porté les couleurs de la M.J.C. Aucun club sportif de la ville ne favorisait la pratique de ces deux disciplines : pourquoi donc n'aurions-nous pas aidé ces deux sports à démarrer ? Ils volent maintenant de leurs propres ailes (le Rugby-Club opère en seconde division nationale) et notre coup de pouce n'a donc pas été inutile.* » « *Nous nous sommes également lancés dans une opération ciné-club*, ajoutent nos deux compères, *mais il n'y en avait plus à Auxerre. Dans quantité d'activités, nous servons en fait de premier relais. On pratique ici la gymnastique volontaire. On s'inscrit pour des randonnées de ski de fond, mais, celles-ci, c'est le club alpin qui en est responsable. On développe l'initiation à l'escrime, à l'équitation, mais en liaison avec les clubs, et la voile avec le concours de la Fédération des œuvres de l'école publique.* »

Mais le sport n'est qu'une parenthèse. Aujourd'hui, ce qui sensibilise les responsables des deux M.J.C. et les adhérents, c'est surtout l'audio-visuel. Si le ciné-club, qui a monté de véritables festivals intérieurs, connaît un succès qui ne se dément jamais, le labo photo est très fréquenté. La ville est d'ailleurs en train d'aménager spécialement plusieurs salles pour en rassembler les installations. Enfin la musi-



que n'est pas un parent pauvre. On donne des cours de violoncelle, de flûte, de guitare, etc. ; et c'est au cloître Saint-Pierre que le Jazz-Club de l'Yonne présente ses programmes. Qu'il a pris vie.

Jean-Marie Rigollet est animateur à temps complet désormais, et son salaire, comme celui de son ami Pierre Boudet, qui se consacre davantage, lui, à l'administration, est pris en charge à 60 % par la ville, dont la subvention, de 224 000 F en 1975-76 est passée à 336 000 F en 1978-79, — et qui participe à la rénovation des installations.

Mais un animateur, qu'est-ce au juste ? Pour Jean-Marie, c'est une présence. « *On est toujours assuré de trouver l'un de nous à la M.J.C.*, dit-il. *L'animation est un terme vague. Ma tâche va de l'accrochage des toiles lorsque nous accueillons un peintre dans nos murs au collage des affiches en ville. Il y a encore la réception des artistes qui nous viennent. Et puis, un animateur doit constamment lancer de nouvelles opérations.* » Ainsi la M.J.C. dispose actuellement d'un atelier permanent de tissage et de dix-sept métiers à tisser. Elle a fait appel avec succès à des artisans qui ont eux-mêmes accepté de suivre des stages de formation.

Autre secteur en pointe : la vidéo. La M.J.C. dispose d'un matériel important. « *La vidéo est un outil pédagogique exceptionnel* », explique Rigollet. « *Si elle permet un apprentissage de la technique, elle permet aussi la libération du geste, sa correction. Nous avons effectué plusieurs reportages sur la vie auxerroise et nous avons participé activement au premier salon des loisirs à la fin de 1979, qui rassemblait la presque totalité des associations et clubs sportifs de la ville.* »

Un grand vide culturel a donc été comblé dans le chef-lieu de l'Yonne grâce aux M.J.C. Et surtout un courant nouveau est passé chez les jeunes, qui ont une maison à eux (pardon : deux maisons), mais qui savent en sortir et qui savent y recevoir.

JEAN-CLAUDE CHARLET.

HOMME DE THÉATRE A DIJON

Passer la rampe

avec des bouts de chandelle

Plus de dix ans que l'ancien lieu du culte a été déconsacré, et pourtant, cet hiver encore, il y a eu là aussi des honnêtes gens pour crier au sacrilège quand Bibi, l'héroïne du spectacle de Hourdin, Perrier et Wenzel, une truie ventripotente et rose d'amour-propre, a *fait son apparition dans la nef* de l'église du parvis Saint-Jean.

A Dijon décidément, même si l'on joue la comédie, il faut savoir respecter les limites de la décence. Alain Mergnat n'est pourtant pas un nouveau venu. En 1966 déjà, il vint à Dijon pour assister Jacques Fornier, fondateur du Théâtre de Bourgogne, avant d'aller travailler à Chalon. Il serait de retour en 1971, dès l'arrivée de Michel Humbert. Il participerait à l'installation dans l'église, il y monterait plus d'un spectacle — et de bons spectacles.

Alors, cela lui a fait un peu mal ce parti pris des « scandalisés » qui se faisaient fort de décrire les gravats et de déplorer le transfert du maître-autel. Oui, l'église du parvis Saint-Jean est en travaux, et ce n'est pas ce qui facilite la tâche du plus fraîchement émoulu directeur du centre dramatique national.

Car disposer de ce bâtiment en plein centre ville, c'est à la fois un privilège immense et comme un boulet à traîner. Magnifique et peu pratique. Nul parmi les vint-six permanents du centre ne songerait à quitter le lieu, et tous rêvent d'une salle susceptible d'accueillir plus de deux cents spectateurs, tous rêvent d'un endroit où pouvoir répéter, et de bureaux dans la ville, tous rêvent d'un centre dramatique digne de son qualificatif de national, c'est-à-dire capable de monter de grosses productions et apte à recevoir les centres qui font parler d'eux, les théâtres nationaux. Impossible.

De l'inconvénient d'être au quatorzième rang dans le classement par ordre de ces institutions chargées de faire vivre ou d'inventer le théâtre de France : au quatorzième rang du point de vue des subventions.

Et Mergnat, se promenant derrière les échafaudages, fait malgré tout des projets et établit une programmation autour d'un thème qui lui tient à cœur. L'automne prochain sera un « rendez-vous au bestiaire ». Un Labiche : *Fallait-il qu'ils soient bêtes*, et *l'Escargot* de Guy Foissy, et *Un zoo imaginaire*, monté autour de fables de La Fontaine, avec le peintre Jean-François Lombard. Il prendra contact avec les troupes locales, avec le théâtre l'Index, et la troupe du Grenier de Bourgogne. Il invitera les Dijonnais inscrits à la S.P.A., et ceux qui protestent contre la vivisection, et les employés des abattoirs, et ceux du musée, et ceux de la bibliothèque. Et il y aura des ateliers et des mini-spectacles.

Mergnat a des idées. Des gens bien, comme le musicien Jean-Marie Senia, ont envie de le suivre, de partager son optimisme, de croire qu'il y aura bientôt plus de trois mille abonnés au centre et que l'enseignement de théâtre, prévu en 1981 à l'université, entraînera un élargissement de la composition du public. Mergnat voudrait aussi établir des relations avec le conservatoire.

Il a raison sur tous les points. Et du talent et du goût. Mais voilà, il ne vocifère pas cet homme assis derrière un vitrail, dans la pénombre du petit bureau de fortune aménagé dans une chapelle latérale ; cet homme est un doux. Et ils ne récriminent jamais, les comédiens qui, pour toute loge, doivent se partager une sacristie. Tous, même les plus jeunes, semblent faire partie des fameux temps héroïques. Et comme la pénurie a ramené ces temps-là... ou ils seront... les mieux adaptés, ou... ils auront passé leur vie dans l'attente de jours meilleurs. —

M. L. B.

Notez...

RAMEAU DANS SA VILLE DE DIJON

« *Toute son âme, tout son esprit étaient dans son clavecin ; lorsqu'il l'avait refermé, il n'y avait plus personne au logis* » : voilà comment Alexis Piron (1689-1773) définissait son ami Jean-Philippe Rameau, ce natif de Dijon.

Rameau que, plus tard, les Debussy, Berlioz et Saint-Saëns vénéreraient, Rameau n'avait pas bonne réputation : l'homme était bougon, taciturne et sa manière de vivre, sa frugalité, sa modestie poussée à l'extrême, le firent souvent taxer d'avare. Rameau glacial comme un mathématicien, indifférent à son entourage serait pourtant, selon son exégète passionné, Jean-Paul Masson, le seul contemporian de Jean-Sébastien Bach qui supporte la comparaison.

C'était bien, le 5 juin sur France-Musique, d'entendre le ténor Etienne Lestringant chanter sa cantate du *Berger fidèle* ; c'était bien aussi ce moment qui a suivi consacré aux pièces pour clavecin, ou encore d'écouter, autre cantate, pour basse celle-là, *Thétis* que Rameau écrivit en 1727.

C'était bien, mais c'était peut-être peu. On aurait en effet pu imaginer que France-Musique, émettant durant trois jours trente heures de programmes en direct de Dijon, accorde plus d'importance à celui qui désespérait son père, l'organiste de Notre-Dame de Dijon : Rameau ne s'intéressait qu'à la musique.

On aurait au fond aimé savoir ce que fut l'enfance du compositeur qui deviendrait l'un des plus grands théoriciens de la musique. Rameau au cours de son existence reviendrait à Dijon : la ville ressemble à son œuvre, même idée d'architecture.

Une autre fois... Cette étape du tour de France des villes de province aura permis de connaître ceux qui en Bourgogne aujourd'hui — instrumentistes ou compositeurs — font de la musique.

Car, en plus des trois concerts de prestige retransmis en direct et sans risques (entre Monteverdi par l'ensemble instrumental et vocal de Lausanne, et *la Messe des trépassés*, de Marc-Antoine Charpentier, par la Grande Ecurie et la Chambre du Roy) on aura pu entendre, invités au cours du « Matin des musiciens », ou du magazine Six-huit, le carillonneur de Dijon, M. Garnier, ou le luthier Jean-Noël Grandschamps ou encore cet homme qui collecte les vieux chants du Morvan.

Les « Musique de tables » (de 12 h. à 14 h.) venaient aussi de Dijon entre le 4 et le 7 juin. Un vrai recensement sinon la description, l'évocation musicale d'une ville, d'une terre.

J.-Ph. Lecat : la culture

comme le bon vin

Le ministre de la culture et de la communication, M. Jean-Philippe Lecat, né à Dijon, ancien député de la Côte-d'Or, conseiller général du canton de Nolay, dans ce même département, parle en Bourguignon de la culture bourguignonne. Dans un numéro spécial que la revue de son ministère *Culture et Communication*, a consacré, l'été dernier, à cette province, il déclarait ceci :

« *Les Bourguignons de la Côte n'attendent pas que l'Etat leur donne des primes pour faire leur vin. Ils le font, et la tradition est ininterrompue depuis deux mille ans. C'est avec leurs propres ressources, avec une terre très pauvre, avec le climat, avec l'habileté transmise de père en fils, avec les progrès des techniques de culture et de vinification, qu'ils font du vin. Et le vin de Bourgogne, c'est un produit de la Bourgogne : ce n'est pas le produit d'une « décentralisation viticole » qui aurait été décidée à Paris*

» *C'est une comparaison volontairement un peu naïve mais qui met bien l'accent sur l'un des dangers du manque de confiance en soi. Il ne faut pas attendre que Paris prenne en charge la vie culturelle régionale, ce n'est pas son rôle.*

» *La région doit assumer la responsabilité du développement de sa propre vie culturelle, être un lieu de rencontre international au niveau le plus élevé et le siège de grandes institutions culturelles. Et il faut jouer ce jeu à fond. Les créateurs bourguignons et ceux qui choisissent la Bourgogne doivent apporter leurs propres réponses.* »

LA BOURGOGNE VILLE A VILLE

Mâcon trop grand trop vite

Mâcon est passée à côté du dix-neuvième siècle. Aussi tardive que brutale, l'expansion a cueilli, au réveil de la guerre, une ville de marchands et de fonctionnaires. Encore médiéval en son centre, ce gros bourg au milieu d'une riche campagne, s'est *soudain gonflé de quartiers* neufs, amplement tracés, dans le goût de ces années-là.

Dix-huit mille habitants en 1936, quarante mille aujourd'hui. *« Le visage de Mâcon a plus changé en dix ans qu'en dix siècles »*, notait fièrement dans une brochure sur la ville, publiée en 1959, M. Philippe Marceau, secrétaire général de la mairie et directeur de l'office d'H.L.M. *« Mâcon, ville indolente, a brusquement cédé au mouvement général de la France... C'est l'expansion dans tous les sens »*, répondait inquiet, un érudit local, espérant en sourdine que *« notre peuple ne se laisserait pas totalement américaniser »*.

L'Amérique ? Toutes proportions gardées, elle est là, pourtant. L'entrée monumentale, au nord de la ville, avec son boulevard trop large, ses Z.U.P. sagement tracées et progressivement noyées dans les arbres, sa piscine dans un parc et son palais des expositions qui sert une fois l'an, pour la Foire du vin, évoquent un « *Miami*, Saône-et-Loire, ville de congrès », qui dut être le rêve secret des édiles pendant près de trente ans.

Trois hommes ont *marqué* le développement de cette ville. Le maire, Louis Escande, qui régna de 1953 à 1977, et, dans la pénombre, le secrétaire général, Philippe Marceau, *qui dirige* encore l'office H.L.M. dont il fit un outil si efficace qu'un tiers des logements de la ville lui appartiennent aujourd'hui. Le troisième *était* ingénieur des ponts et chaussées, l'un des premiers à avoir associé, avant la création du ministère de l'équipement en 1966, l'urbanisme *et* le *logement* à l'ancienne direction des travaux publics.

A cet ingénieur entreprenant qui fit toute sa carrière en Saône-et-Loire, une statue a été dressée au bord d'une autoroute du département... A *Mâcon, il a généreusement tracé* les voies d'accès et de contournement. Mais comme elles n'ont pas toutes été construites, on peut s'offrir un curieux gymkhana autour de l'agglomération : une quasi-autoroute *conduit par exemple* au nouvel hôpital et se perd dans les herbes.

Laminée par des voies de circulation — la Saône, la route, le chemin de fer, plus loin l'autoroute — *Mâcon s'étire* indolemment *sur* les rives du fleuve et trompe *son monde. Ce* « front de Saône », dont elle est si fière, cache un centre vieillot, maltraité, encombré et troué par endroits comme un gruyère. Ses prétentieux quartiers au nord et au sud annoncent une grande ville, qu'elle n'est pas, ayant ravi la préfecture à *Chalon* à cause de sa docilité supposée et réelle, et n'ayant jamais depuis rejoint son industrieuse rivale du nord, qui affiche vingt mille habitants de plus que le *chef-lieu*.

Mâcon est la ville la moins poétique qu'on puisse imaginer. Ni belle, ni laide, elle ressemble à une paysanne endimanchée, vêtue de rayonne à ramages, pour faire la *dame* : la *ville* s'enorgueillit de ses parterres qui l'ont fait remarquer à plusieurs concours de cités fleuries ; un service municipal s'appelle Embellissement. La *place de* l'Europe, au sud, est pompeusement ornée de jets d'eau... devant un grand supermarché annoncé par une enseigne géante, au pied d'une *tour qui prétend répondre* à une autre, en face. On habite à Mâcon dans le quartier de la Percée-Sud, large boulevard planté de nobles peupliers (les arbres les plus vite poussés) ; on aménage la ZAC du « Km 400 », au nord. Et la cité, réservée aux plus pauvres, ghetto des champs, aux confins de la ville, s'appelle *les Etats-Unis...*

Les ambitions de ville « moderne » qui ont manifestement hanté les édiles de 1955 à 1975, les avaient conduits à imaginer des schémas semblables pour le *centre* de la *ville. L'architecte* lyonnais Daniel Petit, responsable de ces vastes ZUP sans fantaisie, avait esquissé sans complexe une nouvelle silhouette pour le Mâcon de l'an 2000, carrefour européen, cent mille habitants, et *tutti quanti...*

Le vent a tourné avant que tous les projets de table rase soient exécutés. Sur la lancée d'un passé iconoclaste, Mâcon était bien partie pour faire place nette sans que les cris de quelques érudits locaux (le Mâconnais Georges Duby a *malheureusement fait carrière* ailleurs) arrêtent la pioche des démolisseurs. « *Ils ont même démoli subrepticement la maison natale de Lamartine, en déplaçant la plaque un peu plus loin,* raconte, navré, M. Lenormand, chef du service départemental d'architecture. *Plusieurs maisons intéressantes ont disparu.* » La *municipalité achetait* les vieux immeubles et souvent les abattait pour gagner quelques places de *stationnement*. Le quartier de la mairie est ainsi devenu un *semi-désert* cahoteux : les rues n'ont plus de tracé, les maisons s'appuient sur le vide, la ville prend l'air de toutes parts, et s'effiloche. C'est particulièrement frappant autour de Saint-Pierre, lourde église néo-romane (l'architecte avait proposé une option néo-gothique) construite pour remplacer la cathédrale incendiée à la Révolution — aucun respect des vieilles choses, déjà !

La sinistre expérience du plateau de la Baille, la colline sacrée, l'oppidum gallo-romain, est *toutefois restée unique* en son genre. On y a détruit l'ancien carmel au bénéfice d'une *tour* d'archives départementales (sur la colline !) et de plusieurs bâtiments administratifs, dont l'un a été carrément planté au milieu d'une petite place : on avait dû oublier de le prévoir dans les plans. Dix ans après, ce quartier, mal famé, disait-on, est encore sous le coup du désordre *brutal,* et *les petites maisons* de la rue de la Piété-Filiale, en contrebas, ne savent plus à quel saint se vouer.

C'était bien parti, en effet. Mais les casseurs n'ont pas eu *le temps de terminer leur œuvre.* « *Nos prédécesseurs avaient beaucoup acheté dans le centre, ce qui nous permet aujourd'hui d'intervenir* », explique M. Rognart, le *nouveau maire socialiste,* installé derrière un grand bureau noir (*design* italien, c'est sûr) ostensiblement dépareillé des boiseries Louis XV mal repeintes *qui couvrent les murs.*

La reconquête du centre à Mâcon, comme ailleurs, est visiblement la grande affaire de la nouvelle municipalité. Une exposition vient d'être organisée pour le grand *public. Un concours* d'idées est lancé pour le « trou de la mairie », le terrain vague le plus proche de la maison commune.

A *l'atelier* d'urbanisme, on a recensé le patrimoine municipal (trois cents logements sur deux mille cinq cents dans le centre) ; on lance des petits chantiers de reconstruction : cinquante logements H.L.M. par-ci, la restauration d'un hôtel particulier abandonné par-là. A 4 000 F de travaux au moins pour un mètre carré restauré, il faudra vendre les appartements, mais, juste à côté, l'immeuble sera H.L.M. « *Ni l'office d'H.L.M. ni la société d'économie mixte ne sont préparés à ce genre de travail* », dit-on à la mairie. Et quand la ville « *donne* » le terrain, explique M. Albert Krivopisko, adjoint (communiste) *chargé* de l'urbanisme, elle ne peut pas avoir la subvention pour le surcoût foncier en centre ville.

La « reconquête » démarre très modestement. Une rue a été réservée aux piétons ; tout le plan de circulation, repris par les services municipaux à ceux de l'équipement, doit être revu ; les chantiers s'ouvrent pour boucher quelques trous, panser quelques blessures. Mais le *mouvement de fuite* est déjà très accentué : la campagne est toute proche et les cadres et les employés rêvent d'y bâtir une maison ; toutes les H.L.M. ont été *construites* à l'écart, *assez* loin pour qu'on ait besoin d'une voiture ou d'un vélomoteur. Ne restent au centre que ceux qui ne peuvent faire autrement et qui *n'ont même pas les moyens,* souvent, de payer un loyer d'H.L.M. La population a diminué de 25 % entre 1962 et 1975, mais la proportion de personnes âgées (20 %) et d'immigrés (20 % aussi) a très fortement augmenté.

Mâcon, ville d'emplois tertiaires (le plus gros employeur, c'est la ville, avec huit cent salariés), a *été touchée* par *la* crise économique un peu plus tard mais pas moins que d'autres, et notamment dans le secteur du bâtiment. Le temps des grands chantiers est terminé : il faut aujourd'hui faire de l'urbanisme de bouts de chandelles.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

Notez...

PONT ET SOUPIRS

« *Quarante mille Mâconnais seraient sur le pont si on menaçait de le toucher.* » Le maire en a fait *son affaire*. Là au moins, le « consensus » doit exister. Avec le peu de passé qui leur reste, les habitants de Mâcon sont très attachés à leur pont, le vieux pont de pierre qui les relie à Saint-Laurent, le village des mariniers de la rive gauche, situé dans l'Ain et dans une autre région.

« *Sentimentalisme* », soupirent les techniciens confrontés aux problèmes d'eau : trop basse en été, trop haute en hiver, la Saône n'est pas fréquentable (ou plutôt incertaine) pendant plusieurs mois chaque année pour les péniches géantes. La liaison Rhin-Rhône, c'est cela aussi.

Pour conserver le vieux pont — qui a été allongé, élargi, et fortifié depuis le onzème siècle et dont l'allure actuelle date du dix-huitième —, on avait imaginé il y a une dizaine d'années de construire un canal de dérivation à travers champs, par la rive gauche. Comme une déviation routière évite une ville, le canal aurait rendu à Mâcon et à Saint-Laurent un immense plan d'eau libre pour l'aviron, etc.

Mais aujourd'hui les paysans « *pris en charge* », selon M. Rognart, par un conseiller général de l'Ain, ne veulent plus lâcher leurs terrains. Les services de l'équipement font une dizaine d'hypothèses, qui se chiffrent, selon le maire, de 80 à 150 millions de francs. Et on parle beaucoup... — M. Ch.

MÉCÉNAT

La Bourgogne est aujourd'hui la première région de France dotée d'une véritable structure *d'accueil pour les œuvres de* mécénat, grâce à l'existence de *la fondation pour* la Bourgogne.

Cette fondation, nouvellement créée au sein de la Fondation de France grâce à une dotation de 4 000 000 F faite par Mme Cance, veuve d'un industriel dijonnais, s'attachera à : contribuer par tous les moyens au développement social, économique et scientifique de la Bourgogne ; favoriser le maintien des *traditions,* la *conservation et la* promotion du patrimoine historique et *culturel de* la région.

Pour l'année 1980, la fondation pour la Bourgogne a engagé de nouvelles actions dans les domaines de :

— *La recherche scientifique*, en accordant une subvention de 112 000 F au laboratoire de biochimie médicale du professeur Padieu de la faculté de médecine de Dijon. Le groupe du professeur Padieu, qui oriente ses recherches sur le médicament (le devenir métabolique du médicament, son action pharmacologique, ses effets toxiques), a acquis une reconnaissance internationale dans la spectrométrie de masse utilisée dans les sciences biologiques et médicales,

— *L'action sociale*, en accordant une subvention de 50 000 F pour l'accueil des réfugiés de l'Asie du Sud-Est en Bourgogne, et une autre de 50 000 F également à la Société dijonnaise d'assistance par le travail, qui accueille les indigents sans domicile, sans emploi, sortant d'hôpital ou de prison,

— *La préservation du patrimoine*, en accordant une subvention de 13 500 F à un projet de « sauvetage » de statues anciennes des églises de Saint Jean-de-Bœuf et d'Emorots, grâce au procédé « pronuclear », qui consiste à bombarder les statues par un système nucléaire avant de les plonger dans un bain plastifiant.

SIX AÉROPORTS D'AFFAIRES

Bourgogne expansion, revue des comités d'expansion de Bourgogne, qui a pour rédacteur en chef Fernand Bucchianieri, publie, dans sa livraison du mois de juin 1980, un dossier sur l'aviation. La région compte, en effet, six aérodromes d'affaires, vingt-quatre aéroclubs et un constructeur aéronautique, Pierre Robin, qui contrôle 36 % du marché des monomoteurs.

Les auteurs de ce document constatent que « *les liaisons régulières ont du mal à se développer dans la région, trop proche des grands aéroports internationaux* ». L'unique ligne régulière est exploitée par la compagnie britannique Dan Air entre Dijon et Londres-Gatwick à raison de trois rotations hebdomadaires.

Le plan d'équipement aéronautique *régional*, établi à la fin de l'an dernier, retient pour le trafic *court-courrier* (vingt-cinq mille passagers par an à l'horizon 1985), les aéroports de Dijon, Chalon-sur-Saône, Mâcon et Digoin, et pour le trafic charter le seul aéroport de Dijon.

★ *Bourgogne expansion*, 27-29, rue de Talant, 21000 Dijon. Tél. : (80) 43-82-01. Prix : 9 francs.

TERRE DE RENCONTRES

Bravo baladins !

par MATHILDE LA BARDONNIE

Les alentours du château étaient envahis par les hautes herbes telles qu'elles poussent et foisonnent en fin de printemps si personne ne vient les contrarier : longues tiges de fétuque entremêlées, roulées par la pluie du matin qui avait été forte ce mercredi du mois de mai, et le lothier dru hissant ses futures graines, et les dactyles plus tendres émergeant des touffes de trèfles-fraises. La ciguë en fleur ne prédominait pas encore : on pouvait distinguer les véroniques blanches. On pouvait apercevoir, enfouies ou presque, de grosses roses épanouies et d'autres, déjà fanées, que nul n'avait songé à couper. Au château de Gilly, les rosiers de l'ancien parc ont pris cette apparence robuste des plantes qu'on a cessé de domestiquer. Ils ne se « montrent » plus, mais se renforcent dans leur coin, ils se cantonnent et remémorent avec panache la subtilité de temps oubliés : quand les hommes de peine chargés d'entretenir ne laissaient pas la sauge des prés, violette — ou plutôt mauve intense, — le droit de pointer *ses pétales gluants d'orchis sauvages. Dans les* jardins abandonnés, l'ordre des arrogances et des modesties se renverse.

Le comédien Pierre Leenhardt, celui qui a porté sur une scène *Gros Câlin*, le premier roman d'Emile Ajar, *nous faisait, dans la rosée, faire* le tour du *propriétaire*. Il est *le* secrétaire général du Centre de création et d'animation rurales, « structure » mise en place au mois de janvier dernier dans l'ancienne résidence des abbés de Citeaux, située non loin de Nuits-Saint-Georges et des clos de Vougeot. Le département de la Côte-d'Or a racheté l'endroit il y a quatre ans, et, depuis quatre ans, le conseil général vote des crédits pour sa restauration : le gros de l'ouvrage a été effectué, et bien effectué, quoi qu'en aient dit certaines bonnes âmes patronesses du Dijonnais, criant au saccage — rien moins — lorsque fut ouvert au public le théâtre de deux cents places aménagé dans l'ex-cellier à la charpente merveilleuse.

Michel Humbert, le directeur de l'équipe des huit permanents de la demeure, nous avait quittés juste après le déjeuner pris sous les voûtes gothiques de la cuisine d'antan devenue restaurant. Il était parti travailler sur *Mimi*, ce presque *one man show* où — avec l'aide de Françoise Rippoll — il rit du parcours qui a été le sien depuis que, à l'âge de vingt ans, il fonda le Théâtre populaire de Normandie. C'est en 1971, qu'Humbert quitta Rouen, son pays natal, et le théâtre du Robec qu'il trimbalait par les campagnes à cidre, pour être nommé directeur du Centre dramatique de Bourgogne — centre dramatique national, administrati*vement implanté à Beaune et qu'il installa en 1975* dans l'église désaffectée du parvis Saint-Jean à Dijon.

Fouinant déjà hors de la ville pour trouver aux quarante personnes du centre des racines en zone *rurale*. *Humbert tomba amoureux de Gilly*. Coup de foudre pragmatique puisque les vieux murs n'avaient plus de maître. Les élus restaient à convaincre, ce qui fut fait. Humbert pensait que les vingt comédiens de la troupe croiraient à ce travail en « zone *rurale* » auquel lui croit. Ou *plutôt, Humbert était un peu las des servitudes administratives* liées à sa fonction : la trop grosse machine lui pesait, il ne voyait pas trop la nécessité du « théâtre proprement dit », ne se sentant plus l'envie de monter ces spectacles de taille nationale qui tournent « en tant qu'objets d'art » à travers le pays et hors des frontières.

En somme il proposait au Centre de se dédoubler, et, sans laisser tomber Dijon, de s'attaquer à une tâche parallèle *en faisant vivre aussi le monument* Gilly. Les bureaux du Centre dramatique — qui étaient restés à Beaune — furent transférés au château. Ils y sont toujours, mais le Théâtre de Bourgogne a été rebaptisé Nouveau Théâtre de Bourgogne. Humbert ne le dirige plus : il a confié sa casquette à Alain Hergnat, qui était son adjoint jusqu'alors.

Peut-être parce que la « ruralité » comme le « travail manuel » sont devenus dans les sphères gouvernementales des concepts payants érigés en slogans, peut-être parce que 1980 a été décrétée l'Année du patrimoine, peut-être encore est-ce que rue de Valois comme à l'Elysée on ne veut plus — faute de moyens — défendre la « décentralisation » imaginée par les Malraux et Duhamel, ou encore, plus prosaïquement, faut-il noter que Gilly entre dans la circonscription du ministre de la culture Jean-Philippe Lecat... Toujours est-il qu'un statut juridique propre a été inventé, une étiquette : le Centre de création et d'animation rurale devient « la première expérience du genre », une « nouvelle façon de pratiquer la décentralisation », un « lieu inscrit dans sa région » — « avez-vous vu les beaux murs ? », etc... L'Etat donne 400 000 francs par an, le conseil général 415 000. (Savoir que les frais de chauffage des salles à l'intérieur des beaux murs en question se montent à 80 000 francs annuels, pour avoir un ordre d'idée.)

Nous marchions toujours autour des douves que le conseil général a promis de remettre en eau bientôt, comme il a promis de détacher un jardinier à l'année. On nous faisait remarquer les sept ou huit moutons paisibles arrivés à peine une semaine plus tôt « *pour commencer de tondre la prairie* » — et parce que c'était logique des moutons dans un paysage encore champêtre, parmi d'anciens viviers à curer et au bord d'une petite rivière cachée par les noisetiers. On nous faisait remarquer qu'il y aurait beaucoup de cerises et aussi de poires sur les espaliers survivants. Nous visiterions les communs où il y a encore à faire sous les formidables poutres. Ici évocation des contraintes qu'impose tout classement aux monuments historiques. On nous répétait : « *Le conseil général semble prêt à suivre.* »

Toute la commune devant les tréteaux

Revenaient des mots de la conversation avec Michel Humbert : il avait calmement exposé cette « *partition en deux* » du Centre dramatique : « *J'ai porté la cruauté de la situation parce que je l'ai déterminée, mais il n'y a pas eu — sauf pour trois ou quatre personnes — de déchirure, seulement une grande secousse.* » Il avait ajouté : « *Mine de rien, cela a constitué un accroissement des moyens financiers.* » Les comédiens, qui sont tous ou presque restés rattachés au Centre, ont, selon Humbert, estimé « *lucide cette séparation qui n'a rien d'un divorce* ». « *Ils se voyaient mal retourner à une pratique artisanale du théâtre.* » Michel Humbert, remettant en cause les hiérarchies que l'inéluctable division du travail entraine dans les centres dramatiques, considère que son départ permettra de « *relancer une situation qui était en train de se scléroser* ». Il estime utile la présence d'un théâtre national dans chaque région, et, attaché à celui qu'il vient de quitter, il entend bien installer des collaborations — « *inévitables* » — entre l'équipe d'Alain Mergnat et la sienne, ne serait-ce qu'au nom de l'amitié qui demeure.

Gilly sera autre chose : un lieu d'accueil pour les artistes, les chanteurs et musiciens de la région, mais aussi des locaux mis à la disposition des associations du coin. A Gilly, on fabrique des spectacles légers « appuyés uniquement sur le comédien », ce qui a été fait avec *Il était une fois une fille de ferme* que deux mille spectateurs ont déjà vu, ou encore avec le montage sur la vie et l'œuvre de Colette. Humbert croit désormais davantage à l'expression des individus qu'au prestige du metteur en scène et estime plus gratifiant de jouer devant *cent personnes dans une commune* qui compte deux cents âmes que devant quatre cents habitants de la ville de Dijon, d'emblée sélectionnés. Il fait confiance aussi aux amateurs, aux semi-professionnels : l'éternel dilemme (où il faudrait reparler des ambiguïtés du bénévolat).

Comme c'était mercredi, le château résonnait des galopades et des rires d'enfants du voisinage sortis de leur cours de danse ou de peinture pour se lancer dans un vaste cache-cache à travers les greniers. Dans le caveau, une animatrice faisait pour certains fonctionner boîtes à musiques, oiseaux et pianos mécaniques et autres limonaires, prêtés le temps d'une exposition : la collection du Cirque de Paris.

Et si, après des années, il risquait de n'y avoir que cela : si le rêve d'Humbert avait seulement permis que soit trouvé l'argent nécessaire à la réfection des hectares de toitures, que des gamins se souviennent d'avoir joué à chat perché dans les écuries et entendu du charleston sur cylindres à picots, et *que, l'été, les pompiers aient été contents d'organiser* dans le parc leur kermesse... Pourquoi le plaisir ne serait-il pas subventionné ?

Mais nous nous sommes attardés à Gilly — peut-être parce que la maison est si belle. Et restent à évoquer ceux qui font désormais vivre le Centre dramatique de Dijon et les problèmes auxquels doit se colleter cet Alain Mergnat à qui Humbert a « refilé le bébé » sinon passé le flambeau. Reste à raconter la Maison de la culture de Chalon-sur-Saône, où aussi nous avons rencontré des gens dont la conviction ragaillardit, et qui d'ailleurs s'envisagent comme plutôt liés à la troupe de Dijon, qu'ils se chargent d'accueillir et dont ils suivent de près le travail. Alain Mergnat est quelqu'un que tous aiment beaucoup, et cette considération n'a rien d'oiseux. Les institutions où se *dispense la « culture » ont en commun, avec les* hôpitaux, qu'on y respire dès l'entrée une ambiance. Cela tient à des riens, au sourire d'une infirmière dans un couloir, au fait qu'un bouquet de fleurs soit ou non joliment arrangé.

Les enfants au « grand guignol »

On sait qu'on est dans un « bon » service ou non, et les patrons appréciés ne sont en général pas les plus mauvais médecins. En Bourgogne, nous *avons eu l'« impression favorable »*, même sans visiter les centres d'action culturelle du Creusot, ni celui de Mâcon, ni encore la Maison de la culture de Nevers. A noter d'ailleurs que cela fait un grand nombre d'institutions pour une même région — et qui ont entre elles des liens, même si à Chalon le responsable des arts plastiques s'est un peu coupé du CRACAP du Creusot. Il s'est créé comme une sorte de tissu.

Donnons vite les chiffres, pour les laisser ensuite de côté, ou pour les situer plutôt au cœur des problèmes. Le Centre dramatique national de Bourgogne reçoit une subvention globale de fonctionnement de 3 150 000 francs dont 600 000 francs viennent des collectivités locales ; la Maison de la culture de Chalon tourne avec environ 7 400 000 francs dont plus de la moitié sont à la charge de la municipalité. Trente personnes employées dans le premier cas, cinquante à peu près dans le second — 51 millions de dettes à Dijon, l'équilibre budgétaire à Chalon.

A Dijon, pour tout local, une église en travaux de transformation, travaux qui, d'ailleurs, ne devant rien modifier au caractère du monument, ne peuvent aller très loin. A Chalon, de l'autre côté de ce qui fut le canal, une des énormes usines à culture imaginées dans les années 60 par un architecte dont il est préférable de taire le nom tant le résultat fait injure à l'esthétique. Mais en tout cas un bâtiment, équipé, superéquipé, avec ses deux salles de théâtre dont une de mille places au vaste plateau et à la machinerie impeccables (le seul hiatus tenant à l'acoustique), avec sa *salle d'exposition au dernier étage, ce qui n'est* pas forcément le meilleur endroit, toute révérence gardée à ceux qui en tiennent pour la lumière zénitale : primo, les visiteurs doivent faire l'effort de grimper et, secundo, à Chalon, ville d'usines thermiques et de cheminées fumantes, les vitres s'encrassent vite. Passons.

Il y avait là une bien intéressante exposition des dernières acquisitions du musée de Grenoble, vraiment éclairante sur un art contemporain que tant les centres de Saint-Etienne, de Lyon et de *Grenoble, en liaison entre eux*, s'attachent à promouvoir. Châlon tire avantage du dynamisme de la région Rhône-Alpes, et c'est tant mieux. La maison de la culture de Châlon toute seule présente des artistes vivants à qui elle essaie d'acheter des œuvres — Babou et Batail entre autres — et c'est bravo !

Le pari de l'utilité d'une maison de la culture implantée, dans une agglomération qui ne compte pas plus de soixante-dix mille habitants, semble avoir été gagné. Pari largement défendu dès le départ, et au temps de la préfiguration menée tambour battant par Francis Jeanson, par les équipes municipales successives. Il faut entendre en quels termes à la mairie, l'adjoint chargé des affaires culturelles vante les activités coordonnées par Jean-Jacques Foucher, directeur volubile autant que réaliste, que nous avons trouvé occupé à établir sa « programmation » de la prochaine saison, maquignonnant au téléphone avec les administrateurs pour recevoir le très coûteux spectacle du T.N.P. (six camions rien que pour les décors) et aussi celui du T.N.S., *Violences à Vichy*, qui n'est pas des plus légers. « *Avec ça on fait le plein* », dit-il. Trois mille spectateurs assurés. Il y en a eu trois mille pour les *Peines de cœurs d'une chatte anglaise*.

Jean-Jacques Foucher assure lui-même — *parce qu'il aime ça — la programmation cinéma* de la Maison de la culture. Du très bon « art et essai » : ce que les circuits de distribution ne donnent pas aux exploitants, des films entrés dans le répertoire ou encore susceptibles de donner lieu à débat, quatre-vingt-cinq films par an, cent quatre-*vingt-huit séances, quatorze mille spectateurs*. Et avec ça des difficultés à être classé « art et essai », sous le prétexte douteux que Chalon compte moins de cent mille habitants.

Foucher hausse les épaules et se sent d'humeur insolente. On continue la visite. Là aussi dans les couloirs et les escaliers, des enfants bruyants. Bon signe. Et aussi quatre ou cinq petits vieux assis à cheval sur leurs chaises dans le hall. « *Ils viennent ici parce qu'il fait chaud.* » Bon signe. Plus haut, *derrière une baie vitrée*, un orchestre de chambre d'enfants répète, dirigé par Yvon Markovitch, compositeur yougoslave fixé à Chalon et qui, comme d'autres musiciens de qualité, a choisi de travailler avec Camille Roy, le directeur de l'école de musique. Ecole de musique — sept professeurs — et Maison de la culture sont imbriquées à beaucoup d'égards. Châlon, qui est en train d'installer un studio électro-acoustique important, est ville-pilote en matière de concerts et de pratique musicale. L'orchestre de l'IRCAM dirigé par Jean-Claude Pennetier y est attendu les 19 et 20 juin.

Reliées aussi à une école locale — celle du *cirque* — les activités *pour les petits* que mène avec succès Claude Meilier. La jeune femme, drôle, et vivante, sortait quand nous l'avons vue, d'une semaine de « *grand guignol* » (huit cents enfants à chaque spectacle) et nous a tout dit de ses recherches sur le bonbon. Elle prépare une énorme exposition sur le bonbon, pour la rentrée, il y aura, dans le grand hall, une rue en pâte d'amande et une autre en chocolat. On montrera l'art du berlingot, et la géographie de la confiserie, et les délices des gâteries anglaises. Commandes seront *passées à des artistes*.

Un dîner « plastic-food »

Bonne transition. A la Maison de la culture de Chalon, il y a un autre personnage qui a décidé de rendre leurs droits au goût et à l'odorat. C'est le directeur adjoint, Jean Lenoir. Il vous montrera ses petites bouteilles d'extraits d'arômes et de parfums : la noisette qu'on décèle dans le chambolles-musigny et le chèvrefeuille qu'on devine dans le vougeot et... Il peut continuer longtemps. Il est passionnant. Bourguignon à l'accent rocailleux, il a étudié l'œnologie. Il décrit les vins comme autant de personnages. On l'appelle d'un peu partout pour donner des cours de dégustation. Il serait tenté — lui, ancien de l'action culturelle un peu militante — de ne plus faire que ça. Le tour du monde des vins.

Il se remet de ce moment du festival « Eat'Art » qu'il a organisé au mois de mars avec le plasticien allemand Spoerri. Les dix-sept formes de repas servis, soir après soir, à quatre-vingts convives dans la *cafétéria* de la M.C., ont fait couler de l'encre et le débat n'est pas clos. Une vraie querelle. Il y a eu la soirée prison où était proposée la réplique exacte du menu offert à la maison d'arrêt de Chalon le jour même, le dîner « plastic-food » — hamburgers sous cellophane apportés par des serveuses aux chignons artificiels dans le bruit des juke-boxes et des billards électriques — et celle des homonymes, et celle de la cuisine régionale, et celle à l'ancienne mode, et la maghrébine, et le soir des cerises sous toutes *leurs formes*, et *celui du cochon* long. Lenoir a eu recours chaque fois, à d'autres artistes. A entendre tout le monde en parler encore, c'est qu'il a dû se passer là des choses.

Notez...

GRANDS MUSÉES

● EN COTE-D'OR :

Dijon Musée des beaux-arts de Dijon, place de la Sainte-Chapelle, 21000 Dijon. Tél. : (80) 32-15-37 ; Musée archéologique, 5, rue du Docteur-Maret, 21000 Dijon. Tél. : (80) 32-96-22.

Beaune. Musée des beaux-arts (beaux-arts, *archéologie*, *musée* Marey), hôtel de ville. 21200 Beaune Tél. : (80) 22-20-80 ; Musée du vin, rue d'Enfer. 21200 Beaune. Tél. : (80) 22-08-19.

Châtillon-sur-Seine. Musée archéologique, rue du Bourg, 21400 Châtillon-sur-Seine. Tél. mairie : (80) 91.14.80.

Reulle-Vergy. Musée des arts et traditions des hautes-côtes, 21780 l'Etang-Vergy.

Saulieu. Musée régional, mairie, 21210 Saulieu. Tél. : (80) 64-09-22.

● DANS LA NIEVRE :

Château-Chinon, Musée des arts et traditions populaires, rue du Château, 58120 Château-Chinon. Tél. mairie : (86) 85-15-05.

Clamecy, Musée municipal (beaux-arts, ethnographie), Hôtel de Bellegarde, 58500 Clamecy. Tél. : (86) 27-17-99.

Cosne-Cours-sur-Loire, Musée de la Loire nivernaise (ethnographie), place du Tribunal, 58200 Cosne-Cours-sur-Loire. Tél. : (86) 28-14-22.

Nevers, Musée municipal (beaux-arts, faïences), 16, rue Saint-Genest, 58000 Nevers. Tél. : (86) 57-37-86.

Varzy, Musée municipal (beaux-arts, faïences), rue Saint-Jean, *58210* Varzy. *Tél. : (86)* 29-45-71.

● EN SAONE-ET-LOIRE :

Autun, musée Rolin, 5, rue des Bancs, 71400 Autun. Tél. : (85) 52-09-76.

Chalon-sur-Saône, musée Denon, rue Boichot, 71100 Chalon-sur-Saône. Tél. : (85) 48-01-70 ; musée Nicéphore-Niepce (photographie), 28, quai des Messageries, 71100 Chalon-sur-Saône Tél. : *(85) 48-01-70*.

Cluny, musée Ochier, Palais abbatial, 71250 Cluny. Tél. : (85) 59-05-87.

Romaneche-Thorins, Musée du compagnonnage, 71570 La Chapelle-de-Guinchay. Tél. mairie : (35) 35-50-26.

Romenay, Musée du terroir, mairie. Tél. : (85) 40-30-90.

Tournus, musée Greuze, rue du College. 71700 Tournus.

Mâcon, musée des Ursulines, 5, rue des Ursulines, 71000 Mâcon. Tél. : (85) 38-18-34.

Le Creusot, Ecomusée de la communauté Le Creusot, Montceau-les-Mines, Château de la Verrerie, 71202 Le Creusot. Tél. : (85) 55-01-11.

● DANS L'YONNE :

Auxerre. Musée municipal, place du Maréchal-Leclerc, 89000 Auxerre. Tél. : (86) 52-10-18 ; Musée d'histoire naturelle d'Auxerre, ancienne abbaye Saint-Germain, 89000 Auxerre. Tél. : (86) 52-10-18.

Avallon. Musée de l'avallonnais (archéologie), 7, rue du Collège, 89200 Avallon. Tél. : (86) 34-03-19.

Sens. Musée municipal (archéologie), 5, rue Rigault, 89100 Sens. Tél. : (86) 64-15-27.

Villiers-Saint-Benoît, Musée municipal d'art régional, rue de la Gare, 89119 Villiers-Saint-*Benoît. Tél. : (86) 45.73.05.*

Ratilly, Château de Ratilly, Centre d'art contemporain, 89520 Treigny. Tél. : (86) 74-70-06.

Ancy-le-Franc, Château d'Ancy-le-Franc, les chemins de la création, 891600 Ancy-le-Franc. Tél. : (86) 75-10-35.

★ Extrait de *Culture et Communication*, juin-juillet 1979.

UNE TABLE D'HOTE

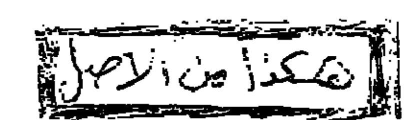
Il était bûcheron. Un accident l'a éloigné de ce métier rude. Sa femme et lui tiennent maintenant, du côté de Saint-Prix, table d'hôte et chambres d'hôte, augmentés d'un « camping à la ferme ».

Sur la table on trouve jambon du Morvan et viande de même, légumes et fruits du jardin, lapins, volailles, œufs « maison », comme lait et fromages sont de la vache-maison. Prix du repas : 22,50 F... vin et café compris ! En prime, on cause avec les patrons.

Ils savent le temps des « flotteurs de bois » — qui s'insurgèrent en 1851 contre le coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte — et celui des « galvachers » qui conduisaient des *camions attelés de bœufs avant* d'aller, à pied, vendre leurs bêtes jusque dans le Nord, où elles étaient engraissées à la pulpe de betterave.

Leurs clients, leurs amis sont le plus souvent ceux qui marchent dans la nature. Surprise pour qui ne connaît pas la récente découverte des attraits du Morvan : « *A toutes les vacances scolaires ils occupent — surtout des jeunes et des enseignants — toutes les places disponibles à la ferme.* » Mais il y a plus étonnant : « *C'est complet à chaque week-end, toute l'année, sauf peut-être deux ou trois fois en novembre* ». Au vrai, le sentier de grande randonnée débouche tout à côté. D'où cette prière, instante, au parc : « *qu'il fasse tout pour empêcher la fermeture de la petite ligne de chemin de fer Avallon-Autun, celle qui amène les randonneurs à pied d'œuvre.* » Le danger existe. Autun-Châlon est *déjà fermé*.

J. Rd.



INFORMATIONS «SERVICES»

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 8 JUIN

« Hôtel de Sully », 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Bachelier.

« Le musée *Nissim de Camondo* », 15 h., 63, rue de Monceau, Mme Garnier-Ahlberg.

« Hôtel de Monaco », 15 h., 57, rue Saint-Dominique, Mme Lamy-Lassalle.

« Mont Valérien », 15 h., gare de Suresnes, Mme Oswald.

« Place des Vosges », 15 h., place des Vosges, Mme Pennec.

« Cimetière du Père-Lachaise », 15 h., entrée boulevard de Ménilmontant, Mme Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

« Parc floral de Vincennes », 15 h., entrée principale (l'Art pour tous).

« La Conciergerie », 14 h. 30, 1, quai de l'Horloge (Approche de l'art).

« Saint-Germain-des-Prés », 15 h. 15, 2, rue des Ciseaux (Mme Barbier).

« Val-de-Grâce et alentours », 15 h. 30, 1, place A.-Laveran (Mme Camus).

« Mouffetard et ses secrets », 10 h. 30, métro Monge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Notre-Dame de Paris », 15 h., métro Cité (Mme Haulier).

« Conseil d'Etat », 15 h., Grilles (Histoire et Archéologie).

« Palais du Luxembourg », 15 h., 15, rue de Vaugirard (M. de La Roche).

« Jardins cachés de Vaugirard », 15 h., métro Volontaires (Paris inconnu).

« Saint-Germain-l'Auxerrois », 15 h., métro Louvre (Résurrection du passé).

« Le vieux Montmartre », 10 h. 30, métro Abbesses (Mme Rouch-Gain).

« Le Marais », 15 h., métro Saint-Paul-le Marais (Templia).

« La Mosquée », 15 h., place du Puits-de-l'Ermite (Tourisme culturel).

« Les synagogues de la rue des Rosiers. Le couvent des Blancs-Manteaux », 16 h., 3, rue Malher (le Vieux Paris).

« Folie-Saint-James à Neuilly », 15 h., 34, avenue de Madrid (Visages de Paris).

LUNDI 9 JUIN

« *Comédie-Française* », 14 h., 58, rue de Richelieu, Mme Legrégeois.

« Le quartier de la Défense », 15 h., hall du R.E.R., devant le tabac, Mme Allaz.

« Saint-Augustin et l'hôtel Cail », Mme Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

« Le Grand Orient et son musée », 15 h., 16, rue Cadet (Approche de l'art).

« La cathédrale russe », 15 h., 12, rue Daru (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« *La Mosquée* », *15 h., 2, place du* Puits-de-l'Ermite (Mme Hager).

« Hôtel du Marais », 15 h., métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le poste d'aiguillage de la gare Saint-Lazare », 14 h. 45, hall, monument aux morts (Tourisme culturel).

« Les hôtels de l'île Saint-Louis ». 15 h., 12, bd Henri-IV (le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

DIMANCHE 8 JUIN

15 h., Centre Grate, 27 bis, rue Copernic, au fond de la cour, M. Michel Jodin : « Le mystère des extra-terrestres ».

17 h., salle du musée Guimet, 6, place d'Iéna : « New-York Los-Angeles ».

LUNDI 9 JUIN

« Le vitrail aux XIV° et XV° siècles », 15 h., 107, rue de Rivoli.

« *L'être humain et les transferts* d'énergie tellurique, humaine et cosmique », 18 h. 30, lycée Jacques-Decour, 12, avenue Trudaine (Université populaire de Paris).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 7 juin 1980 :

DES DECRETS

● Portant publication des échanges de lettres (trois) franco-britanniques du 12 juillet 1979 étendant à l'île de Man (ensemble une annexe), à Jersey et à Guernese, l'application de l'accord du 3 avril 1937 entre le gouvernement français et le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en vue de faciliter l'authenticité sans légalisation de certains documents officiels ;

● Abrogeant certaines dispositions des première et deuxième parties du code du travail relatives à l'indemnisation des médiateurs et des experts ou personnes qualifiées mentionnées à l'article L 542-2 dudit code ;

● Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

BREF

COLLOQUES

RELATIONS PUBLIQUES A PARIS. — Les 9 et 10 juin sera organisée, à Paris, une Rencontre-Congrès de l'Association internationale des *relations publiques* (IPRA). *La manifestation*, qui coïncide avec le *vingt-cinquième anniversaire* de cette organisation, aura lieu à l'hôtel Méridien et « permettra aux professionnels venus du monde entier de faire le point sur le développement de la communication internationale ».

★ IPRA, 13, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris, tél. 544-79-10 (*Mme du Tilly*).

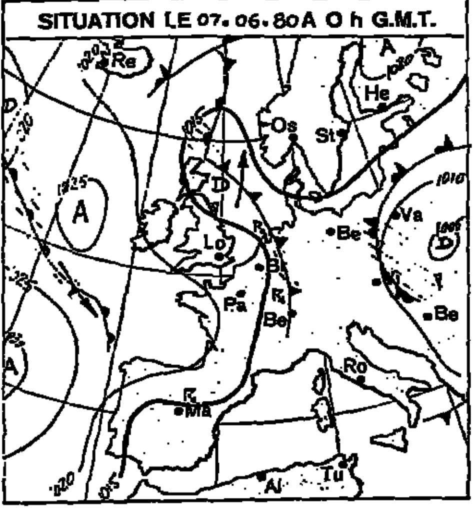
FORMATION PERMANENTE

L'IMAGINAIRE DANS LES GROUPES. — L'université Paris-VIII organise un stage sur l'imaginaire dans les groupes et dans les organisations du 9 au 13 juin.

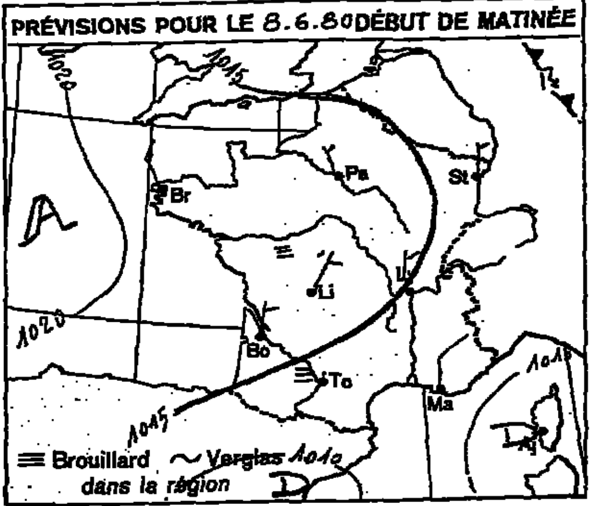
★ Université Paris-VIII, route de la Tourelle, 75012 Paris, tél. 374-12-50, poste 389, ou 374-92-26.

MÉTÉOROLOGIE

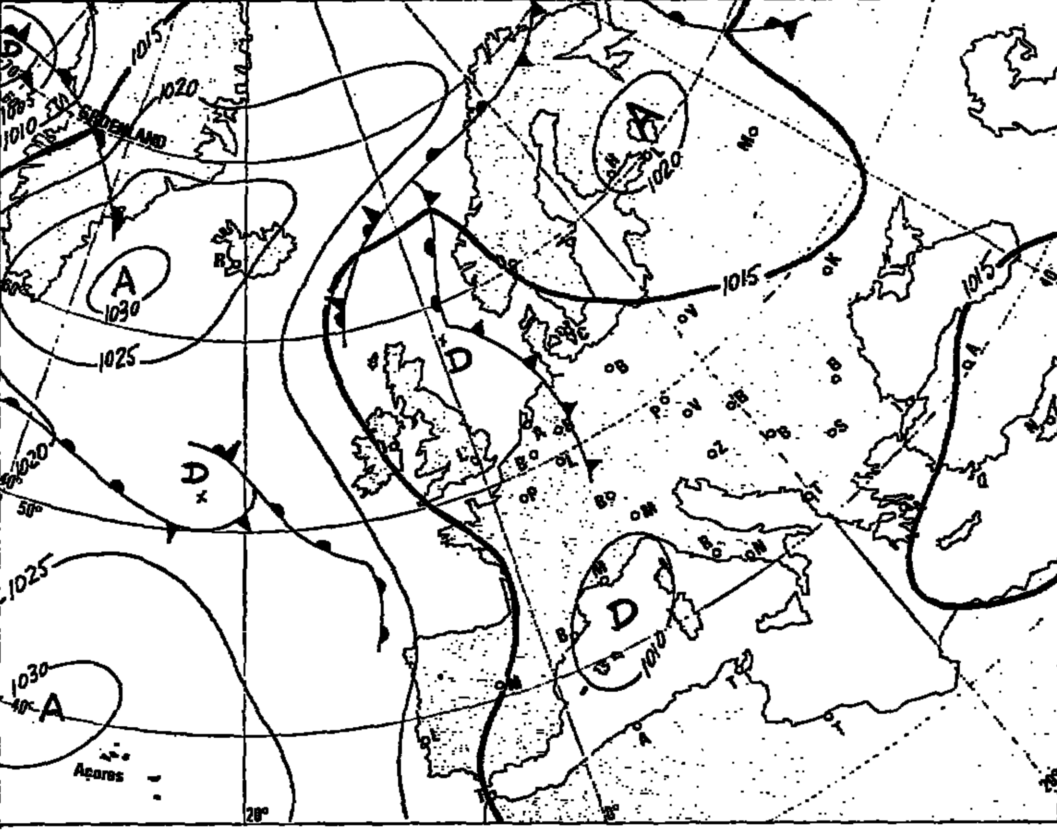
SITUATION LE 07.06.80 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 8.6.80 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 8 JUIN A 0 HEURE (G.M.T.)



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)

Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Brouillard — Verglas

Flèche indiquant la direction d'où vient le vent — Force du vent : 5 nœuds, 10 nœuds, 50 nœuds

Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le samedi 7 juin à 0 heure et le dimanche 8 juin à 24 heures.

Des masses d'air relativement frais évoluent lentement sur les îles Britanniques et sur la majeure partie de la France, tandis que de l'air plus chaud et souvent instable circule de l'Espagne aux Alpes et à l'Europe centrale. Dimanche 8 juin, *le temps sera très variable en France*. Il y aura, des Pyrénées aux régions méditerranéennes et aux Alpes, des nuages souvent abondants qui donneront parfois des ondées orageuses. Sur le reste de la France le temps sera assez ensoleillé, malgré des nuages passagers. Il fera relativement frais le matin, mais les températures maximales seront en hausse par rapport à celles de samedi. Les *vents, de secteur nord, seront* faibles ou modérés.

Le samedi 7 juin, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 016,8 millibars, soit 762,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 juin ; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7) : Ajaccio, 21 et 16 degrés ; Biarritz, 18 et 14 ; Bordeaux, 22 et 13 ; Bourges, 19 et 9 ; Brest, 16 et 9 ; Caen, 17 et 9 ; Cherbourg, 15 et 8 ; Clermont-Ferrand, 19 et 14 ; Dijon, 25 et 15 ; Grenoble, 28 et 17 ; Lille, 19 et 7 ; Lyon, 24 et 15 ; Marseille, 29 et 16 ; Nancy, 25 et 14 ; Nantes, 21 et 7 ; Nice, 20 et 17 ; Paris-Le Bourget, 21 et 8 ; Pau, 20 et 11 ; Perpignan, 27 et 15 ; Rennes, 19 et 6 ; Strasbourg, 27 et 16 ; Tours, 22 et 8 ; Toulouse, 21 et 13 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 31 et 16 degrés ; Amsterdam, 27 et 13 ; Athènes, 24 et 18 ; Berlin, 23 et 11 ; Bonn, 20 et 13 ; Bruxelles, 24 et 12 ; Le Caire, 28 et 17 ; îles Canaries, 24 et 20 ; Copenhague, 25 et 13 ; Genève, 24 et 14 ; Lisbonne, 22 et 13 ; Londres, 21 et 8 ; Madrid, 33 et 14 ; Moscou, 21 et 15 ; Nairobi, 13 (min.) ; New-York, 22 et 16 ; Palma-de-Majorque, 28 et 14 ; Rome, 24 et 13 ; Stockholm, 25 et 15 ; Téhéran, 36 et 21.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 686

HORIZONTALEMENT

I. La dernière est avant la première ; Mal d'enfant. — II. Où il y a une bonne chaleur ; Pas suspectée. — III. Fit le malin ; Qualité qui implique qu'il n'y aura pas de fuites. — IV. Fournit de l'huile ; Fut considéré comme la cause d'un grand mal ; On y trouve beaucoup de théiers. — V. Permet d'aller droit ; Faire preuve d'attachement ; Peuvent blesser quand ils sont trop gros ; Tranche d'histoire. — VI. Une grande scène ; Peut se rincer d'un coup. — VII. Qui *n'avait peut-être* pas été bien saisi ; Qui ne devrait donc pas être acquitté ; Coule dans l'Aveyron. — VIII. Un grand musulman ; Théâtre d'une victoire en 1944 ; Obtenu. — IX. Qui n'a donc plus de chaînes ; Utile pour donner du lustre. — X. Cité ; *Qui a trop sifflé* ; Peut s'opposer à la masse. — XI. Se transformer ; Utile quand on veut ramasser ; Susceptibles d'être perçus. — XII. Débroussaillé ; Let*tres qu'on peut mettre dans un* coin. — XIII. Mot d'enfant ; Qui n'a donc pas été touché ; Réalisa ses aspirations. — XIV. Doit payer ; Prophète ; Démonstratif. — XV. *C'est souvent une femme* qui a bien tourné ; Clairs ; Borde le Sahara.

VERTICALEMENT

1. Peut être assimilée à la curiosité ; Il en reste trois quand on enlève l'eau. — 2. Nom qu'on peut donner à ceux qui nous imitent ; Note ; *Se servait.* — 3. On y met de la paille ; Où l'on peut voir de nombreux trous de balles ; Dieu. — 4. Une femme qui a intérêt à bien ouvrir ses portugaises ; Mettre dans l'ennui. — 5. Possessif ; Une couche ; Ne *grossit qu'en hiver* ; Vagabonda (épelé). — 6. Rousse, en Corse ; Utile pour une définition. — 7. Nom qu'on donne parfois à un moucheron ; Très juste. — 8. Peut valoir quatre termes ; On les étouffe pour qu'ils ne puissent pas s'échapper ; Conjonction. — 9. Peut être apporté par des plantes ; Mineurs, pour le lecteur. — 10. Petit bois. — 11. Qui peuvent éclater si on les touche. — 12. Bonne provenance pour un poulet ; *Symbole pour un métal* mou. — 13. Entendis comme avant ; Fut envoyée paître ; Port de Grande-Bretagne. — 14. Voiture qui peut servir au transport *des bidets* ; *Fait du nouveau.* — 15. Ville d'Allemagne ; Fait un métier où il n'y a pas beaucoup de vie.

Solution du problème n° 2 685

Horizontalement

I. Derrière. — II. Oreille. — III. If ; Ri. — IV. Gui ; Rat. — V. *Trotteuse.* — VI. Sturnid's. — VII. Liane. — VIII. Très ; Se. — IX. Ours ; Ure. — X. Me ; Endive. — XI. Braisés.

Verticalement

1. Doigts ; Tome. — 2. Erfurt ; Rue. — 3. Ré ; Iouler. — 4. Riz ; Trisser. — 5. Il ; Etna ; Na. — 6. Elu ; Einaudi. — 7. Ré ; Rude ; Ris. — 8. Rase ; Sève. — 9. Vitesse ; Es.

GUY BROUTY.

CARNET

Décès

— Mme Etienne Bernard, son épouse,
M. et Mme Pierre Bollack,
M. et Mme René Blum,
ses enfants,
M. et Mme Jacques Bouriki et leurs enfants,
M. et Mme François Leroy et leurs enfants,
M. Bernard Blum, Miles Françoise et Béatrice Blum,
ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Mme Raymond Bernard, sa belle-sœur,
M. et *Mme Nicolas Bernard* et leurs enfants,
M. et Mme Jérôme Gillet et leur fils,
ses neveux et petits-neveux,
Ses élèves, ses amis,
ont l'*immense douleur* de faire part du décès du
professeur Etienne BERNARD,
membre et ancien président de l'Académie nationale de médecine,
président d'honneur du Comité national contre les maladies respiratoires et la tuberculose,
grand-croix de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945,
médaille de la Résistance,
survenu à Paris le 6 juin 1980, dans sa quatre-vingt-septième année.
Les obsèques auront lieu le lundi 9 juin 1980, à 14 h. 30, au cimetière Montmartre.
Le présent *avis* tient lieu de faire-part.
47, rue de Courcelles, 75008 Paris.
6, rue de la *Rosière*, 75015 Paris.
97, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly.
(Le Monde du 7 juin.)

— Le docteur Daniel Douady, président du Comité national contre la tuberculose et les maladies respiratoires,
Les membres du bureau du conseil de direction,
Le docteur Henri Coudreau, directeur général et ses collaborateurs,
Et tous les responsables et les membres du *Comité national* et des comités départementaux,
ont la grande tristesse de faire part du décès de leur président d'honneur, le
professeur Etienne BERNARD,
membre et ancien président de l'Académie nationale de médecine,
grand-croix de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945
médaille de la Résistance.
Les obsèques auront lieu le lundi 9 juin 1980, à 14 h. 30, au cimetière Montmartre.
Comité national contre la tuberculose et les maladies respiratoires.
66, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris.

— Le professeur Horacio Rodriguez-Castells, président de l'Union internationale contre la tuberculose,
Le docteur Henri Coudreau, président du comité exécutif,
Le docteur Annik Rouillon, directeur général,
Et ses collaborateurs du secrétariat central à Paris et les membres de l'Union dans cent *neuf* pays du monde,
ont la peine profonde de faire part du décès du
professeur Etienne BERNARD,
membre et ancien président de l'Académie nationale de médecine
président d'honneur du Comité national contre les maladies respiratoires et la tuberculose,
grand-croix de la *Légion* d'honneur,
croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945,
médaille de la Résistance,
qui fut le secrétaire général de l'Union internationale contre la tuberculose de 1948 à 1973 et l'un des grands promoteurs de la lutte contre la tuberculose en France et dans le monde.
Les obsèques auront lieu le lundi 9 juin 1980, à 14 h. 30, au cimetière Montmartre.
Union internationale contre la tuberculose,
3, rue Georges-Ville, 75116 Paris.

— Mme Pierre Capdevielle,
Corinne et Philippe,
Mme Alexis Capdevielle,
M. et Mme Lucien Servant,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
Pierre CAPDEVIELLE,
leur époux, père, fils et beau-fils, survenu le 5 juin 1980, à l'âge de cinquante-quatre ans.
Une messe sera célébrée en l'église Saint-Louis de Garches, le mardi 10 juin 1980, à 9 heures.

— Le groupe SATAM,
Les sociétés SATAM-Industries et Nouvelle SAM,
ont la douleur de faire part du décès de leur collaborateur,
Pierre CAPDEVIELLE,
survenu le 5 juin 1980.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Jean GARCZYNSKI,
ancien élève de l'Ecole polytechnique
chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire,
croix de guerre 1914-1918,
croix du combattant volontaire,
endormi dans la paix du Christ dans sa quatre-vingt-quatrième année, le 5 juin 1980 à Versailles.
De la part de :
La comtesse Garczynska, née Chantal de Francqueville, son épouse,
La vicomtesse de Pontfarcy, ses enfants et *petits-enfants,*
M. et Mme Elie d'Estais et leurs enfants,
M. et Mme Claude Tixier et leurs enfants,
La comtesse Fernand de Maupeou *d'Ableiges et ses enfants,*
Mlle Ghislaine Garczynska,
Le comte et la comtesse Ghislain Garczynski *et leurs enfants,*
M. et Mme François Garczynski et leurs enfants,
M. et *Mme* Hubert Tissier de Mallerais et leurs enfants,
M. Paul Garczynski,
ses enfants.
La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 9 juin, à 14 heures, en l'église Saint-Symphorien de Versailles, suivie de l'inhumation dans l'intimité à Saint-Germain-en-Laye.
Ni fleurs ni couronnes. Messes et prières.
Cet avis tient lieu de faire-part
9, place Royale, *78000 Versailles.*

— M° et Mme Lucien Joffre et *leurs enfants ont* la douleur de faire part du décès de
Mme veuve Alphonse JOFFRE,
survenu le 2 juin 1980, dans sa quatre-vingtième année.
Les obsèques ont eu lieu le 4 juin 1980 à Faverolles (Eure-et-Loir) dans l'intimité familiale.

— Nous apprenons le décès, survenu à Paris dimanche 25 mai, de
Olivier MARIN,
préfet honoraire.
[Né le 22 janvier 1902 à Paris, licencié en droit, diplômé de l'Ecole des sciences politiques et de l'Ecole des hautes études sociales, Olivier Marin exerça les fonctions de contrôleur civil de France au Maroc (1924) et devint maire de Rabat de 1946 à 1947. Préfet de la Nièvre, en 1947, puis directeur des offices du Maroc en France, il fut nommé préfet de la Haute-Saône en 1949. Expert à la mission d'assistance technique au Paraguay en 1956, il fut admis à la retraite en novembre 1964.]

— Mme Claude Monod,
Cédric, Joëlle, Hervé et Norbert Monod,
Mme Valdemar Monod,
M. Henri Matot,
M. et Mme Christian Delu et leurs enfants,
MM. Sylvain et Stéphane Gillon,
Mme Alain Monod et ses enfants,
Le docteur et Mme Jean Martin,
M. et Mme Hubert Matot, leurs *enfants et petits-enfants,*
Le docteur et Mme Jean Matot et leurs enfants,
son épouse, ses enfants, mère, beau-père, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, neveux et nièces,
Les familles alliées et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Claude MONOD,
agrégé de l'Université,
professeur au lycée Saint-Louis,
survenu le 5 juin 1980, en son domicile, à l'âge de cinquante-deux ans.
La cérémonie œcuménique sera célébrée le mardi 10 juin 1980, à 8 h. 30, *en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy*, 10, rue de l'Annonciation, 75016 Paris.
L'inhumation aura lieu dans l'intimité, le même jour, à Sainte-Barbe-sur-Gaillon (Eure), dans le caveau familial.
8, rue Franklin, 75016 Paris.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme veuve André Raffi, sa mère,
M. et Mme Jean Raffi et leurs *enfants,*
M. et Mme Pierre Raffi et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Paul RAFFI,
chevalier de la Légion d'honneur,
administrateur civil à la retraite,
survenu à Agen le 3 juin 1980 à l'âge de soixante-sept ans.
Les obsèques ont eu lieu au cimetière du Montparnasse dans la plus stricte intimité.

— Mme Maurice Régent, son épouse,
M. et Mme Jean-François Régent et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Régent et leur *fille,*
M. et Mme Gilles Estrade et leur fille,
M. et *Mme Didier* Régent et leurs filles,
M. Benoît Régent,
M. Alain Régent,
ses enfants et petits-enfants,
M. Jean Régent, son père,
M. et Mme Félix Berry, ses beaux-parents,
M. et Mme Jacques Régent et leurs enfants,
Mme Doublet-Régent et ses enfants,
ses frère, sœur et belle-sœur,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part de *la tragique disparition de*
M. Maurice REGENT,
notaire à Paris,
survenue le 3 juin 1980, dans sa soixantième année.
La cérémonie religieuse aura lieu lundi 9 juin 1980, à 10 h. 30, en l'église Saint-François-de-Sales, rue Ampère.
L'inhumation se fera dans l'intimité familiale au Lude (Sarthe).
Il n'y aura *pas* de condoléances.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
15, *rue* Verniquet, 75017 Paris.

— *Mme Romain Thiery,*
M. et Mme Jacques Thiery et leurs enfants,
M. et Mme Bernard *Vesplarre* et leurs enfants,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Romain THIERY,
survenu à la Croix-Valmer, le 4 juin 1980, dans sa soixante-douzième année.
L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale au cimetière de la Croix-Valmer.

— Mme le docteur Jonesco-Vogel,
Le docteur Michel et Jeanne Vogel et leurs enfants,
Mme et M. Florence et Henri Audier et leurs enfants,
Mme veuve Sabine Jonesco,
ont la tristesse d'annoncer le décès de leur époux, père, beau-père et gendre, le
docteur Léon VOGEL,
survenu le 5 juin 1980.
La levée du corps se fera le lundi 9 juin 1980, à l'hôpital Henri-Mondor à Créteil, à 9 h. 30.
L'inhumation aura lieu au cimetière de Pantin, à 10 h. 15.
11 bis, rue Larrey, 75005 Paris.
2, rue Maurice-Berteaux, Achères (78).

Soutenances de thèses

Doctorat d'Etat

— Université de Paris-VIII, mardi 10 juin, à 14 h. 30, salle 228, bât. H, Mme Ann Sweet, épouse Lecercle : « Essai sur l'échange verbal et scopique dans l'œuvre de Harold Pinter ».

— Université de Paris-III, mardi 10 juin, à *14 heures, salle Gréard,* M. Ibrahim Hafsi : « Correspondance officielle et privée d'Al-Qadi al-*Fadil* ».

— Université de Paris-II, mardi 10 juin, à 14 h. 30, salle des conseils, M. Jean-Claude Usunier : « Les lois de formation des réseaux du commerce international ».

— *Université* de Paris-I, mercredi 11 juin, à 9 heures, salle Louis-Liard, M. Jean-Louis Bacqué-Grammont : « Ottomans et Safavides au *temps* de Sah Isma Il ».

Le Monde

culture

LE JOUR DES MUSIQUES

Mélanges aux Lombards

La plus brillante section de cuivres de Paris (Alain Hatot, Longineu Parson, Mike Zwerin), vous l'entendrez dans le Conjunto de Henri Guedon. *Pour la sortie de son disque* Faut pas pousser, *le percussionniste antillais a réuni là un groupe d'une cohésion et d'une vitalité remarquables. Les dialogues des cuivres et des percussions, la folie des riffs soutenus par une excellente rythmique, le piano de Michel Paquite, tout concourt à faire de l'orchestre de Henri Guedon un monument de rythme, de chaleur et de danse. Un orchestre de soir de fête. (Chapelle des Lombards, jusqu'au 17 juin, à 22 h. 45.)*

Cela nous change du curieux spectacle de Norbert Letheule, entouré d'un prestigieux trio de cordes (Didier Lockwood au violon, Claude Barthélémy à la guitare, Henri Texier à la basse); Norbert Letheule est un monstre d'excès. Norbert Letheule est un génie du déguisement. Mais Norbert Letheule est un chanteur et un amuseur. Aussi un amuseur qui ne sait pas toujours jusqu'où aller trop loin ou trop long mais qui brasse jusqu'à les exténuer les mythes, les rabâchages et les parlottes de l'époque. C'est très drôle presque toujours. Cela tombe à plat parfois. Et l'effet le plus surprenant de cette énormité burlesque est qu'il se mette en perspective avec trois grands musiciens qui jouent blues, qui jouent rock ou qui jouent purement et simplement leur musique. (Aux Lombards, jusqu'au 11 juin, 20 h. 30.)

A ce trio de cordes pour bouffon tragique succéderont quatre saxophones. Jean-Louis Chautemps, François Jeanneau, Philippe Maté et Jacques Di Donato ; tous fort occupés en musique depuis des décennies, ils se sont réunis pour fonder le Quatuor de Saxophones. En fins techniciens, ils font l'inventaire des timbres, des possibilités et des au-delà de chaque membre de la famille des saxophones. Mais l'intérêt de leur rencontre va encore plus loin. On aimera l'aimer. Dans la façon dont ils prennent à bras-le-corps les compositions de François Jeanneau, dans leur délicatesse à traiter chaque voix, chaque rôle, et dans leur manière insensée d'improviser à quatre, de se lancer à corps perdu dans la jungle des échanges non programmés. (Aux Lombards, du 12 au 19 juin, 20 h. 30). — F.M.

Cultures noires au Havre

La plus grande rencontre organisée jusque-là en France sur les cultures noires. La Maison de la culture du Havre (avec la ville et les associations culturelles de la ville) propose pendant toute la durée du mois de juin — sous le titre « Cultures noires, mythes et recherches d'identités » — une confrontation des différentes cultures noires en exil, qu'elles viennent d'Afrique, des Antilles, du Brésil, des Amériques, dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre, de la littérature, du cinéma. Cela se passe dans les théâtres, dans la rue, sur les places, dans les nombreux foyers africains et antillais.

Notons côté musique : Henri Guedon, Guy Konket (le 7), Sacy Perere (le 9), Geoffrey Oryema, Akonio Dolo, Raymond Nzezi (les 10 et 11), Varik, Agouman, Edja Kungali Jazz, Richard Raux Quintet (le 12 et 13). Deux concerts seront retransmis avec la collaboration de Radio-France (Ocora et Chants de la Terre) : Pierre Akendengue (le 12), Francis Bebey (le 13). Samedi 14, Rituels masqués de Zambie et une grande nuit du jazz (avec plus de trente musiciens).

La semaine suivante sera davantage consacrée au théâtre et à la danse (avec Negoropéen Express de Michel de Maulne le 17, Elsa Wolliaston le 18, Calebasses fragiles et serpillères le 19, Délire Lucide de Sanvi Panou le 20, une grande fête brésilienne le 21), celle du 23 au 28 au cinéma. Toutes ces rencontres, tous ces spectacles seront accompagnés d'animations dans toute la ville, d'expositions, de débats. Rens., tél. : (16) 35-21-21-10.

ROCK

Pretenders, des prétendants à la gloire

Deux concerts au Bataclan, les 3 et 4 juin, et l'on refusait du monde à l'entrée. Bientôt deux ans d'existence, quatre 45 tours et un album, qui se sont classés en tête des charts anglo-saxons : les Pretenders sont les nouveaux prétendants à la gloire. Et si leur nom en anglais prête à l'équivoque, en tout cas ils ne font pas semblant. Aux Etats-Unis et en Angleterre, leur succès égale déjà celui de Police. Un rock puissant avec des compositions chatoyantes qui ont le goût de l'instantané et qui font les légendes éternelles.

Pretenders est le groupe de Chrissie Hynde, qui chante, tient la guitare, compose et écrit la plupart des morceaux. Née dans l'Ohio aux E.-U. avant de former son groupe en Angleterre avec James Honeyman-Scott (guitare), Pete Farndon (basse) et Martin Chambers (batterie), Chrissie Hynde a fait toutes sortes de tentatives et notamment celle de s'intégrer il y a quelques années aux Frenchies, un groupe français éphémère.

A une époque où l'on fait cas du « rock au féminin », la force, l'originalité de Chrissie Hynde, c'est de ne pas miser sur la féminité, de ne pas se présenter comme une chanteuse accompagnée d'un groupe. Au-delà du rôle de leader que lui confère justement sa position de chanteuse, elle est complètement intégrée au groupe. Elle fait corps avec ses musiciens, bouge comme eux, ne tente jamais de se mettre en avant, de s'imposer comme la vedette. Simplement, sa présence, son charisme, sa voix font la différence.

Il fallait la voir sur scène, chemisier et pantalon de cuir noirs, une veste rouge très vite ôtée, si jolie et en même temps sans manière, remuant avec ces attitudes senties qui provoquent les mythes du rock. Chrissie Hynde est sans aucun doute la meilleure chanteuse du moment, la plus crédible, celle qui a le plus de caractère. Une voix ample aux registres variés qu'elle utilise avec expression. Les intonations sont sensuelles, évocatrices, collent parfaitement à des mélodies acidulées.

Puis ce qu'il y a d'étonnant sur scène, c'est le son des Pretenders tout aussi volumineux et dense que sur les disques dont on prêtait la qualité à Chris Thomas et Nick Lowe, deux des plus fameux producteurs du moment. Si l'on en juge par la perfection du concert, le magnétisme de la musique, le succès remporté au Bataclan, il y a gros à parier que la prochaine fois c'est devant l'entrée du Palais des sports que l'on refusera du monde.

ALAIN WAIS.

(*) Discographie chez Pathé-Marconi.

LES CONCOURS DU CONSERVATOIRE

Trombone-basse. — Premier prix : *Frédéric Potier ; deuxième prix :* Dominique Berjon.

Tuba. — Premier prix : Patrick Tréol.

Saxhorn. — Premier prix : Patrick Salmon.

Tous sont élèves de Paul Bernard.

ART LYRIQUE. — *Hommes ; premier prix,* Michel Verschaeve (élève de Jean-Michel Benoit).

Femmes : premier prix, Marie-Christine Bruneau (élève de Jacques Jansen); deuxièmes prix, Marie-Hélène Chiron, Jacqueline Mayeur, Jack Benzaquen, Françoise Francillon, Marie-Hélène de Goloubinon.

THÉATRE

Ubu-Roi au cirque de Reims

Le pouvoir et la force

Le Centre dramatique national de Reims déserte par exception ses murs pour donner *Ubu-Roi,* d'Alfred Jarry, mis en scène par Philippe Adrien, sur la piste du cirque municipal.

C'est un grand cirque, qui avait été construit en 1867 par l'architecte rémois Brunette, dont cette œuvre, aux structures de fer, était alors assez révolutionnaire. Attenant au cirque il y avait un manège qui existe encore : la municipalité avait ouvert une souscription pour réaliser un complexe de sports et loisirs pour les jeunes.

A la fin du siècle dernier, ce cirque était très actif : on y donnait du vrai cirque, mais aussi des fêtes équestres, des concerts (Strauss y dirigea *Tannhäuser*), du théâtre (Sarah Bernhardt y joua *le Misanthrope*). Il y eut, plus tard, une époque de jeux nautiques. Puis le bâtiment devint moins fréquenté, il servait surtout à la boxe, au catch.

Pour rouvrir ce cirque, solidement bâti en fer et en brique, le Théâtre de Reims a fait des travaux importants d'électricité et de réfection des plâtres. Ce lieu est très beau, sobre, il y a un climat ancien, une poésie.

C'était, bien sûr, une bonne idée que de monter *Ubu-Roi* dans un cirque. Ubu a quelque chose du caractère abrupt, entier, du clown, et, en même temps, comme le clown, il participe du « rien », du néant.

Si *Ubu-Roi* obsède les gens de théâtre, c'est d'abord que c'est une non-pièce. Pas même une ébauche. On dirait que Jarry, par intuition, a dévitalisé tous les nerfs du théâtre. Une entreprise de sabotage. D'autant plus fascinante que les aspects externes d'une pièce sont quand même là.

Mais c'est aussi qu'Ubu lui-même est un absolu de vide. Ce bonhomme qui, manipulé par son épouse, fait assassiner le roi de Pologne, prend sa place, se met à tuer tout son monde, aristocrates, propriétaires, mais aussi magistrats, professeurs, prolétaires, pour en fin de compte mettre un tablier et coiffer une casquette et aller travailler en usine en criant « *Vive l'esclavage !* », oui, cette immense figure d'Ubu, Jarry a pris soin de n'y mettre aucune vie, aucune substance.

Sa sauvagerie est de la frime, ses oripeaux sont irréels, et si l'on ôte cela on trouve de la peur, de l'avarice, qui sont du mensonge aussi. Ubu n'est même pas de la bêtise. La bêtise, ça existe. Ubu n'existe pas. Il est, en tout et pour tout, le pouvoir et la force, rien de plus. Il peut faire ce qu'il veut d'un peuple. Le supprimer totalement, au besoin. Mais lui, Ubu, n'a pas de besoin. Il est moins que rien. On ne peut même pas fabriquer une pièce-canular avec lui. Que fabriquer sur du vide ?

Il est donc difficile de jouer *Ubu-Roi.* D'habitude, les mises en scène sont très au-dessous de la « néantisation absolue » de Jarry. Philippe Adrien a réussi la meilleure présentation jusqu'ici, apparemment la plus proche de l'auteur. Son Ubu est une grosse boule grise en bonnet de nuit qui file le long des encoignures, comme un rat. Les scènes, brusques, incolores, comme des étonnements ou des effrois de théâtre, traversent la piste au pas de course, se retrouvent en haut d'un gradin, qu'elles coupent en biais, retombent par un toboggan, plongent dans le noir. Tout cela très bien rythmé. C'est l'horreur du vide promue au rang de corrida.

Musique de Lucien Rosengart. Costumes et accessoires de Gérard Didier. Interprétation sportive de Raymond Jourdan (Père Ubu), Daisy Amias (Mère Ubu), François Clavier (Bougrelas), Miloud Khetib (Bordure), Alain Ollivier (le Roi Venceslas).

MICHEL COURNOT.

★ Cirque municipal de Reims, 21 heures, les 7, 8 10 et 11 juin.

■ Le comédien Pierre Stephen vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-onze ans. Il avait débuté au théâtre avec Sarah Bernhardt en 1910. Il devait jouer ensuite sur toutes les scènes parisiennes et tourner près de deux cents films.

■ Le prix Plaisir du théâtre — d'un montant de 10 000 francs — a été décerné à Robert Dhéry, en raison notamment du travail de mise en scène qu'il a accompli en montant, cette saison, la pièce de Tom Stoppard « La musique adoucit les mœurs » (« Every good boy deserves the favour ») dans la version française de Guy Dumur, au Théâtre de la Ville.

DANSE

Le London Contempory Dance Theatre

UN PARTI D'AUSTÉRITÉ

L'accueil a été mitigé pour la première, au Théâtre de la Ville de la troupe londonienne de danse contemporaine. On aurait tort de penser que c'est en réaction contre la technique Graham pratiquée par la compagnie, même si cette grande chorégraphe connaît aujourd'hui, de son vivant, une sorte de passage au purgatoire.

Robert Cohan, qui fut son partenaire dans les années 60, a transplanté son enseignement à Londres. Mais il l'a infléchi vers la virilité et la force, aux dépens d'une certaine subtilité dans le mouvement, aux dépens aussi de la rigueur dans la construction. Robert Cohan n'est pas un architecte, plutôt un sculpteur impulsif et un peu brouillon.

Lors de ses précédents passages, on avait apprécié la diversité de son inspiration avec le huis clos oppressant de « Cell », les irrisations impressionnistes de « Nymphéas » et, surtout, « Stages », ballet d'une écriture originale, descente aux enfers dans un style de bande dessinée psychédélique en rapport avec le climat londonien des années 70. En octobre dernier, il créait à Anvers, sur la même lancée, « Masque of Separation », évocation humoristique du mythe du chaos sur une musique « pop » de Burt Alcantara.

On retrouve une compagnie sympathique, bien entraînée, et de remarquables solistes comme Linda Gibbs, Robert North ou le Jamaïcain Namron. Ce qui a déconcerté la partie la plus jeune du public, c'est le parti d'austérité et le caractère vieillot des ballets présentés. « Khamsin », évocation du vent fou du désert et de ses mirages, dansée sur un sol bleu miroitant, propose quelques images poétiques — comme la vision d'un corps de femme rongé par le sable, enveloppé dans des tissus de soie à la façon de Nikolaïs. Mais la musique de Bob Downes est impossible. Les danseuses sont utilisées à la limite du bon goût ; les hommes, en revanche, donnent une impression de densité. Climat lourd, poids des corps que l'on retrouvera dans le second programme avec « Eos », démonstration assez rude de six couples sur l'angoisse de l'insomnie.

« Songs, Lamentations and Praises » a été créé l'été dernier par Robert Cohan, à Jérusalem, au cours d'un séminaire consacré à « la Bible dans la danse ». C'est une fresque interminable dont on retiendra le solo de Christopher Bannerman, concentré, précis et délié, et un pas de deux d'une écriture aérée dans le premier mouvement. Ensuite, plus le ballet va, plus il se déstructure. Le troisième mouvement, « Louanges », avec ses traversées de l'espace en diagonale, sur rythmes de percussions, ressemble plutôt à un exercice de fin de cours. Là, la référence à Martha Graham s'impose, mais pour regretter les lumineuses envolées, la gestuelle rayonnante de « Diversion of Angels », par exemple, dont le souvenir brûle encore.

Robert North, jeune danseur-chorégraphe de la compagnie, avait beaucoup plu au public en son temps avec « Troy Game », suite d'entrées cocasses sur le thème du sport. Il a opté lui aussi pour l'austérité. Sa création : « la Jeune Fille et la Mort » est une harmonieuse respiration sur le quatuor de Schubert, pathétique, intériorisée, avec une correspondance totale entre les mouvements et les sentiments exprimés. Il est d'ailleurs réjouissant de comparer cette version — révolte, puis fascination et acceptation sereine de la mort — à la chorégraphie agressive, brutale, au premier degré qu'en avait proposée Maguy Marin.

MARCELLE MICHEL.

★ Théâtre de la Ville, 20 h. 30.

■ Le récital que Christiane Eda-Pierre devait donner lundi 9 juin au Théâtre de l'Athénée est reporté au 17 novembre. Le concert de l'Ensemble intercontemporain prévu le lundi 9 juin au Théâtre de la Ville est annulé.

FORMES

L'esprit de finesse

La dernière découverte de Nane Stern (1), le jeune peintre alsacien Germain Roesz, ne détonne pas dans l'équipe, la famille plutôt, de cette exigeante galerie. Une neigeuse avalanche de toiles nous submerge, dont la blancheur n'est pas maculée, mais avivée par mille notations de couleurs conjuguées avec une discrète et infinie délicatesse. Qu'on se garde cependant de croire que cette féerie se contente d'offrir un séduisant jeu de variations. L'esprit de géométrie s'y combine avec l'esprit de finesse. C'est solidement bâti, les plans sont savamment superposés, et même les pliures imposées initialement à la toile forment les traverses d'une armature réelle. Et qu'on n'accuse pas trop vite ces compositions d'être répétitives. Nonobstant les apparences, il n'y en a pas deux pareilles.

L'esprit de finesse, il prévaut dans pas mal d'expositions, ces jours-ci. Et tout d'abord dans les *Récits hors du temps,* narrés par deux artistes suédois (2), bien que les peintures et les craies d'art de Birgitta Westberg procèdent d'un tracé rigoureux. Seulement, elle éclaire ses subtiles transpositions du monde extérieur, les œuvres sur papier surtout, de teintes si tendres, si *sériennes, qu'ici l'épithète « ravissantes »* doit être prise au sens fort. Quant à l'autre exposant, Ulf Trotzig, il ne présente cette fois que des gravures — discipline où il est passé maître. Les hachures de couleurs aux *hardis voisinages* apportent une sorte de piment à des visions prétendûment abstraites.

Et puis il y a, s'il n'est pas trop tard pour les signaler, les *Images de soie* de Geneviève Besse (3), *arachnéennes,* avec leurs jours, leurs déchirures, leur luminosité de vitrail, leur association, parfois, à des tiges de métal. L'artiste tourangelle excelle également dans des tissures aux reliefs et aux pendeloques d'une harmonieuse liberté. Et puis, les gravures — voire quelques peintures — de Monique de Roux (4), d'une très bonne exécution, ressuscitent les fantasmes et les angoisses d'un âge qu'on dit heureux.

Mais voici qui va beaucoup plus loin dans l'élégance et le raffinement, qui atteste la *permanence* du Japon éternel. Hachiro Kanno l'assure, cette permanence, avec des encres — et des céramiques — dont le thème tourne autour de la cérémonie du thé (5). Rien de folklorique, rien de fabriqué, rien de factice. Pas de reconstitution d'un passé défunt. Le milieu familial de Hachiro — qui sait quand il le veut s'abstraire totalement d'un apprentissage de l'art occidental fort poussé — en est garant. Les sources de l'art *nippon,* auxquelles nous avons tant puisé, ne sont pas taries. La pensée qui l'inspire est toujours vivace. Tant mieux. C'est merveille de voir les volutes d'une admirable calligraphie, la légère évocation d'humbles objets soudains *sacralisés,* une théière, une tasse, une flûte de bambou. Un silence religieux enveloppe ce rituel.

Traditionnel à sa manière, Ghislain Uhry (6) retrace une sorte d'itinéraire, temporaire plutôt que spatial car, s'il tient dans une première salle à rappeler le chemin auparavant parcouru, des fouillis de fleurs, des frondaisons peintes en Provence, ou de la baie de son atelier parisien, il conte la série du même lieu béni, cerné de différents côtés, et que domine par moments la silhouette lointaine de la montagne Sainte-Victoire. Ce que poursuit le peintre, c'est la couleur, la couleur juste. Il finit par l'apprivoiser : rubescences des arbres fleuris, trouées du chemin entre les branches. Ce chemin, c'est celui de Ghislain Urhy. Il le suit en se moquant des modes et des tendances.

Enfin, réparons une omission. La galerie Jeanne Bucher (7) reste fidèle à Hans Reichel, et il serait injurieux de passer sous silence les quarante aquarelles, échelonnées de 1921 à 1958, année de sa mort, qu'elle nous propose et qui mériteraient de plus amples développements, vu son importance en regard de ce qu'on peut voir ailleurs. La parenté, qui se décèle à l'œil nu, entre ces magiques petits formats et un des aspects de l'œuvre de Klee s'explique par la vive amitié qui unit les deux artistes. Mais sans théorie ni intellectualisme chez Reichel. L'émotion seule a fait jaillir tant de poésie, éveillé tant de rêve, extrait les vertus psychiques de tant de couleurs : les rouges incandescents de *Trois grandes formes,* les verts et les jaunes sulfureux de sa faune aquatique, sa *Composition aux taches bleues,* etc., avec un passage perpétuel du concret à l'« infiguré »... Les mots sont lourds pour traduire une telle fluidité.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) 25, avenue de Tourville, Paris (7e).
(2) Galerie Bellechasse, 10, rue de Bellechasse, Paris (7e).
(3) Arcanes, 4, rue de Varenne, Paris (7e).
(4) Horizons, 21, rue de Bourgogne, Paris (7e).
(5) Galerie Janette Ostier, 26, pl. des Vosges, Paris (4e).
(6) Galerie Claude Aubry, 2, rue des Beaux-Arts, Paris (6e).
(7) 53, rue de Seine, Paris (6e).

■ Le peintre d'origine tchèque Miroslav Sasek, surtout connu pour sa série originale de « guides » illustrés des plus grandes villes du monde, vient de mourir, près de Zurich. Il était âgé de soixante-trois ans. Né en 1916 à Prague, diplômé des Beaux-Arts à Prague et à Paris, il avait notamment illustré la première édition tchèque de « Clochemerle », de Gabriel Chevallier.



SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 7 - Dimanche 8 juin

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Chez Georges (326-79-15) : Dissident, il va sans dire, de M. Vinaver (sam., 20 h. 30).
Marie-Stuart (508-17-80) : *Pour l'amour de l'humanité*, de M. Cuvelier (sam., 20 h. 30).
Théâtre de Poche (548-92-97) : Ouverture sur mer (sam., 20 h. 30).
Théâtre 13 (589-05-99) : les Petits-Bourgeois, de Maxime Gorki (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Artistic-Athévains (272-26-77) : Un cœur simple (sam., 20 h. 30).

Les salles subventionnées et municipales

Salle Favart (296-12-20) : les Noces chymiques (sam., 21 h.).
Comédie-Française (296-10-20) : la Mouette (sam. et dim., 20 h. 30) ; Port-Royal (dim., 14 h. 30).
Chaillot (727-81-15) : Apéritif-concert (sam., 19 h.) ; Grand Magic Circus (sam., 20 h. 30). — Gémier : Regardez les hommes tomber (sam., 20 h. 45).
Odéon (325-70-32) : Créanciers (sam., 18 h. 30 ; dim., 15 h.).
Petit Odéon (325-70-32) : les Voisines (sam. et dim., 18 h. 30).
T. E. P. (797-96-06), Cinéma : Semaine de la critique (sam. et dim., 21 h.).
Centre Pompidou (277-12-33), Théâtre : Suicide (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.).
Carré Silvia Monfort (531-28-34) : Cirque Gruss à l'ancienne (sam. et dim., 14 h. et 16 h. 30) ; Danse Butoh (sam., 20 h. ; dim., 16 h.).
Théâtre de la Ville (274-11-24) : Lavelle (sam., 18 h. 30) ; London *Contemporary Dance Theatre* (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30).
Centre culturel du Marais (272-73-52) : Brésil insolite (sam., 21 h.).

Les autres salles

Aire libre (322-70-78) : Délire à deux (sam. et dim., 20 h. 30) ; Amelia (sam., 22 h. 15 ; dim., 17 h. et 22 h.).
Antoine (208-77-71) : Ta bouche (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Arts-Hébertot (387-23-23) : le Pic du bossu (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Carreau du Temple (624-53-25) : le Cirque de Molière (sam. et dim., 21 h.).
Cartoucherie, Epée-de-Bois (374-20-21) : le Neveu de Rameau (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30). — Théâtre de la Tempête (328-36-36) : les Dernières Heures de Babylone (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. 30). — Théâtre de l'Aquarium (808-99-61) : Je t'attendrai à la porte du garage (sam., 21 h. ; dim., 16 h.). — Théâtre du Soleil (374-24-08) : le Général Pegnasola et l'Exilé Mateluna (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.).
Centre d'art celtique (258-97-62) : Barzaz Breiz (sam., 18 h. 30).
Centre culturel du XVIIe (227-68-81) : les Acteurs de bonne foi (sam. et dim., 20 h. 30).
Cirque d'Hiver (700-12-25) : le Bossu (sam., 20 h. ; dim., 14 h. 30).
Cité internationale (589-38-69), Grand Théâtre : Amphitryon (sam., 20 h. 30). — Resserre : les Enfants de Galilée (sam., 20 h. 30). — Galerie : Princesse Brambilla (sam., 20 h. 30).
Comédie des Champs-Elysées (723-37-21) : J'suis bien (sam., 20 h. 45).
Daunou (261-69-14) : l'Homme, la Bête et la Vertu (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Edouard-VII (742-57-49) : le Piège (sam., 21 h., dernière).
Fontaine (874-74-40) : la Staaar (sam., 21 h.).
Gaîté-Montparnasse (322-16-18) : Le Père Noël est une ordure (sam., 22 h.).
Huchette (326-38-99) : la Leçon ; la Cantatrice chauve (sam., 20 h. 30).
Il Teatrino (322-28-98) : les Dialogues putanesques (sam., 21 h.).
Lucernaire (544-57-34), Théâtre rouge : Idée fixe (sam., 18 h. 15) ; Ad astra per aspera (sam., 20 h. 30) ; After Liverpool (sam., 22 h. 15). — Théâtre noir : Parlons français (sam., 18 h. 15) ; Juin 40 (sam., 20 h. 30) ; Archéologie (sam., 22 h. 15).
Marigny (225-20-74) : l'Azalée (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Mathurins (265-90-00) : Grugru, quand le théâtre rencontre le cinéma (sam., 20 h. 45).
Michel (265-35-22) : Duos sur canapé (sam., 21 h. 15 ; dim., 15 h. 15 et 21 h. 15).
Michodière (742-95-22) : Coup de chapeau (sam. et dim., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Montparnasse (320-89-90), I : la Cage aux folles (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h., 18 h. 30 et 20 h. 30). — III : Rosencrantz et Guildenstein sont mort (sam., 20 h. 30).
Nouveautés (770-52-76) : Un clochard dans mon jardin (sam., 21 h. ; dim., 16 h.).
Œuvre (874-52-52) : Un habit pour l'hiver (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Palais des glaces (607-49-93) : Le Farré sifflera trois fois (sam., 20 h. 30).
Palais-Royal (297-59-81) : Joyeuses Pâques (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. 15).
Péniche (205-40-39) : Festival d'expression non professionnelle (sam. et dim., 20 h. 30).
Plaisance (320-00-06) : la Loi sur les corps (sam., 20 h. 30).
Potinière (261-44-16) : Maison rouge (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Présent (203-02-55) : l'Asile (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.). — Amphithéâtre : le Livret d'enfer (sam. et dim., 20 h. 30) ; A Pierrot pour la vie (sam., 22 h.).
Saint-Georges (878-63-47) : l'Aide-Mémoire (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Studio des Champs-Elysées (723-35-10) : Blanchisserie Blanche (sam., 21 h.).
Studio Fortune : T'en fais un peu trop mec ? (sam., 21 h.).
Studio-Théâtre 14 (257-33-62) : Arlequin poli par l'amour ; l'Epreuve (sam., 20 h. 30).
T. A. I. - Théâtre d'Essai (274-11-51) : Trio pour deux canaris (sam., 20 h. 45 ; dim., 17 h.).
Théâtre des Deux-Portes (361-24-51) : Tartuffe (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30).
Théâtre 18 (228-47-47) : Tambours dans la nuit (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).
Théâtre Duncan (326-99-35) : Zéro ou la Pornographie du savoir (en anglais) (sam., 20 h. 30).
Théâtre d'Altair (329-06-76) : le Diable et le Bon Dieu (sam., 19 h.).
Tristan-Bernard (522-08-40) : Un tramway nommé Désir (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Variétés (233-09-92) : Je veux voir Mioussov (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. 15).

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35) : Patricia Lai (sam., 20 h.) ; Pinter and Co. (sam., 21 h.) ; la Revanche de Nana (sam., 22 h. 30) ; A. Rivages (sam., 23 h. 45).
Bistrot Beaubourg (277-48-02) : Deux pour le prix d'un (sam. et dim., 20 h. 15).
Blancs-Manteaux (887-16-70) : M. Piolot (sam., 19 h.) ; Areuh = MC2 (sam., 20 h. 15) ; Raoul, je t'aime (sam., 21 h. 30) ; les Belges (sam., 22 h. 30).
Café d'Edgar (320-85-11) : Sœurs siamoises cherchent frères siamois (sam., 20 h. 30) ; les Deux Suisses (sam., 22 h.) ; Couple-moi le souffle (sam., 23 h. 15). — II : Riou-Pouchain (sam., 22 h. 30).
Café de la Gare (278-52-51) : Théâtr' en poudre (sam., 22 h. ; dim., 20 h. 30).
Le Connétable (277-41-40) : P. Dudan, T. Berlanda (sam., 21 h.) ; B. Balp, J. Aveline (sam., 22 h. 30) ; J. Moonens et Presqu'île (sam., 23 h. 30).
Coupe-Chou (272-01-23) : le Petit Prince (sam., 20 h. 30) ; Home (sam., 21 h. 30) ; J.-P. Rambal (sam., 23 h.).
Cour des Miracles (548-85-60) : la Matiouette (sam., 21 h. 30) ; Essayez donc nos pédalos (sam., 22 h. 45).
Croq'Diamants (272-20-06) : Mémoides de deux guitares (sam., 20 h. 30) ; Hiroshima mon humour (sam., 23 h.).
L'Ecume (542-71-16) : A. Tome (sam., 22 h., dernière).
Espace Marais (271-10-19) : Rue des Six-Boutiques (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30) ; May Bartram (sam., 22 h. 30).
Fanal (233-91-17) : L'une mange, l'autre boit (sam., 19 h. 45) ; le Président (sam., 21 h. 15).
Fer-Play (707-96-99) : Josy Mass et Agouman (sam. et dim., 21 h., dern.) ; Atlantico (sam. et dim., 23 h.).
Le Marche-Pied (636-72-45) : Génies en impuissance (sam., 20 h. 30).
La Mirandière (229-11-13) : A la rencontre de M. Proust (sam., 21 h.).
Le Petit Casino (278-36-50), I : Du moment qu'on n'est pas sourd (sam., 22 h. 15) ; Chansonges (sam., 23 h. 30). — II : Ça s'attrape par les pieds (sam., 21 h.) ; Suzanne, ouvre-moi (sam., 22 h.) ; Si la concierge savait (sam., 22 h. 45).
Le Point-Virgule (728-67-03) : Cherche homme pour faucher terrain en pente (sam., 21 h. 30) ; Raymond (sam., 22 h. 45).
Sélénite (354-53-14), I : Les lions oui... mais les panthères pas (sam., 21 h.).
Soupap (278-27-34) : Archifrue (sam., 21 h. 30).
Splendid (887-33-82) : 13 515 francs (sam., 20 h. 30) ; Elle voit des nains partout (sam., 21 h. 30).
La Tanière (337-74-39) : Christine Costa (sam., 22 h. 30).
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48) : J. Berrichon (sam., 20 h. 30) ; le Retour de Frankenstein (sam., 21 h. 30) ; Otto Wessely (sam., 22 h. 30).
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69) : Passe-moi l'sel (sam., 21 h. 30, dernière) ; Kamikaz (sam., 22 h. 30).
Vieille-Grille (707-60-93), I : Une cocaïne allemande (sam., 22 h. 30). — II : Louise Dhour (sam., 21 h.).

Les comédies musicales

Bouffes-Parisiens (296-60-24) : Phi-Phi (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).

Le music-hall

Bobino (322-74-84) : Ramon Pipin's Odeurs (sam., 20 h. 45).
Bouffes-du-Nord (239-35-50) : Giovanna Marini (sam., 20 h. 30).
Centre d'art celtique (258-97-62) : J. Markale (sam., 20 h. 30).
Comédie Caumartin (742-43-41) : Los Machucambos, les Pachacamac (sam., 21 h. ; dim., 16 h.).
Confluences (387-67-38) : Salut grand *Jacques* (sam., 20 h. 30).
Dunois (584-72-00) : Eve Griliquez (sam., 18 h. 30).
Forum des Halles (297-53-47) : G. Elbaz (sam., 18 h. 30, dernière).
Gaîté-Montparnasse (322-16-18) : Geneviève Paris et Michel Rivard (sam., 20 h. 30, dernière).
Lucernaire (544-57-34) : F. Bebey (sam., 19 h. 30) ; G. Lafaille (sam., 22 h. 30).
Porte-Saint-Martin (607-37-53) : le Grand Orchestre du Splendid (sam., 21 h.).
Théâtre d'Edgar (320-85-11) : Tallia (sam., 20 h. 45).

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45) : Sans le mot « con », monsieur, le dialogue n'est plus possible (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Deux-Anes (606-10-26) : Pétrole... Ane (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).

La danse

American Center (354-99-92) : Calk Hook Dance Theater (sam., 21 h.).
Centre Mandapa (589-01-60) : Kootiyattan (sam., 20 h. 45, dernière).
Mogador (285-28-80) : Peter Goss Dance Cie (sam., 21 h.).
Parvis de la Défense (223-51-91) : Kazuo Oono (sam., 20 h. 30).
Théâtre Noir (797-85-14) : *Jacquie Lagier* (sam., 20 h. 45).
Théâtre Oblique (355-02-94) : Compagnie S. Keuten (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.).

Les concerts

Eglise Saint-Merri : M. Barkovsky (Bach, Liszt, Chopin) (sam., 21 h.) ; (Bach, Liszt, Mozart, Schumann) (dim., 16 h.).
Ranelagh : M. Horszowski (Bach, Mozart, Chopin, Beethoven) (dim., 20 h. 30).
Théâtre de la Villa : Ensemble vocal et instrumental Millepertuis (sam., 20 h. 30).
Eglise des Billettes : L. Caravassilis (Bach) (sam., 21 h.) ; Quatuor vocal de Versailles (chants de la Renaissance) (dim., 17 h.).
Chapelle de la Salpêtrière : A. Ouzounoff, Y. Repérant (Bach, Vivaldi, Telemann) (dim., 16 h. 30).
Eglise Saint-Thomas-d'Aquin : H. Legros (Schlick, Muffat) (dim., 17 h. 45).
Conciergerie : R. Andia (dim., 17 h. 30).
Théâtre des Champs-Elysées : Orchestre national de France, dir. L. Maazel, sol. I. Stern (Dvorak, Brahms, Bartok) (sam., 20 h. 30).
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre : A. d'Amico (Bach, Hindemith) (sam., 21 h.).

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05) : F. Guin, B. Vasseur, Swing Quartet (sam. et dim., 22 h.).
Chapelle des Lombards (326-65-11) : Henri Guedon y su conjunto (sam., 22 h. 45).
Dreher (233-48-44) : E. Louiss Trio (sam. et dim., 21 h. 30).
Dunois (584-72-00) : Arcane (sam., 20 h. 30) ; Quintet Parsons (dim., 17 h.).
Forum des Halles (297-53-47) : Procédé Guimard-Delaunay (sam., 20 h. 30 ; dim., 18 h.).
Gibus (700-78-88) : P.J. (sam., 22 h.).
Golf Drouot (770-47-25) : Chantiers (sam., 22 h.).
Olympia (742-25-49) : Al Jarreau (sam. et dim., 21 h.).
Palace (246-10-87) : Johnny Guitar Watson ; Sugar Blue (dim., 20 h.).
Palais des glaces (607-49-93) : Roy Harper (dim., 20 h.).
Palais des sports (828-40-90) : The Beach Boys (dim., 20 h.).
Petit-Journal (326-28-59) : P. de Preissac Swing Orchestra (sam., 22 h.).
Riverbop (325-93-71) : Trio A. Holdsworth (sam., 21 h. 30).
Théâtre Montparnasse (320-89-90) : Daniel Lavoie (sam. et dim., 22 h. 30).
Théâtre Noir (797-85-14) : Henri Guedon (dim., 17 h.).
Place de la Réunion : Tisane (bal folk) (sam., 21 h.).

Les festivals

Foire Saint-Germain (329-12-78), place Saint-Sulpice : Ballets Ethery Pagava (sam., 18 h.). — Cour de l'Hôtel des finances : le Chevalier d'Olmedo (sam., 21 h. 30). — Place Saint-Sulpice : Festival de chorales (sam. et dim., 20 h. 30).

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

La Cinémathèque

Chaillot (704-24-24), sam., 15 h. : Papa d'un jour, de H. Langdon ; 17 h. : le Gorille, d'A. Dwan ; 19 h. : la Meilleure Part, d'Y. Allégret ; 21 h. : les Poings dans les poches, de M. Bellochio. — Dim., 15 h. : l'Atlantide, de G.-G. Tallas ; 17 h., Hommage à L. Dacquin : Autour d'un film de montagne ; la Grande Lutte des mineurs ; Naissance d'une cité ; Esprit de famille ; 19 h. : les Rois du rock, de D.A. Pennebaker ; 21 h. : Hiroshima mon amour, d'A. Resnais.

Beaubourg (278-35-57), sam., 15 h. : Ce soir ou jamais, de M. Deville ; 17 h., Cinéma hongrois : Quelque part en Europe, de G. Radvanyi ; 19 h. : Brève rencontre, de D. Lean ; 21 h., Cinéma japonais : les Sœurs de Gion, de K. Mizoguchi. — Dim., 15 h. : Lancelot du Lac, de R. Bresson ; 17 h., Cinéma hongrois : Un amour du dimanche, d'I. Feher ; 19 h. : le Dieu noir et le Diable blond, de G. Rocha ; 21 h., Cinéma japonais : la Légende du grand judo, d'A. Kurosawa.

Les exclusivités

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Balzac, 8e (561-10-60).

AU BOULOT JERRY (A., v.f.) : Berlitz, 2e (742-60-33).

AU-DELA DE LA GLOIRE (A., v.o.) (**) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Ambassadeur, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ; Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70).

LA BALLADE DE LA FECONDUCTRICE (Fr.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).

LA BANDE DU REX (Fr.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

BIENVENUE MISTER CHANCE (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Helder, 9e (770-11-24) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (549-25-02) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).

LE CAVALIER ELECTRIQUE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Colisée, 8e (359-29-46).

C'ETAIT DEMAIN (A., v.o.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29).

LE CHAINON MANQUANT (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Tourelles, 20e (636-51-98).

LE CHAT ET LE CANARI (A.) v.o. : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

CHERE INCONNUE (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).

LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI (It.), v.o. : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Pagode, 7e (705-12-15), France-Elysées, 8e (723-71-11), P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42), Parnassiens, 14e (329-83-11), 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79), Broadway, 16e (527-41-16), Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52), Athéna, 12e (343-07-48), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

LE CIMETIERE DE LA MORALE (Jap.) v.o. : Palais des Arts, 3e (272-62-98).

DETECTIVE COMME BOGART (A.) v.o. : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

LA DEROBADE (Fr.) (**) U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).

DON GIOVANNI (Fr.-It.), v. ital. : Vendôme, 2e (742-97-52).

L'ENTOURLOUPE (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).

L'ETALON NOIR (A.) v.f. : Haussmann, 9e (770-47-55), Napoléon, 17e (380-41-46).

LES FAISEURS DE SUISSES (Suis.) : Marais, 4e (278-47-86), La Clef, 5e (337-90-90).

FANTASTICA (Can.-Fr.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Paramount-Elysées, 8e (359-49-34), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

Les films nouveaux

UNE SEMAINE DE VACANCES, film français de Bertrand Tavernier : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Saint-Charles-Convention, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

THE ROSE, film américain de Mark Rydell (v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50), 70 mm ; (v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27).

THIRD WORLD PRISONNIER DE LA RUE, film français de Jérôme Lapérousaz : Olympic, 14e (542-67-42).

LES NOUVEAUX ROMANTIQUES, film français de Mohammed Benayat : Palais des arts, 3e (272-62-98) ; La Clef, 5e (337-90-90) ; Lucernaire, 6e (544-57-34).

MORSURES, film américain d'Arthur Hiller (*) (v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; (v.f.) : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

LES CROCS DU DIABLE, film espagnol d'Antonio Isasi (**) (v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Moulin-Rouge, 18e (606-63-26) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

JOURNAL D'UNE MAISON DE CORRECTION, film français de Georges Cachoux (*) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Mercury, 8e (562-75-90) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

GIRLS (Fr.) (*) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Concorde, 8e (359-92-82), Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90).

GIMME SHELTER THE ROLLING STONES (A.) v.o. : Vidéostone, 6e (325-60-34).

LE GUIGNOLO (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

HAIR (A., v.o.) : Palais des arts, 3e (278-47-86).

JE VAIS CRAQUER (Fr.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43).

LE JOUR DE LA FIN DU MONDE (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

KRAMER CONTRE KRAMER (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; (v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

ELLE (A., v.o.) : Paramount-City, 8e (542-47-76).

MANHATTAN (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).

MARATHON D'AUTOMNE (Sov., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08).

MAASAI (Fr.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

MERCI D'AVOIR ETE MA FEMME (A., v.o.) : Paris, 8e (359-53-99) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; (v.f.) : Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).

MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain-Huchette, 5e (634-13-26) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75).

LA MORT EN DIRECT (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

LE PRE (It., v.o.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Saint-Charles-Conventions, 15e (579-33-00) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).

SCUM (Ang., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

SATURNE III (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Saint-Charles-Convention, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LE SAUT DANS LE VIDE (Fr.-It.), vers. it. : Saint-Germain-Studio, 5e (354-42-72) ; Racine, 6e (633-43-71) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassien, 14e (329-83-11). — V.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

SHERLOCK HOLMES ATTAQUE L'ORIENT-EXPRESS (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14). Sf V., S., D. soir)

LES SOUS-DOUES (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-96).

S.O.S. TITANIC (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

LE TAMBOUR (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

TERREUR SUR LA LIGNE (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

TESS (Fr.-Brit., v. ang.) : Studio Raspail, 14e (320-38-98).

TOM HORN (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19). V.f. : Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77).

UN COUPLE TRES PARTICULIER (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-36-14).

UNE FEMME ITALIENNE (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).

LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 7 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h 30 Magazine auto-moto.
18 h 45 *Les Inconnus.*
19 h Six minutes pour vous défendre.
19 h 5 Mai-juin 40 : Journal d'un printemps tragique.
Le grand exode.
19 h 20 Journal.
19 h 55 Football : Finale de la Coupe de France.
En direct du parc des Princes.
21 h 50 Série : 'ka.
N° 3. Réalisation : B. Sagal, avec R. Duval, L. Remick, D. Andrews, J.D. Cannon...
22 h 30 Tennis : Internationaux de France.
Résumé de la journée à Roland-Garros.



23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 10 Chorus.
Roxy Music.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.

20 h 35 *Série : Histoire de voyous.*
Le concierge revient de suite.
22 h 10 Variétés : Thierry le Luron.
23 h 5 Document : Les carnets de l'aventure.
Le conquérant de l'inutile.
23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Un regard s'arrête : les gens du voyage ; *Raconte quand tu étais petite : le Millas de Maria.*
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : la guerre de 1870.
20 h Les jeux.

20 h 30 Grâce à la musique : Vivaldi.
Par P. Reichenbach.
22 h 30 Journal.
22 h 50 *Hollywood - U.S.A.*



FRANCE-CULTURE

19 h. 30, La R.T.B.F. présente : « la Lettre brouillée », de R. Georgin (le Continent noir).
20 h., *Carte blanche : « la Mare », de M.-F. Egret,* avec E. Weisz, A. Foures, P. Olivier, etc.
21 h. 15, « le Péril vert », de P. Dupriez et S. Martel (rediffusion).
22 h. 5, *La fugue du samedi.*

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 5, Concert (en l'église Saint-Michel, de Dijon) : « Messe pour les trépassés, pour soli, chœur et quatre parties instrumentales » (M.-A. Charpentier) ; « Cantate pour basse » (Rameau), par la Grande Ecurie et la Chambre du roy, dir. B. Tétu.
23 h. 5, Ouvert la nuit : Comment l'entendez-vous ? Hector Berlioz, par François Portelette, sculpteur, œuvres de Meyerbeer, Berlioz, Mendelssohn et Messiaen ; 1 h., Le dernier concert : IXe Festival des musiques expérimentales, Bourges 1979.

Dimanche 8 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 La source de vie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe.
Célébrée dans la chapelle du collège Fénelon, à Paris (8e).
Prédicateur : Père Stan Rougier.
12 h La séquence du spectateur.
12 h 30 TF 1 - TF 1.
13 h Journal.

13 h 30 C'est pas sérieux.
14 h Tennis : Internationaux de France.
Finale en direct de Roland-Garros.
17 h 20 Le Cirque Chipperfield.
18 h Téléfilm : « Larguez les amarres ».
Réal. R. Dallier. Avec J. Jouanneau, A. Sapritch. (Rediff.)
19 h 25 Les animaux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : « Vincent, François, Paul et les autres ».
Film français de C. Sautet (1973), avec Y. Montand, M. Piccoli, S. Reggiani, G. Depardieu, S. Audran, L. Mikael, M. Dubois, A. Lualdi, C. Allégret, U. Orsini. (Rediffusion.)
La crise de la cinquantaine de trois amis, un industriel, un médecin et un écrivain, qui ont des problèmes de vie professionnelle et privée.
La « qualité française » dans l'étude psychologique de représentants d'une nouvelle bourgeoisie. Mise en scène solide et brillante interprétation.
22 h 25 Concert.
Concerto pour piano et orchestre n° 25 en ut majeur de Mozart, par l'Orchestre de Paris sous la direction de D. Barenboïm.
23 h Tennis : Internationaux de France.
Résumé de la journée.
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h Emissions pédagogiques.
12 h Il était un musicien.
Monsieur Saint-Saëns.
12 h 30 *Série : La croix dans le cœur.*
12 h 45 Journal.
13 h 20 *Série : Colorado.*
Le cri des aigles.
14 h 55 Jeu : Des chiffres et des lettres pour les jeunes.
15 h 35 *Dessin animé : Shazzan.*
15 h 55 Des animaux et des hommes.
16 h 45 Série : Erika Werner.
17 h 40 Majax : Passe-passe.
18 h 15 Dessine-moi un mouton.
19 h Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilleton : Hunter.
Le revenant.
21 h 40 Document : Jeu d'échecs avec Marcel Duchamp.
Jean-Marie Drot trace le portrait de ce Français d'Amérique, peintre, sculpteur, architecte, joueur d'échecs, dadaïste avant la lettre, plein d'humour et d'insolence.
22 h 25 Document : Vidéo U.S.A.
Les enfants de Magritte.
Parce que l'électronique démultiplie tous les effets, certains artistes vidéo parviennent à leur manière à « faire du Magritte ».
22 h 50 Document de création : Les enthousiastes.
Louis XIV à Versailles.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

10 h Emissions de l'I.C.E.I. destinées aux travailleurs immigrés.
10 h 30 Images du Maroc : mosaïque.
Emission préparée par T. Fares et J.-L. Orabona. Reportage : l'immigration.
15 h Cinéma 16 : « le Voyage de Selim ».
Scénario et mise en scène : R. Martial ; dialogues : J.-L. Comolli et R. Martial, avec D. Beghoura, K. Didi, etc. (Rediff.)
16 h 40 Prélude à l'après-midi.
The Dance Theatre of Harlem.
17 h 40 Jeu : Tous contre trois.
Baccarat.
18 h 40 L'aventure : La vallée du Puma.
19 h 40 Spécial DOM-TOM.
20 h Dessin animé : Mister Magoo.
20 h 30 Document : La chambre du Roy.
Par C.-N. Hocquard et L. Laupies.
L'aventure de la restauration de la chambre du roi remarquablement illustrée grâce à un travail de reconstitution du métier des artisans de l'époque.
21 h 25 Journal.
21 h 40 L'invité de FR 3 : Colette.
22 h 35 Cinéma de minuit (cycle l'Amérique et son président) : « Tempête à Washington ».
Film américain d'O. Preminger (1961), avec H. Fonda, C. Laughton, D. Murray, W. Pidgeon, P. Lawford, G. Tierney, F. Tone, L. Ayres, B. Meredith. (N. Rediffusion.)
Le président des Etats-Unis, gravement malade, désigne comme secrétaire d'Etat un homme soupçonné d'avoir appartenu au parti communiste et contre lequel se déchaîne une opposition haineuse.
Un grand film tragique sur les rouages de la vie politique américaine et le choc des volontés. Une mise en scène de moraliste, une interprétation puissante, exceptionnelle.

FRANCE-CULTURE

7 h. 7, La fenêtre ouverte.
7 h. 15, Horizon, magazine religieux.
7 h. 40, Chasseurs de son en Pyrénées-Bigorre.
8 h., Orthodoxie et christianisme oriental.
9 h. 10, Ecoute Israël.
9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : La Libre pensée française.
10 h., Messe au couvent de l'Annonciation à Paris.
11 h., Regards sur la musique : « Trio pour piano, violon et violoncelle », de Haydn.
12 h. 5, Allegro.
12 h. 45, Inédits du disque.
14 h., Sons : Le cirque (démonter, repartir une fois de plus).
14 h. 5, La Comédie-Française présente : « le Portefeuille », d'O. Mirbeau ; « Interview », d'O. Mirbeau, et « Au téléphone », d'A. de Lorde et C. Foley.
16 h. 5, Paul Sacher, chef d'orchestre et mécène.
17 h. 30, Rencontre avec... Maurice Genevoix.
18 h. 30, Ma non troppo.
19 h. 10, Le cinéma des cinéastes.
20 h., Albatros : Poésie russe (la prosodie russe ; le statut du poète).
20 h. 40, Atelier de création radiophonique : Un âge va, un âge vient, par F. Mariatan.
23 h., Musique de chambre : Duruflé, Poulenc, Nigg (rediffusion).

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Musiques pittoresques et légères.
7 h. 40, Les classiques favoris.
9 h. 2, Les chants de l'âme : liturgies traditionnelles (musique sacrée roumaine).
9 h. 30, Cantate pour le premier dimanche après la Trinité.
10 h. 15, Les classiques favoris.
12 h., Midi-dimanche : Festival estival de Paris 1977, « Concerto pour orchestre », de Bartok, par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. J. Ferencsik.
13 h. 5, Tous en scène : Judy Garland.
13 h. 30, Jeunes solistes : œuvres de Schubert, Liszt, Stravinski, par l'Ensemble instrumental du Conservatoire de Paris, direction J. Mercier.
14 h. 15, Les après-midi de l'orchestre. Wagner : « Tannhauser », extraits ; « Tristan et Yseult », prélude.
16 h. 15, La tribune des critiques de disques : « Concerto pour violon et orchestre en la à la mémoire d'un ange », de Berg.
19 h., Jazz vivant : les orchestres de Carla Bley et de Karl Hans Berger.
20 h. 5, Le concert du dimanche : « Symphonie n° 99 » (Haydn) ; « Rhapsodie espagnole » (Ravel) ; « Première Symphonie » (Brahms), par l'Orchestre philharmonique de Los Angeles, dir. C.-M. Giulini.
22 h. 30, *Une semaine de musique vivante* : Anthologie des concerts de France-Musique.
23 h. 30, Ouvert la nuit : Equivalences (émission ouverte aux interprètes aveugles), œuvres de Chopin, Scriabine, Debussy, Ravel et Bartok ; 0 h. 5, Rites et traditions populaires.

TRIBUNES ET DEBATS

DIMANCHE 8 JUIN

— *M. Jean-François Deniau*, ministre du commerce extérieur, est l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, à 19 heures.

— *M. Jacques Chaban-Delmas*, président de l'Assemblée nationale, participe à « L'interview-événement » de R.T.L., à 13 heures.

Le Monde

économie

ÉNERGIE

LA RÉUNION DE L'OPEP

A la recherche de l'unité

(Suite de la première page.)

Pourtant avec la nouvelle vague d'augmentation de la mi-mai — au cours de laquelle douze des treize pays membres ont renchéri leur pétrole — la moyenne pondérée des prix de l'OPEP s'établit à 32 dollars contre une moyenne de l'ordre de 26 dollars en décembre 1979, soit une hausse de *23 %*.

Ces décisions unilatérales ne font pas l'affaire des pays industrialisés. Incapables de s'opposer à un mouvement qui n'a plus guère de sens dès lors que l'offre dépasse la demande de près de 2 millions de barils par jour. C'est à peine si l'on voit quelques compagnies — Gulf et Charter Oil au Qatar — cesser d'acheter du pétrole plutôt que d'accepter l'imposition de primes qui portent le prix du baril à près de 38 dollars.

Le démantèlement des circuits traditionnels au détriment des « majors » qui contrôlent moins de 50 % du commerce mondial à la fin de 1980 — contre 92 % en 1973 — est *largement responsable des perturbations* actuelles du marché. La réduction délibérée de la production par certains pays de l'OPEP aussi : si au premier trimestre la production de *treize pays membres avec* 29,3 millions de barils par jour a dépassé de 0,3 % celle de la même période de 1979, au second trimestre la production quotidienne ne devrait pas dépasser 28 millions de barils (baisse importante du Koweït et de l'Iran, *moindre de l'Algérie* et de la Libye). Or les pays industrialisés continuent de surstocker, justifiant de nouvelles réductions de production. Comme le soulignait récemment l'OPAEP *« il n'est quand même pas logique de s'attendre que les pays producteurs mettent dans la main d'autrui une arme qui pourrait être utilisée demain contre leurs propres intérêts vitaux »*.

Mais ces hausses unilatérales se *font aussi au détriment de l'Organi*sation de pays exportateurs qui avaient jusqu'à présent la maîtrise des prix. Incapables de s'entendre sur une structure cohérente des prix *du pétrole, les treize pays membres*, depuis dix-huit mois que tout leur sourit, se réunissent principalement pour étaler leurs divergences.

La réunion d'Alger permettra-t-elle de rapprocher les points de vue sur *la réunification des prix*, la création d'une banque d'aide au tiers-monde, une politique identique des prix du gaz, *l'indexation du prix du pétrole* ? Rien n'est moins sûr.

Divergences

La réunification, disent les Algériens, *« c'est un faux problème, c'est le problème des acheteurs »*. La preuve : *« Il a été escamoté par l'Occident lorsque, il y a quelques années, le prix tendait à la baisse en raison de la surenchère entre pays producteurs. »* Et pourtant, l'idée fait son chemin d'une nécessai.. réunification des prix pour déterminer le prix-plancher à partir duquel sera appliquée l'indexation *décidée par le comité de stratégie* à long terme de l'OPEP (*le Monde* du 7 mai). Cela suffira-t-il pour faire accepter aux pays membres le compromis de l'Arabie Saoudite qui *relèverait ses prix de 2 ou 4 dollars* et réduirait sa production à 8,5 millior . de barils par jour en échange d'un « gel » des prix de la part des douze autres pays ?

Le principe même de l'indexation est loin de faire l'unanimité. Comme le *relevait récemment* M. Sarkis : *« Ceux qui hier étaient contre sont aujourd'hui pour, et ceux qui hier étaient pour sont aujourd'hui contre. »* Rien d'étonnant à cela puisque, *« après avoir été conçue par les uns comme un garde-fou contre la baisse des prix en termes réels, l'indexation est désormais considérée par les autres comme un garde-fou contre une hausse trop rapide des mêmes prix. »* Les pays désireux de maximiser leurs recettes à court terme — l'Iran, l'Algérie et la Libye — ne peuvent donc être que réticents devant une telle formule.

De même la création d'une ban*que de développement de l'OPEP* — proposée en décembre par l'Algérie et le Venezuela et dont le principe a été adopté à Taïf — est loin d'être admise. La réunion des ministres *des finances le 24 mai* à Vienne a été particulièrement houleuse, et le ministre algérien, M. Hadj Yala, se plaignait que, *« tant pour les pays de l'OPEP que pour les pays industrialisés, les plus riches ne sont pas toujours ceux qui font montre d'une grande générosité »*. L'Arabie Saoudite, qui, en 1977, a fourni une aide publique trente-six fois supérieure à celle de l'Algérie, n'entend *pourtant pas se faire imposer* sa *contribution* à une banque qui pourrait aider aussi les autres pays de l'OPEP.

En matière de prix du gaz, enfin, il est vraisemblable que l'Algérie demandera, comme à Taïf, le sou*tien de l'OPEP dans la politique* qu'elle mène actuellement à l'égard des Etats-Unis et de l'Europe. Mais là encore entre un principe — l'alignement du prix du gaz sur celui du *pétrole* — et son *application il y a* loin. Alger réclame une parité entre son pétrole le plus léger et son gaz — en équivalence calorifique — au port de chargement (soit 6,40 dollars par million de B.T.U. (1) depuis la dernière hausse des prix pétroliers). *Abou-Dhabi obtient des Japonais une* équivalence avec un pétrole moyen au port de déchargement (soit 5,75 dollars). Les pays de l'OPEP parviendront-ils à un texte plus précis *qu'un vague accord de principe sur* la nécessaire indexation du gaz sur le pétrole, en vigueur en fait depuis dix ans ?

Sur tous ces sujets pourtant les treize pays membres vont devoir faire des efforts pour préparer dans les meilleures conditions possibles le sommet des chefs d'Etat qui, à l'oc*casion du vingtième anniversaire de* l'OPEP, au début du mois de novembre à Bagdad, devront définir la stratégie de l'Organisation pour les années 80. Parce qu'ils ont cinq mois pour préparer ce « sommet », les ministres du pétrole ne se sentiront *pas forcément tenus de prendre des* décisions spectaculaires. Mais leurs réunions sont trop rares pour que la conférence d'Alger ne marque pas une étape importante.

BRUNO DETHOMAS.

(1) British Thermal Unit = 1 million de B.T.U. = 252 thermies.

SOCIAL

NOUVELLES PROTESTATIONS APRÈS LES INCIDENTS DU 5 JUIN

De nouvelles protestations ont été faites, vendredi 6 juin, contre l'*agression des forces* de l'ordre envers des reporters-photographes lors de la manifestation des médecins jeudi 5 juin à Paris. Elles émanent notamment du Syndicat national des instituteurs, de la C.F.T.C., de l'Union nationale des syndicats de journalistes (U.N.S.J.), du syndicat C.G.T. de la police.

Les journalistes - reporters - photographes membres des syndicats de l'U.N.S.J. C.G.T. et de l'Association nationale des journalistes-*reporters-photographes* et cinéastes, ont appelé l'ensemble de leurs confrères à boycotter toutes prises *de vues d'actualités* durant la journée du mercredi 11 juin, jour du conseil des ministres. Les reporters-photographes devraient se réunir, samedi, pour envisager d'autres initiatives.

Il a été *décidé à la majorité* que la totalité des photographes — salariés des agences et entreprises de presse, *et indépendants* — observeront, durant toute la journée du mercredi 11 juin, une « grève » de la prise de vue, en se rendant sur tous les lieux où ils pourraient être appelés à travailler, y compris le palais de l'Elysée, pour la sortie du conseil des ministres, mais n'opéreraient pas.

Le Syndicat général de la police, qui regroupe quelque 80 % des policiers parisiens en tenue, *« déplore les heurts qui se sont produits lors de la manifestation de médecins et demande à être reçu par le préfet de police pour l'entretenir de la détérioration du climat social »*.

Le Syndicat national des médecins de groupe et son délégué général, M. Dogue — matraqué *lors des incidents* durant la manifestation des médecins le 5 juin, — ont décidé de déposer une plainte en partie civile, pour *« usage illégitime de la force »* à la suite des *« sévices subis par le docteur Dogue et de la violence totalement illégitime qui lui a été infligée arbitrairement, sauvagement et volontairement par les forces de police »*.

[Le docteur Dogue a été matraqué alors que, en pleine bousculade, il tentait de calmer des membres des forces de l'ordre qui s'en prenaient violemment à un autre dirigeant syndical.]

● *M. Bernard Pons*, secrétaire général du R.P.R. : *« Les forces de l'ordre sont intervenues, jeudi, avec une extrême brutalité, pour empêcher un cortège de médecins de traverser la Seine. Quelle menace pour l'ordre public représentaient ces praticiens, rassemblés pour défendre la qualité des soins qu'ils donnent à leurs malades ? Car tel était le seul objet de cette manifestation paisible de femmes et d'hommes conscients de leurs responsabilités vis-à-vis du corps social français. Le pouvoir entend-il interdire par la force toute protestation publique, si pacifique soit-elle ? Il y a déjà eu des précédents fâcheux, le dernier étant, le 1er mai, la dispersion de la manifestation pour les droits de l'homme devant l'ambassade d'U.R.S.S. Ces méthodes sont, en réalité, une prime à la violence et favorisent tous les excès de ceux qui, eux, ne cherchent qu'à ruiner l'ordre public. Il est temps de mettre en garde le gouvernement contre les comportements dangereux, aussi bien pour l'autorité de l'Etat que pour les droits des citoyens. »*

● *Ordonnance d'expulsion de grévistes à Saint-Brieuc.* — Trois mois après le démarrage du conflit qui oppose la direction aux syndicats C.G.T. et C.F.D.T., le juge des référés de Saint-Brieuc a ordonné, le 6 juin *« l'expulsion immédiate de l'usine du Joint français de toutes les personnes se livrant à des voies de fait »*.

Dans une lettre au P.-D.G. de l'A.F.P.

M. CHRISTIAN BONNET EXPRIME SES REGRETS

M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, *« regrette profondément »* qu'un photographe et un motocycliste de l'A.F.P. aient été blessés le 5 juin à Paris. Ces regrets ont été exprimés dans une lettre adressée à M. Henri Pigeat, P.-D.G. de l'Agence France-Presse, qui avait immédiatement élevé une vive protestation contre ces *brutalités policières*.

M. Bonnet déclare dans sa lettre qu'il a prié le préfet de police de lui rendre compte des conditions dans lesquelles des *« incidents aussi regrettables »* ont pu se produire. Il a ajouté qu'il ne manquera pas, au vu des conclusions de l'enquête, de prendre *« les mesures qui* [lui] *paraîtront nécessaires »*. Il formule également des vœux pour un prompt rétablissement de Georges Bendrihem, le photographe blessé, et d'Alain Martolin, le motocycliste frappé au cours du même incident.

● *L'U.D.F. satisfaite de la convention médecins-Sécurité sociale.* — L'Union pour la démocratie française estime que la nouvelle convention entre les médecins et les caisses d'assurance-*maladie* présente *« par certains de ses aspects, un réel progrès par rapport à la situation antérieure. « Elle ne crée pas ce qu'on a appelé « une médecine de riche et une médecine de pauvres », mais elle moralise le double secteur qui existait antérieurement. »*

LE C.N.P.F. DEMANDE UNE NOUVELLE RÉGLEMENTATION DU DROIT DE GRÈVE

Le C.N.P.F. à la suite des journées d'action des 13 et 23 mai puis 5 juin et à la veille d'une nouvelle grève à l'E.G.F., le 12 juin, proteste contre *« les grèves à répétition »* et demande *« une nouvelle réglementation »* du droit de grève.

« La loi a mis les entreprises françaises entre les mains de monopoles qui sont chargés de leur procurer l'énergie, le courrier et les transports, déclare l'organisation patronale. *Ces services publics sont constamment arrêtés au gré des revendications syndicales : les entreprises, dont la production est indispensable au pays, ne peuvent plus supporter d'être étranglées chaque semaine par ces grèves à répétition. »*

« Le droit de grève est inscrit dans la Constitution : il doit être respecté », affirme le C.N.P.F. qui poursuit : *« Mais le gouvernement a aussi l'obligation d'assurer la continuité des services publics dont il a la charge. »*

« Il est urgent qu'il prenne des mesures pour concilier la continuité des services publics avec l'exercice du droit de grève. Il faut une nouvelle réglementation », conclut le C.N.P.F.

● *Rhône-Poulenc : occupation de six établissements* du groupe à l'appel de la C.G.T., *« contre le bradage de l'outil de travail »*. Dans quatorze établissements, les salariés observent, depuis le 3 juin, des mouvements de grève reconductibles. La C.G.T. appelle à une grève de vingt-quatre heures, le 10 juin, dans l'ensemble du groupe, pour s'opposer au plan de restructuration qui rendra la France *« tributaire de l'étranger »*.

● *Un accord salarial concernant 70 000 mineurs des Charbonnages de France* pour l'année 1980 a été signé le 6 juin par trois organisations syndicales : Force ouvrière, la C.F.T.C. et la Confédération générale des cadres. A l'acompte de 2,5 % versé au 1er mars 1980 s'ajoutent donc des majorations de 3 % au 1er avril 1980 et de 2,5 % au 1er juillet 1980.

● *Dix-sept ouvriers de l'usine Talbot de Poissy (Yvelines) seraient menacés de licenciement* pour avoir participé à un débrayage contre la dégradation du pouvoir d'achat et des conditions de travail le 27 mai dernier, a indiqué dans un communiqué du 6 juin la fédération C.G.T. de la métallurgie.

Le Congrès américain passe outre au veto du président Carter sur le prix de l'essence

De notre envoyé spécial

Washington. — Le Congrès a *définitivement enterré*, vendredi 6 juin, une des dispositions les plus importantes de la politique du président Carter pour économiser l'énergie et lutter contre l'inflation : la taxe de 10 cents (42 centimes) qu'il voulait imposer par gallon d'essence (3,78 litres, et non 4,5 litres comme nous l'avons indiqué par erreur dans *le Monde* du 7 juin).

Le Sénat a en effet repoussé vendredi par 68 voix contre 10, c'est-à-dire beaucoup plus que la majorité des deux tiers requise, le veto du président à la décision prise mercredi par le Congrès de repousser la taxe présidentielle. La veille, la Chambre des représentants, où la même majorité *était requise pour annuler le veto*, en avait fait autant par 35 voix contre 34.

Cette défaite politique est sévère pour M. Carter. C'est en effet la première fois, depuis que *le président Truman en 1952* avait dû renoncer, dans les mêmes conditions, à imposer sa volonté à propos d'une loi sur l'immigration (autre sujet sensible aux Etats-Unis) qu'un Congrès à majorité démocrate paralyse à ce point un président démocrate. D'autres présidents depuis ont vu leur veto rejeté mais c'étaient des républicains aux prises avec des Congrès où le parti adverse était majoritaire.

Le débat s'est d'ailleurs déroulé à la Chambre des représentants dans des conditions pénibles. La lecture du message dans lequel M. Carter justifiait son veto a été faite au milieu des rires, des quolibets, des huées et des sifflets, et la discussion, si l'on peut dire, a été si brève que les journalistes n'ont pas eu le temps de la chronométrer : *en tout cas, elle n'a* pas duré deux minutes.

C'est aussi un coup dur pour la politique étrangère de M. Carter et ses relations avec les alliés des Etats-Unis. Les rares hommes politiques partisans de la taxe et les journaux les plus influents ne manquent pas de le souligner : le rejet de la taxe est particulièrement mal venu avant la réunion d'Alger des producteurs de pétrole qui prendront acte du refus des Américains d'économiser sérieusement l'énergie, et avant le sommet de Venise des grands pays industrialisés préoccupés au premier chef par le renchérissement du pétrole. En défendant la politique de M. Carter, le président de la Chambre des représentants, M. O'Neill avait déclaré : *« Nous voulons montrer aux Européens que le président fait tout ce qu'il peut (...) c'est l'avidité des Américains qui est responsable du prix élevé du pétrole dans le monde. »*

L'argument n'a pas porté, pas plus que celui du président rappelant dans *son message, qui fit* tant rire la Chambre des représentants, que la France et l'Italie paient respectivement sur l'essence des taxes équivalant à 1,67 dollar et 1,69 dollar par gallon. Etant donné que la taxe américaine actuelle de 4 cents par gallon est la même depuis plusieurs décennies, fit remarquer le président, même avec une rallonge de 10 cents les Américains auraient toujours payé relativement moins d'impôts sur l'essence qu'il y a vingt ans.

Une mauvaise nouvelle en chassant une autre, la défaite de M. Carter au Congrès le disputait vendredi dans les titres des journaux et à la télévision avec la hausse du chômage. Celui-ci a atteint 7,8 % de la population active en mai, grimpant de 1,6 point depuis le 1er avril, soit la hausse la plus forte enregistrée en deux mois consécutifs depuis la fin de la guerre mondiale. Des chiffres qui, en dépit du ralentissement sensible de l'inflation, ne faciliteront pas la *réélection* du président.

MAURICE DELARUE.

● *Le Japon participera au développement des gisements pétrolifères de la baie de Bohai.* — Après la *signature*, la *semaine* dernière, avec la Petroleum Corporation de Chine d'accords groupés d'exploration et de développement de la baie chinoise de Bohai par les deux sociétés françaises Elf-Aquitaine et Total, le Japon et la Chine ont signé jeudi 5 juin à Tokyo deux projets communs de 1 milliard de dollars de développement des gisements pétrolifères de la même baie.

Ces derniers contrats concernent une zone de 25 500 mètres carrés. *Le Japon* participera à 49 % du projet et la Chine à 51 %, les forages de recherche devant commencer en janvier prochain et la Chine fournissant au Japon pendant quinze ans 42,5 % du pétrole brut produit. Les réserves dans cette partie de la baie de Bohai sont estimées à 788,3 millions de barils. — *(A.F.P.)*

AUTOMOBILE

TOUCHÉ PAR LA BAISSE DE SES VENTES EN R.F.A.

Opel envisage de réduire ses effectifs

De notre correspondant

Un porte-parole d'Opel, filiale allemande du groupe General Motors, vient de confirmer que l'entreprise étudiait la possibilité de procéder à des réductions d'effectifs afin de faire face à la baisse de la demande qui affecte les voitures de cylindrée moyenne. Les mesures actuellement à l'étude — mises en retraite anticipée et prime de départ volontaire — font l'objet de discussions entre la direction et le conseil d'entreprise. Ford Allemagne, également touché par la baisse des ventes, a déclaré qu'il n'envisageait pas de licenciements, mais qu'il poursuivrait les mises en chômage partiel (soixante et un jours chômés depuis neuf mois, au 30 juin).

Bonn. — L'industrie automobile de la R.F.A. présente aujourd'hui un aspect tout à fait inhabituel. *Alors que les perspectives restent* très satisfaisantes, aussi bien pour les voitures de grand luxe que pour les modèles les plus populaires, le marché des « familiales » de moyenne cylindrée est en train de s'effondrer. Ainsi s'explique que Daimler-Benz, B.M.W. et Volkswagen, continuent de prospérer alors que les filiales de groupes américains, Ford et Opel, sont en proie à de sérieuses difficultés.

Il est vrai que, même pour les acheteurs de Mercédès, les listes d'attente commencent à se raccourcir quelque peu. Cette catégorie de véhicules, toutefois, n'est guère affectée par la crise du pétrole, la plupart étant achetés par des firmes industrielles et commerciales, ainsi que par des organismes officiels *ou gouvernementaux*.

La transformation du marché apparaît de façon particulière*ment claire* chez B.M.W. Si depuis le début de l'année sa production s'est accrue de 5 %, la firme bavaroise le doit à la fois à ses modèles les plus luxueux et à sa série la plus populaire, alors que les B.M.W. « moyennes » sont nettement en recul.

Dans le secteur des voitures populaires, le groupe Volkswagen ne parvient pas à satisfaire la demande. Encore constate-t-on là aussi le recul de l'Audi 100, qui est déjà une voiture destinée à la classe « moyenne supérieure » alors que sa petite sœur Audi 80 réussit beaucoup mieux.

La situation est très différente aux usines Ford de Cologne. Cette firme occupait jusqu'ici une large part du marché de la grande voiture familiale. La Granada, voiture de « prestige » restant à la portée des classes moyennes, a vu au cours des derniers mois sa demande reculer de plus de 40 %. Aussi n'est-il pas surprenant que depuis bien des semaines quelque treize mille ouvriers (sur un total de cinquante sept mille cinq cents)) des usines Ford ne travaillent plus qu'à temps partiel. Encore la direction de l'entreprise croit-elle pouvoir surmonter cette crise sans procéder à des licenciements.

Il n'en va pas de même chez Opel. Là encore les commandes pour le modèle de prestige, la Senator, ont baissé de 50 %. Même la nouvelle version de la Rekord, sur laquelle l'entreprise de Rüsselsheim comptait pour relancer ses ventes, a très vite enregistré un recul sérieux alors qu'au départ ce modèle semblait particulièrement favorisé par le public. A la différence de Ford, les dirigeants d'Opel s'efforcent donc de réduire sérieusement leurs effectifs. Bien qu'aucun chiffre officiel n'ait été donné à cet égard, on croit savoir que le *sort de trois à quatre mille ouvriers* (sur quarante-deux mille) serait en jeu.

Des négociations se poursuivent en tout cas à Rüsselsheim pour convaincre les travailleurs de l'entreprise de prendre leur retraite dès l'âge de cinquante-neuf ans ou de partir volontairement munis d'une indemnité substantielle. Un aspect peut-être *paradoxal* de cette situation est que la firme Opel entend poursuivre un vaste programme d'investissements qui avait été conçu en des temps meilleurs. Cette attitude, toutefois, a pour effet d'accroître les inquiétudes du personnel, qui s'efforce d'obtenir des garanties contre les conséquences d'une rationalisation plus poussée.

JEAN WETZ.

AGRICULTURE

LES SOCIALISTES SAISISSENT LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL A PROPOS DE LA LOI D'ORIENTATION AGRICOLE

Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a saisi, jeudi 5 juin, le Conseil constitutionnel, à propos de la loi d'orientation agricole que le Parlement avait adoptée définitivement le même jour (« le Monde » du 7 juin). Ce recours, déposé en vertu de l'article 61 de la Constitution, porte sur l'article 29 de la loi, relatif à la « directive nationale d'aménagement rural ». Selon les socialistes, certaines dispositions découlant de cet article sont réglementaires et d'autres nécessairement de caractère législatif. L'article 29, à leurs yeux, est donc contraire aux articles 34 et 38 de la Constitution, qui définissent ces deux domaines.

L'article 29, estiment-ils d'autre part, parle de « directive nationale », ce qui, soulignent-ils, n'a pas de valeur juridique reconnue par la Constitution. Cet article 29 ne peut donc, selon eux, créer par voie législative une nouvelle catégorie d'actes réglementaires.

Le Conseil constitutionnel doit statuer sur un tel recours dans un délai d'un mois.

MONNAIES

« L'ECU POURRAIT MENACER LA CRÉDIBILITÉ DES DROITS DE TIRAGE SPÉCIAUX », estime M. Jean-Yves Haberer.

Au dîner annuel, qui a eu lieu le mercredi 4 juin, de la Chambre nationale des conseillers financiers, que présidait cette année le gouverneur de la Banque de France, M. Renaud de la Genière, M. Jean-Yves Haberer, directeur du Trésor et président du comité monétaire de la C.E.E., a fait une communication sur le thème « système monétaire européen et *système monétaire international* ». Pour M. Haberea, le S.M.E. a été d'abord la réponse européenne à la *« désagrégation »* du système international. D'une certaine façon le S.M.E. s'inspire de principes *« subversifs au sens positif de ce terme »*, dans la mesure, par exemple, où l'ECU constitue un moyen de remettre en circulation l'or des banques centrales. L'ECU menacerait la crédibilité du D.T.S. (droit de tirage spécial) émis par le Fonds monétaire, si on mettait ces deux actifs de réserve en concurrence. Comme « philosophie monétaire », le S.M.E. exprime la priorité donnée à la stabilité dans un monde voué au non-système. Cependant, si la naissance du S.M.E. a été, selon M. Haberer, facilitée par les circonstances, l'évolution récente est de nature à retarder le passage à la « phase institutionnelle » (celle à partir de laquelle l'actuel FECOM, *fonds européen de* coopération monétaire, sans existence véritable, se transformerait *en fonds monétaire européen*). Le fait que tous les pays du S.M.E. soient aujourd'hui en déficit poserait certainement des problèmes pour l'utilisation effective de l'appareil de crédit qu'il comporte (et dont on n'a pas eu encore besoin jusqu'à maintenant).

L'économie itali
V. — L

L'économie italienne entre le « miracle » et le masque

V. — La politique décriée mais omniprésente

par ROBERT SOLÉ

On comprendrait mal les problèmes de l'économie italienne si l'on n'évoquait pas leur dimension politique. Derrière les difficultés de l'industrie, de l'agriculture, des échanges de l'Italie (« le Monde » des 3, 4, 5-6 et 7 juin), on trouve souvent la trace des intentions ou des interventions politiciennes.

Comment oublier l'étonnant exercice de M. Forlani à un récent congrès de la démocratie chrétienne ? Candidat au secrétariat général du parti, cet ancien ministre des affaires étrangères interrompit son discours, tendit les mains vers la salle, puis les exposa devant les projecteurs : *elles étaient propres*. Les délégués applaudirent à tout rompre, comme s'il n'allait pas de soi qu'un candidat à un tel poste n'eut aucun scandale à se reprocher.

« Les mains propres », cela constitue un slogan électoral de première importance dans un pays où politique et économie sont inextricablement liées. Certes, on compte beaucoup de dirigeants honnêtes à Rome. L'ex-secrétaire général de la démocratie chrétienne, M. Benigno Zaccagnini, était même considéré comme un « saint laïc ». Mais trop de scandales réels ou présumés ont défrayé la chronique depuis vingt ans pour que le monde politique ne soit victime d'un soupçon *généralisé*.

L'Italie se distingue des autres grands pays du Marché commun par une série de facteurs dont la combinaison en fait un exceptionnel laboratoire politico-économique : l'importance de l'Etat dans la production et les affaires ; le maintien au pouvoir d'un même parti depuis trente-cinq ans ; l'existence d'une Eglise puissante et du plus grand P.C. d'Europe occidentale ; enfin, l'extrême rapidité avec laquelle des mouvements de toutes sortes — démocratisation, industrialisation, urbanisation, enrichissement, laïcisation — sont intervenus depuis la seconde guerre mondiale, bouleversant l'image de ce pays aux mœurs rurales. Cela explique en grande partie des manifestations violentes comme le terrorisme ou les enlèvements, qui, à leur tour, exercent une influence sur la vie économique et politique.

L'iceberg démocrate-chrétien

Les carences du pouvoir se résument en trois mots : *sottogoverno, malgoverno, nongoverno*. Est-il nécessaire de traduire ? On comprend de suite qu'il s'agit des voies parallèles par lesquelles s'exerce le pouvoir, ses faiblesses, le mélange de laisser-faire et de laisser-aller. Trois mots qui donnent une idée bien négative des rapports entre économie et politique, mais ne doivent pas faire oublier l'influence, la souplesse, l'ingéniosité et la modération avec lesquelles les Italiens agissent à tous les échelons de la *société*. En politique comme en économie, une série d'amortisseurs empêchent l'explosion, d'innombrables lubrifiants permettent à la machine de tourner. C'est le « miracle » permanent.

La démocratie chrétienne a assis son pouvoir sur l'absence d'alternative politique. Jusqu'à une date récente, les communistes étaient trop... *communistes* pour apparaître comme une force de rechange dans le cadre de cette démocratie. Et, en dehors d'eux, il n'y avait personne : avec un tiers des suffrages électoraux, le P.C.I. « hégémonisait » l'opposition, comme la D.C. « colonisait » le pouvoir. Les choses ont donné l'impression de changer en 1978, lorsque ces deux grands partis ont formé une même majorité parlementaire. Mais ils se sont paralysés l'un l'autre, les communistes regagnant l'opposition en 1979.

Depuis sa naissance au siècle dernier, l'Etat a joué un rôle économique prépondérant. La démocratie chrétienne s'est insérée dans cette tradition lorsqu'elle a occupé le pouvoir — pour ne *plus le lâcher — en 1945. Mais* ce parti majoritaire, s'il représente près de 40 % du corps électoral, ne s'est pas contenté de prendre le contrôle des leviers politiques : ils les a doublés d'organisations de masse, de type *corporatiste, qui collent* aux réalités les plus hétérogènes de la société.

Le portefeuille de l'agriculture, par exemple, n'a connu depuis trente-cinq ans, que des ministres démocrates-chrétiens, dont les principaux interlocuteurs appartenaient d'ailleurs à la démocratie chrétienne. Une énorme machine, le Federconsorzi, sorte de coopérative des coopératives, a été mis en place. Gérant les subsides publics pour l'agriculture, l'assurance obligatoire des paysans et même l'achat de certains produits industriels, elle voisine avec une association de petits propriétaires nettement prépondérante, la Coldiretti. Et ces deux organismes sont présidés par le député Paolo Bonomi, qui dirige un groupe de pression d'une trentaine de parlementaires démocrates-chrétiens.

En elle-même, la D.C. n'est pas une puissance économique. C'est son osmose avec l'appareil d'Etat qui est déterminante. Osmose très complexe : d'abord parce que ce parti a un ensemble de fiefs ; et ensuite parce qu'il préfère *gouverner par des voies parallèles*. Curieusement, il passe son temps à contourner cet Etat, où il campe depuis trente-cinq ans.

On aurait tort de considérer le *sottogoverno* comme une courroie de transmission entre une *formation centralisée* et des instruments périphériques. En fait, les influences sont à double sens. Si la D.C. contrôle des centres de pouvoir, *ceux-ci l'influencent* énormément. M. Bonomi exerce sur le parti gouvernemental des pressions au moins égales à celles du ministre de l'agriculture sur le Federconsorzi.

Les holdings d'Etat en donnent *une illustration quotidienne*. M. Mattei, fondateur de l'ENI, avait compris qu'il lui fallait « tenir » la classe politique dont il était le délégué. C'est lui qui dictait au ministre des participations d'Etat les décisions à prendre et non l'inverse. On assiste aujourd'hui à des rapports plus subtils, d'autant que les socialistes sont entrés dans le circuit. *Le scandale* des *fournitures* pétrolières de l'Arabie Saoudite, dévoilé à la fin de 1979, n'est-il pas apparu comme une lutte de clans au sein du P.S.I. ?

La démocratie chrétienne a dû partager le gâteau *(lottizzazione)* dans les organisme comme l'ENI et la radio-télévision d'Etat... Mais elle reste prépondérante dans le secteur bancaire et financier, *contrôlant tout le réseau des* caisses d'épargne, c'est-à-dire l'essentiel des crédits accordés aux collectivités locales et à de nombreuses entreprises.

On a parlé à juste titre de l'« *iceberg démocrate-chrétien* ». Ce parti, qui extérieurement ne paie pas de mine, dispose d'une implantation exceptionnelle. C'est vrai, bien sûr, dans le Sud, où la Caisse du Mezzogiorno représente un formidable instrument, avec ses ponts *sur* commande et ses « *routes électorales* ». Mais les *régions « rouges » n'échappent* pas non plus au pouvoir financier de la D.C., malgré l'énorme réseau des coopératives contrôlées par les communistes.

Le *sottogoverno* s'apparente souvent au *malgoverno*, quand on découvre, par exemple, que l'Italcasse — la banque centrale des caisses d'épargne — a prêté sans garantie des sommes considérables qui ne lui ont guère été rendues. Ou, pis encore, que de généreux pots-de-vin et subventions aux groupes politiques ont *été puisés également dans* les économies des citoyens. L'« arrosage » reste d'une pratique courante, malgré le financement public *des partis depuis 1972. La* machine politique se montre insatiable. Elle engloutit des milliards et en redemande constamment.

La frontière entre l'illicite et le truandage est floue. Dans le Sud, certains hommes politiques ont partie liée avec la Mafia. Ils s'en servent et elle les tient. Mais on assiste depuis quelque temps à une marginalisation de l'« honorable société ». Après avoir garanti la paix sociale dans des zones rurales, puis découvert la politique, elle s'est identifiée à des formes de délinquance à grande échelle (drogue, enlèvements) et *a perdu beaucoup de crédibilité*. Elle reste néanmoins une puissance économique dans les travaux publics, les transports ou les marchés de gros, mais une puissance divisée et géographiquement limitée.

Dans ce pays, l'Etat a toujours *été considéré* comme une chose étrangère dont on se méfie volontiers. Crier « *Governo ladro !* » (« Gouvernement de voleurs ! ») n'empêche pas le citoyen de tourner la loi dès qu'il le peut. Pour beaucoup d'Italiens, le pouvoir central est considéré comme une sorte d'assistance publique. Image souvent transposée à l'échelle de l'Europe : la C.E.E. apparaît non *seulement* comme une chaîne solide, qui empêcherait l'Italie de glisser vers l'Afrique du Nord, mais comme un « *super-Etat assistantiel* ».

Dernier volet de ce tryptique, le *nongoverno* correspond à des tendances profondes. Autant la législation sociale est tatillonne, autant le laisser-faire économique est un tabou. On dénonce à longueur d'année l'absence de planification. Mais cette tendance à programmer est étrangère au tempérament italien. La péninsule ne compte pas de ces « militaires » de l'économie que sont *les* polytechniciens ou les énarques français. Elle n'a d'ailleurs pas de grandes écoles. Les futurs ministres font leurs classes dans les partis politiques. L'apparition récente de quelques professionnels venus de l'université *est encore timide. On* les appelle d'ailleurs des « techniciens ».

De temps en temps, un grand coup est frappé. M. Pandolfi, ministre du trésor, s'était taillé un beau succès en 1979 pour avoir *élaboré* un plan triennal de développement. Mais cette tentative solitaire devait rester sans suite.

Les carences du pouvoir et de l'appareil administratif ont amené la magistrature à jouer *un rôle de substitution. De mo*destes juges soulèvent des scandales énormes en allant mettre leur nez dans des livres de comptes. Avec l'appui de la presse, ils sont devenus des héros. Plus d'un a succombé à la *tentation* du militantiste politique, ou à l'attrait du vedettariat.

Des contre-pouvoirs résistants

L'extrême gauche a souvent accusé les communistes de mettre de l'eau dans leur vin pour pouvoir entrer au gouvernement. Le reproche n'est qu'à moitié justifié. En fait, la pensée économique *du P.C.I. a autant évolué que* ses conceptions de politique étrangère.

Ce parti serait encore plus modéré s'il n'était talonné en permanence par des forces syndicales d'origine socialiste ou catholique. Aujourd'hui le P.C.I. favorise l'économie de marché et rassure les entrepreneurs après leur avoir fait très peur. Ils sont nombreux *à s'être jetés dans ses bras. Le* parti de M. Berlinguer ne propose pas la révolution. Il ne préconise pas de nouvelles nationalisations, mais veut simplement introduire « *des éléments de socialisme* » en Italie.

Il exerce une forte influence sur les syndicats et participe au gouvernement des plus grandes régions et municipalités. Ce pouvoir local est essentiel dans un pays où la régionalisation va bien *au-delà d'une simple décentrali*sation administrative. Les régions ont des compétences très étendues : agriculture, santé, travaux publics, etc. Ce sont des centres de pouvoir politique très recherchés, quoique en réalité très dépendants de l'Etat pour leurs finances.

Les syndicats ne cachent pas leur volonté d'être des protago*nistes politiques. Ils sont associés* à l'élaboration des lois et pas seulement des lois économiques. Une grève générale des métallos peut avoir pour but de déclencher une crise gouvernementale, comme ce fut le cas en décembre 1977. Mais l'influence politique des syndicats a décliné.

Le patronat n'a pas réussi à donner naissance à une force politique. Il hésite, lui aussi, entre la résistance et la collaboration. N'a-t-on pas vu M. Umberto Agnelli, numéro deux de Fiat, passer successivement du rôle de censeur de la démocratie chrétienne à celui de sénateur de ce *parti ? Son mandat n'a duré* qu'une petite législature : s'apercevant qu'il ne pouvait réformer grand-chose à Rome, le cadet des Agnelli est remonté dans le Piémont et s'est enfermé dans son usine pour n'en plus sortir.

L'Italie n'a pas, comme la France, une bourgeoisie dominante qui impose ses modèles culturels. Ce n'est pas en plus un *théâtre d'affrontements* permanents. On se rencontre, on se parle. Il arrive à un dirigeant syndical de dîner amicalement avec un *ministre démocrate*-chrétien. Phénomène récent, mais dont les racines remontent à la libération : la République italienne « *fondée sur le travail* » était née autour d'un consensus pour résoudre les questions sociales.

Sur le papier, le consensus existe. Que de fois n'a-t-on entendu parler ici et là des « *nécessaires réformes de structures* » ? Tout le monde semble être d'accord pour réduire le déficit public, investir dans le Sud, assainir l'industrie... Même en 1978, lorsque toutes les conditions politiques semblaient réunies, les dirigeants n'ont pas su ou pas voulu agir réellement. La démocratie chrétienne représente trop d'intérêts contradictoires pour *choisir un direction donnée*. Et le P.C.I., qui commence lui-même à devenir « *inter-classiste* », balance toujours entre « *un parti de luttes* » et « *un parti de gouvernement* ».

Seul un événement considérable *pourrait faire bouger les choses*. Tant que le corps électoral se distinguera par sa stabilité, les dirigeants ne seront pas incités à prendre le taureau par les cornes.

FIN

Aux Etats-Unis

LE CHOMAGE ATTEINT PRÈS DE 8 % DE LA POPULATION ACTIVE

Le chômage a de nouveau fortement augmenté en mai aux Etats-Unis : *+ 889 000*, atteignant 8,2 millions de personnes. Du coup le pourcentage des chômeurs dans la population active a atteint 7,8 % contre 7 % en avril et 6,2 % en mars. En avril 1979 le taux de chômage était de 5,8 %.

Cette détérioration rapide de la situation de l'emploi est la conséquence de la récession qui a commencé de frapper l'économie américaine après quatre ans et demi de forte — voire très forte — activité. Les secteurs actuellement le plus touchés sont l'automobile et le bâtiment dont l'activité est maintenant réduite environ de moitié par rapport à la normale. De même, la très *forte hausse des* taux d'intérêt qui s'était produite précédemment (avant la détente actuelle des même taux) a-t-elle freiné la demande des particuliers.

C'est au printemps 1975, alors que prenait fin la dure récession commencée en 1974, que les Etats-Unis connurent leur taux record de chômage ; 8,9 % en mai 1975. Ce pourcentage de sans-emploi *de la population active était* encore élevé à la fin de 1976 (7,8 %) plus d'un an après le début de la reprise.

La récession coïncide en revanche avec des effets heureux concernant l'inflation de mai, la hausse des prix de gros n'a été que de 0,3 % ce qui est la plus faible augmentation enregistrée depuis septembre 1977. Déjà en *avril la hausse des prix de gros* s'était nettement ralentie (+ 0,5 % contre 1,5 % en moyenne au cours du premier trimestre).

PLUS DE DEUX MILLE MILLIONNAIRES EN DOLLARS

Washington *(A.F.P.)*. — Les Etats-Unis comptent officiellement 2 092 millionnaires (en dollars), contre 1 776 en 1978, indique l'administration fiscale américaine. En outre, les revenus des Américains ont, en moyenne, progressé de 14 508 dollars en 1978 contre 13 372 dollars en 1977, soit une augmentation de 8,5 %. Ces chiffres *concernent les* déclarations rédigées en 1979 et portent sur les revenus touchés en 1978.

● *Publicitas Regie International (PRI)* vient de conclure un accord avec un groupe de presse américain, Sawyer Ferguson Walker Company, qui représente trente-huit journaux dans *vingt-trois* Etats des Etats-Unis. PRI est la filiale américaine de Régie-Presse, elle-même filiale spécialisée de Publicis S.A. Publicitas Regie International vient également d'acquérir le portefeuille de la société américaine Inta-Fields, qui comprend des contrats de régie avec quatre-vingt-cinq journaux en Europe, au Japon et en Afrique.

● *Les prix de détail en France* ont progressé de 1,1 % en mai par rapport au mois d'avril, selon l'indice de la C.G.T. D'après la Centrale syndicale les prix ont augmenté de 4,6 % par rapport au 1er janvier 1980 et de 14,8 % par rapport au mois de mai 1979.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



PENARROYA

Les actionnaires de Penarroya réunis le 4 juin 1980 ont approuvé les comptes de l'exercice 1979, qui se soldent par un bénéfice de 37 083 462 F. Après affectation de 55 millions de francs au poste « Autres réserves », le dividende net, payable à partir du 1er juillet 1980, a été fixé à 4 F par action, ce qui, compte tenu de l'impôt versé par ailleurs au Trésor, portera le revenu global à 6 F par action (contre respectivement 2 et 3 F pour le précédent exercice). L'assemblée générale a nommé administrateurs MM. Jean Bailly et Yves Rambaud, et renouvelé les mandats des autres administrateurs.

Analysant les résultats satisfaisants de 1979, le Président Bernard de Villeméjane a souligné qu'ils étaient essentiellement dus à la bonne conjoncture d'ensemble des principaux marchés, mais aussi à l'amélioration constante des performances industrielles et à la politique de recherche systématique de la société de valeurs ajoutées nouvelles.

Pour l'année en cours, M. de Villeméjane a indiqué que, après un bon premier trimestre, il paraissait prudent, compte tenu des modifications de conjoncture et des baisses des cours des principaux métaux intervenues depuis, de considérer que les résultats de 1980 n'atteindront pas ceux de 1979.

Le Président a fait part de la solution amiable qui est en vue avec les autorités chiliennes aux termes de laquelle Penarroya devrait recevoir 5,6 millions de dollars à titre d'indemnisation complémentaire de la cession des actions de la Société Disputada.

Le président devait également indiquer qu'une négociation était actuellement en cours avec les autorités portugaises, désireuses de détenir la majorité dans la société d'exploitation des gisements de minerais complexes de Nevès-Corvo, afin de définir la valeur des droits à céder et les principes d'organisation et de gestion qui devront prévaloir pour assurer le succès de cette nouvelle entreprise.

Il a précisé que, en l'état actuel du projet, l'exploitation, qui pourrait entrer en production en 1985, nécessiterait un investissement d'environ 150 millions de dollars, valeur 1980, et permettrait de produire, au rythme initial de 1 million de tonnes de minerai par an, 50 000 tonnes de cuivre contenu dans les concentrés.

Enfin, commentant le récent projet d'acquisition de la Société américaine R.S.R., M. de Villeméjane a souligné que si la récession et la situation de l'industrie automobile aux U.S.A. ne permettaient pas d'escompter cette année d'aussi bons résultats qu'en 1979, ces derniers donnaient la mesure de ce que l'on pouvait espérer dans le futur, et que la mise en commun des compétences des deux sociétés permettrait d'apporter de substantielles marges de progrès dans le secteur du plomb de deuxième fusion.

S.I.M.N.O.R.

L'assemblée générale, tenue le 30 mai, sous la présidence de M. H. Derely, a approuvé les comptes et le bilan de l'exercice 1979 et décidé de distribuer un dividende de 9,50 F, soit 15 347 725 F aux 1 615 550 actions.

Celui-ci sera payé le 1er août prochain :

— Au coupon 37 A, 7,31 F soumis à l'impôt sur le revenu ;

— Au coupon 37 B, 2,19 F exonéré d'impôt.

Le président a déclaré que le taux d'occupation des immeubles s'était maintenu, au cours du premier trimestre 1980.

Il a insisté sur la diminution sensible des prêts à long et moyen terme et sur la bonne tenue de la trésorerie.

LA ROCHETTE CENPA

Les comptes de la Rochette Cenpa S.A. pour l'exercice 1979 se sont soldés par un bénéfice net de 17,2 MF, après 33,6 MF de dotation aux amortissements, 32,8 MF de plus-values nettes sur cessions d'actifs et 8 MF de reprise de provision spéciale de réévaluation. En 1978, le résultat avait été une perte de 32,1 MF. Il sera proposé à l'assemblée générale devant se réunir le 30 juin 1980 d'affecter le bénéfice de l'exercice au report à nouveau.

Pour l'ensemble du groupe, le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 1 805,6 MF contre 1 520,6 MF en 1978. A structure comparable, la progression est de 21,1 %. Après 33,9 MF de plus values sur cessions d'actifs, le compte de pertes et profits s'est soldé par un bénéfice net consolidé de 36,1 MF dont 37,5 MF pour la part du groupe, contre une perte de 54,5 MF en 1978 dont 49,8 MF pour la part du groupe. La situation nette consolidée au 31 décembre 1979 ressort à 348,2 MF, soit 329 F par action.

HITACHI

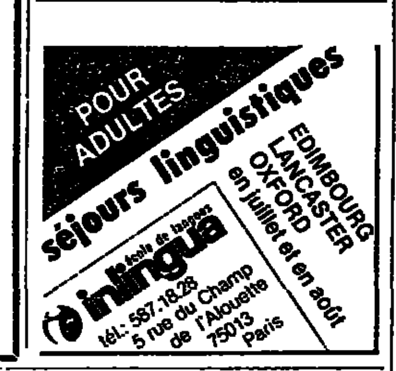
Chiffres caractéristiques de l'exercice 1979-1980
(Société mère seulement)

En millions de yen	Exercice 1978-1979 (1er avril 1978 31 mars 1979)	Exercice 1979-1980 (1er avril 1979 31 mars 1980)
Commandes reçues	1 854 464	1 977 618
Ventes nettes	1 509 445	1 698 130
Bénéfice net	37 538	53 088
Dividende de l'exercice par action (en yen)	6	6 (1)

(1) Dont 3 yen ont été mis en paiement en décembre 1979 à titre de dividende intérimaire.

CESSATION DE GARANTIE RÉSILIATION

Par suite de résiliation, l'ASCOBATT — Association pour la caution par les banques et les assurances des entreprises de travail temporaire, 26, rue Vernet, à Paris 75008 — fait savoir que la garantie conférée depuis le 27 juillet 1979 par la compagnie Les Assurances du Crédit, pour le compte de la Société Scott Industrie, 16, rue Madame-Lafayette au Havre (76600) et au profit d'une part de la Sécurité sociale et des institutions sociales, et d'autre part, au profit des salariés temporaires, prendra fin dans un délai de deux jours suivant la présente publication.



LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Vive reprise de l'or - Glissement du dollar

L'événement de la semaine a été la vive reprise de l'or, dans un marché que l'on sentait peu nerveux, et où les cours de l'once de 31,15 ont bondi de 530 dollars à près de 600 dollars, retrouvant leur niveau du 12 mars dernier. Le DOLLAR a continué à glisser en liaison avec la baisse du taux d'intérêt aux Etats-Unis, tandis que la LIVRE STERLING baissait momentanément mais très vivement sur une fausse « alerte aux taux d'intérêt », et que le FRANC FRANÇAIS restait particulièrement ferme.

Déjà quelque peu « chatouillé » depuis quelque temps, avec des « touches » très nettes (courtes reprises, suivies de rechutes et ainsi de suite), le marché de l'or s'est nettement animé en début de semaine, le cours de l'once passant de 530 dollars à 565 dollars, sur la rumeur fausse « que les otages américains avaient été dispersés en Iran et même exécutés en partie ». L'annonce, vraie, celle-là, d'attentats terroristes en Afrique du Sud contre les installations pétrolières, et en Cisjordanie, relançait les cours, retombés à 550 dollars, et, à la veille du week-end, on atteignait pratiquement 600 dollars dans une atmosphère nettement plus nerveuse. Certes, on est encore loin des 850 dollars atteints en janvier 1980, mais, selon les spécialistes, « toutes les conditions sont réunies pour une reprise du mouvement ». Les positions spéculatives ont été « assainies » après la « grande purge » de mars et avril, le plancher des 500 dollars, considéré comme une pierre de touche, n'a pas été pratiquement « cassé » : les opérateurs, notamment américains, sont tout prêts à essayer de relancer la machine, et ils semblent bien y êtes parvenus... Sur le front du DOLLAR, rien de nouveau, si ce n'est la nouvelle baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis (voir d'autre part) où l'on cote 9 1/2 % à 9 7/8 % sur toutes échéances. Ailleurs, la LIVRE STERLING a été très fortement secouée par une déclaration de Mme Thatcher sur l'utilisation du « remboursement » de 15 milliards de francs effectué par les partenaires de la Grande-Bretagne au sein de la C.E.E., qui pourraient être utilisés à réduire les dépenses publiques. « Cela facilitera la réduction des taux d'intérêt ». Immédiatement, la LIVRE, qui « tient » en partie grâce aux 18 % pratiqués outre-Manche, chutait de 4 %. Il fallut un démenti officiel pour ramener un peu de calme, et faire remonter la monnaie britannique. Le DEUTSCHEMARK n'est guère à la fête : l'excédent commercial ouest-allemand se contracte très vivement, tandis que le déficit de la balance des opérations courantes pourrait excéder 25 milliards de DM en 1980, estime l'Institut de recherches économiques de Hambourg. Tout cela fait, par un contraste très relatif, le bonheur du FRANC FRANÇAIS, toujours très ferme : le cours du DM pourrait glisser, à Paris jusqu'à 2,30 F, estiment certains. La LIRE ITALIENNE, enfin, s'est un peu raffermie après des rumeurs de dévaluation démenties à Rome. Dans son rapport annuel, M. Ciampi, gouverneur de la Banque d'Italie, très pessimiste, à dessein, sur la situation, actuelle et future, de son pays, n'a pas prononcé le mot de « dévaluation », mais laissé entendre qu'il était trop tôt pour l'envisager : il faut bien attendre que la saison touristique très brillante, ait pris fin !

F. R.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres...	—	2,3290	9,6141	3,8335	4,1351	66,2134	4,5403	1940,40
	—	2,3335	9,6607	3,8666	4,1548	66,5514	4,5727	1956,64
New-York.	2,3290	—	24,2248	60,7533	56,3221	3,5174	51,2952	0,1200
	2,3335	—	24,1546	60,3500	56,1640	3,5063	51,1245	0,1193
Paris.....	9,6141	4,1280	—	250,78	232,49	14,5198	211,74	4,9546
	9,6607	4,1400	—	249,85	232,52	14,5161	211,65	4,9373
Zurich....	3,8335	104,60	39,8740	—	92,7062	5,7896	84,4319	1,9756
	3,8666	165,70	40,0242	—	93,0637	5,8100	84,7137	1,9761
Francfort.	4,1351	177,55	43,0111	107,8675	—	6,2451	91,0746	2,1310
	4,1548	178,05	43,0072	107,4532	—	6,2430	91,0276	2,1234
Bruxelles.	66,2134	28,43	6,8871	17,2721	16,0123	—	14,5832	3,4123
	66,5514	28,52	6,8889	17,2118	16,0180	—	14,5808	3,4013
Amsterdam	4,5403	194,95	47,2262	118,4386	109,8000	6,8571	—	2,3399
	4,5727	195,60	47,2464	118,0447	109,8568	6,8583	—	2,3327
Milan.....	1940,40	833,15	201,8289	506,1664	469,2480	29,3053	427,36	—
	1956,64	838,50	202,5362	506,0350	470,9351	29,4004	428,68	—

LE MARCHÉ DE L'ARGENT

Nouveau recul aux États-Unis

Les taux d'intérêt ont baissé à nouveau cette semaine aux Etats-Unis, où le taux de base des banques a été ramené de 14 % à 13 % (contre 20 % le 3 avril dernier). Selon l'un des dirigeants de la Manufacturers Hanover, ce taux de base retomberait à 11 % ou 10 % d'ici à la fin de l'année, et pourrait même tomber au-dessous au début de 1981. Ce n'est guère se montrer grand prophète quand on constate que les bons du Trésor à trois mois valent 7,40 % et le taux des certificats de dépôts moins de 9 %. A la conférence monétaire internationale de la Nouvelle-Orléans, organisée par l'American Banker Association, M. Paul Volcker, président du « FED », a souligné qu'il s'attendait à une réduction de l'écart entre le taux de base et ceux des Federal Funds (marchés monétaires), qui pourraient revenir dans la fourchette de 7 % à 9 %, contre 9 % à 11 % actuellement. Pour M. Volcker, la chute des taux actuelle reflète « entièrement » une baisse de la demande de crédit et l'attente d'un fléchissement de l'inflation.

En France, le marché monétaire est resté stable, que ce soit au jour le jour (12 1/2 % - 12 3/8 %) ou à terme, la Banque de France ayant adjugé 8,5 milliards de francs à 8 1/2 %, en recul de 1/4 %. A long terme, la baisse du taux des emprunts du secteur public, observée la semaine dernière, ne s'est pas poursuivie, puisque, selon les indices Paribas, le rendement actuariel brut de ces emprunts, qui était revenu de 13,66 % à 13,48 %, et même 13,36 % au milieu de cette semaine, est remonté à 13,53 %, en raison d'un afflux de « papier » sur le marché secondaire. Pour les emprunts d'Etat, c'est la stabilité (12,89 % contre 12,91 %), tandis que le secteur privé fléchit légèrement (14,33 % contre 14,40 %). Sur le front des émissions, l'emprunt d'Etat à 13,25 %, lancé le 3 juin, s'est apparemment bien placé ; en tout cas la Rue de Rivoli n'a pas cru bon d'annoncer la clôture de la souscription. Cela n'a pas été la ruée, comme en janvier, mais tout s'est bien passé. Du coup, le calendrier a repris son tour normal, avec les 2 milliards de la B.F.C.F. à 14 % nominal (nouveau recul de 0,20 %), les 270 millions de la Caisse centrale des banques populaires à 14,50 %, et les deux emprunts du secteur privé, C.I.I.-Honeywell Bull pour 250 millions de francs et Soficam pour 180 millions de francs, lancés suivant une nouvelle formule (en fait, reprise de celle du G.I.S. en juin 1977) : indexation sur la moyenne arithmétique, majorée de 0,75 %, des taux moyens de rendement à l'émission des emprunts garantis et assimilés, établis par l'INSEE avec un plancher de 11 %, avec la faculté de racheter en Bourse chaque année 10 % de l'émission à un prix non inférieur au pair. Cette formule, plus adaptée au secteur privé, sera peut-être mieux accueillie que l'emprunt à taux variable lancé au début d'avril par les Automobiles Peugeot (taux du marché monétaire majoré de 10 % de sa valeur), qui n'a pas été un succès.

FRANÇOIS RENARD.

MATIÈRES PREMIÈRES

Reprise de l'argent

METAUX. — *Les cours du cuivre se sont repliés au Metal Exchange de Londres. La perspective d'une grève lors du renouvellement des contrats de travail à fin juin dans les raffineries américaines tend à s'estomper après l'accord qui vient d'intervenir entre la direction et les syndicats d'Alcoa.*

Après avoir progressé sur des rumeurs d'un report des liquidations par la General Services Administration de métal excédentaire de juillet à octobre, les cours de l'étain ont ensuite fléchi. Les ventes de métal américain commenceront bien le 1er juillet ; elles s'effectueront à un rythme bimensuel.

En corrélation avec la flambée des cours de l'or, l'argent a enregistré une vive progression sur les marchés de Londres et de New-York. La hausse frôle les 30 % sous l'impulsion d'achats spéculatifs, provoqués par un regain de tension au Moyen-Orient et la crainte d'un nouveau renchérissement du prix du pétrole.

Nouvelle baisse des cours du plomb à Londres qui reviennent à leur niveau le plus bas depuis deux ans.

En l'espace de cinq mois la baisse atteint près de 200 livres par tonne. Un producteur américain vient de réduire de 2 cents par livre le prix de son métal ramené à 34 cents. Le mois dernier, la diminution avait été de 4 cents par livre. Tant que les achats pour le compte de pays d'Europe orientale n'auront pas repris, les cours risquent de rester déprimés.

Repli des prix de l'aluminium qui touchent leur niveau le plus bas depuis neuf mois après la conclusion d'un contrat de travail chez un important producteur américain.

DENREES. — *La détente s'accentue sur les cours du sucre malgré la perspective d'une récolte inférieure de 4 millions de tonnes à la précédente.*

Le marché du café a fluctué au gré des rumeurs, démenties ensuite, de l'apparition de nouvelles gelées au Brésil. La récolte brésilienne de la saison 1980-1981 est estimée à 19,5 millions de sacs par l'Institut brésilien du café, inférieure de 1,7 million de sacs à la précédente. Des contrats ont déjà été signés pour vendre sur les marchés étrangers 15 millions de sacs.

CEREALES. — *Faibles variations des cours du blé sur le marché aux grains de Chicago. La Chine continue ses achats aux Etats-Unis qui s'élèvent désormais à près de 2 millions de tonnes.*

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	2 juin	3 juin	4 juin	5 juin	6 juin
Terme ...	135 619 335	106 736 669	118 425 708	124 692 758	172 754 790
Compt. ...					206 848 734
R. et obl.	233 143 176	283 703 732	339 081 453	246 963 155	
Actions	66 291 560	60 668 584	74 171 922	64 091 854	59 410 658
Total	435 054 071	451 108 985	531 679 083	435 747 767	439 014 182
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1979)					
Franç.	106,6	106,7	106,5	107,2	n. c.
Etrang.	105,7	105,1	104,8	106,4	n. c.
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100 28 décembre 1979)					
Tendance	105,9	105,7	105,9	106,3	106,7
(base 100, 29 décembre 1961)					
Ind. gén...	109	108,7	108,8	109,3	109,8

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 30/5	Cours 6/6
Or fin (kilo en barre)	73850	78300
— (kilo en lingot)	7370.	75 [illegible]
Pièce française (20 fr.)	668 30	689 10
Pièce française (10 fr.)	387	385
Pièce suisse (20 fr.)	536	560
Union latine (20 fr.)	510 10	527
• Pièce tunis. (20 fr.)	455	476
Souverain	683	730
• Souverain Elizabeth II	775 20	831
• Demi-souverain	419	418
Pièce de 20 dollars	2700	2730
— 10 dollars	1336 4.	1357
— 5 dollars	780	800
— 50 pesos	3070	3250
• — 20 marks	610	607
— 10 florins	523 50	529
• — 5 roubles	360	370

LA REVUE DES VALEURS

L'Air liquide ouvre le feu

Confirmant les rumeurs qui circulaient depuis un certain temps, M. Jean Delorme, président de L'Air liquide, a annoncé le lancement d'une augmentation de capital en espèces, la première depuis quatorze ans : 553 millions de francs vont être levés à raison d'une action nouvelle pour cinq anciennes, émise à 229 francs, du 16 juin au 17 juillet 1980. Entre-temps, une attribution d'actions gratuites (une pour six), jouissance du 1er janvier 1980, aura été effectuée à partir du 16 juin, la cinquième en cinq ans, mais les nouveaux titres n'ouvriront pas droit à la souscription. Ainsi, L'Air liquide a ouvert le feu des « grandes » augmentations en 1980, la seule en cours jusqu'à présent étant celle, petite, d'Arjomari (24 millions de francs). Il était *temps ! Les* candidats à l'appel au peuple, n'étant pas inépuisables, se sont faits rares. Depuis deux ans, il y a eu la C.G.E., la Française des Pétroles, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Lafarge, l'Oréal, Rhône-Poulenc... Parmi les « vaches sacrées », reste PUK, mais il lui faut régler auparavant le problème des aciers spéciaux. L'une des justifications de la loi Monory sur la déduction fiscale (de 5 000 francs), à savoir l'incitation aux appels de capitaux, se trouvait compromise. Alors, pourquoi pas *L'Air liquide* ? La société a-t-elle vraiment besoin d'argent ? Sans doute la « préparation de l'avenir » exige des capitaux, mais on a pu « *conseiller* » à M. Delorme de manifester publiquement un besoin qui tombe absolument à pic. — E. R.

Valeurs à revenu fixe ou indexées

La valeur de reprise des obligations « 4 1/2 % 1973 » qui seront admises en paiement des droits de mutation entre le *1er juin et le 30 novembre 1980* est fixée à 1 904,97 F. C'est également à ce prix que sont remboursées les obligations désignées

	6 juin	Diff.
4 1/2 1973 (1)	2 149	+ 131,50
7 % 1973	7 289	+ 410
10,30 % 1975	87,55	— 1,05
10 % 1976	88,30	inchangé
P.M.E. 10,6 % 1976	89	— 0,46
P.M.E. 11 % 1977	89,40	— 0,60
8,80 % 1977	98,25	+ 1,50
10 % 1978	86,50	— 0,85
9,80 % 1978	85,35	inchangé
9,45 % 1978	83,80	+ 0,40
8,80 % 1978	82,65	— 0,15
9 % 1979	80,90	inchangé
10 % 1979	85,30	+ 0,10
10,80 % 1979	88,90	+ 0,15
12 % 1980	96	inchangé
C.N.E. 3 % (2)	4 101	— 92,50

(1) Compte tenu d'un coupon de 4,50 F.
(2) Compte tenu d'un coupon de 41,50 F.

par le tirage au sort du 10 mars dernier. Cet emprunt, indexé sur l'or (napoléon) et le 7 % 1973 (lingot), ont vivement progressé cette semaine (6,5 % et 6 %) en liaison avec la reprise des cours du métal.

Filatures, textiles, magasins

Le bénéfice net réalisé en 1979 par *La Redoute S.A.* a atteint 49,7 millions de francs, contre 44,5 millions de francs (+ 12 %), soit 53,81 francs par action, contre 48,03 francs, et la marge brute d'autofinancement s'est élevée à *82,9 millions de francs*, contre 79,2 millions de francs (+ 4,7 %). Au niveau consolidé, ces chiffres sont respectivement de 44,9 millions de francs, contre 39,1 millions de francs (la différence avec le résultat non consolidé était imputable aux

	6 juin	Diff.
Agache-Willot	434	— 26
B.H.V.	106,50	— 0,30
C.F.A.O.	357	— 2
Darty	509	+ 10
Dollfus-Mieg	65,80	— 0,70
Gal. Lafayette	144,80	— 0,20
La Redoute	448	— 11,90
Lainière-Roubaix	48,40	+ 0,10
Prénatal	31	+ 0,10
Printemps	119	inchangé
Roudière	289	+ 4
S.C.O.A.	41	— 1

frais de retrait d'Espagne et de Belgique), et de 131,5 millions de francs, contre 104,4 millions de francs (+ 26 %). Le *dividende global est porté à 34,50 F* (+ 15 %).

Les comptes consolidés de la Société *Optorg* font ressortir pour 1979 un bénéfice net de 35,44 millions de francs contre 36 millions, la part de la maison-mère revenant de 31,4 millions de francs à 29,2 millions.

Les *Galeries Lafayette* ont réalisé en 1979 un bénéfice net consolidé de 36,7 millions de francs contre 27 millions en 1978.

Banques, assurances, sociétés d'investissement

Les Assurances Générales de France vont distribuer un dividende net de 33 F contre 30 F

	6 juin	Diff.
Bail Equipem. (1)	190,80	+ 2,80
B.C.T.	109,90	— 0,10
Banq. Rothschild	158,50	— 0,40
Cetelem	200	+ 23
Chargeurs Réunis	196	— 7
Cie Bancaire	329	+ 21,90
C.C.F.	170	+ 3
C.F.F.	461	+ 1
C.F.I.	243	— 4
Crédit du Nord	56	inchangé
Eurafrance	320	inchangé
Financ. Paris	229	— 1,20
La Hénin	369	+ 5
Locafrance	210	— 2
Locindus	375	+ 2,50
Midi	885	— 8
Prétabail	455	— 3,50
Pricel	219	— 1,60
Schneider	156,50	+ 2,50
Suez	288	+ 2
U.C.B.	172	+ 5

(1) Compte tenu d'un coupon de 15 F.

(49,50 F global contre 45 F). Le 10 juin prochain, la *Caisse des dépôts* offrira, au prix de 1,50 F, 876 750 droits de souscription (part de l'Etat) à l'augmentation de capital qui va débuter au prix unitaire de 695 F par action.

Métallurgie, constructions mécaniques

Au cours du débat qui a suivi l'assemblée générale de la société *Nord-Est*, le président, M. Hüe de la Colombe, « pense que l'exercice 1980 permettra d'assurer un dividende au moins égal à celui versé au titre de l'exercice 1979 (3,15 F global) ». « Mais il est hors de question de retrouver les distributions des années passées (celles d'il y a sept ou huit ans), qui assuraient de forts rendements. »

Jaz S.A. a enregistré une perte de 12,43 millions de francs en 1979.

Le chiffre d'affaires de *Valeo* (ex-*Férodo*) pour le premier mois de 1980 est en augmentation de 23 % sur l'année précédente, supérieur aux prévisions budgétaires. « Comparé aux perspectives du groupe, le cours de l'action traduit une défiance peu fondée vis-à-vis du secteur automobile et devrait logiquement s'orienter à la hausse », a estimé M. Pierre Caviézel, directeur financier.

	6 juin	Diff.
Aispi	96,80	— 1,20
Av. Dassault-Brég.	824	+ 4
Babcock-Fives	122,50	— 3,50
Chiers-Châtillon	14,90	— 0,20
Creusot-Loire	71,50	— 0,60
De Dietrich	677	— 18
FACOM	430	+ 5
Ferodo	358	+ 2
Gén. de Fonderie	206	+ 3
Marine-Wendel	40,60	— 1,15
Métal.-Normandie	56,20	+ 0,20
Penhoët	277,90	+ 0,90
Peugeot-Citroën	225	+ 2,20
Poclain	232	+ 4
Pompey	104	— 4
Sacilor	25,50	+ 2
Sagem	836	— 9
Saulnes	57,50	— 0,70
Saunier-Duval	129,90	+ 3,90
Usinor	12,70	— 0,05
Vallourec	77,20	— 0,80

General Motors pourrait enregistrer une perte en 1980, pour la première fois en soixante ans, ont laissé entendre les dirigeants du groupe. Ce dernier va investir 40 milliards de dollars (170 milliards de francs) en cinq ans.

Alimentation

B.S.N.-Gervais-Danone a annoncé, comme prévu, des résultats consolidés en très net redressement, à 247 millions de francs, *soit 106,92 F par action* en 1979 (part du groupe), contre 19,89 F en 1978, la marge brute (droits de tiers inclus) passant de 821 millions de francs à 1 147 millions de francs. La filiale Mecaniver a reçu de Pilkington Brothers 820 millions de francs et 7 % du capital du verrier britannique en paiement pour la cession des filiales verrières de B.S.N. en R.F.A.

	6 juin	Diff.
Beghin-Say	185	+ 0,20
B.S.N.-G.-Danone	976	+ 13
Carrefour	1 818	+ 10
Casino	1 242	+ 2
Gén. Occidentale	300	— 0,50
Guyenne et Gasc.	360	+ 5
Martell	565	+ 11
Moët-Hennessy	549	+ 14
Mumm	448	— 6
Olida-Ricard	225	+ 4,50
Pernod-Ricard	309,60	+ 9,80
Perrier	233	— 5
Radar	535	+ 14
St-Louis-Bouchon	174,10	— 3,40
Saupiquet	300	+ 15
Veuve Clicquot	850	+ 11
Viniprix	408,50	— 3,50
Nestlé (1)	8 330	+ 30

(1) Compte tenu d'un coupon de 150 F.

Bâtiment et travaux publics

Une reprise a été notée sur certains titres de travaux publics dans l'espoir d'un petit « coup de pouce » de la part des pouvoirs publics.

	6 juin	Diff.
Auxil. d'Entrep.	489,80	+ 39,30
Bouygues	622	+ 16
Chim. et Routière	130	+ 0,50
Ciments Français	147	+ 3
Dumez	755	+ 79
Ent. J. Lefebvre	266,20	+ 5,20
Gén. d'Entreprise	190,50	+ 3,50
Gds Trav. Marseille	453	+ 7
Lafarge	258,80	+ 1,30
Maisons Phénix	620	+ 9
Poliet et Chausson	281,50	+ 16,50

Matériel électrique, services publics

	6 juin	Diff.
Alsthom-Atlant.	64	+ 3
C.E.M.	47,10	— 0,90
CIT-Alcatel	1 626	+ 17
C.G.E.	386	inchangé
Crouzet	320	+ 5
C.S.F.	494	+ 2
Gén. des Eaux	430	— 13
Legrand	1 697	+ 27
Lyonn. des Eaux	377	+ 10
Machines Bull	56,60	— 2,40
Matra	9 310	+ 50
Mot. Leroy-Somer	725	+ 5
Moulinex	82,10	+ 1,90
P.M. Labinal	260	+ 14
Radiotechnique	309,10	— 0,90
S.E.B.	196	— 5,50
Signaux	655	— 8
Téléméc. Electr.	885	+ 30
Thomson-Brandt	211	+ 1,20
I.B.M.	234,10	+ 5,30
I.T.T.	116	+ 2
Schlumberger	469	+ 11
Siemens	615	

Produits chimiques

La Société *Duffour et Igon* a réalisé en 1979 un bénéfice net de 4,95 millions de francs contre 3,95 millions en 1978. Le dividende global a été porté de 24,75 francs à 31,50 francs.

	6 juin	Diff.
C.M.-Industries	506	+ 26,50
Institut Mérieux	770	+ 12
Laboratoire Bellon	422	— 3
Nobel-Bozel	45,90	+ 2,50
Pierrefitte-Auby	139	inchangé
Rhône-Poulenc	128	— 5,20
Roussel-Uclaf	262,20	+ 6,20
B.A.S.F.	330	— 2
Bayer	283	— 3
Hoechst (1)	269	— 6,20
I.C.I.	34	— 0,10
Norsk-Hydro	582	— 8

(1) Compte tenu d'un coupon de 12,20 F.

MINES, CAOUTCHOUC
Rien.

Pétroles

Pour le premier semestre de l'exercice au 30 septembre 1980, *Sogerap* a réalisé un bénéfice net de 30,08 millions de francs (dont 18,04 millions de plus-values exceptionnelles de cessions de titres) contre 15,24 millions un an plus tôt.

Pour le premier trimestre de l'exercice 1980, *British Petroleum* fait état d'un bénéfice net attribuable de 647,4 millions de livres contre 328,3 millions un an plus tôt, soit, sur des bases comptables comparables, 32,6 pence par action contre 17,5 pence.

	6 juin	Diff.
Elf-Aquitaine	1 378	— 20
Esso	280,50	+ 14
Franç. des Pétroles	255	+ 4
Pétroles BP	124,90	+ 5,90
Primagaz	289,80	+ 5,30
Raffinage	172,20	— 0,60
Sogerap	178	+ 9
Exxon	270,50	+ 3
Petrofina	749	— 1
Royal Dutch	350	+ 10

Mines d'or, diamants

Le groupe *Anglo American Corp.* a réalisé, à l'issue de l'exercice clos le 30 mars 1980, un bénéfice net de 306,6 millions de rands contre 202 millions un an plus tôt. Le dividende total de l'exercice ressort à 70 cents contre 46 cents.

	6 juin	Diff.
Amgold	344	— 13
Anglo-American	53,50	— 1,60
Buffelsfontein	167,50	— 4,40
De Beers	38,80	+ 0,55
Free State (1)	235,50	+ 5,60
Goldfields	44,80	+ 0,85
Harmony	84	— 2
Presid. Brand (2)	170	— 6,30
Randfontein	264	— 13
Saint-Helena	142,50	— 4
West Driefontein	350	— 25
Western Deep	184,90	— 4,10
West. Holding (3)	273	— 7,50

(1) Compte tenu d'un coupon de 21,10 F.
(2) Compte tenu d'un coupon de 14,20 F.
(3) Compte tenu d'un coupon de 30 F.

Valeurs diverses

Bic va lancer une O.P.A. sur la Société Conté (Baignol et Farjon plus Blanzy-Conté-Gilbert) au prix de 50 F, après accord entre tous les intéressés.

	6 juin	Diff.
A.D.G.	218	— 1
L'Air Liquide	552	+ 11
Arjomari	159	— 0,50
Bic	503	+ 3
Club Méditerranée	399	+ 19
Essilor	939	+ 45
Europe 1	924	— 1
Gle Ind. Part.	143,50	— 7
Hachette	246	+ 5
J. Borel Int.	143	— 4,50
L'Oréal	670	+ 13
Navigation Mixte	177,50	+ 0,50
Nord-Est	33,60	— 0,30
Presses de la Cité	302	+ 16
P.U.K.	112,10	+ 1,30
St-G.-Pt-à-Mouss.	133,50	— 0,40
SANOFI	398	— 0,20
Skis Rossignol	631	+ 6
U.T.A.	145	+ 1

Mines, caoutchouc, outre-mer

	6 juin	Diff.
Imetal	168,80	— 1,70
Kléber	58,90	+ 1,90
Michelin	850	— 10
Penarroya	37,50	— 2,50
Charter	13,50	— 0,85
INCO (1)	92,90	+ 4,90
R.T.Z.	37,50	+ 1,30
Union Minière (2)	108	+ 0,25
Z.C.I.	2,61	— 0,06

(1) Compte tenu d'un coupon de 0,60 F.
(2) Compte tenu d'un coupon de 7,25 F.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

	Nbre de titres	Val. en capit. (F)
4 1/2 % 1973	53 300	112 160 200
Elf Aquitaine	8 650	25 559 050
West Drief.	53 800	*19 668 912* (1)
C.M. Industr.	41 775	20 723 016
Sanofi	43 629	17 015 378

(1) Quatre premières séances seulement.

Séparer le Bongrain de l'ivraie

Ce jeu de mots facile s'applique à un véritable « événement » boursier, qui n'a sans doute pas de précédent : le 3 juin 1980, pour l'introduction à la cote officielle de 25 % du capital de Bongrain, soit quatre cent mille deux cents titres offerts à 480 F, il en a été demandé près de 33 millions ! Pour être sûr « d'en avoir », clients et intermédiaires avaient multiplié les garanties nécessaires par dix ou même par cent, ce qui a conduit à cette explosion... et à l'incapacité de coter, même « demandes réduites ». Tout le monde voulait donc du « Bongrain », et le record établi par l'introduction de Bic en novembre 1972 — sept millions de titres demandés pour trois cent mille offerts — était pulvérisé. La Chambre syndicale des agents de change a donc été obligée de faire ce par *quoi elle aurait* peut-être dû commencer... si elle avait su, à savoir obliger les demandeurs, clients ou intermédiaires à bloquer pendant une semaine auprès d'elle la contre-valeur en espèces du total des titres demandés aux cours limites fixés par eux, l'introduction étant renvoyée au 11 juin 1980. Voilà qui va, sans doute, faire retomber la mousse, et séparer les gens sérieux de ceux qui le sont moins, mais laisse sans réponse cette question : pourquoi une telle ruée sur Bongrain ? Ce n'est pas du pétrole, ni de la bureautique, ni des fusées... C'est du fromage, tout simplement, connu de beaucoup de gens, ou même de tous comme l'était la pointe Bic en 1972, d'où une partie de l'explication.

Le Caprice des Dieux en 1956, *puis le Tartare*, le Chaumes, le Saint-Albray, le Rambol aux noix, la Gueule d'Amour, le Chamois d'or... tout cela parle à l'estomac, sinon à la tête. Pour cette dernière, M. Jean-Noël Bongrain, fondateur et animateur de la firme, qui se destinait aux missions mais dut reprendre la petite maison paternelle, tient disponibles quelques chiffres, très parlants, eux-aussi : un chiffre d'affaires porté de 300 millions de francs en 1975 à 2,3 milliards de francs en 1979, dont 50 % à l'étranger, un bénéfice d'exploitation majoré de 70 % dans le même délai, un tonnage porté de *39 000 tonnes* à plus de 100 000 tonnes, 4 350 personnes employées, dont 1 300 à l'étranger, 27 établissements, dont 9 en Espagne, au Brésil et aux *Etats-Unis, 4 % du marché français* en volume et 10 % en valeur. Ce sont ces deux derniers chiffres probablement les plus significatifs et qui donnent *peut-être* une des clés d'une telle réussite : créer des produits « typés », des spécialités produites en grande quantité à qualité constante élevée et dégageant des marges également élevées, avec une politique de marque. Ce faisant, une entreprise privée de ce secteur esquive la concurrence d'un fort secteur coopératif sur certains marchés à fort tonnage mais à faibles marges.

Avancée depuis longtemps, toujours démentie, quel est l'avantage d'une telle introduction pour M. Bongrain et son groupe familial, propriétaire à 99 % et qui veut encaisser plus de 200 millions de francs ? Avant tout, assurer la pérennité de l'entreprise en évitant les transferts de majorité et les crises en cas de succession. Ses *héritiers* auraient de quoi payer les droits... — F.R.

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 2 AU 6 JUIN 1980

Retour en grâce de l'or

FORCE est de le constater, l'événement de cette semaine ne s'est pas produit à la corbeille du palais Brongniart, mais au sous-sol, sur le marché de l'or. Si les actions françaises, assez peu traitées, n'ont en effet progressé que d'environ un demi pour cent selon les différents indices, le métal jaune, lui, s'est adjugé près de 8 % de hausse, le lingot terminant la semaine à 79 000 francs, en progrès de 5 350 francs sur le cours du 30 mai. Quant au napoléon dont la clientèle se compose essentiellement de ce qu'il est convenu d'appeler les petits épargnants, il a monté de 11,80 francs pour terminer à 680,10 francs.

S'agit-il des prémices d'une nouvelle ruée sur le métal *jaune au détriment des actions ? Il est évidemment trop* tôt pour le dire. En tout cas, si les volumes d'échanges en or se sont fortement gonflés sur le marché international, à Londres notamment, il ne semble pas en avoir été de même à Paris. Autant qu'on puisse le savoir — il n'existe aucune statistique officielle sur le sujet, — les transactions « visibles » effectuées directement sur le marché parisien (non compte tenu des compensations entre achats et ventes opérées directement par les intermédiaires, banquiers, marchands spécialisés et agents de change) n'ont pas dépassé la cinquantaine de millions de francs en cinq jours. C'est peu. Très peu même puisque cela représente à peine la moitié de ce qui est échangé en actions françaises en une journée sur le seul marché à terme !

Et pourtant, s'il existe un problème aujourd'hui sur le marché des actions, c'est bien la faiblesse persistante de l'activité. On a pu à nouveau s'en rendre compte cette semaine puisque dès la séance de lundi, à l'issue de laquelle l'indicateur instantané a progressé de 0,10 %, chacun pouvait constater le désœuvrement des commis d'agents de change. Les cotations devaient d'ailleurs être encore expédiées au pas de charge lors de la séance suivante, l'indicateur s'effritant de 0,2 %. Mercredi idem, faiblesse des transactions et hausse, si l'on peut dire, de 0,1 %. Seule l'affaire « Bongrain » provoqua un peu d'animation dans les allées du palais lorsque fut connue l'ampleur de la demande concernant cette nouvelle valeur (33 millions pour 420 000 titres offerts. Voir encadré). Comme quoi, ce n'est pas l'argent qui manque à la Bourse — encore faudrait-il séparer le... bon grain de l'ivraie dans cette masse d'ordres d'achats !

La grève nationale du 5 juin empêcha la presse de faire écho à la séance du jour. Elle n'offrit, de toute façon, pas plus d'intérêt que les précédentes, l'indicateur progressant tout de même de 0,2 %. Un scénario à peu près identique se reproduisit à la veille du week-end (+ 0,3 %), sans pour autant atteindre le moral des professionnels.

Pour beaucoup d'entre eux, en effet, la période actuelle, outre qu'elle démontre la capacité de résistance d'un marché pourtant peu nourri par les acheteurs, n'est qu'une phase de transition. « On expédie les affaires courantes en attendant les encaissements de coupons et les souscripteurs aux Sicav Monory », disait un agent de change, ajoutant, l'œil malin : « Ça, au moins, c'est du sûr ! » Pour le reste, en effet, c'est une autre affaire...

Bourses étrangères

NEW-YORK
Mieux orienté

Le marché est resté très nerveux cette semaine à Wall Street, mais, quoique toujours confronté à des nouvelles économiques contrastées, il a adopté une tendance un peu mieux orientée.

De fait, l'indice Dow Jones a terminé en progrès de 10,66 points en cinq séances à 861,51 le 6 juin.

Selon les professionnels, ce sont les investisseurs institutionnels qui se montrent pourtant les plus actifs, leurs acquisitions ayant notamment porté à 196,57 millions d'actions le volume d'échanges de la semaine contre 150,21 la semaine précédente (quatre séances seulement).

	Cours 30 mai	Cours 6 juin
Alcoa	59 5/8	60
A.T.T.	53 3/8	52 7/8
Boeing	34 3/8	34 1/8
Chase Man. Bank	42 1/2	44 3/8
Du P. de Nemours	39 3/8	40 5/8
Eastman Kodak	53 1/8	55 1/8
Exxon	63 5/8	65 1/8
Ford	24 1/2	24 1/2
General Electric	49 5/8	50 7/8
General Foods	28 1/4	28 7/8
General Motors	44 3/4	44 1/8
Goodyear	12 3/4	13
I.B.M.	55 3/8	57 1/8
I.T.T.	28	27 7/8
Kennecott	28 3/8	29
Mobil Oil	73	73 3/4
Pfizer	41 1/8	42
Schlumberger	110 1/4	115 3/4
Texaco	35 5/8	35 7/8
U.A.L. Inc.	17 1/8	17
Union Carbide	43	43 1/2
U.S. Steel	18 5/8	18 1/2
Westinghouse	23 5/8	22 5/8
Xerox Corp.	57 1/2	57 3/8

LONDRES
Plus résistant

Est-ce l'accord intervenu à Bruxelles sur la réduction de la contribution britannique au budget de la C.E.E. ? Est-ce la promesse de Mme Thatcher de faire baisser les taux d'intérêts, promesse sérieusement tempérée par les autorités monétaires pour qui un tel repli reste subordonné à un ralentissement du crédit bancaire ? En tout cas, le Stock Exchange, qui perdait du terrain depuis plusieurs semaines, a fait montre de plus de résistance, et l'indice Financial Times a terminé à 428,5 le 6 juin contre 415,9 le 31 mai.

	Cours 30 mai	Cours 6 juin
Bowater	163	166
Brit. Petroleum	334	350
Charter	144	145
Courtaulds	72	64
De Beers*	9,26	9,55
Free States Geduld	38	36
Gt Univ. Stores	385	388
Imp. Chemical	352	356
Shell	380	398
Vickers	108 1/2	121
War Loan	32 3/8	31 3/4

(*) En dollars.

TOKYO
Effritement

Les cours se sont légèrement effrités cette semaine au Kabuto-cho, et l'indice Nikkei Dow Jones a terminé à 6 814,50 contre 6 855,70, et l'indice général est revenu de 466,48 à 464,95. Le volume des transactions de la semaine a légèrement diminué, revenant de 1 404 millions de titres à 1 162 millions.

	Cours 30 mai	Cours 6 juin
Canon	647	652
Fuji Bank	415	418
Honda Motors	582	571
Matsushita El.	685	682
Mitsubishi Heavy	180	180
Sony Corp.	2040	1990
Toyota Motors	835	832

FRANCFORT
Irrégulier

Réduite à quatre séances, la semaine s'est soldée par une légère baisse de l'indice Commerzbank, revenu de 709,6 à 703,8.

L'activité a été des plus réduites, la vague d'achats qui s'est abattue sur Hoechst étant d'autant plus remarquée, après la publication de ses excellents résultats trimestriels.

	Cours 30 mai	Cours 6 juin
A.E.G.	75	74,60
B.A.S.F.	144,30	144
Bayer	124,50	123,60
Commerzbank	163,50	162,80
Hoechst	115,60	115,90
Mannesman	115,50	115
Siemens	264,20	264,30
Volkswagen	185,50	181

N.S.M. absorbe la banque Jordaan

Sans surprise, puisque l'opération était convenue depuis la fin de l'année dernière, la *banque Neuflize-Schlumberger-Mallet* (N.S.M.), fleuron de l'ancienne haute banque protestante, a absorbé la banque Jordaan. Cette fusion était fort naturelle puisque ces établissements sont contrôlés tous deux par la puissante banque hollandaise.

Algemene Bank Nederland (A.B.N.) a raison de 71 % pour la holding N.S.M., S.A., propriétaire à 90 % de la banque du même nom, et de 99 % pour Jordaan. Après fusion, A.B.N. détiendra 78 % du nouvel ensemble qui, avec ses 11 milliards de francs de bilan, s'inscrira au quinzième rang des banques françaises. A vrai dire, cet ensemble n'est *pas tout à fait* comme les autres. Outre ses crédits aux entreprises, supérieurs à ses dépôts (3 milliards de francs), N.S.M. a toujours eu pour *spécialité la gestion* du portefeuille des particuliers (15 milliards de francs actuellement, soit le quart de ce que *détient sous dossier la Société* Générale par exemple). La banque Jordaan, qui représente environ le tiers de N.S.M., apporte son département « crédits aux P.M.E. » et son service des changes, encore important bien qu'il ait perdu ses deux meilleurs cambistes au profit de la Midland B.C.T. Le nouvel établissement, qui comptera quatorze lieux d'exploitation, s'appuiera sur le réseau international très étendu d'A.B.N. et sera présidé par M. Rémy Schlumberger, la présidence du directoire étant confiée à M. Jean Brunet-Moret (sans changement). Ce sera le principal point d'appui des banques hollandaises en France, l'autre étant la participation de 45 % prise récemment par la Nederlandsche Middenstand dans la très prospère Interunion, banque de *crédit à moyen terme*.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

A B C D E F G

Le numéro du « Monde » daté 7 juin 1980 a été tiré à 544 892 exemplaires.

MALGRÉ LA SAISIE DE LEUR MATÉRIEL

Les trois radios libres ont repris leurs émissions

Malgré la saisie, le mercredi 4 juin, à Auby (Nord), du matériel de Radio-Quinquin, la station libre de la C.G.T. (le Monde *des 5 et 7 juin), un meeting a été organisé sur les lieux, le vendredi 6 juin, à l'appel de cette centrale syndicale et du parti communiste. A cette occasion, des responsables de la C.G.T. ont vivement critiqué l'attitude du parti socialiste et s'en sont également pris à la C.F.D.T. M. Laroze, secrétaire confédéral de la C.G.T., a annoncé, ce samedi 7 juin, qu'il démissionnait du parti socialiste.*

Radio-Quinquin a recommencé à émettre dès le vendredi 6 juin à 18 heures. Une nouvelle antenne avait déjà été érigée le mercredi sur le clocher de l'église d'Auby, un studio ayant été réinstallé dans la mairie provisoire. Ces émissions, qui ont une portée d'une vingtaine de kilomètres, sont néanmoins brouillées actuellement. Le maire de la commune, M. Aldebert Valette, doit se rendre le lundi 9 juin à Amiens pour répondre à une convocation du juge d'instruction.

Lorraine-Cœur d'acier à Nancy et Radio-Paris-80, dont le matériel a été également saisi ces derniers jours, ont aussi repris leurs émissions malgré le brouillage.

Les animateurs de Lorraine-Cœur d'acier, à Longwy, qui avaient suspendu leurs émissions en signe de solidarité, ont repris leur programme vendredi. Selon les responsables de la C.G.T. de Longwy, tout a été organisé pour que L.C.A. soit défendue « contre toute agression policière ».

Enfin, trois radios libres lyonnaises, Radio-Canut, Radio-Lézard et Radio-Pipelette viennent de se regrouper pour lancer une radio libre permanente (la première émission devrait avoir lieu le lundi 9 juin à 19 heures). Une autre radio devrait émettre du 4 au 11 juin à Saint-Ouen-l'Aumône, dans le Val-d'Oise : M. Alain Richard, maire et député socialiste, a choisi ce moyen pour présenter à ses électeurs le bilan de son mandat à mi-chemin des élections municipales.

D'autre part, M. Jean-Pierre Pineau vient d'être nommé « chargé de mission de Radio-France, responsable de la station expérimentale » qui sera lancée à Melun, au mois de septembre prochain, sous la responsabilité de cette chaîne de radio. Cette station sera la dernière, parmi les radios expérimentales actuellement prévues, à être mise en place, après Fréquence-Nord de la région lilloise, Radio 7 pour les jeunes, en région parisienne (déjà en fonction), et celle de Mayenne, en milieu rural, qui sera inaugurée le 12 juin.

LE DÉMANTÈLEMENT DE RADIO-QUINQUIN

M. Laroze (C.G.T.) quitte le P.S.

De notre correspondant

Lille. — M. Jean-Claude Laroze, secrétaire confédéral de la C.G.T., qui a participé, le vendredi 6 juin, au meeting organisé par la C.G.T. et le parti communiste à Auby pour protester contre le démantèlement de Radio-Quinquin, a annoncé, ce samedi 7 juin, à Lille, qu'il démissionnait du parti socialiste pour protester contre l'attitude des dirigeants de ce parti et notamment celle de M. Pierre Mauroy, maire de Lille.

M. Laroze a expliqué son attitude en ces termes : « *En appelant à plusieurs reprises à la fermeté du gouvernement à l'égard de la C.G.T. et de Radio-Quinquin, M. Mauroy s'est rendu complice, volontairement ou non, d'un acte factieux contre la liberté d'expression et le droit à l'information.* »

De son côté, M. Mauroy affirme que la C.G.T. « *s'appuie sur un amalgame. Je suis sûr que, si l'on supprimait le monopole, les radios C.G.T. ou écologistes seraient vite couvertes par le matraquage publicitaire. Je ne comprends pas la démarche de la C.G.T. Pour un peu, j'aurais commandé l'opération policière d'Auby ! Au fond, les communistes et nous, socialistes, défendons la même position : la radio et la télévision doivent être un service public qui doit répondre au droit d'expression des travailleurs. C'est parce que cette aspiration n'est pas satisfaite que les stations pirates ont proliféré.* »

« On ne nous fera pas taire »

Plusieurs milliers de personnes ont participé, vendredi, au meeting organisé, à Auby, par la C.G.T. et le parti communiste. A cette occasion, MM. Fernand Dumez, secrétaire départemental de la C.G.T. ; Jean-Claude Laroze ; et Georges Hage, député communiste, ont dénoncé, une nouvelle fois, en termes très fermes, l'intervention des forces de l'ordre : « *C.R.S. et gardes mobiles sont entraînés pour mater les travailleurs... Plus que jamais giscardisme est synonyme de totalitarisme...* » Mais les dirigeants de la C.G.T. ont affirmé : « *On ne nous fera pas taire, tant que nous n'aurons pas sur le réseau public la part qui revient aux organisations de travailleurs...* »

Les orateurs ont aussi vivement critiqué la C.F.D.T., lui reprochant de « *renvoyer dos à dos le gouvernement et la C.G.T. sous prétexte de défendre le monopole...* ».

Une souscription a été lancée pour la renaissance de Radio-Quinquin. « *Le vol du matériel de Radio-Quinquin ne profitera ni au gouvernement, ni au patronat, ni à ceux qui veulent faire taire la C.G.T. car, nous en sommes persuadés, toute la semaine prochaine des millions de francs seront collectés pour que non seulement nous émettions sur le secteur que nous couvrions déjà, mais aussi sur Lille, Dunkerque et l'Avesnois.* »

GEORGES SUEUR.

PROTESTATIONS

● *M. Paul Quilès*, membre du secrétariat national du P.S., député de Paris, s'élève contre les inculpations prononcées à l'encontre d'animateurs de Radio-Paris-80. « *Encore une fois, il y a deux poids, deux mesures,* dit-il. *M. Giscard d'Estaing, qui se permet depuis plusieurs années de violer en toute impunité la loi sur le monopole, se pose aujourd'hui en défenseur de ce même monopole. Les socialistes, attachés à la notion de service public de l'information et à la liberté d'expression, sont solidaires de ceux qui se battent contre la monopolisation de l'information, pour la défense des libertés chaque jour un peu plus mis à mal dans notre pays.* »

● *La Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T.* proteste « *avec indignation contre les interventions policières* ». « *Non content de coloniser tous les moyens d'information écrits et parlés,* dit-elle, *le pouvoir perd son sang-froid lorsque pour percer cette chape de plomb sur les moyens d'expression, la C.G.T. entend se faire entendre* ».

● *Le bureau politique du parti communiste marxiste léniniste* condamne « *les intervention policières contre les installations d'une radio libre C.G.T. à Auby dans le Nord et contre la Bourse du travail de Nancy...* ».

● *Le secrétariat national du mouvement des radicaux de gauche* s'élève, dans un communiqué, « *contre les interventions policières décidées par le gouvernement pour interrompre brutalement les émissions des radios libres* ». Il ajoute qu'il « *défendra, dans son manifeste qui sera adopté lors de son prochain congrès, le principe des radios libres, seule manière d'établir des contre-pouvoirs dans le domaine de l'information* ».

● *Radio Ivre* exprime « *sa solidarité au collectif Radio-Paris-80* ».

APRÈS UN ORDRE DU JOUR DU CHEF DE L'ÉTAT

Le Soldat inconnu d'Indochine est inhumé sur le sol national

Au cours d'une cérémonie religieuse et militaire, organisée samedi 7 juin aux Invalides à la mémoire du Soldat inconnu d'Indochine — à laquelle participaient des représentants des trois armes, — M. Giscard d'Estaing a adressé un Ordre du jour aux armées, déclarant notamment :

« *Notre patrie accueille, face au drapeau, le Soldat inconnu d'Indochine. Il est mort pour la France !* (...).

» *Avec lui se ferme une page glorieuse de notre histoire. Durant plus d'un siècle, un empire et deux Républiques ont fédéré les peuples de la Cochinchine, de l'Annam, du Tonkin, du Cambodge et du Laos. Cette œuvre est celle d'hommes dont le génie militaire et les talents d'administrateurs ont imprimé à ces contrées lointaines la marque de nos armes et de nos lois* (...).

» *Lorsque les temps se seront apaisés, l'histoire pourra juger l'œuvre de ceux qui ont accompli en Indochine une grande tâche, et mesurer la contribution que la France a apporté au progrès des peuples de cette autre moitié du monde* (...).

» *Dans les grandes secousses qui ont ébranlé l'Asie dans ce monde lointain où se cherche douloureusement la paix, la voix de la France demeure respectée et entendue.*

» *Sa pensée, sa langue, son rayonnement, survivent aux tourmentes. Son message se fonde sur le dialogue entre les nations dans le respect de leur indépendance et de leur souveraineté.*

» *Mais les liens du passé subsistent dans le présent : terre de liberté, la France accueille aujourd'hui comme des frères ceux que d'autres combats éloignent de leur patrie.* »

Le chef de l'État a conclu :

« *Officiers, sous-officiers, officiers mariniers, soldats, marins et aviateurs, nul ne saura qui repose dans la tombe de l'Inconnu de l'Indochine. Son nom et son origine sont perdus* (...)

» *Seul subsistera pour vous, pour vos anciens, et pour les générations futures, le symbole de ce qui fut une grande aventure pour la France.* »

Le cercueil du Soldat inconnu d'Indochine était transféré, samedi après-midi, dans le Pas-de-Calais, pour être inhumé dans la nécropole nationale de Notre-Dame-de-Lorette. La cérémonie d'inhumation, prévue le dimanche 8 juin, sera présidée par M. Maurice Plantier, secrétaire d'État aux Anciens combattants.

Aux Nouvelles-Hébrides

LE PREMIER MINISTRE DEMANDERAIT UNE INTERVENTION MILITAIRE DE LA FRANCE ET DE LA GRANDE-BRETAGNE

Le premier ministre des Nouvelles-Hébrides, M. Walter Lini, aurait demandé à la France et à la Grande-Bretagne d'envoyer une force militaire pour mettre fin à la rébellion sur l'île d'Espiritu-Santo. Cette nouvelle a été donnée samedi soir par la radio australienne A.B.C. (Australian Broadcasting Commission).

Les derniers otages des rebelles ont été relâchés et ont quitté l'île samedi. Le commissaire de district de l'île, M. Job Dalesa, le chef de la police du district, et huit officiers de police ont quitté Santo à bord de la chaloupe du commissaire-résident français, samedi en fin d'après-midi, et devaient arriver à Port-Vila dimanche matin.

La libération des otages était une des conditions imposées par le premier ministre pour l'ouverture de négociations avec les éléments sécessionnistes de l'île et leur chef, M. Jimmy Stevens.

A Montbéliard

LE SECRÉTAIRE DE L'AMICALE DES OUVRIERS TURCS EST TUÉ

M. Mehmed Yavuz, vingt-cinq ans, d'origine turque, ouvrier spécialisé à l'usine Peugeot de Sochaux (Doubs), a été tué d'un coup de couteau à cran d'arrêt, alors qu'il s'interposait pour séparer des compatriotes qui en venaient aux mains sur le parking de l'usine. M. Yavuz, militant C.G.T. et secrétaire de l'Amicale des ouvriers turcs de Montbéliard, était père de deux enfants.

Le meurtrier, M. Yusuf Tepeli, trente-sept ans, également ouvrier spécialisé chez Peugeot, aurait — selon la police — agi pour se défendre et sans intention de donner la mort. Il serait connu dans l'usine pour ses sympathies à l'égard de l'extrême droite. M. Tepeli a été écroué et doit être présenté ce samedi 7 juin au parquet.

L'union locale de la C.G.T. affirme que, les 31 mai et 1er juin, s'est tenue à Bâle, en Suisse, une réunion de « fascistes turcs » à laquelle participaient plusieurs ouvriers turcs de la région. Selon cette dernière, « il aurait été décidé, au cours de cette réunion, de supprimer des progressistes, des socialistes et des communistes turcs militant en France ».

NOUVELLES BRÈVES

● *M. Georges Marchais* a reçu un « *chaleureux télégramme de félicitations* » que le comité central du parti communiste de l'U.R.S.S. lui a adressé, vendredi 6 juin, à l'occasion de son soixantième anniversaire. « *Les communistes soviétiques apprécient votre souci de renforcement des rapports fraternels de solidarité entre le P.C. français et le P.C. de l'U. R. S. S.* », déclare notamment ce message.

● *Plusieurs dizaines de militants communistes* ont adressé, vendredi 6 juin, une pétition à M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., pour protester contre le procès en diffamation qu'il a intenté au secrétaire fédéral du P.C.F. du Territoire de Belfort, et pour lui demander de retirer sa plainte. Le secrétaire fédéral du P.C.F., M. Martin, avait accusé le dirigeant de la C.F.D.T. d'avoir « *pacifié l'Algérie au lance-flammes* ».

● *Une manifestation de cheminots C.G.T.* était organisée, le 6 juin en gare d'Agen (Lot-et-Garonne), lors du passage du ministre des transports, qui inaugurait la liaison rapide Montauban-Bordeaux.

Après l'attentat qui avait détruit dans la matinée quatre porte-caténaires et l'avait retardé de plusieurs heures, le convoi officiel avait été arrêté à Villeneuve-d'Agen (Tarn-et-Garonne) par une manifestation d'opposants à la politique nucléaire du gouvernement.

A Agen, M. Pelissier, le président de la S.N.C.F., M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères, président du conseil général du Lot-et-Garonne, et le ministre des transports, ont, tous trois, stigmatisé l'attentat commis dans la matinée.

M. Pelissier a indiqué que mille deux cent vingt-six attentats ou actes de malveillance avaient été commis contre des installations de la société nationale depuis le début de l'année, au lieu de neuf cent six durant la même période de 1979.

Vingt-trois trafiquants de drogue sont arrêtés dans le midi de la France et la région de Milan

De nos correspondants

Marseille. — *Vingt-trois trafiquants de drogue, dont sept Français, ont été arrêtés au cours d'une vaste opération de police menée conjointement par les spécialistes de la brigade des stupéfiants du S.R.P.J. de Marseille à Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes) et par leurs homologues italiens, dans la région milanaise. Trois laboratoires clandestins de transformation d'héroïne dans la banlieue de Milan ont été démantelés. Soixante kilos de morphine-base et 20 kilos d'héroïne pure étaient saisis.*

Les rescapés de la French Connection avaient pris le large après le démantèlement du réseau marseillais dans les années 70. Mais, depuis février 1978, plusieurs découvertes attestaient que les « chimistes » marseillais continuaient leurs activités.

Parmi les sept Français arrêtés, se trouve Jean Jehan, surnommé « *le Pépé de la chnouf* », âgé de quatre-vingt-deux ans, appelé aussi « *l'Américain* » — il a passé trente-six années aux États-Unis et au Canada. Il a été arrêté à Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes) dans son appartement. Pour les policiers, il est le « cerveau » de l'organisation en même temps que le mandataire en France et en Italie des acheteurs de la mafia américaine.

Il était fiché comme trafiquant par le Narcotic Bureau depuis 1939 mais sa dernière condamnation remontait à 1927.

C'est lui qui, en 1962 à New-York, devait réceptionner une voiture chargée de 250 kilos d'héroïne et convoyée par le présentateur de télévison Jacques Angelvin.

Tout comme Robert Kechichian, trente-cinq ans, commerçant, domicilié à Cagnes-sur-Mer, Jehan a été écroué.

Autre personnage arrêté, Marcel Gambotti, âgé de cinquante-huit ans, caïd de la pègre niçoise mêlé, assure-t-on, à la guerre des gangs qui a ensanglanté le milieu azuréen mais ayant toujours réussi à échapper à ses adversaires et aux policiers. Après le hold-up fameux de la poste Thiers à Nice, en 1957, il avait été condamné à trois ans de prison.

En août 1977, il avait été condamné à six mois de prison pour proxénétisme.

Les policiers italiens pensent avoir arrêté un « *gros bonnet* », en la personne d'Orazio di Maggio, quarante ans. Ils ont également arrêté les « chimistes » marseillais qui travaillaient pour lui, Joseph Ettori, cinquante ans, de Cannes, Léon Toscano, cinquante-deux ans, de la Ciotat, Jean-Baptiste Constantini, originaire de Ghisonaccio, Guillaume Vaili, cinquante-deux ans, originaire de Porto-Vecchio en Corse, ainsi que Marcel Gambotti, cinquante-huit ans, connu dans le milieu niçois. — J. C. et M. V.

SELON LES PRODUCTEURS FRANÇAIS

Le soutien du marché des céréales risque de coûter autant que celui du lait en 1985

Les excédents céréaliers seront-ils, d'ici cinq à six ans, le problème dominant de la C.E.E., au même titre que aujourd'hui les produits laitiers ? C'est la question qui agite l'Association générale des producteurs de blé et son congrès, prévu les 11 et 12 juin à Toulouse.

Au cours de la période 1980-1985, couverte par le VIIIe plan, la production céréalière française devrait connaître une nette progression. Aujourd'hui, la part des dépenses communautaires consacrée au soutien des céréales (restitution à l'exportation surtout) correspond à la part de la valeur de cette production dans la production totale (soit environ 16 %). Si le marché intérieur, celui de la consommation des céréales par l'élevage européen, n'absorbe pas assez cet accroissement de production, le coût des dépenses de soutien à l'exportation risque de devenir prohibitif. Le risque existe, en effet, de voir se développer encore les importations de produits de substitution de céréales (P.S.C.), le manioc surtout, concurrents donc des céréales fourragères européennes. En ne limitant pas, par une taxe, ces importations, la Communauté se pénalise deux fois : elle se prive d'une recette, et elle augmente ses dépenses puisque le volume des céréales exportables s'accroît d'autant. L'A.G.P.B. a envisagé sur ce thème trois scénarios du futur :

● La poursuite des tendances actuelles : d'ici à 1985, les importations de P.S.C augmentent de 9 à 15 millions de tonnes. La consommation de blé et d'orge par le bétail est réduite de 12 millions de tonnes. Les ventes françaises dans la Communauté diminuent de 25 %. La C.E.E., aujourd'hui déficitaire, devient exportatrice nette : les ventes sur pays tiers doublent pour le blé, triplent pour l'orge. Les dépenses de soutien sont alors comparables à celles du marché laitier.

● Les prix du blé et de l'orge sont diminués pour favoriser l'utilisation des céréales fourragères en Europe. Selon l'A.G.P.B., cette mesure seule serait impuissante à rétablir la situation.

● D'où le troisième scénario, qui ajoute à cet aménagement des prix, une limitation et une taxation des P.S.C. La consommation animale des céréales s'accroît, les ventes en Europe se maintiennent, la Communauté est autosuffisante et non plus excédentaire, ce qui n'empêche pas un développement « *plus harmonieux* » des exportations vers les pays tiers.

« *On aboutirait ainsi,* écrit l'A.G.P.B., *à un modèle vraiment européen d'alimentation du bétail, calqué, non pas sur le modèle américain à base de maïs, mais fondé sur les ressources françaises, blé et orge.* »

Pour ce faire, l'A.G.P.B. propose d'abaisser de 8 % le prix de référence des blés fourragers, à la condition que soit rétablie l'intervention permanente et augmentés les prix des blés panifiables.

Là où le bât blesse, c'est que le scénario ne semble guère applicable, les Allemands étant opposés à la modification des rapports de prix et les Hollandais à la taxation des P.S.C. « *Ce qu'il faut,* estime M. Neeser, président de l'A.G.P.B., *c'est un peu plus de volonté politique. Mais on ne s'occupe pas des céréales en France, sous prétexte que c'est un secteur sans problème.* ». - J.G.

SUPPLEMENT AU NUMERO 10996, NE PEUT ETRE VENDU SEPAREMENT DIMANCHE 8 JUIN 1980

Le Monde
DIMANCHE

Les enfants terribles...



L'UNIVERS DE SENDAK VU PAR PASCALE COLLANGE

...de Maurice Sendak

« Je vais te manger », dit Max à sa mère. Les héros de Maurice Sendak sont les enfants de Mickey et de la psychanalyse.

CATHERINE CHAINE

LE livre d'enfants a un nouveau maître : il s'appelle Maurice Sendak. Cet Américain de cinquante et un ans, fils d'émigrés juifs polonais, est l'un des premiers, depuis la mort de Jean de Brunhoff, l'auteur des inoubliables *Babar*, à avoir sorti *l'album enfantin de la mièvrerie où il végétait. Dès ses premiers dessins*, il a rompu avec l'atmosphère de nursery, *le bleu et le rose, du livre* d'images. D'abord parce que, comme *Gustave Doré ou Grandville*, Maurice Sendak n'est pas un *« dessinateur pour enfants »*, mais un grand dessinateur tout court. Ensuite parce qu'il a été le premier à dire en images ce qu'il a compris et ressenti dans sa psychanalyse et dans sa vie.

Avec ses dessins, il tord vigoureusement le cou aux tabous des puritains et donne forme à ses rêves et à ses peurs. Son premier livre important, *Max et les Maximonstres*, a éclaté comme une bombe en 1963. Maurice Sendak osait montrer un petit garçon se rebellant contre sa mère. Il osait montrer des monstres effrayants — *aussi superbes* que des gargouilles de cathédrale — qui *sûrement* traumatisaient ces chères têtes blondes.

Peu à peu, la beauté de son graphisme et les découvertes des psychiatres — celles de Bruno Bettelheim, par exemple, dans *Psychanalyse des contes de fées* — ont vaincu certaines résistances. Aujourd'hui, ses livres atteignent des tirages énormes aux Etats-Unis et en France.

Et pourtant Maurice Sendak scandalise encore. Des bibliothèques refusent ses livres ; des parents lui écrivent des lettres incendiaires. Il s'en *réjouit* ou s'en attriste, selon son humeur, et de toute *façon y pense* peu, soucieux seulement de traduire de mieux en mieux ce qu'il sent.

Je suis allée le voir dans sa retraite *du Connecticut*. Il habite là, en pleine forêt, à une heure de voiture de New-York. Les frênes, les érables et les caroubiers partent en étoile à perte de vue autour de sa vieille maison en bois. Aujourd'hui, le ciel est bleu de Prusse. Il fait très froid, très sec, et Maurice Sendak m'accueille en bottes et vieil anorak, prêt pour sa promenade matinale. Il a la tête massive, la barbe noire et le petit corps d'un Toulouse-Lautrec qui ne serait ni laid ni difforme. Très vite, nous partons avec ses trois chiens sur les sentiers de la forêt, et Maurice Sendak attaque bille en tête les seuls sujets qui le passionnent : sa vie, ses livres et les œuvres des artistes qu'il aime.

« Tous mes livres sont une tentative pour recréer mon enfance, pour l'améliorer et trouver les solutions qu'autrefois je n'ai pas pu découvrir. Par exemple, jusqu'à trois-quatre ans, j'ai souvent été très malade. Je délirais, je criais, je devenais furieux, et, en l'absence de toute explication de mes parents, j'ai très vite associé la colère et la mort. Avec Max et les Maximonstres, *j'ai permis à Max d'être furieux, si furieux qu'il menace la vie de sa mère, puisqu'il lui dit* : « Je vais te » manger. » *Max ose ce que je n'ai jamais osé. Comme tous les enfants, j'éprouvais des sentiments très violents — les Maximonstres — mais je croyais qu'ils étaient mauvais, anormaux. Si peu de parents expliquent, rassurent. Pour moi, c'est un miracle que les enfants survivent. A leurs parents, à l'école, à la société. »*

Maurice Sendak parle vite, avec chaleur, indigné et joyeux comme ceux qui se sont enfin dégagés d'une mauvaise enfance et qui ne finissent pas de s'en féliciter. Comme je connais l'humour de ses livres, je me moque de lui.

« A vous entendre l'enfance est un long martyre...

— Beaucoup d'enfants sont plus heureux, plus normaux que je ne l'étais, je le sais. Et puis, même pour moi, certains moments étaient merveilleux. Mais, c'est vrai, j'éprouve beaucoup de compassion pour l'enfant qui était — qui est — en moi. La sollicitude que vous n'avez jamais eue de vos parents, vous devez, adulte, vous la donner à vous-même. J'apprends à aimer le bébé stupide qui existe en moi. Les gens qui sont trop gros, qui boivent, qui battent leur femme ou leur chien, sont ceux qui ne savent pas accepter l'incompréhension, l'ignorance, qu'ils portent à l'intérieur. Il ne faut pas frapper, cogner le bébé, mais l'éduquer calmement. J'ai cinquante et un ans et cent ans de psychanalyse, et je commence seulement à comprendre cela, mais, je vous assure, peu m'importe l'âge de mes découvertes ! Quel délice ! Mon enfance est comme une vieille gravure que je reprends sans cesse. Si j'en parle tant, ce n'est pas parce que mes livres sont des « livres d'enfants » mais tout simplement parce que je suis un artiste. »

Fascinante Rosie

Maurice Sendak n'a pas dit « un grand artiste », mais il l'a pensé. Son orgueil ou sa vanité avait besoin de cette mise au point. Une fois faite, c'est sans réticence qu'il se lance dans le récit de ses premières années dans une famille fraîchement émigrée du ghetto de Varsovie :

« Mes parents n'étaient pas pires que les autres, seulement aussi mauvais, aussi ignorants, et je passe ma vie à essayer de me débarrasser de ces stupides problèmes d'émigrants. C'est tout le travail de la psychanalyse et de la création artistique : vous séparer, vous, de ce qui n'est pas vous. Les artistes ont de la chance, ils sont payés pour cela... »

Un quartier pauvre de Brooklyn, une mère triste qui *« faisait une cuisine sinistre »*... La vieille gravure serait sombre sans l'humour du narrateur : *« Nos voisins étaients des juifs d'Europe centrale et des Italiens, et jusqu'à dix-douze ans, j'ai été persuadé qu'il existait deux sortes de juifs. Les juifs déprimés de l'Est, comme mes parents, et les juifs gais d'Italie. J'ai été stupéfait quand j'ai appris que les Italiens n'étaient pas juifs... »*

Au centre de ces souvenirs, son père, le meilleur conteur du quartier : *« Tous les soirs, il inventait des histoires insensées, souvent tirées de la Bible mais « sa » Bible était si spéciale... Par exemple : Adam, un superbe jeune homme juif, très bon, fut séduit par Eve, une chrétienne, et chassé du paradis. Morale de la fable : les juifs ne doivent jamais épouser des chrétiennes.*

— Vos personnages — Pierre, Max, Mickey, Jérôme le Conquérant, Rosie... — ont tous le même humour, la même insolence, le même courage. Cet enfant qui revient dans presque tous vos livres sous un nom différent, comment est-il né ?

— Il est né en 1948 avec la véritable Rosie. J'avais vingt ans, j'étais désœuvré et triste et je passais mes journées chez mes parents à regarder par la fenêtre, quand, un matin, j'ai vu apparaître Rosie. C'était une petite Callas de dix ans. Elle mettait tous les enfants du quartier sous son pouvoir, et la regarder faire était fascinant. Un matin, ils ne s'intéressaient pas à elle ; alors, elle a lancé : « Savez-vous qui est mort ? » *C'est une question formidable, et les enfants ont demandé :* « Qui? Qui ? » *Elle a répondu :* « Ma grand-mère ». *Moi-même, j'ai sursauté, du second étage. Sa grand-mère était une vieille Sicilienne de quatre-vingts ans, et c'était possible. Les enfants ne la croyaient pas, alors elle a raconté :* « Mais si, c'est vrai ! » C'est arrivé tôt ce matin. Ma » grand-mère secouait le chiffon » à poussière par la fenêtre, et » elle a secoué si fort qu'elle a eu » une attaque cardiaque. Elle a » fait *râhh-râhh-râhh — elle » imitait le râle d'une mourante* » — et elle est tombée par terre, » et j'ai été la seule à lui donner » le baiser de la vie. J'ai mis mes » lèvres sur les siennes et j'ai » soufflé, mais c'était trop tard. » On l'a emmenée dans un grand » sac en plastique... » *Et les enfants la regardaient avec des yeux exorbités, et moi aussi, et à ce moment-là sa grand-mère a débouché dans la rue avec les cabas du marché, a bousculé tout le monde et est montée chez elle. Elle était exquise. J'ai rempli des carnets de croquis entiers de ses histoires. »*

(Lire la suite page XVI.)

COURRIER

Pulls marins

Il faut rassurer (s'il en est besoin !) l'auteur de la lettre intitulé « Tricot » (*le Monde Dimanche* du 11 mai), car il semble ignorer que, autrefois, des hommes, qu'on ne considérait pas comme efféminés, tricotaient...

Un vieux capitaine au long cours, ami de mon frère, racontait que lorsqu'il était petit mousse, vers 1875, sur le bateau de son propre frère, les vieux marins *tricotaient*. Ces hommes se taillaient des aiguilles de bois avec lesquelles ils faisaient bas et écharpes, employant une laine de pays épaisse et grisâtre.

Je ne sais si *cet usage* était répandu et si, revenus dans leur chaumière, ces hommes reprenaient le *tricot* le soir au coin du feu, fumant leur pipe et racontant leurs exploits...

Mme J. LE BAS
(Caen).

Bureaucratie

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt, sinon d'amusement, la lettre signée M. T... (*le Monde Dimanche* du 11 mai) concernant l'allocation-logement accordée aux jeunes travailleurs. Je suis exactement dans le même cas que M. T... puisque j'ai subi les vicissitudes d'un décret employé de manière rétroactive. Je ne reviendrai donc pas sur cette bizarrerie où Courteline le dispute à Kafka.

Je me permettrai toutefois d'ajouter à titre anecdotique des petits détails que beaucoup de gens ont dû vivre désagréablement comme moi. Je pense que la caisse d'allocations familiales de la région parisienne est un des rares lieux où la notion de service public est le plus allégrement bafouée. Ayant fait ma demande en septembre 1979, j'ai reçu une réponse en février 1980 me demandant de renvoyer un certain nombre de pièces qui étaient bien sûr périmées, car elles n'étaient valables que trois mois, donc jusqu'en décembre 1979. De plus, une circulaire avise les demandeurs qu'il est « *vivement conseillé d'éviter toute correspondance ou déplacement* ». Est-ce à dire que si on se manifeste il risque d'y avoir des représailles *sur le dossier* ?

J'ai eu la suprême audace de téléphoner en avril 1980 (car je n'ai bénéficié d'aucune réponse avant mai 1980) et je suis tombé sur un disque enregistreur annonçant que, « *en raison de l'embouteillage des lignes, il n'était pas possible de répondre à ma demande ou de me passer mon correspondant* ».

C. M.
(Paris.)

Georges Devereux et l'homosexualité

Le Monde Dimanche du 18 mai laisse place à une nouvelle agression contre les homosexuels qui, cette fois-ci, émane d'un « savant », un ethnopsychiatre, dont on nous dit qu'il a des amis « physiciens ». L'affaire est donc sérieuse. M. Devereux affirme que s'il s'intéresse tant à l'homosexualité masculine dans ses ouvrages, c'est parce qu'il est frappé en les regardant « du dehors » de l'aspect malheureux des homosexuels, ceux de notre société et ceux de cette société primitive qui vont jusqu'à rendre les dieux responsables de leur état perverti. Parmi les centaines d'études sur les sociétés primitives auxquelles il a accès (vu qu'il parle cinq ou six langues), c'est cette tribu et pas une autre qu'il cite à l'appui de sa thèse. Bel exemple de « contre-transfert » dont il prétend s'imposer l'analyse dans ses recherches et qu'il prétend imposer aux autres.

La compassion de M. Devereux va plus loin puisqu'il ne peut souffrir la vue d'un « *homosexuel content* » et qu'il l'envoie se faire psychanalyser. N'affirme-t-il pas : « *Pour ma part, j'estime avoir mal conduit une analyse si un patient homosexuel angoissé devient un homosexuel content ; l'analyse n'est réussie que s'il devient un hétérosexuel content !* »

Cette attitude a le mérite de la franchise. Mais ce « thérapeute » qui se situe au-dessus de la mêlée (quoi qu'il en dise) et « en dehors » n'adopte-t-il pas, ce faisant, le comportement de l'Eglise catholique, par exemple, qui ne supporte les homosexuels que malheureux, honteux et repentants ?

Pour les homosexuels qui liront cette interview et qui pensaient que les « sciences humaines » *c'était fait pour* « humaniser » la société, notamment à leur égard, cela fera l'effet d'une douche froide. Cette prise de position d'un « scientifique » leur rappelle opportunément qu'il ne manquera jamais dans notre société d'idéologues pour les combattre, les mettre à l'écart (prélude à la mise à mort : par exemple, le suicide des jeunes homosexuels). Qu'il s'agisse de M. Miguet avec son « *fléau social* », de M. Foyer défendant « *notre civilisation humaniste* », ou de M. Devereux exaltant l' « *hétérosexualité contente* », c'est toujours du même combat qu'il s'agit, contre tout ce qui est différent et n'arrive pas à se plier à la norme. Il convient donc d'être vigilant.

G. SERGE (Paris)
(employé en analyse depuis huit ans et pas content du tout, ni de son homosexualité, ni de son hétérosexualité, ni de ce qu'il a lu)

P.-S. — Je rappelle pour mémoire la position de Freud, qui estimait tout à fait improbable la transformation d'un homosexuel satisfait en hétérosexuel.

∴

Je vous signale à tout hasard qu'il faut plus de courage à un homosexuel pour vivre en société que chez un hétérosexuel pour qui la société est faite. Ce dernier devrait-il supporter le dixième de ce qu'endure un homosexuel en agressions verbales et autres, sa santé n'y résisterait pas. Cet état de fait n'autorise pas pour autant M. Devereux à souhaiter la transformation des homosexuels en hétérosexuels sans leur demander leur avis. Dans toutes les sociétés il existe de ces réformateurs, et les homosexuels en ont souvent pâti. Toutes les méthodes ont été utilisées pour redresser la sexualité des homosexuels : méthodes « douces » (telles que l' « *aversion therapy* » en usage dans le monde anglo-saxon), électrochocs, lobotomie, méthodes « dures » comme le jet d'eau glacée, l'émasculation, le camp de travaux forcés, voire plus simplement une balle dans la tête comme le rapporte M. Pasqualini dans son livre *Prisonnier de Mao*. Aucune de ces méthodes n'a abouti, faute sans doute de lui avoir donné une ampleur suffisante.

Reste la psychanalyse. Mais l'immense majorité des homosexuels n'y ont pas recours, tant qu'elle n'est pas obligatoire. Ils préfèrent se complaire dans leur état durant toute leur vie. J'ai connu des gens qui étaient en analyse depuis dix ans, quinze ans et plus. Ils faisaient partie des meubles, du fonds de commerce du psychanalyste.

G. MAREL
(professeur.)

ACTUELLES MILLÉSIMÉES

La Russie : fascination ou scepticisme ?

« L'influence écrasante de la Russie a saisi l'Europe par surprise à différentes époques et a frappé de terreur les peuples occidentaux. On s'y est soumis comme à une fatalité, on n'y a résisté que par soubresauts. Mais parallèlement à cette fascination exercée par la Russie surgit un scepticisme sans cesse renaissant qui la suit tel une ombre, grandit avec elle, mêlant les notes aiguës de l'ironie aux supplications de peuples agonisants et moquant sa puissance réelle comme une farce montée pour éblouir et duper. D'autres empires ont suscité, à leurs débuts, des doutes semblables ; seule la Russie est devenue un colosse sans cesser de surprendre. Elle offre l'exemple, unique dans l'histoire, d'un immense empire dont la puissance incontestable, même après des réalisations de portée mondiale, n'a jamais cessé d'être considérée comme le fait de l'imagination et nullement comme une réalité. Depuis la fin du dix-huitième siècle jusqu'à nos jours, il n'est point d'auteur qui, voulant soutenir la Russie ou, au contraire, la tenir en échec, n'ait jugé bon de prouver tout d'abord que ce pays existe.

« Mais que nous regardions la Russie en spiritualistes ou en matérialistes — que nous considérions sa puissance comme un fait palpable ou comme une simple vision de la conscience coupable des peuples européens — la question reste la même : quelles sont les machinations qui ont permis à cette puissance — ou à ce fantôme de puissance — d'atteindre des dimensions telles qu'elle ait pu susciter chez les uns la conviction passionnée, chez les autres la dénégation furieuse d'une menace, pour le monde, d'une répétition de la monarchie universelle ? »

∴

L'hebdomadaire londonien Free Press *publiait en 1856-1857 une série d'articles intitulée :* Revelations on the Diplomatic History of the eighteenth century *(« Révélations sur l'histoire diplomatique du dix-huitième siècle »), dont ces lignes sont extraites. Elles étaient signées d'un réfugié allemand alors fixé dans la capitale britannique : Karl Marx.* (Trad. Maximilien Rubel.)

JEAN GUICHARD-MEILI.

PARTI PRIS

Alcools

LA vieille drogue, trop oubliée souvent au profit d'autres poisons plus modernes, qu'est l'alcool remue dès qu'on parle d'elle, bien des souvenirs et suscite bien des réactions. L'enquête du « *Monde Dimanche* » du 15 mai (« Alcooliques et Bretons, toujours ») n'a pas manqué à la règle. Les Bretons de Bretagne et d'exil dans leur grande majorité ne nous ont fait nul grief d'avoir traité un sujet aussi délicat. Ni même d'avoir utilisé un titre emprunté à un cantique célèbre, adapté sans trop de nuances par un recteur de campagne résolu à secouer ses ouailles. Les lettres reçues de Bretagne ne nient pas une réalité malheureusement tangible, mais la déplorent et cherchent les origines du fléau et les remèdes à y apporter.

Leurs analyses rejoignent en général celles des spécialistes que nous avons cités. Un de nos correspondants y ajoute un élément historique que l'on retrouve dès qu'on étudie les méfaits de l'alcool et du tabac : les habitudes prises dans les tranchées en 1914-1918 et rapportées à leur retour par les survivants.

Paradoxalement, au moins en apparence, ce sont quelques non-Bretons ou des Bretons depuis longtemps coupés de leur pays qui se sont choqués du titre et du sujet de l'enquête.

Réactions sans nul doute sympathiques. Mais n'est-ce pas aider les Bretons à combattre un vieux fléau que de relayer leur propre cri d'alarme ?

JEAN PLANCHAIS.



MARTINE DUBOYS

« L'Arche » russe

Je suis étonné de votre manière de présenter mes opinions dans l'article de Mme Liliane Delwasse, « Les exilés de Moscou » (*le Monde Dimanche* du 25 mai). Votre collaboratrice écrit notamment de ma revue *Kovtcheg (l'Arche)* qu'elle regroupe « *une dizaine de poètes bohèmes* », puis elle me cite : « *Nous voulons parler... de l'homosexualité, de la drogue... Toutes choses que la dissidence tait comme le pouvoir soviétique...* », etc.

J'ai mis à la disposition de votre collaboratrice les quatre numéros de *Kovtcheg* ; or, il s'agit bien de trente auteurs, et non pas « *d'une dizaine* », dont la plupart habitent toujours en U.R.S.S. ; d'ailleurs, le nombre de prosateurs et de poètes russes contemporains travaillant sur un très haut niveau littéraire est à peu près de cinquante.

J'ai transmis à votre collaboratrice les titres de mes ouvrages venus du Samizdat, avant mon arrivée à l'Ouest, qui ont été publiés, notamment, en langue française : *Nikto, ou le Disangile* selon Maria Dementnaya (Denoël, 1973) ; *les Troubles des temps actuels, etc.* (*la Quinzaine littéraire*, 1972) ; *la Revue de la presse de l'an 1984*, (*Minute*, 19-25 janvier 1972).

J'ai parlé à votre collaboratrice de la tragédie de la culture russe et, en particulier, celle de la littérature ; mais, grâce à cette manière de présenter les faits (...) vous l'avez réduite aux problèmes marginaux. J'ai parlé du fait que la littérature russe ainsi que la tradition spirituelle elle-même ont été englouties par la culture soviétique, collectiviste et en même temps artificielle, car elle tue en germe l'approche individuelle de la réalité. La contestation qui avait commencé au sein de la culture officielle, a remis en question l'échelle des valeurs imposées par l'idéologie soviétique, pour dire le contraire. Dans ce sens-là, la littérature des écrivains contestataires reste supplémentaire : elle élabore les thèmes interdits, ce qui est décrit officiellement en noir est repeint en blanc et vice versa, etc. Elle ne peut pas dépasser ce cadre ni monter au niveau de la réflexion et de l'imagination libres ; et, par conséquent, son niveau esthétique ne reste que médiocre, déchu de tout élan, de tout goût pour l'invention, la recherche, la vérité fondamentale. C'est là le point de divergence qui nous divise et qui fait apparaître leur drame posthume : l'oubli.

Depuis trois ans je ne cherche plus l'attention de la presse française, parce que le thème de la renaissance de la littérature russe est pour le moment un terrain trop glissant pour les Français (...).

NIKOLAS BOKOV,
(Montgeron.)

Isaac Deutscher et les archives de Trotski

Le Monde Dimanche a publié, le 4 mai, une interview de Pierre Broué au sujet de l'ouverture des archives de Trotski à Harvard. Ayant moi-même travaillé avec Isaac Deutscher à la préparation de sa biographie de Trotski, je crois utile de vous communiquer quelques faits au sujet de ces archives.

Il est connu que les archives « *fermées* » de Trotski n'ont été ouvertes que cette année-ci. *Mais il est moins connu qu'elles* sont restées moins hermétiquement scellées qu'on ne le prétend. En fait, Isaac Deutscher reçut, il y a quelque vingt ans, de la veuve de Trotski, Natalya Sedova, une permission tout à fait exceptionnelle d'étudier sans restriction aucune la documentation contenue dans les archives « fermées ». Ce n'est pas deux semaines, comme le dit M. Broué, mais six que Deutscher consacra à leur étude, et ses notes furent *enregistrées sur quarante bandes* magnétiques. C'est sur ces notes qu'est basée une partie importante du troisième volume de la biographie de Trotski, *le Prophète hors la loi*. Deutscher explique dans ce volume l'usage *qu'il fait des archives « fermées »* et il exprime sa gratitude à Natalya Sedova pour sa générosité et sa confiance.

Pour comprendre ce qui amena Sedova à accorder en 1959 le précieux privilège d'examiner les *archives que d'autres n'ont pu* consulter qu'à partir de 1980, il faut rappeler qu'en 1950 Sedova avait tenté d'empêcher Deutscher — mais sans succès — d'étudier même la section « ouverte ». La raison en est simple : elle ne lisait pas l'anglais et dépendait, pour son évaluation du livre de Deutscher sur Staline, de conseillers pour qui Deutscher était un « apologiste de Staline » et un trotskiste hérétique. Ayant lu, quelques années plus tard à Paris, quelques extraits du premier volume de la biographie de Trotski publiés dans *les Temps modernes*, elle changea radicalement d'avis et sa méfiance antérieure se transforma en grande sympathie.

Selon M. Broué « *Deutscher est un bon écrivain, un excellent journaliste, mais ce n'est pas un historien* ». Heureusement, la qualité de Deutscher, en tant qu'historien, ne dépend pas du jugement de M. Broué.

Durant les trente dernières années de sa vie, Isaac Deutscher n'appartint à aucun parti, groupe ou secte et n'avait nul besoin, comme le prétend M. Broué, « *de justifier des positions politiques personnelles* » devant quiconque. En tant qu'historien indépendant, il refusait toutes les orthodoxies, y compris l'orthodoxie trotskiste, ce qui lui valut l'hostilité de bien des dévots. *Il est* regrettable que les propres « positions politiques personnelles » de M. Broué le mènent à dénigrer l'œuvre d'Isaac Deutscher.

TAMARA DEUTSCHER.

Tel qu'on l'écrit

Un de nos lecteurs nous adresse un florilège de la terminologie à la mode. « Une sorte de pastiche pseudo-philosophique, avec quelques incidentes psychanalytiques ».

Perçu dans sa globalité, le vécu événementiel intègre en son surgissement non pas à proprement parler une distanciation quantifiable d'avec la thématique de l'aliénation, mais il potentialise indiscutablement des virtualités. Dans la mesure où il induit une connotation ludique qui s'apparente à une réaction contretransférentielle, on doit postuler l'antécédence du complexe parental sur le complexe œdipien.

L'imaginaire commun, dont l'additivité, transfigurée par une robotique envahissante, ne permet de penser sa vie qu'en abolissant l'ego, repousse le faire, tout en lui préférant l'accompli. C'est dire l'importance du mouvement projectif au niveau du signifiant qui se veut un modèle d'être. La démarche, alors, s'apparente au voyeurisme, et présuppose des pulsions cannibaliques, véhiculées, contre toute attente, par la convivialité ambiante, exacerbée par une militance qui se voudrait caritative. Par l'effet d'une implémentation toute relative, une routine minorisante, sous couleur de permettre de vivre une impulsion problématique, chosifie l'individu, et véhicule des concepts qui évacuent toute référence réelle au moi.

J. B.
(Paris.)



VOUS ET MOI

Madame Aurélie

Les enterrements, certains sont à éviter, si possible. Mais à *Saint-Fulcran tout le monde* a connu celui que nous enterrons, et tout le monde est là, solidaire. Il y a presque un an c'était le tour de Madame Aurélie.

Saint-Fulcran ne se trouve pas sur la carte, et elle avait un prénom différent. Néanmoins, si *vous le croyez utile*, vous pouvez prier pour elle. Si Dieu existe(il saura de qui il s'agit.

Jadis on l'aurait prise pour une sorcière. Courbée, alerte, une petite barbe grise, elle tenait des conciliabules avec ses chats siamois et son effraie apprivoisée. A cinq heures son matou partageait son café au lait.

C'était la crieuse publique de Saint-Fulcran. La trompette, et puis la bonne voix de Madame Aurélie : « *Avis à la population ! L'eau sera coupée entre quatorze heures et seize heures !* » ou « *Avis à la population ! Un nouveau poissonnier est arrivé sur la place, avec toutes sortes de poissons !* »

Il y a quatre ans, juste après notre arrivée, elle me permit de l'enregistrer pendant sa tournée. C'est une cassette précieuse. Sa fille était morte longtemps avant la guerre, à l'âge de douze ans. Son mari, en *1947*. Son *fils Dédé*, célibataire qui frisait la soixantaine, vivait avec elle.

Elle faisait des confitures *délicieuses. Elle nous en donnait* un pot de temps en temps, surtout quand je l'avais ramenée du marché. Il y a un car qui s'arrête à 200 mètres du village, et l'avenue de platanes donne de l'ombre, mais cela monte, et lorsque les cigales chantent, c'est un peu fatigant si on est une très vieille dame avec deux cabas chargés. Et elle aimait rentrer tôt, pour préparer un bon repas pour Dédé.

Elle ne voyait que très mal, mais participait à tous les événements du village.

Tiens, vous dites, il y a des événements à Saint-Fulcran ? Mais oui !

Tous les mardis et tous les samedis, M. Rancoul, le boucher, et M. Puech, l'épicier, ayant klaxonné pendant le dernier kilomètre, s'installent sur la place, et les dames passent deux heures à acheter et à délibérer.

Puech, l'extroverti (il est tromboniste *dans une célèbre fanfare*), apporte les nouvelles. Circulant dans vingt villages chaque semaine, il assure la cohésion de ce petit pays en passant des messages (oraux : on respecte le monopole des P.T.T.), et en commentant les agissements des notables, des excentriques et des nouveaux venus.

Madame Aurélie, pleine d'usage et de *raison*, était un membre estimé de ce parlement. Elle *assistait* aussi aux *excursions* annuelles. Nous cherchions toujours une place auprès d'elle, car elle nous apprenait un tas de choses — histoire, géographie, sociologie et surtout biographie — à sa façon, gaie et spirituelle.

La *première fois* que nous étions de la partie, on quitta la *place à quatre heures du matin*. Café à Valence ; visite de Grenoble, où tout le monde monta dans le funiculaire ; et halte à midi dans le Vercors. La patronne et moi pique-niquâmes, mais Madame Aurélie et les gens sérieux firent un vrai repas dans un bon restaurant. Puis on vit les restes des planeurs allemands ; et le cimetière du maquis ; et *descendit le col du Rousset, et* inspecta la coopérative vinicole à Die, et arriva à Bâgnols pour y dîner tous ensemble (les trois quarts du village) au restaurant. Après, dans le car, on chanta, et Madame Aurélie nous apprit les paroles de Coupo Santo et (plus facile), de la Pêche aux moules.

On rentra à une heure et quart du matin, pleins de vie.

C'est toujours un samedi, notre excursion, car ceux qui ne sont pas de vrais Fulcranais sont quelquefois un peu fatigués le *lendemain*.

Et le souper estival... agapes ou *chacun y met du sien. Pour* le « brasucade » il faut des hommes expérimentés. On *confie* la cuisson des œufs durs à ma femme, mais c'était Madame Aurélie qui « montait » le gros bassin de mayonnaise...

Et la nuit de terreur. Ce fut pendant un loto (« soixante-dix-neuf... » hein ? « *setanta-nou !* » eh ? « *seventy-nine* »...) qu'une rumeur courait : on allait venir à l'aube ramasser *tous* les chats sauvages, pour s'en débarrasser quelque part en ville, dans une chambre à gaz.

A cette époque il y avait une trentaine de ces harets, vivant près du dépôt d'ordures. Sauvages ? *Non ! Juste* un tantinet farouches. Chacun avait sa vieille dame *favorite* qui lui apportait régulièrement des restes délicieux et avait droit à un ronronnement et quelques frictions aux mollets. Après le dernier quine, aux cris angoissés de *minou ; minou !* ces dames allèrent à la rescousse de leurs amis. C'était comme en Hollande pendant l'occupation, *où pour maquis on n'avait* que les greniers et les interstices des maisons. La patronne, déclarant « *et s'il n'en reste qu'un, ce sera celui-là !* » enferma son Pussy dans la chambre des invités, où cet esprit libre passa une nuit agitée. Seuls les chats qui ne se laissèrent ainsi faire disparurent dans cette razzia.

Madame Aurélie annonce le lendemain qu'elle en avait sauvé six (dans sa cave, pour qu'ils ne fréquentent pas ses siamois bien-nés) « *dont quatre PLEINES !* »

Dédé eut mal à la gorge. Madame Aurélie nous dit : « *Bonne nouvelle ! Le spécialiste ne veut pas l'opérer, il y a un traitement.* »

Il alla donc *deux* fois par semaine à Montpellier.

Le médecin de Madame Aurélie essayait depuis longtemps de la persuader de se faire opérer les yeux, mais elle avait toujours refusé. Elle connaissait tous les *détours* du village et elle ne dérangeait personne. A Saint-*Fulcran, tout le monde s'occupe* de tout le monde, et c'est un plaisir. *Ennuyeux* quand on est jeune, peut-être, mais utile plus tard.

Enfin, elle donna son accord. L'opération réussit : elle voyait beaucoup mieux.

De la clinique montpelliéraine, *elle alla* à l'hôpital. *Cela peut* vous bouleverser un peu, une opération comme cela. Elle n'était pas exactement devenue gaga, mais...

Elle passait une heure dans le village de temps en temps, quand quelqu'un allait la chercher en voiture. Elle causait avec les *gens*, et caressait ceux de ses chats qui restaient. Son matou avait disparu il y a longtemps, peut-être à la recherche de son café au lait.

Dédé ne se portait pas bien. Enfin, il mourut.

Nous sommes allés voir Madame Aurélie, à l'hôpital parmi *les autres vieilles. Elle savait* très bien ce qui s'était passé. Elle dit : « *Je n'avais jamais pensé qu'ils mourraient tous avant moi ! Oh non ! Oh non !* »

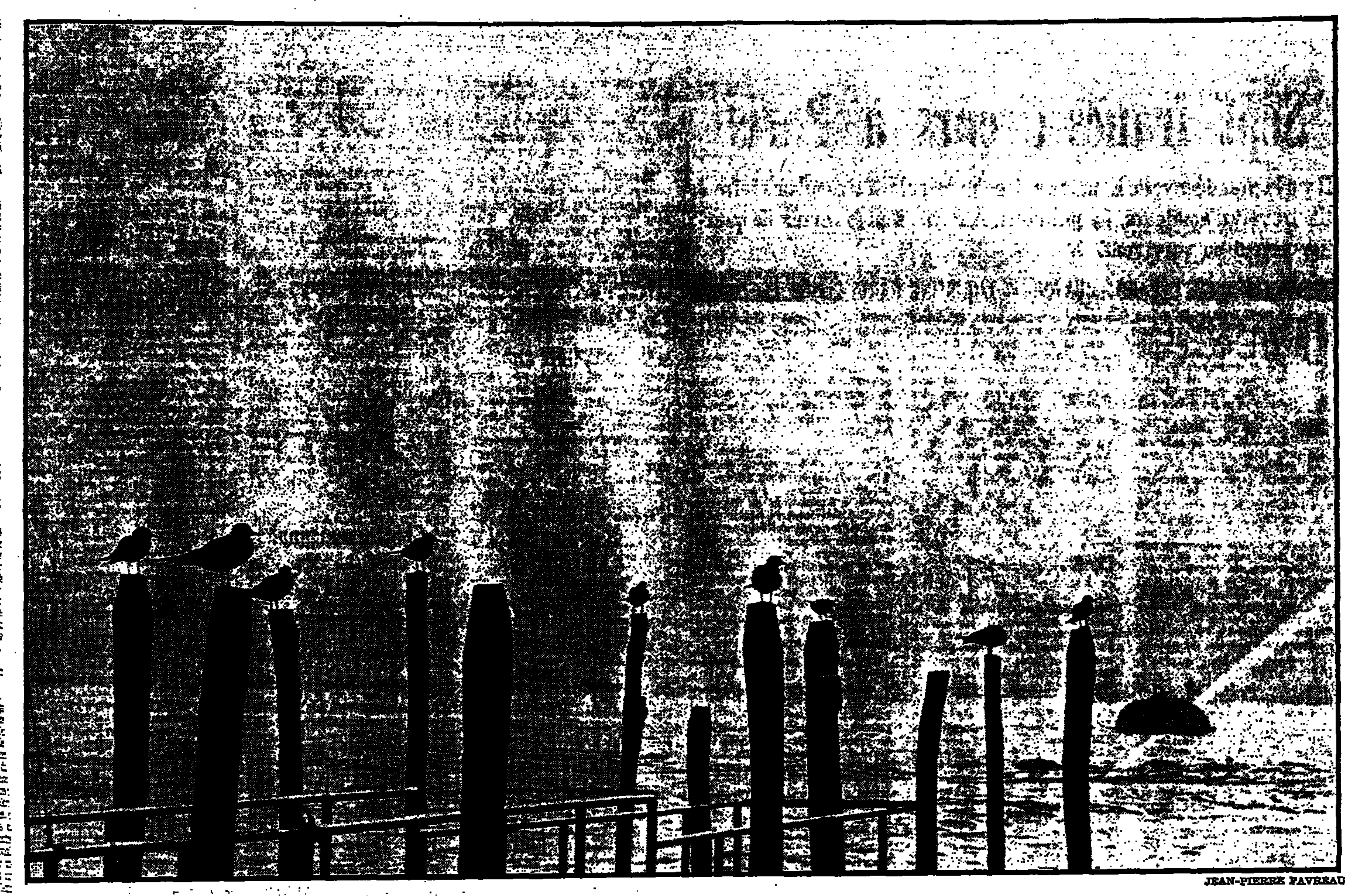
Elle ne continua pas longtemps.

Comme elle n'avait pas été une grenouille de bénitier, le curé choisit le texte : « *Dans la maison de mon Père, il y a plusieurs demeures.* »

On voit la date de naissance des autres sur le tombeau, mais personne ne saura quel *âge avait* Madame Aurélie.

Nous l'entendons de temps en temps qui annonce, sur notre *cassette*, l'arrivée du nouveau poissonnier.

JOHN HARRIS.



JEAN-PIERRE FAVREAU

VIES

Michel, radio au long cours

Il voulait être pacha. Un accident de la vue l'oblige à être radio. Vie au long cours, vie en tronçons. Mais il ne supporterait pas autre chose.

CLAUDE COURCHAY

MICHEL est né au Havre. Il ne suffit pas de naître près de la mer pour en avoir la vocation. Bien sûr, ça aide. A sept ans, son oncle, à la mode de Bretagne, l'a emmené sur un remorqueur *de haute mer*. Il lui a indiqué gravement les mots sacrés de la profession : la coupée, bâbord, tribord... *Le jeudi suivant, il* lui a fait écrire un récit où il réclamait l'usage des termes découverts. Ce petit fait a marqué Michel. Il aurait pu le dégoûter de l'oncle, de l'écriture ou des remorqueurs. Non. Il lui a donné le goût de naviguer, de sentir de nouveau sous ses pieds vibrer une machine et de goûter encore le sel amer des embruns.

A treize ans, *il* s'embarquera, pendant les vacances, toujours sur un remorqueur, en qualité de mousse-pont. Joli nom, mousse-pont. Un nom de dessert... L'emploi lui-même reste prosaïque. Il consiste à faire le ménage dans les cabines de messieurs les officiers, à réchauffer les gamelles des matelots, à briquer les cuivres, à fixer les amarres sur les bittes, à faire les courses de tout un chacun. Mais tout de même, il était embarqué et ça lui plaisait bien. Il serait marin.

Un jour, en 1950, l'oncle le présenta au commandant du *Liberté*, le *France* de l'époque. Cet homme considérable, ce pacha entre les pachas, lui serra la main, à lui, infime moussaillon. A ce contact, la jeune vocation devint de l'ambition. Quitte à être marin, Michel rêva de finir capitaine.

Exécution. Après le premier bac, en 1952, il navigue comme pilotin sur un cargo entre l'Afrique du Nord et la France. Un pilotin n'a pas de diplômes. Il met la main à la pâte. Il apprend à se servir d'un sextant, à tenir la barre, à piquer la rouille, à surveiller la machine. Il doit passer par tous les travaux du bord, depuis la cale jusqu'à la passerelle. C'est une chrysalide polyvalente et non rémunérée. Une vocation, ça se paye.

Michel fait math élem. Il prépare l'Ecole de navigation, section pont. Brusquement, son rêve capote. Un accident à l'œil l'empêchera de se présenter. Un futur officier doit avoir une vue impeccable. Michel ne sera jamais pacha, mais pas question de renoncer à la mer. Pris au dépourvu, il se rabat sur la radio. Trois ans d'études, puis une compagnie l'embauche, en 1958. Faute d'être maître à bord, *il régnera du moins sur* les ondes...

Qui se souvient encore du *Titanic ?* Ce géant des mers, ouvert en deux par un iceberg, avait coulé comme une cocotte en papier. Depuis cette catastrophe sans précédent, les compagnies de navigation avaient installé, sur leurs navires, des radios chargés d'enregistrer les appels de détresse. Ce nouveau personnel devait avant tout assurer la sécurité. Par la suite, on l'a rentabilisé. Tant qu'à faire, le radio permettra aux compagnies de veiller au grain et aux passagers de se maintenir en contact avec la terre. La météo lui demandera des relevés. Les spécialistes côtiers aussi. Un radio peut vous signaler aussitôt les phares défaillants, les bouées en cavale...

Cet opérateur se doit d'être technicien. Ses appareils, il les entretient et les répare lui-même. *Comme*, en principe, il ne travaille que huit heures par jour, l'entretien a vite pris le pas sur la sécurité. C'est donc un appareil qui, à présent, enregistre les S.O.S. et déclenche automatiquement l'alarme.

Et la mer, dans tout ça ? La mer, pour Michel, ce sont des lignes au long cours. Il a fait le Japon, les deux Chines, la Malaisie, le Vietnam, l'Indonésie, l'Inde, la Nouvelle-Calédonie, les deux côtes des Etats-Unis, le Mexique, Panama, le Canada, l'U.R.S.S., la Baltique, l'Angleterre, *Madagascar*, les îles Kerguelen, l'Afrique du Sud, l'Australie, et j'en passe...

Comment ça fait ? C'est très variable. Pour certains pays, le contact s'est borné à un coup d'œil sur un quai. Mais à Durban, par exemple, les escales duraient trois semaines. Il pouvait visiter, rencontrer des gens, lire la presse locale, commencer à comprendre. Il s'est fait des amis, en Afrique du Sud. Au Japon aussi. Et alors ? Finalement, quelle que soit l'escale, pas grand-chose ne l'étonne. L'exotisme reste pelliculaire. Au fond, dès que vous commencez à connaître un peu votre monde, que ce soit nos amis les Belges ou les cousins des antipodes, ils travaillent pour les mêmes raisons et mènent à peu près la même vie.

Quant à la vie à bord, c'est boulot-dodo. Vous tournez en circuit fermé. Le rêve reste la nuit franche, quand tu es certain que personne ne viendra te chercher. Par exemple, au port, quand tu n'es pas de garde.

Il est arrivé à Michel de rester des six mois embarqué. Depuis quatre ou cinq ans, le règlement permet de faire venir sa femme à bord, sur la plupart des navires. Mais si vous avez des enfants, comment profiter de cette possibilité ?

Dans l'ensemble, les rapports à bord restent corrects. Le gars qui ne supporte pas la navigation ne s'éternise pas. Nous ne sommes plus aux temps héroïques de la marine en bois. Un marin, c'est d'abord un technicien, un monsieur qui a un travail à faire. Ce travail ne le met pas forcément en contact avec l'eau. Michel doit se déranger, s'il veut voir des vagues. Ce que la marine a gagné en efficacité, elle l'a sans doute perdu en pittoresque.

L'ennui

Michel, jusqu'à présent, n'a pas traversé de grands périls. Le danger numéro un reste l'ennui. En tant qu'officier, quand il n'est pas de service, c'est la vie d'hôtel. On lui fait son lit. La table ne laisse rien à désirer. Les distractions ? Vous retombez sur *le* bridge, la belote, les tarots, le scrabble... On peut se rendre au cinéma, quitte à revoir souvent les mêmes films. Les amateurs de lecture ne manquent pas de temps. Plusieurs de ses collègues écrivent des romans policiers. Celui qui s'amène les mains dans les poches, sans une solide passion, risque d'être malheureux. Par contre, le bricoleur est à l'aise.

L'alcool ? On en trouve à volonté, à bord, et meilleur marché que les jus de fruits. La bouteille de pastis ou de whisky vaut 25 francs. Au bar, la consommation coûte 1,20 F, ce qui rend les tournées peu onéreuses. *Mais la boisson n'est pas* le monopole des marins. Au carré, il se vide plus de bouteilles d'eau minérale que de vin, pourtant à *discrétion*.

La hiérarchie existe, moins que dans la Royale, mais l'équipage reste l'équipage et ne fraye pas avec *les officiers. La rotation* rapide du personnel empêche les rapprochements. Elle désamorce également les animosités. Si tu t'entends mal avec un collègue, quand tu sais qu'il n'y en a que pour quarante jours, et pas pour vingt ans, tu ne sors pas le couteau.

Bien sûr, la vie de famille se déroule en pointillé. Michel a quitté sa fille Isabelle quand elle avait trois mois. Il l'a revue pour son premier anniversaire. Il a connu ses gosses par bribes et par morceaux. Quand il débarque, pendant les vacances, ses filles ne sont pas forcément là. Sa femme se débrouille seule. Si vous êtes à Sydney et qu'une lettre vous apprenne que la cadette a la varicelle, pas question de prendre le premier avion. Ce système semble normal à Michel. Il en a l'habitude. Il ne peut comparer, puisqu'il n'a pas vécu autre chose. Et puis, après six mois d'absence, il prend trois mois de congé. Ce n'est pas à dédaigner.

Certes, il y a des servitudes. Quand vous commencez à manger votre potage, à bord, vous n'êtes jamais sûr de l'avaler tranquillement. Et quand vous vous couchez, vous pouvez être amené à vous relever deux heures plus tard. En principe, les horaires sont réguliers. Oui. Quand tout va bien et qu'il fait beau... Michel a vu des seconds mécanos rester quarante-huit heures à leur machine, sans désemparer, à cause d'une succession d'avaries. *Pas question de remettre* les réparations à plus tard. Et quand vous prenez la brume du côté d'Ouessant, en route vers la *Baltique, il arrive au commandant* de faire quatre jours et quatre nuits de passerelle. Pour son compte, Michel a dû assurer, sur un *bateau-frigo*, des veilles quotidiennes de dix-huit à dix-neuf heures par jour durant trois semaines. D'énormes problèmes techniques exigeaient d'incessants envois de télégrammes. Le travail d'abord.

Faire Bordeaux, Sydney, Nouméa, pour Michel, c'est comme Châtelet, Odéon, Sarcelles pour d'autres. A chacun ses banlieues. La distance ne compte guère. Ce qui coince, c'est cette existence écartelée, quand le bureau se balade au large de la famille. Pourtant, Michel n'a pas envie de poser sac à terre. Il ne supporterait pas un travail sédentaire. Vie au long cours, vie en tronçons, mais c'est sa vie, depuis qu'un remorqueur de haute mer l'a emmené, un jour, faire un tour de rade au Havre-de-Grâce. ■

PRESSE

Sept francs-tireurs à Paris

Il y a la grande presse. Et puis l'autre. Marginale, « irrégulomadaire ». Un travail d'amateurs, de militants. A Paris, sept journaux de quartier vivent ou survivent.

GÉRARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN

PARIS vaut bien une presse, paraît-il. Une grande peut-être. Une petite en *tout cas. Discrète. Difficile* à découvrir dans le déferlement de papier imprimé, feuilles paroissiales ou municipales, bulletins politiques et publicitaires qui assaillent les habitants de la capitale.

En noir et en couleur, fantasques, « irrégulomadaires », illustrés, bricolés, tapés à la machine ou photocomposés, militants, écolos ou caustiques, ouverts ou non à la publicité, goguenards ou sérieux derrière leurs titres un peu potaches, ils sont sept... un bon chiffre. Sept journaux de quartier indépendants qui rebondissent d'un numéro à l'autre, au rythme des équipes bénévoles nouées et dénouées aussi vite que la routine, le poids du boulot et les contraintes financières émoussent les ardeurs néophytes.

23 heures. Ils sont quatre à tirer la langue sur la maquette du numéro du *14e Village*. Les titres flottent et les yeux piquent. La bière circule et Bob Marley fait des efforts désespérés pour stimuler une équipe un peu lasse. Les lève-tôt de la bande sont partis se coucher. Certains, que la maquette rebute un peu, n'ont pas montré leur nez. Gérard, journaliste au chômage, reconverti dans « l'entrecôte autogérée » puis dans la presse locale, s'essouffle sur la « une ». Dominique, psychologue à mi-temps, cherche dans un fatras indescriptible « *cette fichue compo du texte de l'interview du chauffeur du bus 62* ».

Thierry s'interroge à haute voix : va-t-il sagement regagner ses pénates ou s'embarque-t-il pour une nuit blanche qui, sans transition, le conduira demain matin derrière son bureau d'informateur économique ? A minuit, le local est un champ de bataille. A deux heures, il reste six pages à « monter » sur les seize du journal.

C'est l'un des traits communs les plus frappants qui lient *le Ras du pavé, l'Ecluse, la Brèche, le Canard du 13e, le 14e Village, le Quinziémard* et *Quartiers libres*. Partout le même constat : pour fureter, écouter, discuter, traîner de réunions en comités, *savoir ce qui se passe dans un* quartier de Paris, l'écrire ou le faire écrire par les intéressés, taper les articles, réaliser la maquette, assurer le contact avec les imprimeurs, diffuser le journal et le gérer, les stakhanovistes de la presse de quartier n'hésitent pas à sacrifier leurs soirées, leurs jours de congé, leurs loisirs.

Mais la ménagère croisée sur le marché, le cadre pressé qui sort du métro, le marchand de journaux chez qui vous tentez de faire un dépôt de dix numéros (« *pour essayer* »), tous partagent la même méfiance. Un vrai journal, imprimé, avec des photos, des dessins, qui vit du produit de ses ventes ? Allons donc, c'est louche !

En trois ans d'existence, le 14e Village a tour à tour endossé toutes les étiquettes, même les plus improbables : écologiste lors de sa parution, vendu au P.S. en mars 1978, organe mystérieux du R.P.R. pendant quelques jours, gauchiste pour beaucoup, sous-marin communiste pour quelques-uns : il n'en manque pas une. Cela dénote un étonnant opportunisme de la part du journal ou une singulière résistance chez les lecteurs à admettre que puisse exister une presse indépendante.

A l'ombre du front de Seine ou de la place des Fêtes, de la tour Montparnasse ou du Centre Beaubourg, les journaux de quartier sont nés de la rénovation urbaine. *Le Canard du 13e*, l'ancêtre de la presse parisienne de « libre expression », se présentait ainsi dans l'éditorial de son numéro zéro : « *...un journal pour chacun. Pour toi qui vas être expulsé. Pour toi qui es mal logé. Pour toi qui vis dans une H.L.M. confortable mais qui sais combien ça te coûte.* » Ne vient qu'en second rang l'adresse « *à tous ceux qui en ont marre du métro-boulot-dodo quotidien* ». Intéressant parce que cela date du printemps 1972, une époque où le gauchisme avait encore pignon sur rue. *Le Canard du 13e* a démarré à partir de l'occupation d'un immeuble où des membres du Secours rouge avaient décidé d'installer des familles mal logées.

Mobilisation

De même *le Ras du pavé* est né en 1974 dans le branle-bas de combat général qui a accompagné la destruction des Halles.

Quand au *14e Village*, s'il est issu — début 1978 — d'un groupe d'habitants inorganisés, il n'aurait sans doute pas vécu très longtemps sans la mobilisation qui s'est faite contre le projet de « radiale Vercingétorix » et la rénovation du quartier Plaisance.

Il n'est pas jusqu'au petit dernier, *l'Ecluse* (automne 1979), qui n'ait subi la loi du genre : implanté principalement dans le quartier Sainte-Marthe (10e) menacé de rénovation, il a l'œil sur les immeubles de standing qui doivent pousser le long du canal Saint-Martin.

Ainsi, les territoires respectifs de chacun de ces journaux sont précisément les quartiers de Paris qui ont servi de terrain d'aventure privilégié à tous les bétonneurs de la Ve République affairiste. Opération de prestige, dit-on. Mais surtout bouleversement radical et souvent dramatique du paysage social, humain et urbain de secteurs entiers de la capitale. Avec pour conséquences, maintes fois analysées, un embourgeoisement accéléré de quartiers autrefois populaires. Guérilleros de la vie quotidienne dressant leurs barricades de papier contre les bulldozers des démolisseurs, ou nostalgiques du vieux Paris, des pavés luisants et des petits métiers, c'est d'abord sur le terrain de la « rénovation urbaine » que les journaleux de quartier se sont situés.

Etait-ce *une façon de réconcilier* la politique et la vie ? Sans aucun doute. Un quartier, en effet, c'est concret, c'est palpable. On y connaît des gens, des voisins, des commerçants. On y a ses itinéraires favoris, son bistrot habituel. Pour les militants déçus à la recherche d'un second souffle, pour les inorganisés ou les libertaires qui rongeaient leur frein, ou pour les sensibilités écologistes tourmentées par la dégradation du « cadre de vie », c'est un terrain neuf, rassurant, passionnant. Une bouffée d'air frais, après la longue période des conflits groupusculaires et byzantins. Hôpitaux, écoles, clubs de loisirs, foyers divers sont passés au crible. Si différents qu'ils soient par leur fonctionnement les journaux de quartier y vont de leurs dossiers sur le troisième âge, l'accouchement, le sport ou les immigrés.

En outre, les quartiers de Paris qui s'efforcent de résister à la rénovation sont autant de points d'ancrage pour toutes sortes d'associations de défense, comités de locataires, boutiques de droit, librairies différentes, etc. Floraison souvent éphémère, parfois ambiguë, mais indéniable point d'appui des journaux de quartier. Ceux-ci apparaissent à la croisée de toutes ces expériences avec la même ambition : donner aux habitants d'un quartier les moyens de « prendre leurs affaires en main ».

Et pour commencer, « leur donner la parole ». Car c'est bien là le mythe originel de la presse de quartier. « Quartiers libres *sera fait par ses lecteurs* », proclame, tranchant, le numéro un du journal du dix-neuvième. « *Ce journal n'a qu'une seule ambition : briser le mur des silences, rendre la parole à ceux et à celles qui vivent et travaillent dans le dixième arrondissement* », précise *l'Ecluse* dans son premier éditorial. Et *la Brèche*, en mai 1977 : « *Le comité de rédaction est ouvert à tous et c'est collectivement, avec les gens du douzième, qu'est décidée la parution ou la non-parution des articles.* »

Un an après leur démarrage, nous retrouvons l'équipe de *Quartiers libres* dans un local un peu triste de la place des Fêtes. Bilan de cette première année, des difficultés, des contradictions. Le ton a changé : « Quartiers libres *c'est pour donner la parole aux gens, mais cette parole est bloquée... et les gens n'ont pas toujours des choses intéressantes à dire. Réécrire c'est souvent détourner, manipuler. Doit-on intervenir ou doit-on se contenter d'être une chambre d'enregistrement ? Si chacun dans l'équipe se disait qu'il peut écrire quelque chose dans le journal, ce serait déjà bien...* »

Mis à l'épreuve de la réalité, le mythe de la « parole au peuple » en prend un sacré coup. Il ne suffit pas de tendre son stylo pour qu'affluent aussitôt enquêteurs, reporters et scribouilleurs de tout poil.

Comment négocier avec ceux qui luttent, vivent, travaillent dans le quartier, mais qui n'ont pas le temps, qui n'osent pas ? Faut-il sauter le pas d'un certain professionnalisme et faire le travail à leur place ? N'écoutant que leur mauvaise conscience, les samaritains de la libre expression tentent de réinventer la déontologie journalistique. Relecture, correction des articles, la plupart ont la volonté d'assurer aux « acteurs de l'information » un juste contrôle sur ce que publient leurs journaux. Parfois, un article arrive, rédigé par un ou plusieurs habitants du quartier, et un autre problème se pose, tout aussi crucial : celui de la censure. De quel droit l'exercer ? Problème de pouvoir, bien sûr, mais aussi nécessité de conserver au journal son image, son style bien à lui. Pourquoi, en effet, sacrifier à la démagogie la qualité et la cohérence d'un « canard » que l'on essaie malgré tout de faire le mieux possible ?

Journalistes à leur corps défendant, les animateurs de la presse locale le sont tous plus ou moins après quelques années de pratique. Même si la résistance de certains à être des « professionnels de l'information » s'inscrit en filigrane dans le refus de signer les articles ou dans la volonté d'en rester à la bonne vieille frappe à la machine, « *plus conviviale* », au dire du *Canard du 13e*. Même si tous ces journaux combattent au sein des équipes la division du travail et s'ils pratiquent — avec plus ou moins de bonheur — le roulement des tâches (rédaction, maquette, diffusion, etc.).

Le Ras du Pavé, lui, a depuis longtemps sauté le pas d'un certain professionnalisme. — « *Un journal fait* par *des habitants, c'est une connerie* », dit Serge. Et tout se tient. S'il a récusé l'idée de « *rendre la parole aux habitants* », le journal des Halles et du Marais s'efforce de dépasser le bricolage convivial qui fait le charme de la plupart des journaux de quartier. Avec un rythme mensuel régulier, une personne payée à mi-temps pour assurer les permanences, des recettes publicitaires qui atteignent près de 20 000 francs par numéro, c'est déjà une autre échelle, une autre pratique, un autre projet.

Ghetto marginal

Le Ras du pavé est plus axé sur l'information utile que sur l'analyse et le débat idéologique. Provoquant l'inquiétude ou les sarcasmes des autres journaleux *qui crient à la « récupération »*, sa trajectoire a cependant le mérite de faire apparaître clairement certaines des limites ou des contradictions de la « petite presse ». Jusqu'à quel point, en effet, les équipes de ces journaux locaux sont-elles prêtes à occulter la réalité économique et tout bonnement commerciale de leur entreprise ? Dans quelle mesure souhaitent-elles sortir du ghetto des marginalités ? Le mode de diffusion choisi et l'attitude face à la publicité sont à cet égard très révélateurs.

Rue de Palikao, dans le vingtième arrondissement, aux antipodes. *Le 14e Village* sort de chez le brocheur. Tout frais empaqueté. Trois mille exemplaires à distribuer dans les soixante-quinze points de vente du quatorzième. Pendant deux jours cela va être une course un peu folle, de Plaisance à Montsouris et de boutiques en kiosques. Ici, pas de palabres, il faudra deux minutes pour déposer le journal, récupérer les invendus et encaisser l'argent des ventes. Là, on s'arrêtera un bon quart d'heure pour discuter, commenter le succès ou l'échec du précédent numéro, évaluer les chances du dernier : « *Vous avez Brassens à la une ? Ça c'est bien !* » Ou bien : « *Ben oui, vous savez, les immigrés, ça n'intéresse pas beaucoup les gens...* »

De saut de puce en saut de puce, on glane un potin, une information, on comprend que « *marchand de journaux c'est plus un métier et que les jeunes qui s'engagent dans la partie, maintenant, ils doivent être découragés par les impôts et les charges* ». On happe d'un air gourmand un nouvel épisode de la vie aventureuse de la marchande de journaux de la rue Gassendi.

Sans oublier ce vieux « prolo » impeccable qui vous rend systématiquement 2 francs de plus avec un coup d'œil complice : « *Entre p'tits, faut s'entraider !* » Et le carrousel étrange continue au milieu des embouteillages, selon des itinéraires plus intuitifs que rationnels. Moyen irremplaçable de recomposer comme un puzzle la physionomie des lecteurs du journal : un bon pourcentage de personnes âgées (plus du tiers), un bon tiers également de vingt-cinq-trente-cinq ans (la génération des années 70, déjà installée mais encore à l'écoute) et sur l'ensemble une nette majorité de femmes ; enfin, davantage de lecteurs de *Libé* et du *Nouvel Observateur* que du *Figaro* ou de *Valeurs actuelles*... On s'y attendait un peu...

Sur les sept journaux de quartier parisiens, trois seulement ont choisi de se soumettre au verdict souvent déconcertant ou décevant de la vente en kiosque : *le Ras du pavé*, qui passe par le réseau des Nouvelles Messageries de la presse parisienne; *le Canard du 13e* et *le 14e Village* qui assurent eux-mêmes la distribution dans la plupart des kiosques de leur arrondissement. Cela ne les empêche pas de recourir aux diverses possibilités qu'utilisent presque uniquement les quatre autres : dépôts dans les boutiques, ventes directes sur les marchés ou aux sorties de métro.

La « réclame »

Les quatre journaux qui se contentent de la diffusion directe et « militante » voient leurs ventes se stabiliser entre cinq cents et mille exemplaires. Les trois autres ont atteint ou dépassé largement les deux mille. Mais la qualité des uns et des autres s'en ressent également : qualité de la présentation, de la maquette, de l'impression et — nous semble-t-il — qualité, diversité, sérieux des informations. Vendre à cinq cents ou trois mille exemplaires ne suscite pas forcément les mêmes exigences, les mêmes efforts.

Autre problème, plus délicat encore : *celui de la publicité. Le Ras du pavé* est le seul à avoir ouvert largement ses colonnes aux annonceurs du quartier, sans hésitations ni remords. *Le 14e Village* est dans une situation plus ambiguë : d'abord réfractaires à cette source de financement, ses rédacteurs se sont résolus, après deux ans, à accepter la publicité pour couvrir le déficit du journal, sans toutefois se donner les moyens d'assurer sérieusement le démarchage des annonceurs. Une solution bâtarde, donc, qui a pourtant fait prendre conscience d'un élément important : aller voir les commerçants du quartier pour leur proposer de faire de la « réclame » constitue un moyen privilégié pour prendre contact avec eux, sur le terrain qui est le leur, et pour faire connaître un journal dont ils ignorent le plus souvent l'existence. Avantage subsidiaire peut-être, mais non négligeable quand on sait le rôle que les petits commerçants jouent dans l'animation d'un quartier, son dynamisme, son style.

En revanche, pour *le Quinziémard, la Brèche, Quartiers libres, le Canard du 13e* et *l'Ecluse*, la publicité c'est le diable. L'accepter, ce serait aliéner son indépendance et rentrer dans un système de production capitaliste. Dans son deuxième numéro, le journal du 10e annonce la couleur : « *Grâce à* l'Ecluse, *inutile de pester contre le système publicitaire, il suffit de nous aider à vivre.* » On ne saurait l'exprimer plus clairement : refuser la publicité, c'est entrer du même coup dans un système d'assistance, appels au peuple, souscriptions, sans oublier la sacro-sainte « fête de soutien » désormais démodée et qui n'apitoie plus guère les foules.

« *On est crevé, vous n'auriez pas une roue de secours ?* » lançait voilà plus d'un an dans ses colonnes l'équipe du *14e Village*.



ALAIN LETORT

LA BRECHE : c/o librairie 1984, 22, boulevard de Reuilly, 75012 Paris. Réunion le vendredi à 18 heures.

L'ECLUSE : 9, rue Sainte-Marthe, 75010 Paris. Réunion le jeudi à 20 heures.

LE QUINZIEMARD : B.P. 130, 75723 Paris Cedex 15. Réunion le mardi à 20 heures, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.

QUARTIERS LIBRES : 37, rue Saint-Fargeau, 75020 Paris. *Réunion le jeudi à 19 h. 30*, 9, rue du Pré-Saint-Gervais, 75019 Paris.

LE CANARD DU 13e : librairie « La commune de la Butte aux Cailles », 11, rue Barrault, 75013 Paris, tél. : 580-08-71. Réunion le lundi à 18 h. 30.

LE 14e VILLAGE : 8, rue de l'Abbé-Carton, 75014 Paris, tél. : 541-11-38. Réunion le lundi à 19 h. 30.

LE RAS DU PAVE : 30, rue Montmartre, 75001 Paris, tél. : 233-33-17 (correspondance uniquement 26, rue Montmartre).

Sûre de son fait, elle attendait d'un pied ferme que les mauvaises consciences se réveillent et que les chèques pleuvent. Le résultat de cette vaste entreprise (0 franc, 0 centime) eut un effet radical : quatre mois plus tard, le journal remontait doucement la pente grâce à 2 000 F de publicité commerciale.

« Mon bénévolat passe nécessairement par l'exclusion de la publicité dans le journal », déclare une rédactrice de *Quartiers libres*. Et elle ajoute : *« L'introduction de la publicité suppose un engagement à moyen ou à long terme que nous ne sommes pas sûrs de tenir. »*

Effectivement, tant qu'un journal reste modeste, tant qu'il se sent lui-même en sursis prolongé, il peut vivre ou vivoter grâce au bénévolat de quelques-uns. Mais passé le cap fatidique des 2 000 exemplaires vendus, le problème se complique. Qu'on le veuille ou non, il faut bien alors assumer l'idée que l'on devient une *petite entreprise commerciale*. *Le Ras du pavé*, on l'a vu, paie un permanent et la diffusion « militante » est assurée par des vendeurs recrutés sur petites annonces et payés au pourcentage. Depuis sa parution, *Le 14e Village s'offre le luxe d'un* « permanent bénévole » qui vit du chômage et travaille presque à plein temps au journal (un moyen comme un autre de tourner la difficulté...). Il n'y a guère que *Le Canard du 13e* — parmi les journaux qui s'enorgueillissent d'une vente appréciable — qui atteint les 3 000 exemplaires vendus sans apport financier publicitaire et sans permanent rémunéré. Un petit miracle qui s'explique en grande partie par la présence d'une équipe importante en nombre, très homogène et motivée.

Avec environ douze mille exemplaires vendus, les sept journaux de quartier de la capitale touchent probablement trente mille à quarante mille personnes. Décentralisés, ils campent sur leurs petits territoires à l'époque où toute la presse se concentre à coups de milliards. Phénomène surprenant, incongru même, dont on hésite à dire s'il est l'ultime expression des illusions et des mythes des années 70 ou l'amorce d'une relation nouvelle entre les Parisiens et leur ville, le journal et ses lecteurs. ■

CLUBS

Les surdoués de Mensa

Mensa est le seul endroit où l'on puisse se permettre de raconter n'importe quelle bêtise, puisque tout le monde sait que vous êtes supérieurement intelligent...

MURIEL RAY

VOTRE intelligence caracole-t-elle sur des sommets inaccessibles au commun des mortels ? En éprouvez-vous un pénible sentiment d'isolement ? Si oui, une seule solution : adhérez à Mensa. Qu'est-ce que Mensa ? Un club très, très fermé. Seul critère d'admission : obtenir, au cours d'une série de tests d'intelligence, un score supérieur à celui que pourraient atteindre 98 % des gens. *« Une association très démocratique*, commente Thierry Carabin, secrétaire général de Mensa-France. *Le nom de naissance n'a aucun poids ; la cooptation et le parrainage n'ont pas cours. Seuls comptent les résultats aux tests. »*

Si la performance vous tente, vous passerez une série de quatre épreuves couramment utilisées par les psychologues portant sur l'aptitude au raisonnement logique et à la compréhension verbale. Le tout dans l'ambiance feutrée des salons parisiens du P.L.M. Saint-Jacques, en séance surveillée et chronométrée. *« Pas la peine de surveiller votre montre*, intervient Thierry Carabin. *J'ai un chronomètre agréé, et de très bonne fabrication. »* On ne badine pas avec l'intelligence, à Mensa ! Celle-ci est considérée comme une aptitude innée et déterminée de façon constante pour chaque individu. Si donc vous échouez, pas question de renouveler la tentative : vous êtes pour toujours indigne d'appartenir à Mensa.

Oui ! vous avez franchi la barre. Vous faites partie de l'élite. Deux possibilités s'offrent à vous.

Rassuré sur vos capacités intellectuelles, vous quittez Mensa aussi vite que vous y êtes entré. Comme l'exprime avec simplicité un heureux élu : *« Je voulais voir si le complexe de supériorité que j'avais depuis toujours était fondé. Maintenant, je sais que c'est le cas. »*

L'autre option est de rester à *Mensa, et de participer à ses* activités. C'est là que les choses se compliquent. Que fait-on à Mensa ?

Mensa fut créée en 1945 en Angleterre, dans les décombres de la guerre. Pour ses fondateurs, l'intention était claire : *« Plus jamais ça! »* Avec, pour corollaire, une résurgence de la vieille idée du gouvernement des savants : la volonté de mettre les capacités de réflexion d'un groupe de cerveaux supérieurs au service de l'humanité. Si tous les gars supérieurement intelligents du monde... Teilhard de Chardin est ainsi appelé à la rescousse dans les statuts de Mensa : *« Rien dans l'univers ne peut résister à l'ardeur convergente d'un nombre suffisamment grand d'intelligences groupées et organisées. »* Trente-cinq ans après que reste-t-il de ces nobles ambitions ?

Mensa s'est développée. Elle compte 30 000 membres aux Etats-Unis, et 4 000 en Grande-Bretagne. Difficile d'estimer l'influence exacte de Mensa aux Etats-Unis. Mais le « label Mensa » a du poids dans l'opinion. Si vous faites partie de la section américaine de Mensa, vous avez tout intérêt à ne pas oublier de le mentionner sur votre carte de visite ou votre curriculum vitae. Détail significatif : seules des femmes adhérentes de Mensa ont été sélectionnées pour être inséminées artificiellement par le sperme des prix Nobel !

En France, le bilan est nettement moins impressionnant. Six cents membres seulement, effectif à peu près stable depuis 1970. Les Français seraient-ils si bêtes ? *« Pas du tout*, nous rassure Robert Lehr, président de Mensa-France. *Mais les Français n'ont pas la mentalité de club, caractéristique des pays anglo-saxons. »*

Maladie honteuse

En outre, les membres français de Mensa ne l'affichent guère : *« L'intelligence est mal vue, en France*, soupire un adhérent. *Les gens n'admettent pas que l'on puisse être intelligent, comme on a les yeux bleus ou verts. C'est presque une maladie honteuse. Il faudrait s'en cacher. »* Triste destin que de se définir comme supérieur, et de ne pas être reconnu comme tel par ses inférieurs !

Trop peu nombreux, et n'osant pas jouer du prestige que pourrait leur conférer leur image de « cerveaux », les membres de Mensa se condamnent donc à n'exercer aucune influence sur la société. *« Ce qui manque à Mensa, c'est une tête »*, confie sans rire un ancien adhérent... Ceux qui rêvaient d'un rôle occulte comparable à celui de la franc-maçonnerie ont dû rapidement déchanter. Après avoir abandonné leurs visées d'intérêt général, ils ont souvent sombré dans un corporatisme de quotient intellectuel : une part de l'activité de Mensa est ainsi orientée vers la défense des enfants *surdoués*.

Ces actions ne sont toutefois le fait que d'une minorité des membres de Mensa. Pour l'énorme majorité, Mensa est avant tout le lieu où l'on peut se rencontrer, discuter interminablement, entre pairs, de l'origine du monde ou de la méditation transcendantale. Le terme même de *Mensa* vient de *là*. Ne pas confondre : l'étymologie latine de Mensa n'est pas « mens », l'esprit, mais « mensa », la table : celle autour de laquelle on se réunit pour causer et échanger.

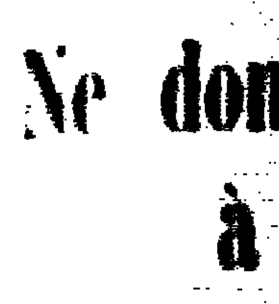
Mensa est un carrefour qui permet de rencontrer des interlocuteurs loquaces, curieux, et bienveillants. *« Mensa est le seul endroit où l'on puisse se permettre de raconter n'importe quelle bêtise, puisque tout le monde sait que vous êtes supérieurement intelligent ! »*, sourit un adhérent. *« L'attitude que nous avons quand nous discutons à Mensa*, explique un autre, *c'est de la compréhension gentille. On ne recherche jamais la contradiction pour la contradiction. »*

Que ressort-il de ces marathons verbaux entre athlètes du *Q.I.* ? *« A vrai dire, on est souvent déçu*, convient une adhérente. *On se retrouve dans une brasserie, on discute quelques heures, et puis on repart. Ça fait toujours plaisir de bavarder, mais on ne peut pas dire que nous fassions vraiment progresser la réflexion. »* L'intelligence « pure », celle que mesurent les tests, ne serait-elle qu'une coquille vide lorsqu'elle n'est pas portée par un projet ?

Ce qui s'échange à Mensa est en fait moins d'ordre intellectuel qu'affectif. La plupart des adhérents de Mensa appartiennent à la classe moyenne. Ils n'ont que rarement le sentiment de s'épanouir dans des professions sans grandes responsabilités, et vivent douloureusement le décalage entre l'idée qu'ils se font de leurs aptitudes, et l'image peu valorisante que leur renvoie la société. A Mensa, ils se sentent reconnus. Ils y trouvent une identité. En témoignent les thèmes de discussion. De quoi parle-t-on à Mensa ? avant tout, de l'intelligence. *Source inépuisable de variations*, les dernières en date tournant autour du problème de l'intelligence des machines. Mais on parle aussi, et beaucoup, de parapsychologie. Signe d'ouverture d'esprit, ou besoin de renforcer une identité élitiste par des intérêts ésotériques ?

On est toujours l'idiot de quelqu'un. Les membres de Mensa, eux aussi, en font l'amère expérience. Il existe en effet deux variétés de Mensa. L'espèce courante, écrasante majorité, se réunit au café, exerce des professions banales, a quitté sans lauriers le système universitaire. Au-dessus planent les « super-Mensa », qui se dénomment eux-mêmes, avec une touchante modestie, les « Mensa-plus ». Les super-Mensa se rencontrent dans les salons particuliers de bons restaurants, portent des *costumes* bien coupés, sont architectes, mathématiciens ou avocats. Contrairement à ce que l'on pourrait naïvement imaginer, les super-Mensa n'ont pas forcément un Q.I. supérieur à celui de l'espèce *courante*. *Comment le sauraient-ils ?* Personne ne connaît le score obtenu aux tests : l'un des principes de base de Mensa est que ces notes ne sont pas communiquées ; on est Mensa ou on ne l'est pas. Ce qui oblige à trouver d'autres critères pour rétablir une hiérarchie. Elitisme, quand tu nous tiens... Les critères retenus par les super-Mensa sont absolument flous : c'est l'arbitraire de la cooptation ; si l'un des vingt membres de *« Mensa-plus »* désire accueillir un nouveau, celui-ci sera invité à participer à un débat. L'ensemble du groupe pourra ainsi apprécier si les talents du candidat lui permettent d'accéder à la dignité enviée de super-Mensa.

S'il n'est pas admis, le candidat malchanceux pourra toujours *aller se consoler* au cinéma, et méditer le conseil de Woody Allen à Diane Keaton dans le film « Manhattan » : *« Vous devriez fréquenter des imbéciles ; ça vous changerait des génies ! »* ■



CROQUIS

V.R.P.-stress

Au coin des deux boulevards, croisée des vents et des *chemins*, elle *rompt* la marche du passant, force le regard, sinon l'arrêt. Candélabre planté sur le trottoir, elle observe, sagace, notre errance désordonnée et pourtant entêtée. Un peigne d'écaille dans un étui moucheté, une dentelle jaunie, un jupon de percale, voilà son éventaire étalé par terre.

« Je me suis dit, ma petite, à ton âge, aucun capitaliste ne t'engagera. C'est ça ou les ménages. Ici, je prends l'air, je vois du monde. » Avec son turban de 1914, ses rides de 1940, sa jupe bien tirée, ses sabots isolants, veste sur une autre veste, fatigue souriante, dignité, elle se confond à ce matériau hétéroclite, fonds de tiroir qu'elle proclame marchandise. Ce qu'elle présente là n'est ni assez vieux ni assez neuf. Pourtant elle vend, sans doute parce qu'elle étonne.

Avec les mois, l'éventaire s'étoffe. Les deux flics qui passent grommellent. *« Ça s'élargit, dites-donc. »* Mais comment interdire à la misère de s'étaler quand elle est si courageuse ? S'entassent maintenant robes flétries, poudriers écaillés, barettes, plats de cuivre, vases ébréchés. Une collègue de Montreuil l'a maintenant rejointe, pas loin, avec son fouillis de puces.

Ma vendeuse que je ne vois jamais vendre, malgré ses dires, est peut-être une espionne. Une caméra dans le turban, un talkie-walkie dans sa *manche* râpée, un magnéto à ses pieds, elle consigne nos allées et venues et nos balbutiements. Ou encore elle est payée par la Ville pour le folklore.

L'autre jour, je repère dans son étal une paire de chaussures flambant neuves. *« Elles étaient à moi »*. Achetées pour les grands jours, il y a vingt ans. *« Et quand vous n'aurez plus rien à vendre ? » « On verra. Il y a toujours des lots. »* Mari décédé, fils aussi, *qu'importe* l'avenir ? Elle sourit.

MARIE-LOUISE AUDIBERTI.

Utopie

« Je vous en prie, passez. » « Non, je n'en ferai rien. » *« Mais après vous »* et nous restâmes sur nos positions. *« Non, je ne passerai pas, à moins que vous n'avanciez le premier »*, ajoutai-je. Alors il s'exécuta et reprit sa marche, tout en soulevant cérémonieusement son chapeau gris et poisseux. Je le suivis quelques pas plus loin. Nous nous étions évités de peu, je sortais de l'immeuble comme à mon habitude sans prendre garde et légèrement pressé. Il pouvait bien avoir la cinquantaine, assez pauvrement vêtu, certainement un étranger, un Maghrébin. Je ne saurai jamais son nom ni qui il était, d'où il venait et où il allait, il mourra sûrement comme moi un jour : qu'importe, nous venions de nous comporter en êtres humains.

Le monde n'avait pas changé de face, la rue bruissait tant et plus, j'avais mes soucis d'emploi, mais il venait de se passer quelque chose d'important. Si un jour quelqu'un me demandait la définition d'une société utopique, je lui répondrais qu'il s'agit d'un monde où les hommes se saluent, s'effacent, se sourient et se laissent passer en faisant des politesses.

J.-J. MICALEF.

Éventaire

« Avis aux voleurs : ma voiture ne contient qu'un pied de chaussure sans intérêt pour vous, mais indispensable à mon travail. Merci. »

Julie est représentante-démonstratrice. Depuis cinq ans elle sillonne sans arrêt les rues de Paris pour visiter les commerçants. Son métier, de plus en plus difficile à exercer en ville, a deux fléaux : le stationnement interdit et le vol à la roulotte.

Quotidiennement Julie mène une vaste partie de cache-cache avec ses deux ennemis irréductibles : les contractuelles et les voleurs à la roulotte. Evidemment, ces deux personnages de la rue n'opèrent jamais en même temps. Avec les premières, le contact physique et les échanges verbaux sont permanents ; les seconds, elle ne les a jamais surpris *« mais dans certains quartiers, je les sens rôder ! »* Pour Julie, quand elle est chez un client, le plus pénible c'est cette inquiétude de ce qu'elle découvrira en sortant du magasin.

« Les dames en bleu ne me font pas la vie en rose ! », soupire-t-elle ; pourtant, le dialogue, souvent plutôt vif, lui évite parfois une contravention surtout avec les jeunes qui comprennent les difficultés de son travail. *« Avec les agents, le charme, ça marche presque à tous les coups ! Beaucoup aiment discuter et faire preuve d'indulgence si on le leur demande gentiment. »* La panique : le bénéfice d'une journée qui s'envole avec le papillon rouge et blanc collé sur la glace avant : *« Enlèvement demandé. »*

Contre les voleurs, elle a essayé toutes les protections. Sans résultat. Les objets de luxe qui encombrent son véhicule sont décidément trop tentants alors *« sauf à transformer mon auto en voiture blindée, je préfère faire appel à leur compréhension »* d'où la supplique du pare-brise.

Et, depuis six mois, cette action psychologique s'avère efficace. Une certaine complicité tacite semble même s'instaurer entre la jeune femme et les fantômes de la ville : *« Chacun son boulot*, dit-elle, *je ne souhaite qu'une chose, qu'ils me laissent travailler en paix ! »*

Pas d'agressivité, ni de provocation de sa part, au contraire, une certaine résignation : elle ne ferme jamais à clef les portières de sa voiture et elle laisse même à l'intérieur quelques gadgets « à emporter »... une sorte de péage ou de tribut payé à la tentation.

Pourtant, depuis une semaine, l'angoisse lui est revenue : elle est inquiète... pour la voiture neuve qu'elle vient d'acheter. Insoluble.

OLIVIER LERIDON.

Conte froid

de JACQUES STERNBERG.

Le documentaire

Les employés de la banque furent assez perturbés de voir, un matin, débarquer dans les bureaux une poignée de Noirs africains, à peine vêtus de pagnes et de colliers chatoyants.

Ils avaient troqué leurs lances et leurs boucliers contre des caméras et des projecteurs. En effet, ils tournaient un court métrage sur les rites bizarres des indigènes vivant en plein cœur de l'Europe blanche.

INDE

Les singes de la Vallée du Silence

Choisir entre les hommes et les singes? Le cas de la Vallée du Silence, dans l'Etat indien du Kerala, est exemplaire. Ecologistes et partisans du développement s'opposent vivement sur la préservation d'une forêt tropicale.

JEAN-MICHEL STOULLIG

UNE forêt tropicale, où sous la voûte des arbres gigantesques survivent les derniers macaques « à queue de lion », où des éléphants se fraient un chemin dans la végétation dense. Une petite forêt presque impénétrable du sud de l'Inde, dans l'Etat du Kerala, qui aurait tout pour continuer une vie commencée il y a cinquante millions d'années.

La Vallée du Silence *(Silent-Valley)* mobilise les passions. Son sort est périodiquement évoqué ces derniers mois par toute la presse indienne. De Delhi, Mme Indira Gandhi, elle-même, intervient dans le débat.

La cause de cette levée de boucliers ? Un projet de barrage hydro-électrique qui, d'après les écologistes, menace l'un des derniers îlots de forêt tropicale humide « semper virens » (toujours verte) de tout le sous-continent indien.

Mais, pour le Front de gauche qui dirige le Kerala sous la houlette du parti communiste marxiste, indépendant de Moscou et de Pékin, ce barrage est indispensable aux besoins énergétiques futurs et au développement de la région. Car le Kerala, le plus avancé socialement et culturellement des Etats de l'Inde, est très fortement peuplé et en proie au chômage.

Etagée sur les pentes de la chaîne montagneuse des Ghats occidentales, la vallée doit son nom à William Logan, gouverneur britannique du Malabar, qui, pénétrant en 1887 dans cette région escarpée de forêts et de clairières herbeuses, s'étonna de ne point y entendre au crépuscule la cigale locale. Il la baptisa Vallée du Silence.

Ce noyau de 9 000 hectares (39 000 avec les forêts avoisinantes) doit d'avoir été préservé jusqu'à nos jours à son isolement et à la difficulté d'accès pour son ennemi principal, l'homme : la forêt descend de façon abrupte de 2 500 mètres à 150 mètres d'altitude.

De fait, si elle a connu la présence de l'homme au cours des âges, elle n'est pas habitée de manière permanente, malgré le passage épisodique de tribus aborigènes des forêts voisines. Ces tribus primitives semi-nomades vivant surtout de chasse et de cueillette volent, du reste, leur équilibre de plus en plus menacé.

Tout cet environnement risque d'être modifié si le barrage est réalisé sur la rivière Kuntipuzha. Un lac de retenue de 6 kilomètres de long couperait la forêt en deux, submergeant 10 % de sa superficie.

Pour les autorités du Kerala, ce barrage, outre une production finale de 240 MW d'électricité, doit favoriser l'agriculture avec l'irrigation de 10 000 ha en aval, l'emploi (trois mille salariés pendant les six ans de construction), ainsi que le développement régional.

L'électricité

Au Kerala, la seule source d'énergie qui existe en abondance est l'hydro-électricité ; pour l'avenir (électrification de villages, nouvelles industries, etc.), on ne saurait renoncer, selon le gouvernement, à capter aucune rivière, d'autant que le site du barrage est idéal, notamment grâce à sa dénivellation. Ses adversaires ne contestent pas le fait, mais soulignent que le barrage ne fournirait que 7 % du potentiel hydro-électrique de l'Etat.

Pour l'instant, le Kerala dispose d'un surplus d'électricité (1) qu'il vend à bas prix aux Etats voisins (Tamil-Nadu et Karnataka) en échange de ciment, de sucre ou de riz, denrées que le gouvernement fédéral central ne lui livre qu'avec parcimonie, en arguant que d'autres régions de l'Inde sont prioritaires. Mais certains y voient la volonté de Mme Gandhi de « punir », par une sorte de blocus, un Etat d'opposition, qui par deux fois, au début de 1980, lui a réservé un affront électoral.

Le barrage est enfin destiné à stimuler le développement industriel de districts déshérités de la région du Malabar, où des entreprises ont été attirées par des prêts bancaires avantageux.

Un argument politique vient se greffer aux autres. Ces districts sont des bastions des communistes marxistes (C.P.M.). Ayant bénéficié, voici quelques années, d'une réforme agraire importante, ses habitants attendent impatiemment l'électrification totale promise depuis longtemps.

Les syndicats communistes font pression en faveur du projet au sein du C.P.M. et de son ancien rival, le C.P.I. (parti communiste d'Inde, pro-soviétique), avec lequel il forme cette année une alliance regroupant aussi des formations centristes. Mais, dans tous ces partis, au départ favorables au projet, les intellectuels hésitent maintenant et attendent le verdict des experts.

Localement, la controverse autour de la Vallée du Silence, où des intérêts privés sont également en jeu, est parfois passionnée : aux accusations de corruption lancées contre des responsables communistes qui seraient de mèche avec des adjudicataires de contrat, répondent celles qui s'adressent à de riches propriétaires coupables de se livrer à des abattages de bois clandestins ; l'omniprésente C.I.A. a même été mise en cause...

Tristes forêts

Le ministre de l'électricité du Kerala, M. Ballakrishna Pillai, est pour sa part pressé, car le coût initial du projet (700 millions de roupies, soit environ 40 millions de francs) s'alourdit d'année en année. Il affirme qu'*« il n'y a pas de problèmes pour l'environnement »*. Il rappelle que M. Desai, ancien premier ministre fédéral, donna son aval au projet en 1978, satisfait des promesses faites par le Kerala pour la protection du site.

Mais, tout en ayant constitutionnellement le droit de réaliser seul le barrage, le Kerala souhaite le concours de l'Etat fédéral et veut surtout éviter la confrontation politique directe avec lui.

Or, le gouvernement central paraît de plus en plus sensible aux inquiétudes des écologistes.

On assiste d'abord à une prise de conscience du piteux état général des forêts en Inde, pays jadis très boisé (2). La forêt n'y couvre plus que 7 % de la superficie totale (contre 25 % en France). Comme d'autres endroits du globe, des régions entières de l'Inde sont devenues arides au cours des âges à la suite d'un déboisement inconsidéré. Ce déboisement s'explique par plusieurs raisons communes aux pays tropicaux : besoins en bois de construction et en papier, besoins en bois de chauffage et de cuisson de la part de populations à forte croissance démographique, défrichements constants à la recherche de terres de culture ou de plantations plus ou moins illégales. Conséquence ultime de ces destructions : l'érosion des sols.

En effet, explique M. C. Karunakaran, directeur du Centre des sciences de la terre de Trivandrum, *« c'est un mythe de croire que le sol des forêts tropicales est riche et convient à l'agriculture. Très mince, il s'épuise très vite. »*

Comme les écologistes, il redoute que, avec l'arrivée des constructeurs du barrage et l'ouverture de routes d'accès, la

(1) Le Kerala exporte du courant au même titre que les produits agricoles — poivre, gingembre, cardamome, thé, café, caoutchouc, etc. — ou des « cerveaux » dans le reste de l'Inde et le Commonwealth, ou encore de la main-d'œuvre vers les Emirats du Golfe.

(2) M. Sanjay Gandhi, fils cadet du premier ministre, qui fait campagne contre la « déforestation », passe pour un avocat du maintien en l'état de la Vallée du Silence.

forêt ne soit livrée, comme ailleurs dans les Ghats, aux « squatters », braconniers et autres planteurs et coupeurs d'épices sauvages.

En outre, le lac de retenue, qui peut provoquer des activités sismiques et des glissements de terrain, risque, parallèlement à la destruction de portions de la forêt, d'altérer le micro-climat local (et notamment le régime des pluies).

On sait aussi que ce type de forêt tropicale humide, dont 2 à 3 % disparaissent chaque année de la surface de la Terre, contribue à l'équilibre atmosphérique de la planète.

Unique, la Vallée du Silence l'est aussi par la richesse de sa flore et de sa faune.

Si un inventaire complet des variétés biologiques n'a pas encore été mené à bien, on y a déjà relevé près de neuf mille espèces végétales. Le tigre y trouve refuge avec d'autres espèces menacées comme le chamois Ibex nilgiri, plusieurs sortes de batriciens, l'écureuil volant géant du Malabar, ou le macaque à queue de lion, qui vit lui-même *d'une baie ailleurs disparue*. Sarcastiques, les partisans du barrage résument leur position en demandant s'il faut *« choisir des hommes ou des singes »*.

On ne connaît pas non plus toute la richesse du « pool génétique » *de la forêt, qui permet* des recherches de plantes médicinales et de nouveaux médicaments ; les variétés sauvages de plusieurs épices et de riz peuvent aussi être utilisées pour la sélection de plantes hybrides résistant aux maladies et aux parasites.

Convaincu par ces arguments, le secrétaire d'Etat fédéral à l'agriculture, M. M.S. Swaminathan, demande dans un rapport remarqué la préservation de la Vallée *du Silence, ne serait-ce* qu'à titre d'« échantillon » pour les générations futures.

Mais, comme les autres défenseurs de l'environnement, il ne pensent pas que écologie et développement soient incompatibles, *et préconise un plan de* rechange pour le Malabar. Il propose ainsi de choisir un des vingt autres sites étudiés pour le barrage, et d'améliorer les réseaux de transmission et de distribution de l'électricité produite par *le* barrage d'*Idukki*, plus au sud ; il demande aussi qu'on n'écarte pas le recours à l'énergie solaire.

Une réserve

Pour l'irrigation, les écologistes suggèrent l'utilisation des eaux souterraines et des abondantes nappes phréatiques. Enfin, ils prônent la création *d'entreprises d'Etat, restée jus*qu'ici dans les cartons, faute de crédits, l'exploitation contrôlée des zones tampons de la forêt, ainsi que la construction de routes rurales, dont la région est singulièrement dépourvue.

Pour leur enfant chéri, les croisés de la Vallée du Silence réclament la création d'une « réserve nationale de la biosphère, qui s'étendrait sur 40 000 hectares avec les forêts contiguës. Elle serait financée par le gouvernement central, puisque le patrimoine naturel concerne le pays tout entier. Ce type de réserves, patronnées par l'UNESCO, qui apporte le concours de ses experts, vise à la conservation d'écosystèmes représentatifs. Les réserves de la biosphère (il en existe un réseau de cent quarante-quatre dans le monde) ont la particularité de combiner la préservation complète d'une grande partie de la zone (aire centrale) avec l'utilisation réfléchie des *zones* tampons, des recherches expérimentales à long terme, sans oublier l'éducation du public.

L'Inde, pays pauvre, n'a pas les moyens de renoncer purement et simplement à des projets de développement *viables et* nécessaires, alors que les Etats-Unis ont pu abandonner un barrage dans la vallée du Tennessee, il y a quelques années, pour la préservation d'une espèce de poisson. Mais, même en Inde, les beaux projets à courte vue ne manquent pas. Dans le cas de la Vallée du Silence, où l'a vu, l'alternative n'est pas entre tout ou rien, puisqu'un plan régional est proposé, si possible avec le concours d'organismes *internationaux*.

Il reste que c'est en définitive la population locale qui décidera de l'avenir de la forêt de la Vallée, en dépit de la répression par la loi. Si cette population paraît sensible à la préservation des sols, *elle l'est moins à la survie* d'une espèce de singes. Or, bien que le taux de croissance démographique commence à se tasser, la densité au Kerala est une des plus fortes du monde (environ 600 habitants au kilomètre carré) : tôt ou tard, les empiétements sauvages sur la forêt risquent d'en avoir raison. ■

CHINE

Ne donnez pas votre corps à n'importe qui !

Pas de relations sexuelles avant le mariage. Les jeunes filles chinoises doivent garder leur virginité. Si elles ne le font pas toujours, la faute en est à la « bande des quatre ». L'article ci-dessous est extrait de « la Revue de la jeunesse chinoise » de mars 1980.

BAI QIANCHENG

LA chose suivante s'est passée dans une usine de filature de Shanghaï. Une jeune fille *faisait* tout son possible pour se trouver un ami financièrement à l'aise. On lui parla un jour d'un petit ami possible : il *s'agissait* du fils unique d'une famille riche *et propriétaire d'une maison*. Toute joyeuse, elle alla voir le soir même le garçon. Une semaine après, ils avaient fait connaissance et le garçon la séduisit par de belles paroles et lui dit : *« Tu es maintenant ma femme, nous avons l'âge, marions-nous ! »*

La jeune fille se laissa prendre par les belles paroles du garçon et accepta d'avoir avec lui des relations sexuelles. Peu après, elle était enceinte.

Quand elle alla voir le garçon pour lui demander conseil pour régler l'affaire, ce dernier prit une expression sévère, et la contraignit à aller se faire avorter ; il la menaça même de rompre avec elle si elle n'allait pas *se faire avorter. La jeune fille* n'eut pas d'autre recours que d'aller se faire avorter en cachette. Mais le jeune homme avait atteint son but — s'amuser avec la jeune fille ; dès lors, il se montra de plus en plus indifférent à son égard. Peu après, il se mariait avec une autre jeune fille, abandonnant la première...

Cette histoire suscita beaucoup de commentaires à la filature.

La moralité de ce garçon est certainement tout à fait dégénérée. Au nom de l'amour, *il* a employé les méthodes les plus basses pour se jouer de deux jeunes filles. On lui a infligé une peine disciplinaire, et il a subi la réprobation sociale.

Mais il n'est pas nécessaire de trop s'étendre sur son cas. Ce qui mérite davantage notre attention est la question suivante : *« Pourquoi cette jeune fille a-t-elle pu être ainsi trompée ? Quelle leçon peut-elle retirer de cette histoire ? »*

Nous soulèverons deux points, deux avertissements aux jeunes filles sur la question de l'amour [*c'est le même terme qui désigne l'amour et les fiançailles ou plutôt le moment où l'on commence à se connaître et à se faire la cour* (note du traducteur)].

1. — IL FAUT AVOIR UNE VISION JUSTE DE L'AMOUR.

La vision de l'amour est une partie de la conception de la vie. Notre conception de l'amour dépend de notre conception de la vie. Prenons, par exemple, un révolutionnaire : non seulement il aura avec son conjoint des relations de bon époux, mais sur le chemin de la vie ils seront camarades et combattants. Pour eux, s'unir, c'est vouloir avoir une longue vie commune et combattante *ensemble*. *Quel est* le caractère moral du conjoint, est-il bon ou mauvais, quelle est sa pensée, quelles sont ses aspirations, n'est-ce pas très souvent après le mariage que l'on pourra découvrir le facteur déterminant qui permettra de *s'aider mutuellement*, de partager les mêmes idéaux et de vivre en harmonie ?

Considérations

Le choix d'un époux doit non seulement se faire à partir de considérations sur les conditions physiologiques du futur conjoint, ses conditions économiques, son caractère, ses goûts, ses talents, mais aussi à partir de sa position politique, de *la qualité* de sa pensée. Seul un amour construit sur la base d'un idéal révolutionnaire peut être solide et durable et procurer un véritable bonheur aux deux époux.

Ces dernières années, Lin Biao et la « bande des quatre » ont corrompu l'atmosphère de notre société, et de nombreux jeunes en ont été profondément atteints. Un certain nombre de jeunes, et plus particulièrement un certain nombre de jeunes filles, choisissent leur ami en fonction de sa richesse et *calculent* la qualité des cadeaux de mariage en fonction du salaire du garçon, ou mettent comme première condition pour parler d'amour la situation sociale et le pouvoir des parents de leur ami.

Revenons à l'histoire de cette jeune fille trompée. Dès qu'elle a entendu dire que la famille du garçon était riche et possédait une maison, elle a accepté avec joie. Ce qu'elle aimait, ce n'était évidemment pas le garçon, mais son argent et sa maison. Un tel amour basé d'abord sur un bien-être matériel n'est certainement pas un amour véritable. La raison fondamentale qui a fait que cette jeune fille a pu être trompée réside dans sa conception déficiente de l'amour.

Les filous, voyous et autres personnages à moralité dépravée de notre société profitent de cette faiblesse de certaines jeunes filles, ils se servent de leur argent, de leur statut, de leur pouvoir comme appât pour que les jeunes filles ne pensent plus qu'à eux et tombent ainsi dans leur piège.

2. — IL FAUT ETRE SERIEUX ET NE PAS ETRE INSOUCIANT.

Cette jeune fille n'était avec ce garçon que depuis une semaine, elle ne le connaissait pas encore ; déconcertée par de belles paroles, elle s'est donnée à lui avec légèreté. Cette attitude insouciante est aussi une raison importante de cette tragédie de l'amour. Et, d'après ce que l'on peut savoir, dans des cas similaires qui vont de la tromperie à la perte de la virginité, c'est toujours la même chose.

Pas trop vite

On a pris l'habitude de présenter la question du mariage comme une question « individuelle », mais cette approche n'est ni scientifique ni exacte. Après le mariage, toute personne a des *devoirs envers son conjoint*, ses enfants et la société. La question de l'amour et du mariage n'est absolument pas une affaire uniquement privée, mais elle est profondément liée à toute la société. Nous devons, *nous les jeunes*, avoir une attitude responsable envers la société, les autres et nous-mêmes afin de pouvoir traiter avec sérieux et prudence la question de l'amour et du mariage. Une fois qu'un garçon et une jeune fille *se connaissent*, il ne faut pas vouloir déterminer les relations avec impatience ni vouloir se marier trop vite ; il faut plutôt essayer de comprendre et de porter un jugement sur son ami et, pour cela, le mieux est d'écouter *l'opinion des camarades et* des responsables de l'unité de son ami.

En 1866, alors que Paul Lafarge était amoureux de la seconde fille de Marx, Lola, Marx lui écrivit une lettre dans laquelle il disait : *« En ce qui me concerne, la vérité de l'amour se manifeste dans l'attitude réservée, modeste, courtoise jusqu'à être de très grande pudeur, de l'amoureux envers celle qu'il chérit ; elle ne peut se manifester dans une chaleur de sentiments révélés trop librement et dans une intimité de courte durée. »* Marx va même plus loin et exhorte Lafarge : *« Avant même de penser au mariage, vous devez mûrir et, de plus, aussi bien vous qu'elle, avez besoin d'être mis à l'épreuve. »* Ces quelques phrases restent *actuelles* pour nous aujourd'hui.

Il nous faut donc bien insister *sur le fait que les jeunes amoureux* doivent faire une claire distinction entre les fiançailles et le mariage, et cela afin d'empêcher les relations sexuelles avant le mariage.

Tout le monde sait que même s'il y a des liens entre le temps des fiançailles et le mariage ce *sont deux choses différentes. Les* fiançailles sont une période de compréhension et d'examen mutuels d'un homme et d'une femme au cours de laquelle leurs sentiments grandissent. Dans cette période, les deux personnes ne sont pas tenues par des liens légaux. Les fiançailles peuvent donc conduire à une plus grande union, tout comme à une rupture. C'est un temps où les deux personnes ont des relations de camarades et d'amis mais pas de relations de mari et de femme, un temps qui n'autorise pas les relations sexuelles.

Légalité

Pour le mariage, il faut passer par une forme légale. Ce n'est que lorsque l'homme et la femme ont reçu cette approbation légale, qu'ils ont été unis comme mari et femme qu'ils peuvent alors avoir une vie de relations sexuelles.

Tout cela, tout le monde le savait, mais, ces dernières années, en raison des troubles et des destructions de la « bande des quatre » et de Lin Biao, le concept de légalité de quelques jeunes a été complètement brouillé, et ils pensent à tort : *« De toute façon, nous avons déjà défini nos relations, tôt ou tard, n'est-ce pas la même chose ? »* Menés par de telles idées confuses, ils ont, envers les relations sexuelles, une attitude d'insouciance extrême.

Ce jeune homme à la moralité dépravée s'est donné une échappatoire, et alors qu'il n'était pas officiellement marié, il a menti en déclarant *« Tu es déjà ma femme »* et a fait ainsi tomber la jeune fille dans son piège. Après que cette jeune fille eut été abandonnée, il lui était impossible d'avoir un recours légal.

Cette attitude insouciante à propos des relations sexuelles a pour les jeunes filles toutes sortes de conséquences désastreuses : *certaines* se trouvent enceintes alors qu'elles ne sont pas mariées ; l'avortement auquel elles ont recours atteint leur réputation tout autant que leur santé ; certaines autres, après avoir eu des relations sexuelles, découvrent que *du côté du garçon* il y a un certain nombre de problèmes et que le mieux est alors de partir chacun de son côté ; pour d'autres, enfin, tout en n'étant pas satisfaites du garçon, comme de toute façon *« quand le vin est tiré il faut le boire »*. [Litt. : *le riz est déjà cuit*] il ne reste plus qu'à se marier à contrecœur, et, une fois mariées, cela ne peut donner que des raisons à la discorde...

Ce qu'il faut bien montrer, c'est que cette *attitude insouciante* donne aux voyous et aux délinquants qui cherchent à s'amuser avec des jeunes filles des occasions qu'ils peuvent exploiter à leur avantage, et que beaucoup de jeunes filles subissent de leur part un tort *physique*. On ne peut donc qu'attacher une très grande importance à ce problème.

Mais pour toutes ces jeunes filles qui ont déjà perdu leur virginité, que faire ? Nous croyons que ce n'est que dans la mesure où elles pourront en tirer une juste leçon qu'elles obtiendront la compréhension des autres et que de gentils garçons pourront alors leur porter un amour sincère. Bien sûr, il vaut mieux prendre des mesures préventives plutôt que réparer la bergerie après qu'un mouton est parti.

Nous exhortons donc solennellement les jeunes filles pour la *période de leurs fiançailles : « Ne donnez pas votre corps avec légèreté à n'importe qui ! »* ■

REFLETS DU MONDE

REUTERS

Du bon usage des catastrophes

Le malheur des uns fait décidément le bonheur des autres — ou en tout cas leur prospérité. L'agence Reuter écrit :

« L'un croise dans les Caraïbes, l'autre dans le Golfe. Un autre est ancré au large de Hongkong, tandis qu'un quatrième navigue patiemment dans la Manche. Ce sont les remorqueurs d'une compagnie néerlandaise d'assistance maritime qui, comme beaucoup d'autres navires d'entreprises concurrentes, ailleurs dans le monde, font le guet près des grands couloirs empruntés par les pétroliers, attendant que l'un d'eux explose ou s'échoue.

» Avec un peu de chance — du point de vue du sauvetage en mer — ces remorqueurs se trouveront dans les parages d'une catastrophe survenant à un pétrolier. Ce genre de désastre maritime est de plus en plus fréquent. Virtuellement, cela peut être une véritable mine d'or pour la firme qui parvient à sauver un superpétrolier et sa cargaison. Les récompenses s'élèvent jusqu'à 1 million de dollars. Les directeurs des compagnies de sauvetage aux Pays-Bas, qui sont probablement les plus expérimentées du monde, déclarent que la quête vampirique de ce qu'ils appellent les « victimes » découle d'une pure nécessité économique. Il se perd en moyenne un navire quelque part dans le monde tous les deux jours, mais rares sont les accidents qui offrent aux sauveteurs la chance de s'enrichir grassement. Les dépenses de maintien d'une flotte de remorqueurs autour de la planète sont tellement élevées que des efforts spéciaux doivent être tentés pour « décrocher le gros lot », qui permet d'amortir les factures. »

THE GUARDIAN

L'armée des fans

Un lecteur écossais, pince-sans-rire, écrit au quotidien londonien *The Guardian* :

« Je suis surpris de lire que le gouvernement envisage de prendre au stade de Wembley de nouvelles mesures contre les fans écossais du football. Cette énorme quantité d'énergie patriotique pourrait sûrement être mieux canalisée dans un dessein international plus utile.

» Par exemple, Mme Thatcher et compagnie pourraient expédier 80 000 fans écossais à Moscou. Cela causera sûrement plus de dommages aux Russes qu'un boycottage faible et à contre-cœur. La situation iranienne pourrait, peut-être, trouver une solution en quelques heures si des hordes vêtues de tartans descendaient sur Téhéran. »



Les conducteurs italiens plus sûrs que les suisses

Il est des stéréotypes tenaces — par exemple celui dont sont victimes les automobilistes italiens, relève le quotidien de Lausanne *24 Heures*. Qui — même en France — aurait pu croire les conducteurs helvétiques plus dangereux que leurs homologues transalpins ? C'est pourtant bien le cas, si l'on en croit le quotidien suisse, qui écrit :

« Fantaisistes, imprévisibles, indisciplinés, effrontés et malins, les automobilistes italiens laissent d'ordinaire à leurs homologues suisses des souvenirs de vacances impérissables. Dans les villes surtout : « Ils ne s'arrêtent » même pas aux feux rouges, » ils ne respectent pas la » ligne blanche, ils remontent des sens interdits, ils » zizaguent d'une file à l'au» tre et ignorent les présélec» tions, ils roulent à quatre » de front sur deux pistes ! » Que de camouflets infligés à l'automobiliste helvétique et à son respect inné du code de la route ! Que d'anxiétés en perspective pour le touriste contraint de traverser Milan ou Rome, plus encore Naples ou Palerme ! Sont-ils fous ou sont-ils sages, ces Italiens ? Les statistiques sont formelles : ils conduisent beaucoup mieux que nous.

» D'une comparaison portant sur dix-huit pays européens et les quatre pays extra-européens au plus fort taux de motorisation, il ressort que, du point de vue du nombre de morts dans des accidents de la route par million d'habitants, l'Italie ne vient qu'au seizième rang avec cent cinquante morts pour un million d'habitants, la Suisse au onzième (196), la France au septième (245). (...) Mieux encore, si l'on comptabilise le nombre de morts par 100 000 véhicules en circulation, l'Italie ne vient plus qu'au dix-huitième rang avec cinquante morts pour 100 000 véhicules, la Suisse reste au onzième rang (60), l'Allemagne fédérale vient au dixième (68), la France au huitième (74). »

ÉTRANGER

2. — **NEPAL** : 55 % des électeurs repoussent l'instauration d'un régime multipartite et se prononcent pour le maintien de la représentation *indirecte* (3, 15 et 16).
2-12. — **VATICAN** : Voyage de Jean-Paul II dans six pays d'Afrique (du 2 au 14).
3-7. — **ALGERIE** : Le F.L.N. réaffirme sa volonté de généraliser la langue arabe et de renoncer au français « en tant qu'expression du colonialisme » (6 et 11-12).
7-8. — **OPEP** : les ministres de l'OPEP, réunis à Taïf, en Arabie Saoudite, acceptent le principe d'une indexation des prix et la création d'une agence d'aide au développement chargée de financer les importations pétrolières du tiers-monde (7, 8 et 10).
9. — **GRECE** : M. Georges Rallis succède à M. Constantin Caramanlis à la tête du gouvernement après l'élection de ce dernier, le 5, à la présidence de la République (du 6 au 14).
9-10. — **FRANCE-AFRIQUE** : M. Giscard d'Estaing préside à Nice la 7e conférence franco-africaine, qui réunit vingt-six participants (du 9 au 14).
10. — **OUGANDA** : Des militaires favorables à l'ancien président Obote destituent le président Binaisa (du 9 au 20).
10. — **ETATS-UNIS** : Le dépôt de bilan de Chrysler est évité grâce à une garantie d'emprunt de 1,5 milliard de dollars accordée par le gouvernement américain (13-14).
11. — **SUEDE** : Le relèvement des salaires met fin aux grèves et aux lock-out qui paralysaient le secteur public depuis le 25 avril et le secteur privé depuis le 2 mai (du 3 au 15).
11. — **R.F.A.** : Le parti social-démocrate (S.P.D.) du chancelier Schmidt remporte une nette victoire sur le parti chrétien-démocrate (C.D.U.) de M. Franz-Josef Strauss, en Rhénanie-Westphalie à cinq mois des élection générales (10 et 13-14).
11. — **ARABIE SAOUDITE - FRANCE** : Conclusion d'un accord prévoyant la fourniture de matériels de guerre à la marine saoudienne (13-14).
12. — **BRESIL** : L'action répressive du gouvernement contre les syndicats contraint les métallurgistes de la banlieue de Sao-Paulo à reprendre le travail après quarante et un jours de grève (13-14).
13. — **SUISSE** : La libération du deuxième douanier français encore détenu à Berne *met fin* à une crise entre la France et la Suisse qui avait relancé la controverse sur le secret bancaire (du 8 au 17).
14. — **OPEP** : La hausse de 2 dollars par baril décidée par l'Arabie Saoudite est suivie du relèvement des prix du pétrole de la plupart des pays membres (à partir du 16).
14. — **GRANDE-BRETAGNE** : Echec de la journée d'action syndicale contre la politique de Mme Thatcher, alors que le chômage et l'inflation sont au plus haut niveau depuis 1945 (16, 18-19 et 24).
16. — **JAPON** : M. Ohira, mis en minorité par une motion de censure socialiste, appelle à des élections générales pour le 22 juin (17 et 18-19).
16-18. — **FRANCE - MEXIQUE** : Visite officielle en France de M. José Lopez Portillo, chef de l'Etat mexicain (du 16 au 20).
17-18. — **ETATS-UNIS** : Des émeutes raciales provoquent la mort de quinze personnes à Miami (20, 21 et 30).
18. — **CHINE** : Un missile balistique intercontinental est lancé « avec un plein succès » dans le Pacifique sud (20).
18. — **PEROU** : L'ancien président Fernando Belaunde Terry remporte la première élection présidentielle organisée après douze ans de régime militaire (17, 20 et 21).
18. — **BELGIQUE** : M. Wilfried Martens forme son troisième gouvernement, *composé de sociaux-chrétiens*, de socialistes et de libéraux (20).
18. — **AUTRICHE** : M. Rudolf Kirchschlaeger est réélu à la présidence de la République (17 et 20).
20. — **CANADA** : *59,5 %* des Québécois repoussent le projet de « souveraineté - association » proposé par M. René Lévesque, premier ministre de la province (22, 23 et 30).
20-25. — **AFGHANISTAN** : Des manifestations antisoviétiques d'étudiants sont très sévèrement réprimées à Kaboul : une cinquantaine de jeunes gens et de jeunes filles auraient été tués et de nombreux autres blessés (du 25 au 28).
22. — **EGYPTE** : 99 % des électeurs approuvent, par référendum, cinq amendements constitutionnels, dont la promotion du droit islamique comme « source fondamentale de la législation » (4-5 et 25-26).
22. — **CUBA** : Les autorités cubaines repoussent une proposition de discussion sur la question des réfugiés — près de soixante-dix mille sont déjà arrivés en Floride — et invitent les Etats-Unis à des négociations globales (24).
23 et 30. — **MAROC** : L'approbation massive recueillie par les deux référendums modifiant la Constitution est présentée comme un « renouvellement de l'allégeance au roi » (9, 15, 25-26, 27/5 et 3/6).
26. — **ETATS-UNIS** : M. George Bush renonce à sa candidature à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle, alors que MM. Carter et Reagan sont assurés de la victoire dans leurs partis respectifs (28, 29 et 31).
26-27. — **CAMBODGE** : La conférence de Genève, *réunie par* l'ONU, obtient des participants 116 millions de dollars de nouvelles contributions à l'aide humanitaire (28 et 29).
26-28. — **FRANCE - NORVEGE** : Visite officielle de M. Raymond Barre en Norvège (du 24 au 31).
27. — **CHINE-JAPON** : M. Hua Guofeng arrive à Tokyo pour une visite de six jours au Japon (à partir du 28).
28. — **ETATS - UNIS** : Le taux d'escompte est ramené de 13 % à 12 %, alors que la baisse d'indice de l'activité économique (— 4,8 % en avril) confirme les craintes de récession (30/5 et 1er-2/6).
30. — **C.E.E.** : Accord des Neuf, *à Bruxelles* : la *Grande-Bretagne* obtient une réduction substantielle de sa contribution au budget communautaire, ce qui devrait permettre l'application du compromis *obtenu la veille sur la* politique agricole (à partir du 31).

L'ARMÉE A SÉOUL

A partir du 3, les étudiants manifestent en Corée du Sud pour protester contre la loi martiale. Ils demandent le retour à la démocratie, et la démission du général Chon, nouvel homme fort du régime.

Le 17, l'armée prend le contrôle du pays : la loi martiale est étendue, et les principaux opposants arrêtés.

Du 18 au 27, une insurrection éclate à Kwangju, ville du sud du pays. L'intervention de l'armée aurait provoqué la mort de trois cents personnes.

Le 24, M. Kim, ancien chef des services secrets, condamné à mort pour le meurtre, en octobre 1979, du président Park, est exécuté.

Le 28, les Etats-Unis demandent la formation rapide d'un « gouvernement civil ayant une large assise populaire ».

Le 31, un comité spécial de sécurité, composé à majorité de militaires, est constitué pour coordonner les mesures prises en application de la loi martiale. (4-5 et à partir du 15.)

JEUX OLYMPIQUES

Lord Killanin, président du C.I.O., rencontre M. Brejnev le 7, puis M. Carter le 16, avant la date de clôture des inscriptions aux Jeux de Moscou le 24 mai. Le C.I.O. annonce, le 27, la liste officielle des quatre-vingt-cinq participants ; vingt n'ont pas répondu. Les comités nationaux des Etats-Unis, de l'Allemagne fédérale, du Japon, du Canada et de la Chine sont parmi les vingt-huit qui ont décliné l'invitation. Alors que l'U.R.S.S. affirme que le boycottage a « manifestement fait faillite », *les Etats-Unis demandent, le 28, à « tous* ceux qui pourraient avoir accepté prématurément » *de* « revenir sur leur décision, à la lumière de la situation en Afghanistan » *(du 8 au 30).*

MORT DE TITO

Le 4, le maréchal Tito meurt à l'âge de quatre-vingt-sept ans, après trois mois d'agonie. Mises en place par le président yougoslave lui-même, les directions collégiales de l'Etat et du parti prennent en charge les affaires de l'Etat comme elles l'ont fait depuis le début de la maladie de Tito.

De nombreux messages de condoléances saluent la mémoire du dernier des chefs historiques de la lutte contre les nazis, du père de l'autogestion socialiste, et d'un des fondateurs du mouvement des non-alignés. A l'Est, on souligne son appartenance au mouvement communiste international, sans faire allusion à la rupture de 1948 avec le Komintern.

Le 8, trente-cinq chefs d'Etat, et une soixantaine de chefs de gouvernement, dont les principaux dirigeants de tous les pays de l'Est, assistent aux obsèques : MM. Brejnev et Hua Guofeng se rendent à Belgrade. Sont en revanche absents : MM. Carter, Giscard d'Estaing et Fidel Castro. De multiples entrevues politiques ont lieu en marge des cérémonies. (Du 6 au 10.)

PRECISION : Le meurtre des deux casques bleus irlandais de la FINUL tués le 18 avril a été matériellement commis par des musulmans chiites dans la partie du *sud-Liban* contrôlée par les milices chrétiennes du commandant Haddad.

Les prétentieux

COMMENT peut-on encore oser être journalistes ? Comme s'il ne suffisait pas d'aller chercher au sein des multiples institutions les faits qu'elles entendent encore cacher ; il faudrait aussi que ces professionnels de la révélation prétendent rapporter la vérité. Et, ce qui est pis, qu'ils y parviennent de temps à autre.

Un pays vient de faire justice de cette prétention. L'Espagne a su rappeler à l'ordre — à l'Ordre — un de ces prétentieux. « *Pour avoir dénoncé les atteintes à la* liberté de la presse, le directeur du quotidien « El Pais » *(a été) condamné* à trois mois de prison », nous indique un quotidien du soir — qui n'est pas espagnol (« le Monde » daté 13-14 mai).

Et pour qu'il soit avéré que le péché était mortel, les autorités madrilènes ont derechef, après la sentence, engagé un nouveau train de poursuites pour « graves injures à la police » parce que, le 15 décembre dernier (on a pris le temps de la réflexion...), « *El Pais* » avait reproduit de graves accusations émanant de comités d'étudiants contre cette police. Or la police, *qu'on soit au-delà ou en-deçà des Pyrénées, ne saurait mal faire.* Comme la reine d'Angleterre en somme.

Dans l'autre péninsule méditerranéenne, on est aussi rigoureux sur le chapitre de ce qu'il convient de dire pour ne pas heurter la susceptibilité des autorités publiques : un journaliste du « Messaggero » a *été condamné*, le 24 mai, à un an et demi de prison pour violation du secret de l'instruction. Ce journaliste avait reproduit l'interrogatoire d'un « rouge-brigadiste » repenti.

Il est bien connu que la violation du secret n'est opportune, voire *légale*, que *lorsqu'elle* est *le fait* de ceux qui la détiennent. L'étrange *époque* aussi qui se dit moderne, neuve, héritière des *Lumières et condamne* celui *qui* révèle la *faute avant celui qui* l'a commise, s'il n'est châtié à sa place.

PHILIPPE BOUCHER.

La chronologie établie par Philippe Boucher et Edouard Masurel paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres figurant *entre parenthèses indiquent* la *datation du numéro du « Monde » où* est rapporté l'événement cité.

LA TOURMENTE D'ASIE CENTRALE

5. — Des soldats britanniques prennent d'assaut l'ambassade d'Iran à Londres : quatre des cinq « preneurs d'otages » sont tués ainsi que deux otages, exécutés par les Iraniens du Khouzistan qui réclamaient, depuis le 30 avril, la libération de 91 de leurs compatriotes détenus en Iran (du 2 au 8).
8. — Mme Farrokhu Parsa, ex-ministre de l'éducation du *chah, est fusillée pour « corruption* sur terre » : en quinze mois, 800 personnes environ ont été exécutées (9).
9. — Victoire des intégristes musulmans au deuxième tour des élections législatives iraniennes : vingt-neuf des deux cent soixante-dix sièges restent encore sans titulaire. (11-12 et 29.)
14. — Le gouvernement afghan propose l'ouverture de pourparlers avec l'Iran et le Pakistan et suggère que l'U.R.S.S. et les Etats-Unis garantissent un règlement qui conduirait à l'évacuation des forces soviétiques. M. Muskie, secrétaire d'Etat américain, juge « illusoire et ambigu » ce plan qui prévoit la reconnaissance préalable du gouvernement Karmal. (16.)
14. — Les pays intégrés à l'OTAN *confirment*, à Bruxelles, leur volonté de renforcer les forces de dissuasion en Europe et approuvent l'extension des moyens de défense en Asie du Sud-Ouest décidée par les Etats-Unis (16).
14. — Sanandaj, principale ville du Kurdistan iranien, est évacuée par les guérilleros et occupée par l'armée régulière après un mois de violents combats (16 et 17).
14-15. — Les pays du pacte de Varsovie, réunis dans cette ville, lancent un appel « unanime » pour préserver et développer la détente et proposent la *réunion d'un « sommet mondial »* destiné à « liquider les foyers de tension » (17).
15-16. — La célébration, à Vienne, du vingt-cinquième anniversaire du traité d'Etat autrichien donne lieu à des rencontres entre les principaux ministres des affaires étrangères occidentaux et M. Gromyko. *Celui-ci* s'entretient, *sans succès*, avec M. Muskie (18-19).
17-18. — Les ministres des affaires étrangères des Neuf, réunis à Naples, décident de prendre des sanctions économiques contre l'Iran, applicables uniquement aux contrats conclus avant le 4 novembre *1979, date de la* prise d'otages de Téhéran (20).
19. — A l'issue d'une rencontre impromptue avec M. Brejnev à Varsovie, M. Giscard d'Estaing propose la réunion en 1981 d'un « sommet des principaux pays responsables » et estime qu'il existe chez les Soviétiques une « volonté politique de solution » au problème afghan. En France, les communistes approuvent l'entrevue, mais le R.P.R. et le P.S. la *jugent sévèrement* (du 18 au 27).
20. — Mme Thatcher renonce, sous la pression des députés britanniques, à prendre des sanctions rétroactives contre l'Iran (21, 22 et 31).
22. — La conférence islamique, réunie pendant cinq jours à Islamabad, atténue sa condamnation de l'U.R.S.S. et charge son secrétaire général et les ministres des affaires étrangères iranien et pakistanais de mener « les consultations appropriées » pour trouver une solution à la crise afghane. Les résistants afghans, inclus au début de la conférence dans la délégation iranienne, ne réussissent pas à *obtenir le statut d'observateur* qu'ils sollicitaient (du 18 au 23).
29. — Le Parlement de la République islamique d'Iran, réuni pour la première fois la veille, ne sera pas *saisi* avant le 20 juillet du problème des otages américains (30 et 31).

LA QUESTION DU PROCHE-ORIENT

3. — Trois *personnalités* palestiniennes sont expulsées de Cisjordanie après la mort de cinq colons juifs dans un attentat commis la veille à Hébron. (4-5 et 6-7)
8. — Le président Sadate suspend « sine die » les pourparlers sur l'autonomie palestinienne qui avaient repris le 1er et auraient *dû s'achever le 26* d'après le traité israélo-égyptien de Washington. (10)
15. — Le président Sadate renonce à son intention de reprendre les négociations après le dépôt d'un projet de loi israélien prévoyant l'annexion définitive du secteur arabe de Jérusalem. (17 et 18-19)
25. — *M. Ezer Weizman*, ministre de la défense, quitte le cabinet israélien pour protester contre les « erreurs » de M. Begin (à partir du 27).
30. — Alors que M. François-Poncet annonce à Washington une prochaine « initiative européenne », M. Sadate déclare que, sans l'appui des Etats-Unis, elle serait « condamnée à l'échec ». (1-2/VI)

CULTURE

4. — Antoine Vitez met en scène « Bérénice » de Racine au *théâtre* des Amandiers à Nanterre. (9)
6-7. — Roger Planchon présente au T.N.P. de Villeurbanne un « spectacle en deux épisodes » « Athalie », de Racine, « Dom Juan », de Molière. (15).
9. — Représentation à Paris de *la « Carmen » de Bizet*, mise en scène en 1977 par Piero Faggioni pour le Festival d'Edimbourg et chantée par Teresa Berganza, Placido Domingo et *Ruggero Raimondi. (10 et 16)*
9-14. — Festival du livre de Nice : l'écrivain yougoslave Danilo Kis reçoit le Grand Aigle d'or pour l'ensemble de son œuvre. (16)
9-23. — Festival de Cannes : « Kagemusha » d'Akira Kurosawa (Japon) partage la palme d'or avec « All that jazz » (« Que le spectacle commence »), de Bob Fosse (Etats-Unis). « Mon Oncle d'Amérique », d'Alain Resnais (France), obtient un prix spécial du jury (du 8 au 26).
14-26. — Festival mondial du théâtre à Nancy. Les danses de Kazu Oono et de Pina Bausch y sont les plus *remarquées*. (18-19, 23 et 27)
16. — Marc Kravetz, journaliste de « *Libération* », reçoit le prix Albert Londres. (17)
19. — « Fréquence Nord » première radio locale expérimentale installée à Lille par Radio-France *commence* à émettre. (16 et 21)
22. — Ouverture de l'exposition réunissant neuf cents Picasso au Museum of modern art de New-York. (30)

FRANCE

1er. — *Pas de défilé unitaire pour* le 1er mai, mais une participation assez importante aux différentes manifestations. (3)
5. — Arrestation à Paris de cinq *Allemandes terroristes présumées* : les autorités ouest-allemandes demandent leur extradition. (8 et 9)
7. — La Cour de cassation annule *soixante-six ordonnances* d'expropriation de paysans du Larzac. (9 et 15)
9. — M. Giscard d'Estaing estime dans « l'Express » qu'il a réalisé « *aux alentours* des trois quarts » de ce qu'il souhaitait faire. (10, 13 et 14)
13. — Forte participation à la journée d'action pour la défense de la Sécurité sociale organisée par la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN. (15)
14. — Quatre gendarmes en faction devant l'ambassade d'Iran sont blessés par arme automatique : le F.L.N.C. revendique l'attentat commis pour protester contre les sévères condamnations infligées la veille à sept nationalistes corses par la Cour de sûreté de l'Etat. (15 et 16)
14. — M. Alain Serieyx est remplacé à la direction du tourisme par M. Edouard Lacroix après la découverte d'anomalies de gestion. (8, 15 et 16)
16. — M. Jean-Marie Schleret remplace M. Antoine Lagarde à la tête de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public. (18 et 19)
21. — M. Michel Poniatowski a été mis au courant de projets d'assassinat de Jean de Broglie peu après le meurtre, *indique* M. Jean Ducret, directeur de la P.J., devant la commission d'enquête parlementaire. (23 et 24)
23. — Journée de protestation de salariés et de médecins à l'occasion de la signature du projet de convention médicale et des accords de relèvement d'honoraires. (Du 21 au 26)
25. — Mlle Arlette Laguiller annonce, à la fête de Lutte ouvrière, sa candidature à l'élection présidentielle de 1981. (27)
26. — M. Jean Andrieu succède à M. Jean Cornec à la présidence de la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques. (28)
27. — L'U.D.F. se prononce en faveur de la bombe à neutrons. (28)
27. — Mme Monique Pelletier *utilise la procédure du vote bloqué* pour faire adopter par les députés le projet d'aide aux familles nombreuses. (29)
28. — M. Edmond Maire, reçu à l'Elysée, y dépeint au chef de l'Etat le « scandale des bas salaires ». (29 et 30)
30. — Jean-Paul II arrive à Paris pour un voyage de quatre jours en France. (A partir du 31)

REMOUS UNIVERSITAIRES

Le 9, un rassemblement est organisé à Paris par la « coordination des universités en lutte », contre les nouvelles conditions d'inscription des étudiants étrangers. La manifestation est un échec : elle rassemble cinq cents personnes.

Le 13, à Paris, de violents affrontements opposent manifestants et forces de l'ordre, après l'intervention de la police au centre Jussieu : un jeune chômeur, fuyant une charge des compagnies d'intervention, fait une chute mortelle.

Le 14, plus de dix mille personnes participent à une manifestation au quartier Latin : des heurts se produisent à nouveau entre « éléments incontrôlés » et forces de l'ordre.

Le 23, M. François Mitterrand fait part à M. Barre de l'inquiétude du P.S. sur « le démantèlement du service public d'éducation » *et proteste contre* « une certaine complaisance des services de police » *à l'égard de « casseurs » étrangers au mouvement étudiant.*

Le 28, le recteur de Paris suspend la décision prise la veille par le conseil de l'université de Paris-VII - Jussieu d'admettre sans examen les étudiants étrangers. (A partir du 8.)

LIBERTÉS

9. — **ESPAGNE** : le directeur du quotidien « El Pais » est condamné à trois mois de prison pour avoir dénoncé *les atteintes* à la liberté de la presse. (13 et 14)
10. — **FRANCE** : près de dix mille personnes participent, à Paris, à la « marche nationale contre les lois anti-immigrés ». (13 et 14)
22. — **FRANCE** : le Sénat adopte la loi sur le viol et rejette les mesures discriminatoires contre l'homosexualié qu'avait rétablies l'Assemblée nationale. (24)
23. — **U.R.S.S.** : l'Assemblée européenne réclame la libération d'Anatole Chtcharansky, militant juif des droits de l'homme. Les 12 et 13, un « tribunal Chtcharansky » s'est tenu à Amsterdam. (10, 15 et 25, 26)
24. — **ITALIE** : un journaliste est condamné à un an et demi de prison pour violation du secret de l'instruction après la publication de l'interrogatoire d'un terroriste « repenti ». (27)
27. — **R.F.A.** : la cour de Karlsruhe prive définitivement Klaus Croissant du droit d'exercer la profession d'avocat. (29)

POLÉMIQUES POUR UN PROJET

Présenté le 30 avril par M. Alain Peyrefitte, le projet de loi « sécurité et liberté » suscite une hostilité quasi unanime des juristes et de leurs organisations, qui regrettent « l'absence de consultation des praticiens » *et protestent contre une politique de répression accrue, la réduction des pouvoirs du juge et la dégradation des droits de la défense que provoquerait l'application de ce texte.*

La commission des lois de l'Assemblée nationale commence dès le 20 mai l'examen du projet. Après trois jours de débat, elle ajourne ses travaux jusqu'au 27 mai, date initialement prévue par le garde des sceaux pour l'ouverture de la discussion en séance publique. Le 29, le débat est encore reporté au 10 juin, en raison des réserves de députés R.P.R. et de l'opposition des socialistes qui déposent de très nombreux amendements.

Le 23, M. Peyrefitte assigne le Monde *en référé, pour obtenir la publication d'un droit de réponse à des articles parus le 17 avril et le 2 mai, mais la présidente du tribunal de Paris déboute le ministre et juge que le refus d'insertion opposé par* le Monde *au garde des sceaux était fondé. (A partir du 2.)*

SCIENCES ET FUTURS

8. — L'O.M.S. annonce officiellement l'éradication mondiale de la variole. (21)
16. — Onze pays riverains de la Méditerranée signent à Athènes un accord pour lutter contre la pollution. (18-19 et 20)
18. — L'éruption du mont Saint-Helens, volcan situé au nord-*ouest des Etats-Unis*, provoque la mort d'une centaine de personnes (du 20 au 28).
20. — Neuf cents personnes sont temporairement évacuées du village *néerlandais* de Lekkerkerk gravement pollué par une décharge illégale de déchets chimiques toxiques. (25-26)
21. — L'état d'urgence fédéral est proclamé aux Etats-Unis à Niagara-Falls dans le quartier de Love Canal contaminé par des déchets *chimiques* cancérigènes stockés dans le sous-sol (du 23 au 29).
23. — Echec du deuxième essai en vol de la fusée européenne Ariane : *le lanceur s'abîme* en mer au bout de 100 secondes après une panne de moteur (du 24 au 27).
24-25. — Cent mille personnes venues de plusieurs régions de France participent à une fête antinucléaire autour de Plogoff. (27)

« Cable News Network », 24 heures sur 24 d'information

Montrer l'événement immédiat

JEAN-LOUIS MISSIKA ET DOMINIQUE WOLTON

LE 1er juin à Atlanta est née la première télévision entièrement consacrée à l'information *vingt-quatre heures sur vingt-quatre* : Cable News Network ! Ce projet réalise un rêve aussi vieux que la télévision elle-même : *pouvoir annoncer et montrer l'événement* à l'instant où il se produit, sans retard ni limites d'horaires. Avoir la souplesse de la radio *mais avec l'image en plus*, et sortir des contraintes actuelles qui réduisent, faute de temps, l'information à quelques gros titres. Mais cela semblait impossible jusqu'à présent. Faire de l'information télévisée coûte cher, et celle que fournissent les *networks* paraît suffisante. Alors, une *folie*, Cable News Network ? *Pas si sûr*. L'entreprise est *risquée, mais elle peut réussir*. C'est au cours de la recherche menée avec Antenne 2 sur l'« *avenir de la télévision* » que nous avons vu se préparer cette expérience rendue possible par l'explosion de la télévision par câble et l'utilisation *des satellites*.

Il y a aux Etats-Unis seize millions d'abonnés au câble, soit 20 % des quatre-vingts millions de foyers qui possèdent la télévision. Le pourcentage devrait atteindre 40 % en 1985. Cette audience permet aujourd'hui une programmation exclusivement réservée au public du câble. Quant aux satellites, ils apportent la possibilité d'une *diffusion à l'échelon national*. Le programmateur envoie ses émissions sur le satellite, et celles-ci sont reprises par l'opérateur de câble local qui les diffuse sur son réseau. Les programmes sont financés soit directement par l'abonné, et c'est la « télévision payante », soit par la publicité.

C'est ainsi que sont nées des chaînes entièrement *consacrées* au cinéma, au sport, à la religion, aux *minorités linguistiques*, aux *enfants*, etc. Avec Cable News Network, la télévision *par câble* s'attaque au *dernier grand domaine* où elle ne s'était pas encore aventurée, faute de moyens : l'information.

L'idée est née dans la tête d'un homme d'affaires d'Atlanta, Ted Turner, et *elle* est mise en œuvre par un journaliste, Reese Schonfeld, directeur de C.N.N. Turner est le prototype de l'entrepreneur américain qui prend des risques dans des créneaux jugés aléatoires par les grandes entreprises. C'est un pionnier de la liaison entre câble et satellite. Propriétaire d'une station de télévision locale d'Atlanta, W.T.B.S., *Turner* eut l'idée d'envoyer ses programmes sur le satellite en 1976, créant ainsi la première « *superstation* », *c'est-à-dire une* station locale hertzienne, reprise sur tout le territoire du pays par le *câble. Aujourd'hui, sept millions* d'abonnés au câble peuvent capter W.T.B.S. Un peu comme si FR 3 Limoges se mettait à faire de la *concurrence* à TF 1 *et* Antenne 2 !

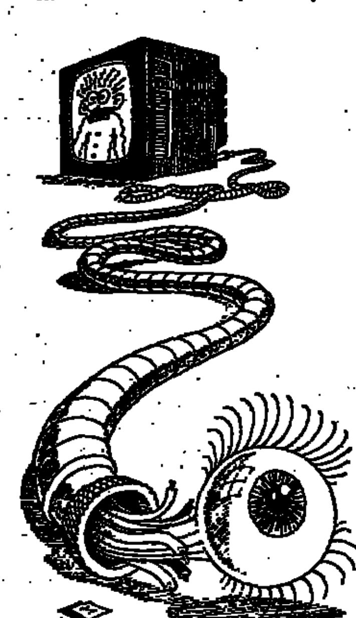
Reese Schonfeld a la lourde charge de monter l'entreprise. Nous l'avons rencontré à plusieurs reprises à Atlanta. D'une voix posée, il explique les difficultés et les enjeux de l'expérience. Tout cela *n'a été décidé* qu'en mai 79. En un an, il a fallu évaluer le marché, concevoir les équipements adaptés à un service d'information continu, fabriquer une grille de programmes et engager les journalistes et les techniciens !

Pour les programmes, ce qui est *visé, bien sûr, c'est une information* au sens large. Reportages, interviews, débats, magazines spécialisés, sports, entrecoupés toutes les *dix minutes de flashs d'information*. Les émissions s'adressent à des publics différents suivant les tranches horaires. Une large place *est faite à l'économie et* aux finances, à la médecine, à la science et au consumérisme. Pour les commentaires, C.N.N. a fait *appel à des personnalités connues*, comme, par exemple, William Simon, l'ancien secrétaire au Trésor sur les finances, ou Ralph Nader, sur la *consommation*.

Par satellite

L'équipe de rédaction est composée de trois cents journalistes répartis entre Atlanta et six bureaux dans les principales villes américaines, deux bureaux en Europe (Londres et Rome) et un bureau à Pékin, partagé avec la télévision canadienne. Les liaisons entre les bureaux et la station se font par satellite. Certains journalistes ont été recrutés à la sortie de l'école, d'autres, expérimentés et réputés, ont été débauchés au prix fort, notamment auprès des *networks*. Parmi ces derniers, Daniel Schorr, *ancien grand reporter de la C.B.S.*, explique pourquoi il a choisi de tenter l'expérience : *« Dans une chaîne traditionnelle, les décisions sur l'information sont prises par des gens qui ne sont pas journalistes. Nous avons dû, par exemple, négocier longuement la couverture en direct des audiences du Congrès sur le Watergate auprès de responsables qui n'en voyaient pas l'intérêt et qui avaient peur de perdre de l'argent. Avec C.N.N., les critères de choix seront strictement professionnels... »*

Comment techniquement peut-on produire une information permanente ? La réponse se trouve à Atlanta dans les locaux de C.N.N., où règne une *atmosphère fébrile* et enthousiaste. C'est là que l'on prend conscience que le pari peut réussir. Une maison coloniale un peu à l'écart de la ville est bordée d'un jardin surréaliste, où fleurissent six coupelles géantes de réception de satellites. A l'intérieur, tous les services sont regroupés dans une immense salle, lieu unique de production et de diffusion de l'information.



GERARD MATHIEU

Les téléspectateurs voient donc, derrière ou à côté des présentateurs, l'information en train de se *faire : les bureaux des journalistes*, la régie qui est au cœur du dispositif, les salles de montage, etc. Il s'agit d'un système intégré, géré *par ordinateur, le plus avancé* techniquement actuellement aux Etats-Unis qui souffre de l'inconvénient classique des systèmes complexes, *la fragilité. L'ordinateur semble en* effet tomber assez souvent en panne, mais les journalistes et les techniciens *ne* désespèrent pas de *maîtriser* et d'utiliser à plein cet équipement exceptionnel.

L'investissement initial pour l'équipement de la station a représenté 35 millions de dollars, et le budget annuel de fonctionnement s'élèvera les premières années à 25 millions de dollars. On est encore loin des 100 à 150 millions de dollars consacrés annuellement à l'information des temps de programme de quatre heures par jour. Les responsables de C.N.N. admettent qu'ils ne pourront être compétitifs que lorsque leur budget annuel atteindra les 100 millions de dollars, et ils considèrent que *les trois* premières *années* seront nécessairement déficitaires.

Un service

Le service est gratuit pour l'abonné ! Le financement est assuré par la publicité et par un droit d'accès de 15 à 20 cents par abonné, par mois, payé par l'opérateur de câble. Pour le moment, 2,5 millions d'abonnés ont accès à la chaîne. La capacité à trouver de la publicité a été un test de la viabilité de l'entreprise. D'autant que la dimension nationale de C.N.N. impliquait l'engagement de grandes *marques*, au détriment probable des *networks*. En franchissant le pas, les laboratoires Bristol-Myers, le groupe de presse Time-Life et la chaîne de magasins Sears ont montré qu'ils croyaient à l'entreprise, ou en tout cas qu'ils prenaient au *sérieux le câble et son avenir*. En fait, C.N.N. est la première expérience importante d'une chaîne nationale de télévision par câble financée en partie par de la publicité, mais dans des proportions beaucoup plus faibles que les chaînes commerciales puisqu'il n'y a que six à huit minutes de publicité par heure.

L'enjeu de C.N.N. est donc la *rentabilité* économique du câble. Celui-ci sort de vingt ans d'artisanat pour devenir un marché considérable dont le prix auquel se vendent actuellement les systèmes de câble et la compétition pour acquérir les droits de franchise pour câbler une ville sont des exemples supplémentaires.

Quant à l'écoute quotidienne, les promoteurs savent qu'elle sera épisodique. Ils présentent C.N.N. comme un service continu proposé au téléspectateur qui pourra s'y reporter plusieurs fois par jour, au gré de sa curiosité, de son emploi du temps, et parfois pour quelques minutes seulement. Le slogan de C.N.N. est : *« News now »*, l'information tout de suite. Comme le souligne Reese Schonfeld, les idées de choix et de liberté sont un peu les principes de *base de l'expérience*.

Les risques principaux sont évidemment que les spectateurs ne soient pas curieux d'une information immédiate, que le nombre de souscripteurs n'augmente pas assez vite pour que les annonceurs y voient un marché suffisant et que la qualité des programmes ne soit pas assez bonne pour soutenir la concurrence des *networks*, qui ont pour eux l'expérience, l'argent et un volume d'information plus restreint à fournir. L'espoir est que C.N.N. devienne le point de départ d'une nouvelle étape de la télévision et le symbole d'une industrie du câble devenue adulte. Il manquait au câble, pour acquérir ses lettres de noblesse, un réseau d'information. C.N.N. le lui fournit, apportant ainsi le dernier maillon nécessaire à la constitution d'une véritable « télévision alternative », qui annonce une diversification réelle du marché de la télévision. Cela ne menace nullement les trois grandes chaînes commerciales (A.B.C., C.B.S. et N.B.C.), dont la puissance financière, les ressources publicitaires, le nombre et la diversité des programmes constituent, et pour encore longtemps, la structure de base de la télévision américaine. Simplement, ils ne seront plus seuls, et la concurrence sera plus vive entre eux et différentes chaînes nationales spécialisées.

Si beaucoup croient pour l'avenir *à une expérience du type de Cable* News Network, certains craignent qu'elle ne soit prématurée, et financièrement difficile. Le marché tran*chera. En tout cas*, l'entreprise fascine les hommes de presse et de télévision, suscitant des réactions passionnées qui montrent bien que *les enjeux vont au-delà* d'une simple opération technique et financière. Cette expérience est en effet étonnante à deux points de vue. D'abord, *elle pousse à son* extrême un changement technique du point de vue de son utilisation, c'est-à-dire du programme. Ensuite, elle exprime une croyance dans l'information, dans sa diversification et dans la demande qui en sera faite par un spectateur pris au sérieux, et dont on ne doute pas ici qu'il saura choisir librement ce qu'il veut, quand il le veut.

« L'épreuve », dramatique d'Alain Dhouailly

Puzzle paysan

ANITA RIND

Toile de fond : un petit village tranquille de la Creuse qui ne compte plus que deux familles ayant cessé de « voisiner » de*puis plus de deux ans. L'histoire : un puzzle* où s'imbriquent les gestes simples de la vie quotidienne, la condition *féminine à la campagne — ou plutôt* la révolte féminine, — l'organisation du travail, et l'individualisme paysan *face aux méthodes nouvelles* et aux *groupements* d'agriculteurs.

Sujet « bateau », pense-t-on, en craignant l'ennui. Il n'en est *rien. Alain Dhouailly*, auteur et réalisateur de ce film, mêle, juxtapose les situations, les événements en un chassé-croisé *rapide provoquant* tantôt le rire, l'éclat de rire même, et l'émotion. En une heure et demie, il parvient à cerner son sujet en nous tenant en haleine, sans pour autant tomber dans la caricature facile. Car le sujet est sérieux et on ne l'oublie jamais en regardant *L'épreuve*.

Tout éclate à cause d'Annie, la fille de Robert et d'Elise. Elle s'apprête à épouser Philippe, le fils de fermiers d'un village proche. Elle est bachelière mais elle aime la terre et souhaite rester y travailler. Elle commence par tenter de réconcilier ses parents avec leur voisin François, célibataire proche de la cinquantaine qui vit seul à quelques roues *de bicyclette* de leur ferme. Elle profite du départ définitif du père de François, un vieillard autoritaire auquel il est *soumis comme un enfant*, pour entreprendre cette démarche.

François — Jacques Rispal excelle dans l'interprétation du rôle — est d'abord réticent, puis d'avances timides en pro*positions plus concrètes, il finira par rétablir* de bons rapports avec son voisin Robert. On assiste là à plusieurs *scènes de grande* qualité. *On* fait connaissance avec le maquignon, les parents de Philippe. On découvre le militantisme de Robert *dans le « groupement »*. On assiste à des *empoignades* verbales.

Tout cela fait encore partie *de la vie quotidienne. Ce qui* l'est moins, c'est l'épreuve à laquelle Annie veut soumettre son fiancé : *qu'il prenne pendant deux jours la place de sa mère* à la ferme. En un mot qu'il « *fasse la fermière* ». L'expression est lâchée, *provoquant* un *scandale. Pour Annie*, la chose est simple ; elle l'explique en une phrase : *« Ce que je voulais, c'est que pendant deux jours Philippe fasse le travail d'une femme. Comme ça on se comprendrait mieux. Je connais bien les travaux des champs moi. »* Elise, la mère d'Annie, soutient sa fille. Toutes deux sont vite rejointes par la mère de Philippe. Elles décident de *faire la grève du ménage*, de la cuisine, mais viennent faire leurs huit heures aux champs au grand dam de leurs hommes, éberlués. *On n'avait jamais vu ça* dans le canton, et ce n'est pas le genre d'émission que l'on voit souvent à la télévision.

● Mercredi 11 juin, TF 1, 20 h. 30.

---

les films de la semaine

Les notes de JACQUES SICLIER

★ A VOIR. ★★ GRAND FILM

Honni soit qui mal y pense

DE HENRY KOSTER
Lundi 9 juin
TF 1, 14 h 5

Pour Noël, Cary Grant, envoyé du ciel, fait l'ange chez David Niven, évêque épiscopalien dont la femme, Loretta Young, a bien du charme. Tout cela est très convenable et très édifiant. Une comédie américaine de 1947 touchée par les sentiments religieux.

Peau d'espion

D'EDOUARD MOLINARO
Lundi 9 juin
FR 3, 20 h 30

★ *Vertus patriotiques des agents du contre-espionnage français et revirement idéologique d'un savant atomiste qui allait porter, sans vergogne, ses découvertes à la Chine de Mao. Ce n'est pas tellement l'histoire — d'ailleurs fort embrouillée — qui a de l'intérêt mais la mise en scène dynamique de Molinaro et, surtout, l'interprétation de Louis Jourdan, séduisant, fantaisiste, jouant en grand acteur américain (notre jeune premier des années 40 a fait sa carrière à Hollywood) son personnage d'espion malgré lui.*

Qui ?

DE LEONARD KEIGEL
Lundi 9 juin
TF 1, 21 h 50

★ *Pour avoir été l'assistant de René Clément, Leonard Keigel connaît bien la technique du suspense psychologique et du grain de sable de la fatalité : il y a dans son film des références évidentes à* Plein soleil*, ce qui n'est pas mal, et, apport plus personnel, le lien de passion et de haine unissant un couple. A voir aussi pour Romy Schneider et Maurice Ronet.*

La Bataille de Marathon

DE JACQUES TOURNEUR
Mardi 10 juin
FR 3, 20 h 30

★ *Version « péplum » de l'histoire grecque : Steve Reeves (qui fut, par ailleurs, Hercule) aide Miltiade à repousser les Perses de Darius. Jacques Tourneur, par la stylisation des éléments décoratifs et la direction d'acteurs, a donné de la vraisemblance à cette épopée des Athéniens du cinquième siècle. Et les scènes à grand spectacle sont très réussies, qu'il s'agisse de la célèbre bataille ou d'une opération sous-marine inventée pour les besoins de la cause.*

La Cinquième Offensive

DE STIPE DELIC
Mardi 10 juin
A 2, 20 h 40

★ *Dix divisions allemandes lancées, en 1943, contre Tito et ses partisans. La sanglante bataille de la Sutjeska ; qui dura quatre semaines et se termina par la défaite des soldats d'Hitler, reconstituée avec de grands moyens et une armée de figurants. Musique de Mikis Théodorakis, et Richard Burton dans le rôle de Tito.*

L'Américain

DE MARCEL BOZZUFFI
Mercredi 11 juin
FR 3, 20 h 30

★ *Rouen, à la fin des années 60, transformée par l'urbanisme moderne et vue par un homme revenant d'un exil volontaire aux Etats-Unis. Les copains retrouvés et changés, les souvenirs perdus, des rapports humains très authentiques et les transformations profondes de la société française. Comédien voué aux rôles de mauvais garçons et de marginaux, Marcel Bozzuffi, auteur-réalisateur, a donné une autre image de lui-même avec ce film intelligent, sensible et mélancolique.*

Le Dernier des géants

DE DON SIEGEL
Jeudi 12 juin
FR 3, 20 h 35

★ *Le seul bon film du cycle John Wayne et la dernière apparition de l'acteur dans une œuvre annonçant sa mort. Au seuil du vingtième siècle, la légende de l'Ouest s'achève avec l'ultime combat d'un tireur d'élite, vieilli, rongé par un cancer et qui va mourir comme il a vécu : en héros mythique. Don Siegel a réalisé un western crépusculaire et symbolique : le chant du cygne de John Wayne — remarquable — entouré de vedettes qui appartiennent au passé d'Hollywood : Lauren Bacall, James Stewart, John Carradine.*

Le Testament d'Orphée

DE JEAN COCTEAU
Vendredi 13 juin
A 2, 23 h 5

★ *Dernière reprise de la mythologie, des thèmes, des obsessions du « Sang d'un poète » et d'« Orphée ». En 1960, Cocteau, qui a soixante-dix ans, voulant s'affirmer comme père de la « nouvelle vague » aux feux de l'actualité, légua « ce dernier poème visuel » à tous les jeunes qui « lui avaient fait confiance ». Méditant sur le rôle du poète, de l'artiste complet, sur la mort et l'immortalité, il ne résista pas au désir de poser lui-même pour la postérité en jouant dans ce film un numéro narcissique, en prenant la démarche dansante d'un « enfant terrible » qui n'aurait pas vieilli. L'ultime portrait qu'il a laissé de lui a des aspects bien irritants. Mais c'est, d'une certaine manière, un document, et ce film d'auteur en liberté n'a pas manqué d'admirateurs.*

Le Pacha

DE GEORGES LAUTNER
Dimanche 15 juin
TF 1, 20 h 35

Tous les moyens sont bons pour se débarrasser de la pègre. Le commissaire Gabin en fait la preuve (colères à l'appui) dans ce film de Série noire, vu et revu à la télévision, « Saint-Barthélemy des truands » orchestrée par Audiard et Lautner avec tout ce qu'il faut de violence et de vulgarité complaisantes.

Sept jours en mai

DE JOHN FRANKENHEIMER
Dimanche 15 juin
FR 3, 22 h 35

★ *Tentative de coup d'Etat d'extrême droite pour renverser le président des Etats-Unis. Sept jours de suspense dans un excellent film de politique-fiction dénonçant les dangers qu'une clique d'exaltés peuvent faire courir à la démocratie. Réalisé en 1963 et situé... en 1974, suscite toujours des réflexions sur le malaise de la société américaine et le pouvoir des militaires. En tête d'affiche : Burt Lancaster, Kirk Douglas et Frederic March.*



Un exemple d'œcuménisme

FENETRE SUR : L'ENFANT ET DIEU
Lundi 9 juin,
A 2, 17 h 20.

Traiter de Dieu en une petite demi-heure était une entreprise difficile, presque une gageure. Cela aurait sans doute été impossible avec des adultes. *Qui plus est de confessions différentes.* On aurait probablement *assisté à un dialogue de* sourds, à des palabres *interminables.* Rien de tel dans l'émission de Bénédicte Baillot-Hardy, *qui a choisi des enfants* pour seuls interlocuteurs.

Du haut de leurs dix ou douze ans, et bien qu'adhérant *profondément à des religions* distinctes, ils s'écoutent attenti*vement les uns les autres, se* renseignent sur leurs cultes, *leurs rituels, cherchent à se* comprendre. Il manque, toute*fois, ici, la présence d'un enfant* sans religion, et l'on peut re*gretter qu'une part si grande* ait été accordée au groupe des *catholiques. Il n'empêche que* cette trop courte discussion *offre un bel exemple d'œcuménisme* : ils sont musulmans, *juifs, protestants, orthodoxes* ou catholiques. Peu importe. *L'essentiel, selon eux, est de* savoir qu'en fin de compte, *comme le souligne Juliette, la* petite protestante, *« nous sommes tous frères, nous sommes une famille, une grande famille ».*

Candeur, certitudes liées à *leur jeune expérience ?* Sans doute. Néanmoins, leurs *réponses à des questions* difficiles comme celle de l'exis*tence de Dieu ou celle concer*nant la mort, la vie éternelle, témoignent d'une sagesse étonnante et d'une réflexion personnelle indéniable. L'un d'entre eux ne lance-t-il pas : *« Au fond, ce qui nous réunit c'est que nous sommes tous monothéistes » ?*

La réalisatrice a interrogé quelques petits chanteurs à la croix de bois sur leur attitude devant un enfant d'une autre religion : *« C'est difficile de croire en Dieu »*, explique l'un d'entre eux d'une voix douce tandis qu'un autre n'hésite pas à affirmer : *« C'est l'instinct de croire en Dieu. »* Le même déclarera avec conviction : *« Après la mort on retrouve Dieu et je suis sûr que ce sera*



très bien d'être auprès de Lui. Je n'ai pas peur. » Certitude que ne partage pas un de ses camarades : *« Je me demande si ce sera vraiment le paradis ou simplement l'état de mort. C'est dur à comprendre. »* Et quasiment tous, parmi les petits catholiques, avouent avoir un dialogue personnel avec Dieu, confient qu'ils Lui parlent principalement de leurs péchés, de leurs manquements aux devoirs d'un croyant... mais rarement des belles choses de leur vie.

A. Rd.

Majuscules royales

« CE SOIR... VERSAILLES »
Lundi 9 juin,
TF 1, 20 h 30

Versailles. Ah ! Versailles, dont la chambre du roy nous était déjà la semaine passée si brillamment contée, et qui vient derechef illuminer nos humbles demeures, télévision aidant, sous la conduite de MM. Mourousi et Castelot, grands maîtres en l'occurrence des cérémonies ! « Ce soir... Versailles » resplendira donc de tous les feux de son histoire et sous ceux de la rampe : il faut bien avouer que les Tuileries ruinées, et ruinées à nouveau par les fêtes que l'on sait, paraissaient peu à la mesure de son *excellence Yves* Mourousi. Dans les jardins du Roi-Soleil, *les parachutistes* céderont, pour cette émission, la *place aux gardes républicains* dont la cavalerie donnera, en *costume d'époque* je *vous prie*, la fameuse *Reprise des 12*.

De la même garde, l'orchestre de chambre, installé pour la circonstance dans le salon de la Paix, interprétera *le Triomphe de l'Amour* de Lulli après que la Comédie-Française en personne aura joué, dans la cour de Marbre, *l'Impromptu de Versailles*, signé Molière. Teresa Berganza, pour *sa part, occupera, après les villas* palladiennes qui servirent de *cadre au Don Giovanni*, de Losey, et après la « manoufactourr dè tabac » de la chère Carmen, le petit théâtre de Marie-Antoi*nette, sis au* Petit Trianon, *pour* y chanter Vivaldi — accompa*gnée d'un modeste* clavecin. Comme en écho retentira alors *le Fandango*, de Boccherini, interprété dans le Salon de la *reine par* Huguette Dreyfus et Nicanor Zabaleta, et pour *réveiller, s'il en reste, les monarques* assoupis, la garde *républicaine, boum boum* badaboum, reviendra en grande for*mation ici (au Grand Trianon)* et en fanfare là (sous le balcon de la galerie des Glaces).

Car Jacques Toja soi-même y aura dit un texte de Saint-Simon, tant il est vrai que l'auguste mémorialiste se prête à ce genre de lecture. Le tout à l'avenant : la Comédie-Française encore, Pierre Cochereau à l'orgue et dans la chapelle, Jean-François Paillard et son orchestre de *musique* sérieuse (le *Te Deum* de Delalande, et plus tard *les Indes Galantes* de Rameau). Que manque-t-il aux réjouissances ? La danse, pardi ! Mais qui ? Noureev bien sûr, et Noëlla Pontois, chorégraphés par Balanchine, pas moins. Tout ce beau monde *dans le bosquet* de la Rocaille dansera *le Bourgeois Gentilhomme*, mis en musique par Richard Strauss. Alain Castelot *mettra tout* ça en histoire, comme il se doit. Mais per*sonne ne dormira dans la chambre* du roy. — F. E.

Satellites

QUESTION DE TEMPS :
L'IMAGE DU MONDE
Lundi 9 juin
A 2, 20 h 35

Ce que seront les images du prochain numéro spécial de *« Question de temps »*, on n'en sait trop rien pour l'heure, puisque, à peu de chose près, toutes celles qui défileront à l'écran sur Antenne 2 seront diffusées en direct et en mondiovision : c'est le cas de le dire, elles viendront non seulement de *divers pays d'Europe mais aussi* du Proche-Orient, mais encore d'Afrique *et* d'Amérique du Sud. Mondiovision : c'est précisément *le sujet, l'idée maîtresse de cette* auscultation télévisée de la planète. *Et comme cet examen du* globe est rendu possible par les *satellites de transmissions*, Laurent Broomhead, Philippe Dumez *et Georges Leclerc, les* journalistes scientifiques de la deuxième *chaîne, expliqueront* d'abord le fonctionnement de ces nouvelles machines du ciel. Ce topo préliminaire sera assuré depuis le Centre Georges-Pompidou, où est présentée actuellement l'exposition consacrée à la cartographie.

Par les cartes à travers les siècles, les hommes ont men*tionné les reliefs, consigné leurs* découvertes, ils ont aussi *recensé leurs aires de* domination, répertorié les richesses *des sols et inventorié* les écueils des mers. Et voilà *qu'avec les satellites on peut* tout savoir, et même ce qui ne *se voit pas. Et voilà qu'on peut* tout étudier, et aussi espionner.

MM. Léopold Sedar Senghor, *président* de la *République du* Sénégal, Aurelio Peccei, prési*dent du Club de Rome, Edouard* Saouma, directeur général de la *FAO, sont notamment les invités* du débat qui suivra ces images, diffusées en même temps (ou en différé) dans plusieurs pays.

Lundi 9 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 35 Midi première.
13 h Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui. Variétés.
Ces chers disparus :
14 h 5 Cinéma : « Honni soit qui mal y pense ».
Film américain de H. Koster (1947), avec C. Grant, L. Young, D. Niven, M. Wooley, J. Gleason, G. Cooper, E. Lanchester. (N. Rediffusion.)
Sous les traits d'un charmant jeune homme, un ange vient aider un évêque épiscopalien à trouver de l'argent pour bâtir une cathédrale et à résoudre ses problèmes familiaux.
15 h. 50 : Variétés ; 16 h. 10 : La vie a trois âges (le mariage) ; 16 h. 55 : Rendez-vous au club ; 17 h. 20 : Variétés ; 17 h. 45 : A votre service.
18 h TF 4.
18 h 30 Un, rue Sésame.
18 h 55 Les inconnus de 18 h 55.
19 h 10 *Une minute pour les femmes.*
Grands voyageurs : comment revenir en bonne santé.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Mai-juin 40 : Journal d'un printemps tragique.
Les Allemands franchissent l'Oise.
20 h Journal.
20 h 30 Variétés : Ce soir, Versailles.
(Lire notre sélection.)
21 h 50 Cinéma : « Qui ? ».
Film français de L. Keigel (1970), avec R. Schneider, N. Ronet, G. Tinti, S. Bach. (Rediffusion.)
Rescapée d'un accident d'automobile dans lequel son amant a péri, une femme est soupçonnée de meurtre par le frère du disparu. Il la séduit pour découvrir la vérité.
23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : La croix dans le cœur.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
Des auteurs face à leurs lectrices.
15 h 5 Série : La dynastie des Forsyte.
Dans le malheur.
16 h Libre parcours.
L'Egypte : *la vallée du Nil.*
17 h 20 Fenêtre sur... les enfants en question.
L'enfant et Dieu.
(Lire notre sélection.)
17 h 50 *Récré A 2.*
Les Bubblies ; Mlle Rose et Charlemagne ; Le livre de la semaine (Joachim a des ennuis) ; Albator.
18 h 30 C'est la vie.
Les télévisions d'Europe et les consommateurs.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Magazine : Question de temps.
L'image du monde.
(Lire notre sélection.)
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Hebdo jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Union des comités de jumelage et de coopération.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : le siège de Paris.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma public : « Peau d'espion ».
Film français d'E. Molinaro (1966). Avec L. Jourdan, B. Blier, S. Berger, E. O'Brien, F. Capucci, M. Garrel, A. Gaël (rediffusion).
Un ancien officier de la guerre d'Algérie accepte de travailler pour les services du contre-espionnage. Il doit empêcher, à Heidelberg, le départ forcé d'un physicien français pour la Chine populaire.
22 h Journal.

Mardi 10 juin

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1.
Le regard des femmes, d'E. Ruggieri.
Etre à la une ; 14 h. 5 : Mardi-guide ; 14 h. 25 : Série : Colombo (Jeu d'identité) ; 15 h. 55 : Variétés (et à 17 h. 40) ; 16 h. : Le regard des femmes sur la société : la recherche d'une identité ; 17 h. : Chant et contre ; 17 h. 22 : Livres service ; 17 h. 45 : Cuisine.
18 h TF 4.
18 h 30 Un, rue Sésame.
18 h 55 Les inconnus de 18 h 55.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Spécial parents : Les animaux familiers et les enfants.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 *Mai-juin 40 : Journal d'un printemps tragique.*
Paris évacué. L'Italie est en guerre.
20 h Journal.
20 h 30 Variétés : Show Johnny Hallyday.
Réalisation : B. Lion.
Une rétrospective de ses anciens succès, filmée au Pavillon de Paris en novembre 1979. La première partie du show a été diffusée en février dernier.
21 h 25 Documentaire : La roue de la vie.
« L'hiver déjà », réalisation de *J. Chollet et* A. Voisin.
Qu'est-ce que vieillir en Afrique, aux Etats-Unis, en France.
22 h 30 Questionnaire : Roger Frescoz.
Jean-Louis Servan-Schreiber s'entretient avec le directeur du « Canard enchaîné ».
23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : La croix dans le cœur.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
Le médecin, décideur de l'incertain.
15 h Série : La dynastie des Forsyte.
Un Forsyte retrouve le bonheur.
16 h *La vérité est au fond de la marmite.*
Pâté en croûte.
16 h 30 Libre parcours.
Trois sculpteurs : J. Zorko, H. Moore et R. Benazzi.
17 h 20 Fenêtre sur...
Point 2000.
La carte des sols.
17 h 50 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 40 Les dossiers de l'écran : « la Cinquième Offensive ».
Film yougoslave de S. Delic (1972), avec R. Burton, I. Papas, B. Zivojionovic, B. Dwornik, L. Samardzic, *G. Meisner.*
En 1943, Hitler fait lancer une vaste offensive (dix divisions allemandes avec tanks et avions) contre Tito et ses partisans qui tiennent un territoire libre en Yougoslavie.
22 h *Débat : Tito et la Yougoslavie : Un autre communisme.*
Avec MM. P. Fejto et E. Gulko Vaty, journaliste, M. G. Martinet, membre du comité directeur du P.S.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.
18 h 55 Tribune libre.
Association internationale contre la faim.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : *le mur des fédérés.*
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma pour tous : « la Bataille de Marathon ».
Film italien de J. Tourneur (1959), avec S. Reeves, M. Demongeot, S. Fantoni, P. Hernent, D. Rocca, A. Lupo, D. Varga.
En 490 avant J.-C., un champion sportif grec devient chef de la garde sacrée du temple de Zeus à Athènes. Il va aider le général Miltiade à repousser l'invasion des Perses de Darius.
21 h 55 Journal.

Mercredi 11 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Les visiteurs du mercredi.
De C. Izard.
Ave les marionnettes Sibor et Bora ; Le tableau bleu ; *14 h. 5 : Dessin animé ; 15 h.* : Feuilleton : Rintintin ; 15 h. 25 : Spécial 10-15 ans ; 15 h. 25 : Dossier 10-15 ans ; 16 h. 5 : Parade des dessins animés ; *16 h. 30* : Les infos ; 16 h. 40 : La main rouge (L'aventure) ; 17 h. : Studio 3.
17 h 35 Football : Championnat d'Europe.
Tchécoslovaquie - Allemagne, en direct de Rome.
19 h 45 Mai-juin 40 : Journal d'un printemps tragique.
Le dernier quart d'heure.
19 h 50 Tirage du Loto.
20 h Journal.
20 h 30 Dramatique : L'épreuve.
Réalisation d'A. Dhouailly, avec J. Rispal, *P. Le Person, J. Marin, J. Monod, M. Francini.*
(Lire notre article en page IX.)
22 h 5 La rage de lire.
Magazine de G. Suffert.
Cinquante ans d'Allemagne : *la volonté de paix*, de H. Schmidt ; *La souricière*, de C. Cate ; *Ces Allemands qui ont défié Hitler, de G. Sandoz.*
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : La croix dans le cœur.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Les mercredis d'Aujourd'hui madame.
15 h 15 Série : Au cœur du temps.
Massacre.
16 h 10 Récré A 2.
Rébus ; Les Bubblies ; Wattoo-wattoo ; Mara*boud'ficelle* ; Le fantôme de l'espace ; *La* panthère rose : Anagrammes ; Zeltron ; Sport ; Candy.
18 h 10 Cours d'anglais.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 45 Chefs-d'œuvre des musées nationaux.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 30 Variétés : Palmarès 80.
Avec S. Distel, N. Mouskouri, Y. Duteil, etc.
21 h 50 Magazine scientifique : Objectif demain.
La météo de cet été.
22 h 50 Document : Vidéo U.S.A.
Ed. Emshwiller : un vidéo-portrait.
(Lire notre sélection.)
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
De truc en troc : jeu ; les moteurs jouets : le moteur à élastique.
18 h 55 Tribune libre.
Fédération sportive et gymnique du travail.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire *de France : la IIIe République.*
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma (Un film, un auteur) : « l'Américain ».
Film français de M. Bozzuffi (1969), avec J.-L. Trintignant, B. Fresson, M. Bozzuffi, T. Lopert, S. Signoret, Rufus, Y. Lefebvre, J. Perrin, F. Fabian (rediffusion).
Après dix ans passés aux Etats-Unis, un homme revient à Rouen, sa ville natale. Il retrouve ses amis de jeunesse qui ont beaucoup changé.
21 h 50 Journal.

PÉRIPHÉRIE

LUNDI 9 JUIN

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : Une femme, une époque : Marilyn Monroe ; 21 h., *la Salamandre d'or*, film de M. Régamey.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 . 5, Série : L'homme de l'Atlantide ; 21 h. 5, *la Rivale*, film de S. Gobbi.
- TELEVISION BELGE : 20 h. 30, L'image du monde. (En liaison avec Antenne 2.)
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 10, A bon entendeur : La consommation en question ; 20 h. 30, Archives : Les années Schwarzenbach ; 22 h., Récital : Le trio de Milan interprète Brahms.

MARDI 10 JUIN

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : La brigade du Tigre ; 21 h., *la Chatte sur un toit brûlant*, film de R. Moore.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Série : Les Robinson suisses ; 21 h. 5, *Hercule se déchaîne*, film de G. Franco Pasolini.
- TELEVISION BELGE : 20 h. 55, Dessin animé ; 21 h. 5, Jeux sans frontières depuis *Portoroz en Yougoslavie. (Eurovision.)*
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 50, Série : Frédéric ; 20 h. 10, Spécial cinéma, avec un film de D. Risi : *Ames perdues*, et à 21 h. 50 : Gros plan sur Vittorio Gassman.

MERCREDI 11 JUIN

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., *Hit-parade* ; 21 h., *Une maison dans l'Ouest*, film de J. Thorpe.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Série : Les éclaireurs du ciel ; 21 h. 5, *Howard Hughes* (première partie), film de W.-A. Graham.
- TELEVISION BELGE : 20 h., Les sentiers du monde : Histoires et légendes de l'île de Pâques ; 21 h., *la Magouille*, dramatique de P.-A. Bréal et J. Fabbari, réalis. G. Loverius.
— TELE 2 : 20 h. 20, Football : Championnat d'Europe des Nations 1980 (Grèce, Pays-Bas). Eurovision en direct de Naples.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 5, Jeux sans frontières, en direct de Yougoslavie ; 21 h. 30, Ouvertures : L'incarcération féminine... et après ?

JEUDI 12 JUIN

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : Les années d'illusion ; 21 h., *Cabaret*, film de B. Fosse.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Série : Drôles de dames ; 21 h. 5, *Howard Hughes* (deuxième partie), film de W.A. Graham.
- TELEVISION BELGE : 20 h. 15, *la Part du feu*, film d'E. Périer ; 21 h. 55, Le Carrousel aux images et le monde du cinéma.
— *TELE 2 : 20 h. 20*, Football : Championnats d'Europe des Nations 1980 (Espagne-Italie). Eurovision en direct de Milan.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 10, Temps présent : Italie, vivre avec le terrorisme ; 21 h. 10, Série : Winnetou ; 22 h. 10, L'antenne est à vous : « Portes ouvertes ».

VENDREDI 13 JUIN

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Dossiers danger immédiat ; 21 h., *Tant que soufflera la tempête*, film de H. King.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Série : Histoire du chevalier des Grieux et de Manon Lescaut ; 21 h. 5, *le Canard en fer blanc, film de J. Poitrenaud.*
- TELEVISION BELGE : 20 h. 30, L'œil des autres (grand reportage) ; 21 h. 30, *Senso*, film de L. Visconti.
— TELE 2 : 19 h., Volley-ball : Tournoi pré-*olympique, en direct du Sart Tilman.*
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 10, *les Crocodiles de banlieue*, film de M. von der Grun ; 21 h. 35, *la Dame de Givisiez*, film de L. Barby ; 22 h. 40, Football.

SAMEDI 14 JUIN

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., *les Ennemis*, film d'E. Molinaro ; 21 h. 35, Ciné-sélection ; 22 h. 5, *la Mort d'un bûcheron*, film de G. Carle.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Série : Kung-Fu ; 21 h. 5, *Jusqu'à plus soif*, film de M. Labro.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Le jardin *extraordinaire : Dans les profondeurs des eaux du Sud* ; 20 h. 25, *la Bonne Année*, film de Cl. Lelouch ; 22 h 15, Programme de Liège : Musiscope.
— TELE 2 : 20 h. 20, Football ; Championnats d'Europe des Nations 1980 (Tchécoslovaquie-Grèce). Eurovision en direct de Rome.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 55, La francophonissime : Jeu sur la *langue* française ; 20 h. 25, Série : Mon ami Gaylord ; 21 h. 20, Chantons français (finale) ; 22 h. 45, Sport (athlétisme et cyclisme).

DIMANCHE 15 JUIN

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : La petite maison dans la prairie ; 21 h., *le Lit conjugal*, film de M. Ferreri.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Série : la grande vallée ; 21 h. 10, *Week-end pour Eléna*, film de J. Diamante.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Variétés : Voulez-vous jouer ? ; 21 h. 15, *les Rebelles, film de Chabrol (no 2 : la Gueuse).*
— TELE 2 : 20 h. 20, Football : Championnats d'Europe des Nations 1980 (Italie-Angleterre). Eurovision en direct de Turin.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 30, *Football* : Coupe d'Europe des nations (*Italie-Angleterre*) ; 21 h. 15, Des yeux pour entendre : Portrait de Louis Quilico, baryton canadien ; 22 h. 10, Vespérales ; 22 h. 30, Sports (athlétisme et aviron).

Jeudi 12 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 **Réponse à tout.**
12 h 30 **Midi première.**
13 h **Journal.**
13 h 30 **Emissions régionales.**
13 h 50 **Objectif santé.**
Mères de famille, les C.A.F. cotisent pour votre retraite.
14 h **Football : Championnat d'Europe.**
Grèce - Pays-Bas.
18 h **TF 4.**
18 h 30 ***Un, rue Sésame.***
18 h 55 **Les inconnus de 18 h 55.**
19 h 10 **Une minute pour les femmes.**
Vacances à l'étranger : attention aux fausses pierres précieuses.
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Mai - juin 40 : Journal d'un printemps tragique.**
Réduit breton ou château en Gironde.
20 h **Journal.**
20 h 30 **Série : Wick.**
(Raoul, la moto, les jeunes et les autres). Réalisation de M. Wyn, avec P. Préboist, M. Chevit, C. Le Prince, C. Walior, E. Po...
21 h 25 **L'événement.**
Emission d'Henri Marque et Julien Besançon.
22 h 30 **Pleins feux.**
Magazine culturel de J. Artur.
23 h 15 **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 **A.N.T.I.O.P.E.**
12 h 5 **Passez donc me voir.**
12 h 30 **Série : *La croix dans le cœur.***
12 h 45 **Journal.**
13 h 35 **Emissions régionales.**
13 h 50 **Face à vous.**
14 h **Aujourd'hui madame.**
Jean-Pierre Rampal.
15 h ***Série : La dynastie des Forsyte.***
La procédure.
16 h **L'invité du jeudi.**
Jean-Denis Bredin.
17 h 20 **Fenêtre sur...**
Hugo Simberg, peintre symboliste.
17 h 50 **Récré A 2.**
Les Bubblies ; Mes mains ont la parole ; Satanas et Diabolo ; Je veux être... astronome.
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 ***Emissions régionales.***
19 h 45 **Assemblées parlementaires.**
Le Sénat.
20 h **Journal.**
20 h 25 **Sports : Football.**
Championnat d'Europe des Nations : Espagne-Italie (en direct de Milan).
22 h 20 **Figaro-ci, Figaro-là.**
Jean Capocci, ténor lyrique, interprète des œuvres de Tosti et des chansons napolitaines.
22 h 50 **Chefs-d'œuvre en péril.**
Le décor dans la ville.
23 h 20 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 **Pour les jeunes.**
Molécules : jeu de lune : Flash : Trompette sans clown.
18 h 55 ***Tribune libre.***
Parti radical socialiste (P.R.S.).
19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 55 **Dessin animé.**
Histoire de France : Brazza remonte le Congo.
20 h **Les jeux.**
20 h 30 **Trois questions sur la trois.**
20 h 35 **Cinéma (Cycle John Wayne) : « le Dernier des géants ».**
Film américain de D. Siegel (1976) avec J. Wayne, L. Bacall, R. Howard, J. Stewart, R. Boone, H. O'Brien, J. Carradine (rediffusion).
En 1901, dans une ville du Nevada, un vieux tireur d'élite, atteint d'un cancer, va livrer son dernier combat pour avoir une mort digne de son passé.
22 h 10 **Journal.**

Vendredi 13 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 **Réponse à tout.**
12 h 30 **Midi première.**
13 h **Journal.**
13 h 35 **Emissions régionales.**
14 h **Tennis : Coupe Davis.**
En direct de Prague (Tchécoslovaquie-France).
17 h 30 **Court métrage.**
18 h **TF 4.**
18 h 30 **Un, rue Sésame.**
18 h 55 **Les inconnus de 18 h 55.**
19 h 10 **Une minute pour les femmes.**
La santé s'achète au marché.
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Mai - juin 40 : Journal d'un printemps tragique.**
Paris est pris.
20 h **Journal.**
20 h 30 **Au théâtre ce soir : « Louise ».**
Roman musical de G. Charpentier, avec les chœurs du Grand Théâtre de Nancy, l'Orchestre symphonique et lyrique de Nancy, F. Lott, G. Bacquier, M.-C. Porta, M. Hubert...
Louise aime Julien, le poète, mais pour les parents ce n'est pas un beau parti.
23 h **Journal et cinq jours en Bourse.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 **A.N.T.I.O.P.E.**
12 h 5 **Passez donc me voir.**
12 h 30 **Série : La croix dans le cœur.**
12 h 45 **Journal.**
13 h 35 **Emissions régionales.**
13 h 50 **Face à vous.**
14 h **Aujourd'hui madame.**
Les pensions alimentaires.
15 h **Série : La dynastie des Forsyte.**
Le défi.
16 h **Sports : Football.**
Coupe d'Europe des nations : Belgique-Angleterre.
17 h 30 **Fenêtre sur...**
Les musiciens : Sapho.
17 h 50 **Récré A 2.**
Les Bubblies : Sophie la sorcière ; Candy.
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Top club.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Série : Sam et Sally.**
La peau du lion.
21 h 35 **Apostrophes.**
La télévision dans le colimateur. Avec MM. P. de Closets *(Le système E.P.M.)* ; J. Cluzel *(Télémanie)* ; J. Capin *(L'effet télévision)* ; J.-P. Jouary *(Giscard et les idées)* ; P. Fléchy *(Les industries de l'imaginaire).*
22 h 55 **Journal.**
23 h 5 **Ciné-club (cycle Jean Cocteau) : « le Testament d'Orphée ».**
Film français de J. Cocteau (1960), avec J. Cocteau, M. Casarès, F. Périer, E. Dermit, H. Crémieux, J.-P. Léaud, C. Oger, J. Marais, F. Christophe. (N. Rediffusion.)
Un poète égaré dans le temps réussit à revenir dans le monde moderne et vit une série d'expérience et d'épreuves sur le chemin de l'immortalité.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 **Pour les jeunes.**
Les aventures de Lolek et Bolek ; Des livres pour nous : la Croisière jaune ; Bricolopédie : la voiture de pompiers.
18 h 55 **Tribune libre.**
Lutte ouvrière.
19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 55 **Dessin animé.**
Histoire de France : au cœur du Soudan.
20 h **Les jeux.**
20 h 30 **V 3 - Le nouveau vendredi : « Ces OVNI *qui nous échappent* ».**
Emission de J.-M. Cavada et M. Thoulouze ; Enquête : B. Sambuc ; Réal. : B. Bernod.
Depuis 1947, où les soucoupes volantes sont apparues pour la première fois aux Etats-Unis, un million de témoins auraient vu des OVNI. Mirages ou réalité ?
21 h 30 **La Dame en cire : Yvette Guilbert.**
(Lire notre sélection.)
22 h 25 **Journal.**
22 h 45 **Magazine : Thalassa.**

Samedi 14 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h **Philatélie club.**
12 h 30 **Cuisine légère.**
12 h 45 **La vie commence demain.**
Les stages d'enseignants en entreprise.
13 h **Journal.**
13 h 30 **Le monde de l'accordéon.**
13 h 50 ***Au plaisir du samedi.***
Chapeau melon et bottes de cuir ; 14 h. 40 : Plume d'élan ; 14 h. 45 : Découverte TF 1 ; 15 h. : Maya l'abeille ; 15 h. 25 : Avec des *idées, que savez-vous faire ?* ; 15 h. 35 : Les exploits de Mightor ; 15 h. 45 : Les 24 Heures du Mans automobile ; 16 h. 30 : Le magazine de l'aventure ; 17 h. 5 : Holmes et Yoyo.
17 h 35 ***Football : Championnat d'Europe.***
Allemagne-Hollande.
19 h 30 **Six minutes pour vous défendre.**
Les marchés forains.
19 h 45 **Mai - juin 40 : Journal d'un printemps tragique.**
Paris est pris.
20 h ***Journal.***
20 h 35 ***Variétés : Numéro un.***
Serge Lama.
21 h 30 **Série : Ike.**
Réalisation B. Sagal, avec R. Duval, L. Remik, D. Andrews, J.D. Canon...
22 h 30 **Expressions.**
23 h 40 **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

11 h 45 **Journal des sourds et des malentendants.**
12 h **La vérité est au fond de la marmite.**
La gelée.
12 h 30 **Samedi et demi.**
13 h 35 **Monsieur Cinéma.**
14 h 25 **Les jeux du stade.**
Tennis : Coupe Davis (Tchécoslovaquie-France).
17 h 20 **Les moins d'vingt et les autres.**
18 h 10 **Chorus.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Top club.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Série : *Les enquêtes du commissaire* Maigret.**
Le charretier de la providence, de G. Simenon, réal. M. Cravenne. Avec J. Richard, *G. Moulin, P. Frantz, P. Frag, etc.*
22 h 10 **Variétés : Thierry le Luron.**
23 h 5 **Document : Les carnets de l'aventure.**
Un homme et des requins.
23 h 30 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 ***Pour les jeunes.***
Un regard s'arrête : cœur de béton ; Raconte quand tu étais petite : le violoncelle.
19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 55 **Dessin animé.**
Histoire de France : la France outre-mer
20 h **Les jeux.**
20 h 30 **Retransmission théâtrale : « le Marchand de Venise ».**
De Shakespeare, adapté par J. Anouilh, mis en scène par J. Le Poulain. Avec G. Casile, J. Le Poulain.
22 h 40 **Journal.**
23 h **Ciné-regards.**
Cinéma italien aujourd'hui et demain.

Dimanche 15 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

9 h ***24 Heures du Mans.***
9 h 15 **A Bible ouverte.**
9 h 30 **La source de vie.**
10 h **Présence protestante.**
10 h 30 **Le jour du Seigneur.**
11 h **Messe.**
Célébrée en l'église Saint-Paul-Saint-Louis, à Paris (4e).
Prédicateur : Père Michel Quoist.
12 h **La séquence du spectateur.**
12 h 30 **TF 1 - TF 1.**
13 h **Journal.**
13 h 30 **C'est pas sérieux.**
14 h 30 **Les rendez-vous du dimanche.**
15 h 30 **Tiercé.**
15 h **Sports première.**
Jeux olympiques des handicapés à Tours ; Arrivée des 24 Heures du Mans automobile ; Aviron, régates à Lucerne.
18 h 30 **Série : Les faucheurs de marguerites.**
Réal. M. Camus, avec B. Pradal, C. Wodetzky, C. Michu, A. Mabieux...
19 h 25 **Les animaux du monde.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Cinéma : « le Pacha ».**
Film français de G. Lautner (1967), avec J. Gabin, D. Carrel, J. Gaven, M. Garrel, F. Marten, A. Pousse, S. Gainsbourg, N. Adam. (Rediffusion.)
Pour venger un inspecteur qui était son ami et en finir avec une bande de truands, un commissaire divisionnaire organise un traquenard, en sortant des méthodes légales.
21 h 55 **Théâtre musical contemporain : « Nietzche ».**
Mise en scène de G. Coubance, musique de A. Clostre, réal. de J.-P. Barizien, avec Ch. Reinemann, à Bartalloni, L. Pessino.
23 h 20 **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

12 h 15 **Il était un musicien.**
Monsieur Berlioz.
12 h 45 **Journal.**
13 h 20 **Série : Embarquement immédiat.**
Numéro un : Espoir.
14 h 10 **Jeu : Des chiffres et des lettres pour les jeunes.**
15 h **Des animaux et des hommes.**
15 h 50 **Grand stade.**
Spécial Rock.
16 h 20 **Série : Erika Werner.**
17 h 10 **Majax : Passe-passe.**
17 h 40 ***Dessin animé : Shazzan.***
18 h 15 **Dessine-moi un mouton.**
19 h **Stade 2.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **Sports : Football.**
Coupe d'Europe des Nations : Italie-Angleterre.
22 h 25 **Document : Par amour et par hasard : Le Nord.**
De M. Lefèvre, réal. G. Follin.
N° 1 - Voyage au pays de la bière.
Martine Lefèvre, originaire du Nord, a décidé un jour de faire savoir que « le Pays franc, ce n'est pas seulement froid et plat et noir, c'est-à-dire laid », c'est « au fil de la bière » que ce feront, ici le premier voyage et les premières rencontres.
23 h **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

10 h ***Emissions de l'I.C.E.I. destinées aux*** **travailleurs immigrés.**
Images de Tunisie.
10 h 30 **Mosaïque.**
Emission préparée par J.-L. Orabona et T. Fares. Reportage : Etudiants étrangers à Strasbourg ; Variétés : N. Lachab (Algérie), L. S. Wade (Sénégal), Chorale yougoslave de Freyming Merlebach, Crespo (Portugal), Groupe folklorique des étudiants turcs de Strasbourg.
16 h 40 **Prélude à l'après-midi : Mozart.**
« Sonate en si bémol » interprétée par *G. Poulet, violon, et C.-E. Nandrup, piano* ; « Symphonie en mi bémol n° 39 » par l'Orchestre radio symphonique de Berlin, dir. W. Boettcher.
17 h 40 **Jeu : Tous contre trois.**
Le Drot.
18 h 40 **Série : l'Aventure.**
Au pays des animaux, l'aventure de la survie.
19 h 40 **Spécial DOM-TOM.**
20 h **Dessin animé : Mister Magoo.**
20 h 30 **Série : Les origines de la guerre.**
(Lire notre sélection.)
21 h 25 **Journal.**
21 h 40 **L'invité de FR 3 : Paul Guth.**
22 h 35 **Cinéma de minuit (Cycle l'Amérique et son président) : « Sept jours en mai ».**
Film américain de J. Frankenheimer (1963). Avec B. Lancaster, K. Douglas, F. March, A. Gardner, E. O'Brien, M. Balsam, G. McReady, W. Bissell (v.o. sous-titrée, N., rediffusion).
Le président des Etats-Unis ayant signé un traité de désarmement avec l'U.R.S.S., un général, chef de l'état-major, prépare un putsch pour l'éliminer. Un autre officier, alerté, n'a que sept jours devant lui pour prouver et faire échouer le complot.

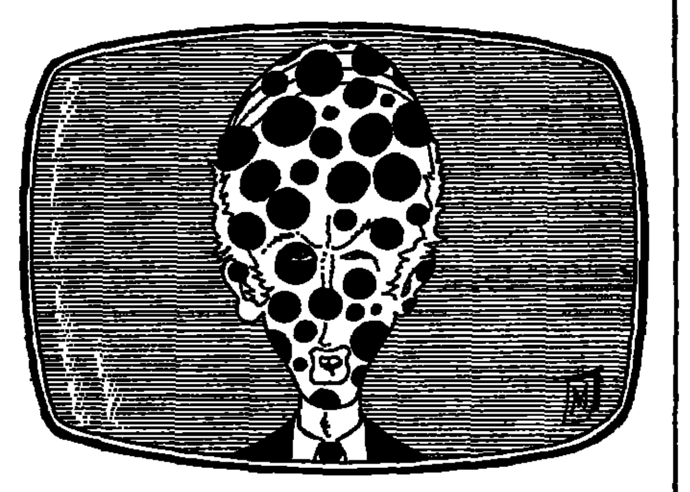
A VOIR

Tel Muybridge

VIDEO-U.S.A. : ED EMSHWILLER
Mercredi 11 juin,
Antenne 2, 22 h 50

Vétéran du cinéma expérimental, Emshwiller s'intéresse très vite à la vidéo. Il travaille aussi bien avec les petits magnétoscopes portables (pour *Family Focus* en particulier) qu'avec les synthétiseurs et autres machines de laboratoires (pour *Scape Mates*, pour *Crossings and Meetings*). Comme les précurseurs du cinéma, les pionniers de l'art vidéo s'attachent dans leurs expériences à des mouvements élémentaires : manger, marcher, danser. Tel Muybridge, Emshwiller fait défiler devant sa caméra des hommes qui marchent et dont les silhouettes vont lui servir à diverses incrustations : rayures, nuages, briques, herbes, couleurs fondamentales.

Moins inventif que Nam June Paik, mais plus systématique, Emshwiller est avant tout un explorateur de formes primaires, premières. — J.-P. F.



Une vie d'artiste

VARIETES : YVETTE GUILBERT
Vendredi 13 juin,
FR 3, 21 h 30.

L'époque les aimait pulpeuses, canailles, ruisselantes de bijoux, toutes ces dames faussement ingénues, les courtisanes de la chanson. Le regard étonné, le décolleté savamment échancré, la bouche petite, enfantine ; de *cette minauderie cousue main*, Yvette Guilbert choisira l'opposé : la sobriété. Celle qui fut un des modèles favoris des affiches de Toulouse-Lautrec, celle que l'on rencontrait au Fiacre ou chez Madame Arthur, fera fi des modes pour *imposer* sa silhouette longiligne, une minceur rare drapée de vert, de longs gants noirs, une chevelure feu et cette bouche-phare d'où jailliront des chansons grivoises savoureusement scandaleuses.

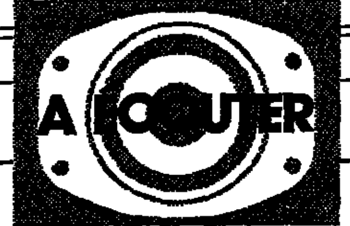
Plaire en étonnant, en défrayant *les chroniques* : la nouveauté qu'elle incarne lui apportera la renommée, celle d'être *une grande dame* toujours originale, jamais vulgaire. L'émission de Bernard Claeys et Caroline Cler est un portrait juste, haut en couleur ; une évocation illustrée par la lecture de passages des Mémoires, « La chanson de *ma vie* ». *Une vie d'artiste* en double croche et demi-sourire.

Avant juin 1940

DOCUMENTS :
LES ORIGINES DE LA GUERRE
Dimanche 15 juin
FR 3, 20 h. 30

En 1962-1963, Roger Stéphane, avec l'approbation du général de Gaulle, avait entrepris d'interviewer grands hommes et té*moins anonymes de la France* libre. Ces documents (vingt-cinq heures) n'avaient jamais été diffusés : ils le seront en quatre émissions à partir de la semaine prochaine, réunies sous le titre « Histoire de la France libre ».

« Les origines de la guerre » est une introduction à cette série et s'arrête avant le 17 juin 1940, d'où part l'émission suivante intitulée « Le général ». Dans ce préambule, il y a essentiellement des documents d'époque concernant les grands événements en Italie, en Allemagne, en France, en U.R.S.S., en Grande-Bretagne, depuis 1936. *Le principal témoin interviewé* est l'aide de camp du général de Gaulle.



Concerts d'archives

PORTRAIT D'UN CHEF : TOSCANINI
Vendredi 13 juin, 15 heures, et dimanche 15 juin, 16 h 5. France Culture

Peut-être tout simplement à *cause de son nom*, France-Musique reste la station préférée des *mélomanes*. Ils regardent comme un grand crime de lui faire des infidélités. Pourtant, du 13 au 22 juin, nombre d'entre eux et parmi les plus exigeants vont suivre sur France-Culture l'étonnante série de concerts d'archives consacrée à Toscanini : onze concerts inédits, deux dossiers, en tout, douze heures d'émission réalisées par Georges Zeisel à partir des archives de la N.B.C. Il s'agit d'enregistrements réalisés en public entre 1938 et 1954.

Outre des pages de Wagner, Mendelssohn, Beethoven, Schumann, Verdi, on pourra écouter le *Deuxième Concerto pour piano* de Brahms, avec, en soliste, Vladimir Horowitz (dimanche 15 juin) et, la semaine prochaine, le *Concerto pour violon* de Mendelssohn, avec Jascha Heifetz (mardi 17 juin). La *Symphonie n° 1* de Beethoven, avec l'orchestre de la Scala de Milan lors de la réouverture du théâtre en 1946, sera diffusée le vendredi 13 juin.

Une série d'entretiens avec Harvey Sachs, dont le livre sur Toscanini va enfin paraître en France, avec Yehudi Menuhin, Claudio Abbado et Nello Santi, compléteront ce portrait du grand chef italien dont l'enthousiasme et les colères étaient célèbres, mais dont l'exemple n'a pas fini de faire réfléchir ceux qui lui ont succédé dans la carrière. Quant aux mélomanes, ils savent trop ce que cette direction à la fois rigoureuse et lyrique, vive sans précipitation, leur a déjà procuré d'émotions musicales pour se priver d'une occasion aussi exceptionnelle. — G. C.

ÉMISSIONS RÉGULIÈRES

DU LUNDI AU VENDREDI

● **FRANCE-INTER** (*informations toutes les heures*) ; 4 h 30, Bon pied, bon œil : 6 h. 30, P. Douglas ; 7 h. 15, Chronique politique d'A. Joanes ; 7 h. 25, Bloc-notes économique de B. Harteman ; 7 h. 40, L'humeur du jour, de P. Poivre d'Arvor ; 7 h. 50, Parlons clair, *de J. Paletou* ; 8 h. 25, *La chronique* d'E. Sablier ; 8 h. 45, E. Ruggieri et B. Grand ; 10 h 5, Information des consommateurs, par B. Pujol ; 11 h., G. Klein et B. Hulot ; 12 h., Le Luron de midi ; 12 h. 45, Le jeu des 1 000 F

13 h. 30, Les *histoires* de France, par P. Miquel et M. Desbarbat ; 14 h. 5, Vous avez souri, de D. Mermet et J. Morzadec ; 15 h., C. Aznavour et C. Chebel ; 16 h., Les *cinglés du music-hall*, de J.-C. Averty ; 17 h., Radioscopie : Jean Dutourd (lundi), Huguette Bouchardeau (mardi), Jean-Marc Soyez (mercredi), Jean-Claude Casadesus (jeudi), Angelo Branduardi (vendredi) ; 18 h., Le magazine de P. Bouteiller ; *19 h. 20, Le téléphone* sonne (le mercredi : Face au public).

20 h. 5, Loup-Garou, de P. Blanc-Francard ; 21 h. 5, Feed back, de B. Lenoir ; 22 h. 10, Y'a de la chanson dans l'air, de J.-L. Foulquier et C. Pither ; 23 h. 5, *José Artur* et Muriel Hees ; 1 h., Allô Macha ; 3 h., Au cœur de la nuit.

● **EUROPE 1** (*informations toutes les heures*). 5 h., C. Barbier ; 6 h., P. Gildas et Maryse ; 6 h. 45, Bonjour la France, de P. Bonte ; 8 h. 30, I. Leval ; 8 h. 45, A *vos souhaits*, avec S. Collaro et Brigitte (la guerre des moutons) ; 11 h., Le sweepstake ; 12 h., Sisco, de P. Bellemare ; 13 h., Europe midi, avec A. Arnaud

13 h. 30, Interpol, de P. Bellemare ; 14 h., Histoire d'un jour, *de P. Alfonsi* ; 15 h., Show-Time, de J. Martin ; 16 h. 30, Bon appétit, la France ; 17 h., Hit-Parade, de J.-L. Lafont ; 19 h., Journal

19 h. 30, Boom Hollywood, de Y. Hegann ; 20 h. 30, Chlorophylle, de M. Abraham ; 22 h. 40, *Un livre, un succès*, de P. Kramer ; 23 h. 10, Service de nuit, avec J.-C. Laval ; 1 h., La ligne ouverte.

● **R.T.L.** (*informations toutes les demi-heures*) ; 5 h. 30, M. Favières ; de 5 h. 45 à 8 h. 15 (toutes des demi-heures), Léon Zitrone ; 8 h. 10, A. Prossard ; 8 h. 35, Anne-Marie Peysson ; 11 h., La grande parade, de *M. Drucker* ; *12 h., Journal de* P. Labro

13 h. 30, Joyeux anniversaire, d'E. Pagès ; 14 h. 30, Ménie Grégoire ; 15 h., Le temps d'une chanson ; 16 h. 30, Les grosses têtes de P. Bouvard ; 18 h., Journal de J. Chapus ; 18 h. 20, J. Fernlot.

18 h. 30, Hit-Parade ; 20 h. 30 et 22 h. 30, Relax Max, avec *M. Meynier* ; 22 h., *Le journal* d'E. Pellet et « Leade » ; 0 h., Les nocturnes, avec G. Lang ; 3 h., Variétés.

● **R.M.C.** (*informations toutes les heures*) ; 5 h., *Informations et jeux* ; 8 h. 40, J.-P. Foucault et Léon ; 11 h., Le million, avec M. Denisot ; *12 h., Starmidi* ; 13 h. 30, Quitte ou double ; 14 h. 30, Vie privée ; 15 h. 15, Enquête sur une vedette ; 15 h. 45, Toute la vérité ; 17 h., Croque-musiques, avec P. Roy ; 19 h., Capsule, avec M. Tosca et C. Borde ; 21 h., Demain 2000 ; 22 h., Magazine littéraire.

LE WEEK-END
SAMEDI

● **FRANCE-INTER** : 5 h., L. Bozon ; 8 h. 30, Revue de presse ; 8 h. 45, Chronique de *M. Droit* ; *9 h. 10, La Clef verte* ; 10 h. 30, Avec tambour et trompette, de J.-F. Kahn ; 12 h., Vécu, de M. Tauriac ; 12 h. 45, Le jeu des 1 000 F ; 13 h., Samedi actualité magazine, d'Y. Mourousi ; 14 h. 5, L'oreille en coin ; 18 h., Les étoiles de France-Inter ; *19 h.*, Journal ; *20 h. 10*, La tribune de l'histoire, par A. Castelot et A. Decaux : 18 juin 1940 (le 7), Les Allemands entrent dans Paris (le 14) ; 21 h. 15, *La musique est à vous*, par J. Fontaine ; 22 h. 10, Les tréteaux de la nuit ; 23 h. 5, Au rythme du monde, de M. Godard ; 0 h., J. Arthur et M. Hees ; 1 h., Allô Macha ; 3 h., Au cœur de la nuit.

● ***EUROPE 1*** : *5 h.*, Y. Hégann ; 6 h., A. Dumas ; 9 h., Le journal de P. Lescure ; 9 h. 15, A *vos souhaits* ; *12 h.*, Le Sisco ; 13 h., Europe-Midi ; 14 h., Pierre qui roule, de P. Lescure ; 17 h., Hit-Parade, de *J.-L. Lafont* ; 19 h. 30, Football ; 20 h., Hit-Parade des *clubs*, *de P. Diwo* ; 22 h. 30, Europe panorama ; 22 h. 45, Concerto pour transistor, d'E. Lipmann ; 0 h., Viviane ; 1 h., Service de nuit, avec F. Diwo.

● **R.T.L.** : 5 h. 30, J.-P. Imbach ; 9 h. 20, Stop *ou encore*, avec P. Sabatier ; 13 h., Le journal inattendu : Philippe Chatrier (le 7) ; *14 h.*, W.R.T.L., Country Lang, avec G. Lang ; 18 h. 30, W.R.T.L., rock avec B. Sohu ; 22 h. 15, W.R.T.L. Live de D. Farran.

● ***R.M.-C.*** : *8 h. 15, L'événement* de la semaine, avec M. Ullmann ; 9 h., La grille musicale ; 11 h., Chouette-club ; 12 h., Télé-match ; 13 h. 30, La discothèque d'une personnalité ; 15 h., Hit-parade, avec P. Sulak ; 17 h., Cent ans de music-hall ; 18 h. 30, *Le journal de P. Zehr* ; *19 h. 15*, J. Paoli ; 20 h. 30, Musique classique.

DIMANCHE

● **FRANCE-INTER** : 5 h., L. Bozon ; 9 h. 30 (et à 14 h. 5), L'oreille en coin ; 12 h., Dimanche actualités magazine, avec Y. Mourousi ; 18 h., Spectacle Inter, de A. Blanc et C. Chebel ; 20 h. 15, Le masque et *la plume* ; *21 h. 15, La musique est à vous* ; 22 h. 10, Jamparade, d'A. Francis ; 23 h. 5, Mirages, de *J. Pradel* ; *0 h. 5*, Inter-danse ; 1 h. 30, Les choses de la nuit.

● **EUROPE 1** : 6 h., Julie ; 8 h. 35, C'est dimanche, de Christian Morin et Maryse ; 12 h. 30, Europe midi dimanche ; 13 h. 30, Les années *50*, de *R. Willar* ; 14 h., Dr Jingle et Mr Yann, de Y. Hégann ; 16 h., Hit-parade ; 18 h. 30, Europe-soir ; 19 h., Le « Club de la presse » : Jean-François Denoau (le 8) ; 20 h., Journal auto-moto ; 20 h. 15, Chlorophylle ; 23 h., Pour ceux qui aiment le jazz ; 0 h., Viviane ; 1 h., Service de nuit.

● ***R.T.L.*** : *5 h.*, *J.-P. Imbach* ; 9 h. 20, Stop ou encore ; 13 h. 15, L'interview-événement ; 13 h. 30, *Poste restante*, de J.-B. Hébey ; 18 h. 30, Hit-parade, avec A. Torrent ; 21 h., Grand orchestre de *P. Petit* ; *22 h. 15*, W.R.T.L. Hit-parade des clubs avec B. Schu.

● **R.M.-C.** : 9 h. 30, J. Amadou ; 10 h., Banco, avec P. Sulak ; 11 h., Le Chouette-club, avec C. Chabrier ; 12 h. 50, Le hit-parade des 45 tours avec J. Meledo ; 15 h., De la musique et du sport, avec B. Spindler et *P. Sulak* ; *19 h., Le hit-parade* des 33 tours ; 20 h. 30, Musique classique ; 22 h., Magazine littéraire, de P. Saint-Germain.

Lundi 9 juin

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : l'Utopie, *une fête ou une caserne ? (vers les sociétés* d'harmonie) ; à 8 h. 32, Autres flammes pour Panaït Istrati.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Les lundis de l'histoire : « Civilisation matérielle, économie et capitalisme », avec F. Braudel.
10 h. 45, Le texte et la marge : « La relevée *des herbes* » et « *Histoire pour dire autre* chose », avec Max-Pol Fouchet.
11 h. 2, Evénement-musique.
12 h. 5, Agora : « Les hauts fonctionnaires au dix-neuvième siècle », avec C. Charles.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Atelier de recherche vocale : R. Gagneux.
14 h., Sons : la terre et la mer (rediff.)
14 h. 5, Un livre, des voix : « Docteur Fisher de Genève », de G. Greene.
14 h. 47, Bureau de contact.
15 h., Centre de gravité : les contraintes internationales.
16 h. 10, Les travaux et les jours...
16 h. 50, Actualité : Hatier, champion de l'exportation.
17 h. 32, Paul Sacher, chef d'orchestre et mécène.
18 h. 30, Feuilleton : « Christina », d'après M. Eliade.
19 h. 30, Présence des arts : la Biennale des arts plastiques, en direct de Venise.
20 h., « S.N.A.P. », de M. Clavel, lu par Y. Folliot et D. Manuel.
21 h., L'autre scène ou les vivants et les dieux : les mythes de fondation dans l'épopée finnoise *du Kalevala*.
22 h. 30, Nuits magnétiques : cinémathèque en liberté.

FRANCE - MUSIQUE

7 h., Quotidien musique ; 8 h. 30, Kiosque.
9 h. 2, Le matin des musiciens, toute la semaine : J.-S. Bach (IIIe) ; Les cordes solistes, précurseurs et contemporains ; œuvres de *Corelli, Vivaldi, Bach, Boccerini*, Biber et Hindemith.
12 h., Musique de table : musique de charme, « Le chant du rossignol » (Stravinski), dir. L. Maazel ; « K. Rhapsodie » extrait (L. Kupkovic), dir. H. Wallberg ; 12 h. 35, Jazz classique : le jazz en France ; 13 h., Les métiers de la musique : les duos ; *13 h. 30, France et musique*.
14 h., Musiques : Les chants de la terre, en direct du Havre : une semaine consacrée aux cultures noires : 14 h. 30, Musica Danica : Carl Nielsen, portrait en demi-teintes ; 15 h. 30, Piano : « Fantaisie pour piano à quatre mains » (Schubert), avec Ch. Ivaldi et N. Lee ; « Concerto pour deux *pianos en mi bémol majeur* » *(Mozart), dir.* N. Marriner, avec A. Brendel et I. Cooper : « Pièces pour pianos à quatre mains » (L.-M. Gottschalk), avec E. List, C. Lewis et B. Millican ; 16 h., Grand répertoire : Œuvres *de Respighi, Dallapiccola, M. Constant et* Bartok.
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time (jusqu'à 18 h. 30) ; 19 h. 30, France et musique ; 20 h., Les chasseurs de son.
20 h. 30, Musique de chambre (en direct du Grand auditorium de Radio-France) : « Quatuor en sol mineur » opus 45 *(Fauré)*, « *Stèle* », *de Victor Segalen* (A. Tansman), « Variations pour 14 » (P. Hasquenoph), par l'Ensemble Pupitre 14, dir. E. Rosenfeld et P. Hasquenoph, avec M. Sartova, soprano.
22 h. 30, Ouvert la nuit : Le XXe siècle, la musique se livre : 23 h. 5, Marie-Claire Jamet, harpe, œuvres de Dussek, Boeldieu et *Debussy* ; *0 h. 5, Quelques* chefs-d'œuvre de Max Reger.

Mardi 10 juin

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : Thomas Moore ; à 8 h. 32, Autres flammes pour Panaït Istrati ; à 8 h. 50, Les héros de papier.
9 h. 7, La matinée des autres : les calendriers.
10 h. 45, Etranger, mon ami.
11 h. 2, *Paul Sacher, chef d'orchestre et* mécène (et à 17 h. 32).
12 h. 5, Agora : « Virgile », avec J.-P. Foucher.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Libre parcours variétés.
14 h., Sons : sur les rochers, la mer.
14 h. 5, Un livre, des voix : « le Malheur des dames », d'A. Gaussel.
14 h. 47, Magazine international.
16 h. 50, Actualité : l'aménagement de La Défense.
18 h. 30, Feuilleton : « *Christina* », d'après M. Eliade.
19 h. 30, Sciences : faire vivre des trésors du passé (*les tapisseries*).
20 h., Dialogues franco-suédois : « L'avenir de la social-démocratie en Europe occidentale », avec O. Palme et M. Rocard.
21 h. 15, Musiques de notre temps : hommage à Chostakovitch, avec *M. Rostropovitch* et G. Vichnevskaïa.
22 h. 30, Nuits magnétiques : cinémathèque en liberté.

FRANCE - MUSIQUE

7 h., Quotidien musique ; 8 h. 30, Kiosque.
9 h. 2, Le matin des musiciens : J.-S. Bach (IIIe), les cordes solistes.
12 h., Musique de table : Les auditeurs ont la parole ; 12 h. 35, Jazz *classique : le jazz* en France ; 13 h., Les métiers de la musique ; 13 h. 30, France et musique.
14 h., Musiques : Musique traditionnelle de l'Ouganda ; 14 h. 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h., Concertos : Œuvres de Prokofiev, Martinu et Dufourt ; 16 h. 15, Les Cercles musicaux : Mozart, ses amis, ses élèves, œuvres de Hummel, Haydn et Mozart.
18 h. 2, Six-Huit ; Jazz time ; 18 h. 30, Cycle des sonates de Beethoven (en direct de Radio-France) : « Sonate n° 9 en *mi* majeur » et « Sonate n° 10 en sol majeur » ; 19 h. 30, France et musique ; 20 h., Actualités lyriques françaises et internationales.
20 h. 30, Festival Strings de Lucerne 1979 : « Sinfonia en ré mineur » (Corelli), « Il combattimento di Tancredi e Clorinda » (Monteverdi), « Historia di Jephte » (Carissimi), par le Festival Strings de Lucerne et les solistes de l'Ensemble vocal de Lucerne, dir. M. Corboz, avec A. Michaël, soprano, J. Elwes, ténor et Ph. Huttenlocher, baryton.
21 h. 45, Cycle acousmatique INA G.R.M. : autour *de* Ivo Malec, avec l'Ensemble 2E, 2M, dir. I. Malec, et l'Orchestre national de France, dir. J.-C. Pennetier ; 22 h. 45, Ouvert la nuit : Impressions symphoniques, œuvres de Massenet, Roussel, Lalo, Debussy, Dukas et Mendelssohn ; 1 h., Douces musiques : Œuvres de Lekeu, Chaminade et Roussel.

Mercredi 11 juin

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h. 2, Les chemins de la connaissance : Une utopie scientifique : F. Bacon ; à 8 h. 32, Autres *flammes pour* Panaït Istrati.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Matinée des sciences et des techniques.
10 h. 45, Le livre, ouverture sur la vie : Au Festival international du livre ; « Contes d'Amazonie », avec H. Perol.
11 h. 2, Paul Sacher, chef d'orchestre et mécène (et à 17 h. 32).
12 h. 5, Agora : « Littératures brésiliennes », avec C. Piza.
12 h. 45, Panorama : la littérature latino-américaine.
13 h. 30, Soliste : M. Berkowitz, piano (Tchaïkovski, Calder).
14 h., Sons : chantier naval à Budapest (rediff.)
14 h. 5, Un livre, des voix : « le Pays sous l'écorce », de J. Lacarrière.
14 h. 47, L'école des parents et des éducateurs : les forts en thème.
15 h. 2, Point d'interrogation : les grandes civilisations (l'Afrique noire).
16 h., Contact.
16 h. 50, Actualité : en direct du Creusot.
18 h. 30, Feuilleton : « Christina », d'après M. Eliade.
19 h. 30, La science en marche : promenade au jardin des sciences.
20 h., La musique et les hommes : G. Manley Hopkins.
22 h. 30, Nuits magnétiques : cinémathèque en liberté.

FRANCE - MUSIQUE

7 h., Quotidien musique ; 8 h. 30, Kiosque ; 9 h. 2, Eveil à la musique.
9 h. 17, Le matin des musiciens : J.-S. Bach (IIIe), les cordes solistes, du solo au concerto.
12 h., Musique de table : Musique de charme, œuvres de Vivaldi, Zannetti et Salieri ; *12 h. 35, Le jazz en France* ; 13 h., Les métiers de la musique ; 13 h. 30, France et musique.
14 h., Musiques : Œuvres de Charpentier et Reibel (*Laurent* Terzieff, récitant) ; 15 h., Pot-pourri populaire : Deux mélodies néerlandaises, par E. Ameling, « Lieder irlandais », de Beethoven, par F. Patterson, Mélodies *anglaises*, par *K. Ferrier*, Mélodies de zarzuela, par J. Carreras ; 16 h., Du bon usage de la contrebasse : Œuvres de Zelenka, Haydn, Vanhal, Rossini et Bottesini ; 17 h., Pierres blanches (II), œuvres de Ives, Debussy, Alain, Berio, Webern et Schoenberg.
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time (jusqu'à 18 h. 30) ; *18 h. 30, France et musique*.
20 h., Nouveaux talents, premiers sillons : « Phantasiestücke », extraits (Schumann), « Trio en si mineur » (Volkmann), par le Gorjan Trio, avec K. Gorjan, violon, M. Miejnik, violoncelle et R. Gepp, piano.
20 h. 30, Concert (en l'église Saint-Thomas-d'Aquin à Paris) : « Sinfonia en ré majeur » (*C.P.E.* Bach), « *Concerto* pour violon et orchestre en sol majeur » K 216 (Mozart), « Concerto n° 1 pour contrebasse en mi majeur » (Carl Ditters von Dittersdorf), « Symphonie n° 83 en sol mineur » *(Haydn), par la Petite Bande, dir. S. Kuijken.*
22 h. 30, Ouvert la nuit : « Le voyageur » Schubert ; 23 h., Opéras allemands à découvrir : Œuvres de Lortzing, Flotow, Nicolai, Cornelius, Humperdinck, Kienzl et Pfitzner ; 1 h. 30, Les grandes voix.

Jeudi 12 juin

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : La mise à plat de l'imaginaire ; à 8 h. 32, Autres flammes pour Panaït Istrati ; à 8 h. 50, Les héros de papier.
9 h. 7, Matinée de la littérature :
10 h. 45, Questions en zig-zag : « Un hamac dans le Vaucluse », avec C. Lesparre.
11 h. 2, Paul Sacher, chef d'orchestre et mécène (et à 17 h. 32).
12 h. 5, Agora : « Leçons du corps », avec R. Gentis.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Renaissance des orgues de France : à Moëze (Charente-Maritime).
14 h., Sons : Départ de cargo à Amsterdam (rediff.).
14 h. 5, Un livre, des voix : « Loin », de J.-B. Pontalis.
14 h. 47, Départementale : en direct du Creusot.
16 h. 50, Actualité : la victimologie.
18 h. 30, Feuilleton : « *Christina* », d'après M. Eliade.
19 h. 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : la génétique des populations et de la fin des races.
20 h., Nouveau *répertoire dramatique* : « la Nuit blanche », de G. Perrault, avec R. Coggio, M. Bozzuffi, D. Labourier, D. Volle, *F.* Maistre, *M.-A.* Duthell et J.-P. Cisife.
22 h. 30, Nuits magnétiques : cinémathèque en liberté.

FRANCE - MUSIQUE

7 h., Quotidien musique ; 8 h. 30, Kiosque ; *9 h. 2*, Eveil à la *musique*.
9 h. 17, Le matin des musiciens ; J.-S. Bach (IIIe), les cordes solistes, évolution des interprétations : Y. Menuhin, I. Stern, D. Oistrakh et P. Casals (Bach) ; Y. Menuhin (Bartok, « Sonate pour violon »).
12 h., Musique de table : France-Musique service ; 12 h. 35, Le jazz en France ; 13 h., Les métiers de la musique ; 13 h. 30, France et musique.
14 h., Musiques : Musique en plume, œuvres de Suppe, Sandauer, Elgar, Lube, *J.* Strauss, et un chant populaire par les Petits chanteurs de Vienne ; 14 h. 30, Musica Danica : Le XXe siècle, la tradition, œuvres de Holmboe et Bentzon ; 15 h. 30, Répertoire choral : œuvres de Byrd, Davies et Britten ; 16 h. 30, « Diamorphoses » (Lovano) ; 16 h. 45, Grands solistes : Sviatoslav Richter, piano, « Sonate *n° 23 en fa mineur* » (Beethoven), « Sonate en si bémol majeur, posthume » (Schubert).
18 h. 2, Six-Huit : *Jazz time* ; *18 h. 30*, Concert (en direct de l'auditorium 106) : Récital Rafaël Orozco, piano, « Partita n° 4 (Bach), « Humoresque » opus 20 (Schumann) ; 19 h. 30, France et musique.
20 h. 5, Concert (en direct de la Herkulessaal de Munich) : « Concerto grosso » opus 6 (Haëndel), « Concerto pour piano et orchestre n° 4 en sol majeur » (Beethoven), « Symphonie n° 41 en ut majeur » (Mozart), par l'Orchestre symphonique de la Radio *bavaroise, dir.* R. *Kubelik, avec A. Brendel*, piano.
22 h., Ouvert la nuit : Les pianistes de l'Ecole russe, œuvres de Chopin, Debussy et Beethoven ; 0 h. 5, Eurojazz, avec les orchestres de M. Schoof, W. Dauner, H. Koller... ; 1 h., Douces musiques : Œuvres de Prokofiev, Senaille et Fauré.

Vendredi 13 juin

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : Ce lieu qui n'est pas d'ici ; à 8 h. 32, Autres flammes pour Panaït Istrati.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Matinée des arts du spectacle.
10 h. 45, Le texte et la marge : « les Lits à une place », avec *F.* Dorin.
11 h. 2, Paul Sacher, chef d'orchestre et mécène.
12 h. 5, Agora : « *Des soviets au communisme* bureaucratique », avec M. Ferro.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Solistes : M. Berkowitz et A. Andino Berkowitz, piano.
14 h. Sons : *Sur les galets, la mer...*
14 h. 5, Un livre, des voix : « la Neuvième Vague », de G. Gennari.
14 h. 47, Un homme, une ville : Dostoïevski à Petersbourg.
16 h., Pouvoirs de la musique : Portrait d'un chef (Toscanini).
(Lire notre sélection.)
18 h. 30, Feuilleton : « Christina », d'après M. Eliade.
19 h. 30, Les grandes avenues de la science moderne : les atmosphères planétaires.
20 h., Relecture : Alfred de Musset.
21 h. 30, Black and blue : *tournées et tourneurs*.
22 h. 30, Nuits magnétiques : cinémathèque en liberté.

FRANCE - MUSIQUE

7 h., Quotidien musique ; 8 h. 30, Kiosque.
9 h. 2, Le matin des musiciens : J.-S. Bach (IIIe), les cordes solistes, œuvres de Bach et Beethoven, avec Ch. Coin, violoncelle baroque et viole de gambe, et G. Murray, clavecin.
12 h., Musique de table : Musique de charme, Œuvres de *Gershwin (Ouverture cubaine)*, Ives, Schuman, Cowell, Creston et Sousa ; 12 h. 35, Le jazz en France ; 13 h., Les métiers de la musique ; 13 h. 30, France et musique.
14 h., Musiques : Les chants de la terre, percussions du Sénégal et de la Martinique ; 14 h. 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h., Symphoniques : *Œuvres de Ireland*, Britten, Berkeley ; 15 h. 45, L'art de Hermann Scherchen : Œuvres de Haydn, Telemann ; 17 h. 10, « Tlaloc » (J.-E. Marie), dir. R. Albin ; 17 h. 30, Première loge : Œuvres de J. Strauss.
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time (jusqu'à 18 h. 30) ; 19 h. 30, France et musique.
20 h. Concert (en direct de Stuttgart) : « Symphonie n° 85 en si bémol majeur » (Haydn), « Concerto pour cor et orchestre n° 2 en mi bémol majeur » (R. Strauss), « Symphonie n° 2 en ré majeur », opus 43 (Sibelius), par l'Orchestre symphonique de la Radio de Stuttgart, dir. N. Marriner, avec J. Ritzkowsky, cor.
22 h. 15, Ouvert la nuit : Portrait par petites touches, « Sonates n°s 9 et 10 » opus 14 et « Sonates n°s 1 et 2 » (Beethoven), avec C. Collard, piano ; 23 h. 5, Vieilles cires : « Variations symphoniques » (C. Franck), avec Y. Nat, piano ; 0 h. 5, Echos du Festival international du film.

Samedi 14 juin

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : regards sur la science.
8 h. 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : le tiers-monde.
9 h. 7, Matinée du monde contemporain.
10 h. 45, Démarches.
11 h. 2, La musique prend la parole : « 1979-1989. Les Maîtres chanteurs », de R. Wagner.
12 h. 5, Le pont des Arts :
14 h., Sons : Le voyage en bateau (rediff.).
14 h. 5, Eugène Emmanuel Viollet-le-Duc : le bâtisseur.
16 h. 20, Livre d'or : l'ensemble Musikwerein de Vienne (Schubert, Wolf).
17 h. 30, Internées et déportées.
19 h. 30, La R.T.B.F. présente : « la Lettre *brouillée* », *de R. Georgin* (Hölderlin ou le messager de l'avenir).
20 h., Une parole devant la lumière, de J.-P. Colas, avec C. Sellers, J. Topart, P. Vaneck, R. Blin, S. Artel, J.-L. Philippe.
21 h. 20, Musique *enregistrée*.
21 h. 55, Ad Lib, avec M. de Breteuil.
22 h. 5, La fugue du samedi.

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3, Terre natale : Musiques pour les travailleurs et étudiants étrangers (République Dominicaine, II).
7 *h.* 40, Concert promenade : Œuvres de Chopin, Suppe, Sinding, Tchaïkovski, Chabrier, J. Strauss, Lehar, Tartini, Kreisler et Lanner.
9 h., Samedi, émission de Jean-Michel Damian : « *L'air du temps* de la *musique* à travers l'actualité du disque ».
16 h., Entrée de jeu : Concert de musique de chambre, « Sonate pour violoncelle et piano n° 1 en fa majeur » opus 5 n° 1 (Beethoven), « Sonate pour violoncelle et piano (Debussy), « Sonate pour violoncelle et piano n° 2 en fa majeur » opus 99 (Brahms), avec C. *Ilea*, violoncelle et *Th.* Paraskivesco, piano ; 17 h. 15, Ouverture : présentation de la semaine du Matin des musiciens : « Le groupe des cinq » ; 19 h. 15, Le « concert » du Matin des musiciens : J.-S. Bach.
20 h. 5, Soirée lyrique : « Mathis der Maler », opéra en sept tableaux d'Hindemith, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. E. Maerzendorfer, et les Chœurs de Radio-France, dir. J. Jouineau, avec M. Napier, R. Hansman, E. Greger, J. Shirley-Quirk, D. Talley, R. Gill, B. van der Meersch, *C. Chausson, C. Byrn, R. Dume*, R. Gamboa.
23 h. 5, Ouvert la nuit : Comment l'entendez-vous ? Georges Bizet, par Jean Lacouture, « l'Arlésienne », suite, dir. Ch. Munch, « Carmen », actes I, II et III, avec Teresa Berganza, Placido Domingo... ; 1 h., Le dernier concert : Neuvième Festival international des musiques expérimentales, *Bourges 1979* (concert donné au palais Jacques-Cœur), œuvres de Vink, Strasser, Manassen, Manneke, Rob du Bois.

Dimanche 15 juin

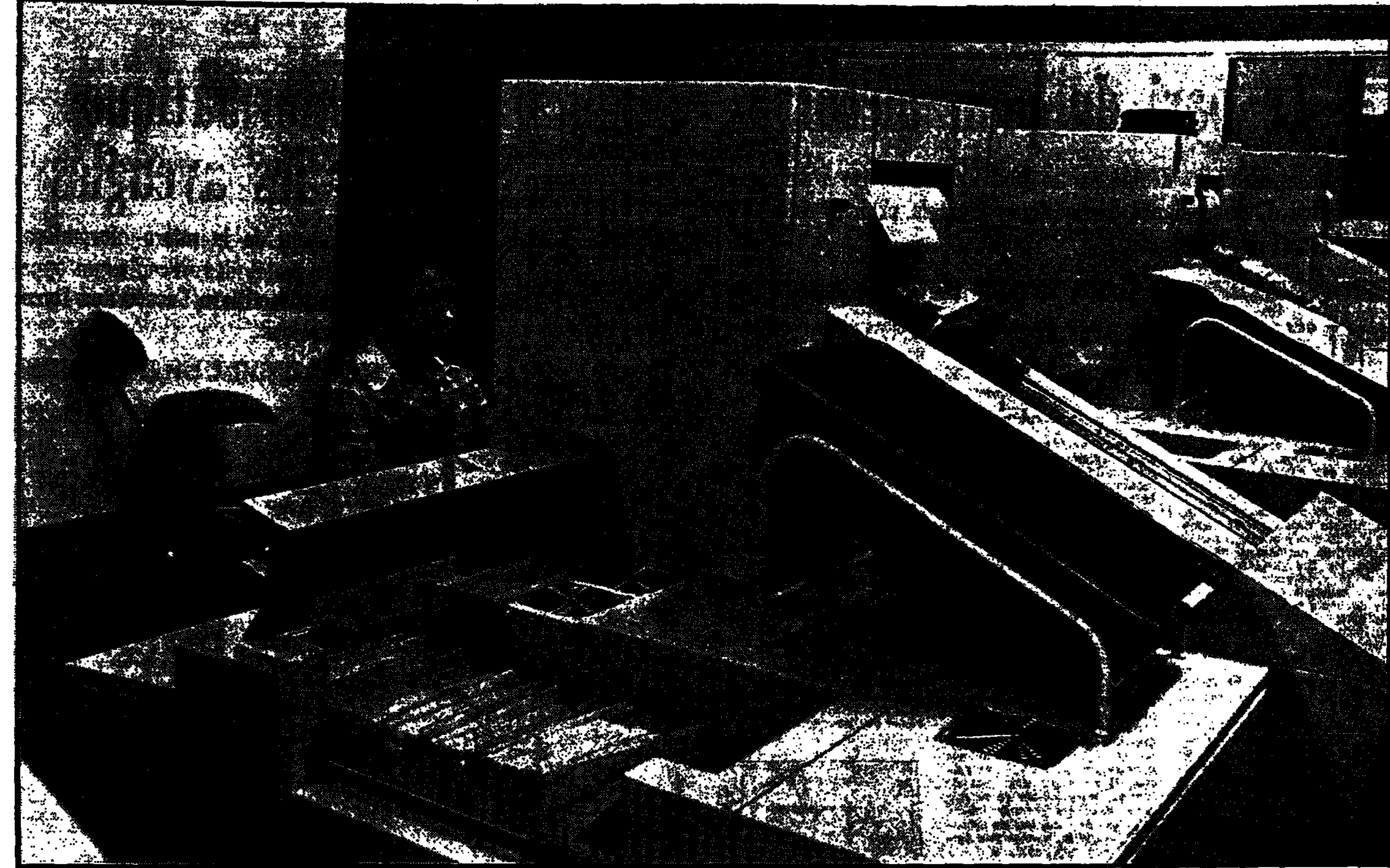
FRANCE - CULTURE

7 h. 7, La fenêtre ouverte.
7 h. 15, Horizon, magazine religieux.
7 h. 40, Chasseurs de son.
8 h., Orthodoxie et christianisme oriental.
8 h. 30, Protestantisme.
9 h. 10, Ecoute Israël.
9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : la Grande Loge de France.
10 h., Messe au Mesnil-Saint-Père, dans l'Aube, prédic. : Père Bessière.
11 h., Regards sur la musique : Trio, opus 97 « l'Archiduc », de Beethoven.
12 h. 5, Allegro.
12 h. 45, Concert : extrait d'un *concert* public donné dans le cycle « Cordes pincées » à la Maison de Radio-France.
14 h., Sons : Sous-marinier.
14 h. 5, La Comédie-Française présente : « Amphitryon » et « Sganarelle ou le Cocu imaginaire », de Molière.
16 h. 5, Portrait d'un chef : Toscanini.
(Lire notre sélection.)
17 h. 30, Rencontre avec... Pierre Boulez.
18 h. 30, Ma non troppo.
19 h. 10, Le cinéma des cinéastes.
20 h., Albatros : New-York up and down.
20 h. 40, Atelier de création radiophonique.
23 h., Musique *de chambre : Mozart, Tansman*, Despard...

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3, Musiques pittoresques et légères.
7 h. 40, Les classiques favoris : Œuvres de Brahms, Schubert, Mozart.
9 h. 2, Les chants de l'âme : Musique sacrée de Roumanie (II).
9 h. 30, Cantate pour le deuxième dimanche après la Trinité.
10 h. 15, Les classiques *favoris* : Œuvres de Pergolèse, Scarlatti, Lotti, Tallis.
12 h., Midi-dimanche : Première partie du concert donné au Grand Auditorium de Radio-France le 12 février 1979 : « Manfred », ouverture (Schumann), « Concerto pour piano et orchestre en si bémol mineur » opus 23 (Tchaïkovski), par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. G. Amy, avec E. Leonskaïa, piano ; 13 h. 5, Tous en scène : Fred *Astaire* ; 13 h. 30, Jeunes solistes : Jean-Marc Luisada, piano.
14 h. 15, Les après-midi de l'orchestre : Wagner, « les Maîtres chanteurs de Nuremberg », ouverture, dir. M. Janowski, « la Walkyrie », acte III, « le *Crépuscule des dieux* », *acte I*, « Lohengrin », acte II, scène 1, avec A. Varnay, soprano, H. Uhde, basse, les Chœurs *et l'Orchestre* du Festival de Bayreuth 1953, dir. J. Keilberth.
16 h. 15, La tribune des critiques de disques : « Symphonie *n° 3*, écossaise » (Mendelssohn) ; 19 h., Jazz vivant : le Tok... trio du *pianiste Takashi Kako* et l'Orchestre du pianiste Mal Waldron.
20 h. 5, Concert de musiques traditionnelles : la Suède (chants populaires et violonneux par le groupe Svensk Folkton, de la région de Dalécarlie).
22 h. 30, Ouvert la nuit : Une semaine de musique vivante ; 23 h. 30, Equivalences (émission ouverte aux interprètes aveugles) : Œuvres de J.-S. Bach avec Jean Wallet, orgue ; 0 h. 5, Escale à Washington.





GERARD DALLA-SANTA

PRODUCTIVITÉ

La bureautique, un pavé dans la mare sociale

L'informatique de papa était simple. Aujourd'hui, l'arrivée des petites machines de bureau modifie le rôle des employés et des cadres. Le taylorisme menace le tertiaire.

CLAUDE BARJONET

« *LA bureautique, c'est 20 % de matériel et 80 % d'organisation* », déclarait, l'an dernier, un cadre d'IBM au congrès de Grenoble sur le sujet. L'affirmation est juste. Les télécopieurs, machines de traitement de texte, micro-ordinateurs et terminaux en tout genre vont bouleverser toutes les données sociales de l'entreprise. A un point tel que le gouvernement prépare un rapport sur l'informatique et les conditions de travail. On y trouve en filigrane une simple question : où tout cela va-t-il nous mener ?

Car l'informatique de papa était simple. L'entreprise avait créé un service *ad hoc* chargé d'aider les autres départements. Une relation de guichetiers, en somme. Mais voilà que ce beau schéma éclate. Les machines se musclent ; les programmes de gestion ou de comptabilité sont de plus en plus élaborés par les gestionnaires ou les comptables eux-mêmes ; l'image sur écran, facile à interpréter, s'apprête à détrôner le sacro-saint listing ; le traitement des données déborde sur celui des messages, c'est-à-dire sur la communication. « *A terme, nous serons indifférents au matériel choisi* », prévoit Jean-Michel Treille, ancien membre de la Commission électronique du Plan. « *Le « plus » dans l'entreprise viendra simplement de la façon de s'en servir. Et là les paramètres ne sont plus techniques, mais économiques et sociologiques.* »

Tous les patrons énoncent clairement le critère économique : qu'on l'appelle mini, micro-informatique ou bureautique, l'introduction de machines intelligentes et à mémoire vise uniquement à obtenir des gains de productivité. Les compagnies d'assurances espèrent ainsi augmenter de 25 à 50 % celle des secrétaires. Par quel miracle ? La bureautique permet de travailler plus vite et supprime la paperasse. Voire ! « *La distance est fabuleuse entre l'efficacité théorique et l'efficacité réelle* », rétorque Jacques Mélèze, un des spécialistes de la CEGOS sur le sujet. Sous-utilisation chronique des machines de traitement de texte et inflation de papier en témoignent.

Pourtant, 81 % des personnes ayant introduit un tel matériel dans leur service estiment avoir fait des économies. Mais ils sont incapables de dire lesquelles, les critères classiques de productivité volant en éclats. « *Nous faisons plus de choses qu'avant et surtout nous les faisons mieux* », constate-t-on chez un constructeur automobile qui expérimente (discrètement) quelques machines. Même point de vue au Centre d'enseignement supérieur des affaires (CESA) : « *La masse de papiers a augmenté mais notre productivité d'auteurs aussi.* »

Un bilan en demi-teinte, donc, des gains réalisés. Mais, quel que soit le résultat, la nature même du travail se modifie. Sont notamment visés les informaticiens, les secrétaires et les cadres.

● LES INFORMATICIENS. Fer de lance technologique de l'entreprise il n'y a pas si longtemps, uniques détenteurs d'un pouvoir considérable, *ils tendent* à pratiquer la politique de l'autruche. Une importante société de services et de conseils en informatique (S.S.C.I.) leur a récemment organisé une journée sur la micro-informatique. Bilan : dix inscrits seulement !

« *Réaction poujadiste normale*, estime un expert. *Allez voir la différence entre un terminal informatique et un terminal bureautique ! Le lobby des informaticiens avait un monopole. Il veut le garder, donc il refuse l'introduction de la bureautique si ça se passe derrière son dos. Au mieux, il essaie de récupérer la poussée au nom de la cohérence des matériels avec les siens.* »

Les informaticiens y arriveront-ils ? Ce n'est pas évident. De plus en plus d'entreprises font appel aux S.S.C.I. : elles savent intuitivement que « leurs » hommes ne pourront pas résoudre les problèmes d'organisation du travail. Que va-t-il alors se passer pour eux ? On en aura toujours besoin pour les grosses tâches routinières. L'informaticien de haut niveau, et travaillant sur un gros système, peut *dormir* tranquille.

Dans les P.M.E., l'homme qui monte est l'informaticien éclairé, polyvalent et capable de concevoir un *système* d'ensemble. « *Il sera l'interface entre l'entreprise et le constructeur* », précise Jacque Mélèze. *Mais que deviendront* les pupitreurs ou programmateurs faiblement qualifiés ? Leurs chances de recyclage sont faibles, puisque leurs employeurs font de plus en plus confiance aux S.S.C.I. Ils risquent d'être pris à contre-pied, comme l'ont été les mécanographes. Une compagnie d'assurances fait déjà tourner un système de 6000 K octets sans pupitreur...

● LES SECRETAIRES. — Peu syndiquées, pratiquement jamais consultées quant au choix des matériels, elles craignent avant tout de perdre leur emploi. Dans une étude réalisée pour la Direction générale à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.), la CEGOS *a observé dans sept* entreprises les conséquences de l'arrivée des machines de traite*ment de texte*.

Les conditions de travail se sont améliorées dans trois cas (plus un où l'évolution est en cours). Dans ces sociétés assez ouvertes, et aux tâches peu répétitives, les secrétaires ont eu le sentiment d'enrichir leur travail. Une impression domine chez elles, celle de participer au progrès. La classique machine à écrire est définitivement rangée au musée des antiquités. Mais les secrétaires craignent que leur nouvelle qualification technique soit momentanée, alors qu'elles souhaitent un changement durable. En fait, leur statut a peu *évolué*.

Les trois entreprises, où les conditions de travail soit n'ont pas évolué soit se sont détériorées, ont un point commun : les dactylos travaillent en pool (beaucoup sont intérimaires), tapent « au kilomètre » des lettres répétitives, et une hiérarchie puissante les encadre. L'arrivée des machines de traitement de textes a renforcé le pouvoir des chefs de groupe qui, seuls, maîtrisent parfaitement la technique. En clair, l'aliénation au travail a augmenté.

Tous les utilisateurs vous le diront : on assiste à une détérioration du travail des auteurs (ils donnent à la frappe des brouillons mal rédigés) et des secrétaires (la machine ne corrige-t-elle pas les fautes ?). En aval d'une rédaction hâtive, les auteurs deviennent pourtant de plus en plus perfectionnistes. Sachant que la machine est capable de tout, ils lui demandent n'importe quoi.

● LES CADRES. — Ils peuvent être classés schématiquement en deux catégories : ceux qui sont dépassés par les événements et ceux qui assument le changement.

Souvent sorti du rang, le premier s'estime dévalorisé s'il doit toucher au matériel. La compagnie I.B.M. a été déçue de voir les cadres bouder ses claviers à écran et les déposer dans les bureaux *des secrétaires*. Question de statut social mal digéré, mais aussi peur de l'échec. Ainsi, un service de gestion d'une grande société avait acheté des micro-ordinateurs. Pour pouvoir s'en servir, une vingtaine de personnes du service ont suivi des cours de programmation. Quinze l'ont fait à contre-cœur et, maintenant, arguent du manque de temps pour ne pas utiliser l'outil.

D'autre part, le cadre sans réel pouvoir de décision a peur d'être *court-circuité* par la machine. Elle lui fait perdre brutalement ses fonctions d'expertise (elle fait *une part du travail à sa place*) et de nœud de communications (elle établit directement pour la *direction des contrôles automatiques* du travail). Ce type de cadre prend conscience de sa *faiblesse*.

Pianoter

Comment s'en sortir ? On peut toujours détourner le système, tel ce cadre qui n'avait plus rien à faire, un mini-ordinateur saisissant la comptabilité en temps réel. Il s'est battu pour avoir une imprimante. Elle ne servait à *rien, mais lui donnait* une trace écrite pour vérifier le travail des comptables à ses ordres...

Mais on peut aussi *s'adapter*. Qui le fait ? Les chefs de service avant tout, s'ils disposent d'une ligne budgétaire. Clientèle chérie des constructeurs (c'est bien ces cadres que visent les divisions de vente « machines de grande diffusion »), ils reçoivent du ciel un surcroît de pouvoir. Les autres s'adaptent, pour rester dans la course, parce qu'ils aiment pianoter sur un clavier (pour les plus volontaires), ou pour se dégager de tout le travail routinier sur la machine, et améliorer leurs vraies performances (en prospection commerciale par exemple).

L'introduction des nouvelles technologies va « déshabiller » le cadre, révéler au grand jour ses véritables compétences. Et c'est sans doute là qu'on enregistrera les vrais gains de productivité.

A condition, bien sûr, que les modifications de pouvoir et de relations au travail soient bien vécues. Car le taylorisme menace le tertiaire.

Pour l'éviter, la technique doit suivre les facteurs sociaux et non l'inverse. C'est la démarche de la « méthodologie des scénarios » qu'Andréu Solé, du CESA, a étudiée pour le compte du ministère de l'industrie. « *Il n'y a pas de fatalité technologique*, dit-il. *Les constructeurs vendent un modèle d'organisation du travail à travers leurs machines. En fait, on peut toujours trouver une marge de liberté. Cette marge, on peut l'exploiter en tâtonnant. L'ennui, c'est qu'on ne revient jamais sur des mauvais choix stratégiques. Cela coûterait trop cher.* »

D'où l'idée de la méthodologie des scénarios. Une P.M.E. d'une cinquantaine de personnes a servi de cobaye. La direction avait un projet de bureautique, flou et peu cohérent. Les experts du CESA l'ont amenée à préciser ses idées. Puis, ils ont réuni les salariés en différentes cellules, chacune devant imaginer des scénarios d'automatisation. Le cadre s'est précisé peu à peu. A la fin, trois projets restaient en lice. La direction en a choisi un, beaucoup plus global que dans l'idée de départ, puisqu'il entraîne l'achat d'un mini-ordinateur pour le traitement de textes, la gestion et la comptabilité.

Tout n'a pas été sans mal : pour la direction, que les experts ont dépossédée de son pouvoir ; pour *l'encadrement*, jaloux de participer au projet sur un pied d'égalité avec les employés ; pour le personnel enfin, qui avait adopté une attitude attentiste au départ en disant « *c'est des problèmes techniques, cela ne nous concerne pas* ». Le tout a pris quatre mois, mais cette entreprise a de bonnes chances de maîtriser son informatisation. Combien seront capables d'une démarche aussi longue ?

BRÉSIL

Le pari du plan alcool

Le plan « proalcool » décidé par le Brésil en 1975 vise à donner au pays plus d'indépendance énergétique. Mais la priorité est-elle de faire rouler les voitures ?

CLAUDE DHOSSEAU

« *NOUS avons raté la première révolution énergétique, celle du charbon. Nous allons perdre, et nous ne serons pas seuls, la deuxième, celle du pétrole, puisqu'il est admis que les réserves mondiales s'épuiseront dans cinquante ans environ. Mais nous avons plusieurs coudées d'avance pour remporter la troisième : celle de la biomasse.* » Comme M. Alberto Rajao, ancien député et chef de communication sociale à l'Institut national de technologie, les Brésiliens sont fiers, avec le « programme alcool » qu'ils mijotent depuis cinq ans, de donner aux étrangers l'image de marque d'un pays audacieux et lucide. Un pays qui va faire rouler trois millions de voitures à l'alcool en 1985 (1).

C'est le gouvernement Geisel qui décida, en 1975, de produire à grande échelle l'alcool de canne à sucre ou de manioc pour remplacer l'essence. Cette décision est venue à la suite de la hausse des prix du pétrole et, dans une moindre mesure, de la baisse des cours du sucre sur le marché mondial. Dans ce pays, où la plus grande partie des transports s'effectue en camions ou en bus et où l'industrie a fait, en quelques années, un prodigieux bond en avant, les achats de pétrole sont passés de 997 millions de dollars en 1970 à 10 milliards aujourd'hui. L'an prochain, les importations de pétrole représenteront plus de la moitié des importations totales. Cette augmentation « verticale » des prix a déséquilibré l'économie brésilienne et a fortement accru la dette extérieure, qui atteint désormais 50 milliards de dollars.

Extrayant de son sol à peine un cinquième de sa consommation de pétrole, doté d'une industrie nucléaire et hydro-électrique encore jeune, le Brésil a donc décidé de valoriser ses atouts spécifiques : un territoire immense, un climat tropical, une main-d'œuvre bon marché et surtout une longue expérience dans l'industrie du sucre. Deuxième producteur de sucre du monde, le Brésil a de plus en plus de mal à écouler sa production, sur un marché rendu excédentaire par la baisse de la consommation de sucre dans l'alimentation des pays occidentaux et la concurrence de la betterave. L'alcool allait pouvoir jouer le rôle de soupape de sécurité. Cette réponse que le Brésil apportait à la crise du pétrole et du sucre avait, en outre, le grand avantage de ne pas entraver le développement de l'industrie automobile, base de l'expansion économique.

Lenteurs

La fabrication de l'alcool ne date pas d'aujourd'hui. En 1927, déjà, les Brésiliens utilisaient, dans certaines régions, un combustible constitué de 75 % d'alcool et de 25 % d'éther. En 1931, toute l'essence consommée devait obligatoirement contenir 5 % d'alcool. Après la seconde guerre mondiale, les bas prix du pétrole allaient avoir raison du « carburant vert ».

Jusqu'en 1978, le « programme alcool » est lent à mettre en route. Plusieurs raisons à cela : lourdeurs administratives, dues en grande partie à la volonté de l'Etat de mettre sous tutelle le secteur privé, intérêts différents entre les « lobbies » sucrier, pétrolier, automobile... méfiance de la Pétrobras, entreprise nationalisée qui a le monopole de l'exploitation pétrolière, devant l'apparition d'un nouveau concurrent. D'autre part, la faible productivité de l'agro-industrie (le rendement moyen est ici de 50 tonnes de canne par hectare contre 150 à Haïti) empêchait d'accroître la production d'alcool.

Aujourd'hui, les perspectives sont meilleures. Chaque hausse du prix du pétrole est un encouragement pour le gouvernement brésilien. L'aspect prioritaire du programme s'est renforcé : on lui consacrera, dans les cinq années à venir, autant d'argent qu'à l'industrie nucléaire. L'objectif initial qui consistait à mélanger 20 % d'alcool dans toute l'essence brésilienne, est sur le point d'être atteint. De nouvelles distilleries voient le jour. Et le président Figueiredo, assis au fond d'une imposante voiture américaine à l'alcool, donne l'exemple.

« *Nous voulons multiplier par 25 la production d'alcool* », explique M. Camillo Penna, ministre de l'industrie et du commerce. « *Notre but est de substituer en 1985 un tiers de nos importations de pétrole par l'alcool. Il ne s'agit donc pas de supprimer les achats de pétrole mais, dans un premier temps, de geler nos importations de pétrole, ce qui représente une économie non négligeable.* »

Orgueil

Orgueil des élites de la nation, le « programme alcool » n'a pas encore touché la population. Toujours considéré aujourd'hui comme un sous-produit du sucre alors que le pétrole est, chez nous, la première des richesses, l'alcool-carburant est l'objet d'une grande campagne de propagande. Fiat lance un concours pour jeunes sur le thème : « L'alcool, demain ? ». On tourne un film dans l'Etat de Pernambouc. Le scénario raconte comment un commando d'Arabes plastique des distilleries de canne à sucre. Enfin, un supermarché de Sao-Paulo propose, pour 1 500 francs, la transformation des moteurs à essence en moteurs à alcool.

Et beaucoup d'automobilistes sont enthousiasmés par ce nouveau carburant, dont le principal avantage — 40 % moins cher à la pompe que l'essence — est, hélas ! contrebalancé par une consommation dans les moteurs 30 % supérieure à celle de l'essence.

Aujourd'hui, « Proalcool » semble irréversible. La valorisation de cette énergie renouvelable met en branle trop de secteurs sociaux pour être véritablement remise en cause. Ce qui ne veut pas dire qu'elle fasse l'unanimité.

« *Pourquoi tant d'empressement à sauver l'automobile ?* demande un physicien, M. José Goldenberg. *Au lieu de développer « Proalcool », le gouvernement ferait mieux de pratiquer une vraie politique d'économies d'énergie et de favoriser les transports en commun. Tout le pays va faire un gros effort pour produire cet alcool-carburant. Or, Sao-Paulo, à elle seule, va consommer un tiers du combustible produit. Le déséquilibre entre le Nord, pauvre, et le Sud, riche, va s'accroître.* »

Mais le principal danger que soulève « Proalcool » c'est de voir le Brésil se transformer en une immense plantation de canne à sucre. « *Pour satisfaire les quotas de production*, expliquent les responsables de l'Institut de l'alcool et du sucre, *il n'est pas nécessaire d'augmenter, dans de grandes proportions, la superficie des plantations, mais plutôt d'améliorer les rendements et de poursuivre les recherches agronomiques.* »

« *Pour chaque litre d'alcool*, rétorque l'économiste Fernando Homen de Melo, *il y aura un kilo de riz ou de haricot en moins pour ceux qui souffrent de la faim.* » Il est exact que les textes officiels ne prévoient pas un trop important accroissement des terres à canne, si ce n'est dans la vallée du Sao-Francisco. Mais il est tout aussi vrai, comme le souligne la Fédération des ouvriers agricoles des Etats du Nordeste, que les gros propriétaires font expulser de petits producteurs de cultures vivrières afin de pouvoir planter, puisque le moment est favorable, de la canne à sucre.

Malgré tous ces problèmes, l'avenir appartient à « Proalcool ». Bon nombre de pays en voie de développement ne s'y sont pas trompés : les Philippines, le Venezuela, le Costa-Rica, et des pays africains se sont montrés intéressés par l'expérience brésilienne, témoignant ainsi de son originalité. Récolte de la canne, fabrication de l'alcool, stockage, distribution, consommation : toutes les étapes du plan ont lieu sur le territoire national. Rude tâche pour le pays, qui doit faire face, seul, à tous ces problèmes. Si le modèle de la canne à sucre n'est pas exportable dans l'hémisphère nord, le Brésil montre que chaque pays doit se débrouiller avec ce qu'il a sous la main. C'est une nouvelle façon d'appréhender le problème de l'énergie. ■

(1) Voir *le Monde* du 11 septembre 1979.


PIERRE LEVY

De multiples écueils

Au total, 5 milliards de dollars *seront investis dans ce projet.* Une preuve supplémentaire du crédit dont le régime brésilien et ses initiatives jouissent auprès des milieux internationaux fut encore fournie par le prêt de 1,2 milliard de dollars accordé récemment au Brésil par un syndicat de cinquante et une banques occidentales. Officiellement *ce prêt est destiné au développement du « Proalcool »*, mais la presse brésilienne a *déjà fait* remarquer qu'une partie de cette somme sera utilisée par le gouvernement pour couvrir le déficit de la balance des paiements du pays.

Les enjeux du « Proalcool » prennent ainsi de grandes proportions. Mais il apparaît que le « Proalcool » est entouré de multiples écueils.

L'expansion des plantations de canne à sucre accentuera le vice structurel de l'agriculture brésilienne : l'hypertrophie de l'agriculture spéculative au détriment de la production alimentaire. Les experts signalent que la réali*sation du programme exigera* 2,5 millions d'hectares de terres cultivables supplémentaires pour les plantations de canne à sucre, ce qui entraînerait une suppression de la production de 1,2 million de tonnes de riz, 1,2 million de tonnes de maïs et 400 000 tonnes de haricots, denrées de base de l'alimenta*tion populaire.*

Toute la rentabilité de l'opération repose sur les coûts comparatifs actuels de l'alcool et de l'essence. Or la culture de la canne à sucre mobilise un grand *contingent de main-d'œuvre* saisonnière ; les salaires des ouvriers agricoles constituent donc *une variable économique non* négligeable dans la formation du prix de l'alcool, les autres variables (terres, machines, en*grais, etc.) ayant pour* la plupart des coûts incompressibles. Ainsi, il faudra maintenir des millions d'ouvriers agricoles brésiliens dans leur misère actuelle pour sauvegarder les intérêts engagés dans le programme, car toute revendication salariale dans ce secteur, où la productivité du travail est très basse, *mettra* en danger la rentabilité de l'opération.

Dans un autre domaine, il faut *encore noter le haut degré* de pollution des déchets du jus de la canne à sucre. Chaque litre d'alcool produisant de 12 à 15 litres de liquides polluants (« *vinhoto* »). Si la production d'alcool suit les prévisions offi*cielles, il y aura en 1980 une* décharge polluante supplémentaire égale à celle que produit une population de cent quarante-huit millions d'habitants : c'est-à-dire que les fleuves et les mers du Brésil auront alors un *taux double de pollution.*

D'autres points critiques apparaissent en aval et en amont du *programme. Les projets pour* l'installation des distilleries ont été approuvés sans une véritable planification, et d'ores et déjà la majorité des crédits ont été accordés aux régions du centre-sud du pays et à certains oligopoles : deux grands groupes agro-industriels ayant reçu à eux seuls 41 % des crédits officiels ; *de même, le problème posé par* le stockage et le transport de l'alcool n'a pas encore trouvé de *solutions satisfaisantes* ; enfin, les voitures qui depuis 1977 utilisent l'alcool à la place de l'essence présentent un certain nombre d'anomalies graves, la corrosion attaquant rapidement les parties essentielles des moteurs.

JULIA JURUMA.



LIRE

L'informatique pour les aveugles

Le développement de la micro-informatique va mettre à la portée des aveugles un appareillage qui leur facilitera l'accès aux livres et aux informations.

CHRISTINE EFF

LIRE un journal, le dernier roman ou essai paru, des cours de droit ou d'histoire, le courrier, prendre connaissance d'un relevé bancaire, d'une note d'électricité... *Sans l'aide* d'un ami ou d'un parent, d'un document en braille *ou d'une* bande magnétique préenregistrée, l'aveugle se trouve complètement désarmé — se trouvait encore désarmé. Avec la télématique, il peut tenter de sortir davantage du ghetto dans lequel sa cécité l'enfermait.

Depuis quelques années, l'aveugle peut se servir d'enregistrements braille qui combinent la bande magnétique et le braille. Ces appareils permettent *simultanément* l'écriture et la lecture. L'aveugle dispose, *comme sur* une machine à écrire en braille, d'un clavier à six *touches* (les six points braille), mais le caractère, une fois tapé, au lieu de s'imprimer sur une feuille de papier gaufrée, est enregistré sur une bande magnétique et défile en braille, par bloc de douze, sur le *tableau de lecture* de la machine. La lecture du texte écrit est rapide, *immédiate* et l'encombrement réduit. Un enregistreur braille — telle que la Digicassette diffusée en France par la société Elinfa — arrive à contenir les trois cent mille caractères de six volumes braille (l'équivalent d'un livre de poche). Certaines de ces machines sont équipées, en plus d'une *mémoire*, d'un *microprocesseur* — sorte d'ordinateur miniaturisé. L'aveugle peut alors, sans avoir à faire défiler tout le texte, retrouver un mot, une phrase, un paragraphe.

Certains dispositifs vont permettre à l'aveugle d'avoir un contact direct avec l'informa*tion. Leur principe de fonction*nement est identique : le texte à lire est placé devant une source lumineuse et ressort sous d'autres formes susceptibles d'être captées par l'aveugle. C'est le cas de l'Optacon (1). Dans une main, l'aveugle tient une caméra qu'il déplace, à sa vitesse, le long de la ligne d'un texte à déchiffrer. Une matrice reproduit en relief l'image du caractère saisi par la caméra, caractère déchiffré par un doigt de l'autre main.

Cependant, l'Optacon, tout en permettant ce contact direct avec l'information, présente certains inconvénients. Son emploi exige un apprentissage long et difficile, la vitesse de lecture est très lente (le caractère est reproduit en relief et non en braille) ; en*fin, son coût* est très élevé : 20 000 F environ.

Un pas de plus a été franchi avec d'autres appareils qui vont traiter eux-mêmes l'information. La machine à lire de Kurzweil entre dans cette catégorie. Avant de communiquer à l'aveugle les caractères, elle les reconnaît, grâce à un système de transcodage particulier qui aboutit à la sortie vocale du texte. Mais qui dit perfectionnement dit coût plus élevé : 250 000 F pour cette machine qui émet une voix monocorde très vite lassante.

Fatigue, lenteur, coût élevé. Des progrès sont pourtant possibles. A l'université de Vincennes, un chercheur, Jaime Lopez Krahe, a mis au point, après avoir étudié le système existant, une machine intermédiaire avec traitement logique de l'information et reconnaissance des caractères. Il a réalisé une maquette au laboratoire images de l'Ecole nationale supérieure des télécommunications (E.N.S.T.). Mais en employant une technologie moins automatisée, qui demande plus à l'aveugle, il réduit le coût. Prothèse de lecture directe, elle comporte une caméra miniaturisée qui peut être de la taille d'un briquet. Avec cette caméra, l'aveugle balaie le texte qu'il veut lire, à son propre rythme. En cas de déviation, un système d'alarme l'avertit. Les signaux provenant de la caméra sont codés, puis reconnus, en temps réel, par un microprocesseur — sorte d'ordinateur miniaturisé — qui prépare la sortie du texte selon le mode choisi par l'aveugle en fonction des appareils qu'il possède déjà (enregistreurs braille, synthétiseurs de voix, imprimantes). Cette prothèse permettrait à l'aveugle de lire quinze à quarante caractères à la seconde. Les erreurs dues à la machine, peu nombreuses (3 %), sont *facilement* rattrapables. L'aveugle peut, grâce au contexte, lever les ambiguïtés. Un *prototype* industriel devrait être réalisé avec l'aide du Centre national d'études des télécommunications (CNET).

Il est un domaine où, dès maintenant, de grands progrès pourraient être accomplis : l'édition.

Actuellement, les œuvres classiques sont reproduites en braille par des bénévoles. Un bon copiste, en une journée, transcrit quatre mille mots. A ce rythme, la bibliothèque pour aveugles reste très pauvre (environ quatre cent mille ouvrages en France). Or il existe des imprimantes avec sortie en braille qui peuvent reproduire quelque deux cent cinquante caractères à la seconde, soit trois cents lignes à la minute (*imprimante* IBM 14 003 ; SAGEM . TEM BR 8). Avec un programme très simple, les maisons d'éditions qui travaillent de plus en plus avec ces ordinateurs, pourraient, grâce à ces imprimantes, obtenir la sortie en braille de leurs publications.

Les livres

Ce procédé, déjà employé en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Suède, en Australie, aux Etats-Unis, trouverait aussi tout naturellement son application dans tous les centres informatisés : banques, E.D.F., Sécurité sociale... C'est possible dès aujourd'hui. Des études ont été réalisées en France, notamment au R.I.T.M.B., au centre Tobia de l'université Paul-Sabatier de Toulouse (*le Monde* du 11 janvier 1978), au C.N.A.M. (Conservatoire national des arts et métiers).

Demain, les perspectives d'utilisation de l'informatique se multiplieront. Le développement des terminaux braille, associés aux systèmes d'enregistrement existant (Digicassettes) et connectés aux *différents centres de télé*traitement et banques de données, devrait permettre aux aveugles d'avoir accès aux mêmes sources d'information que les voyants.

Encore faudrait-il, pour favoriser cette évolution, que, dès maintenant, on s'attache à développer des systèmes compatibles et que les aveugles collaborent avec les informaticiens pour imaginer toutes les applications possibles de la télématique. ■

(1) *Diffusé par la société* américaine Telesensory systems et en France par la Fondation pour la réadaptation des déficients visuels, 3, rue Lyautey, Paris (16e).

● A Paris, les aveugles peuvent être *conseillés* par deux associations : le GIAA, 5, avenue Daniel-Lesueur, Paris (7e), tél. 566-07-07, et l'Association Alfred-Haüy, 5, rue Duroc, Paris (7e), tél. 734-07-90.

TATONNEMENTS

Juan Goytisolo : l'Espagne n'est pas remise du franquisme

Interdit de publication sous le franquisme, Juan Goytisolo est maintenant l'un des écrivains espagnols les plus lus et les plus estimés dans son pays. Il parle ici de son contact avec le public et de la situation culturelle en Espagne.

FRANÇOISE WAGENER

DEPUIS plusieurs années, Juan Goytisolo, que Carlos Fuentes considère comme « *le plus grand romancier espagnol vivant* », nous a habitués à ses éblouissantes imprécations contre sa langue, sa culture, son pays. Virtuose de l' « hispanicide », il avait clos, avec *Juan sans terre* (Le Seuil 1977), une virulente trilogie qui comptait : *Pièces d'identité*, et le mémorable *Don Julian*. Il y avait un crescendo dans la « destruction purificatrice » qui animait ces livres complexes, joyciens. *Juan sans Terre* semblait être son *Fennigan's Wake*. Au-delà de quoi, le silence.

Or Juan a retrouvé temporairement *sa terre, et son langage*. Il récidive avec *Makbara*, qui vient de paraître chez Seix Barral, à Barcelone, la ville natale de l'écrivain. Le livre, pas moins difficile que les précédents, vient de connaître un franc succès. Interdit de publication sous le franquisme, Goytisolo se trouve maintenant en bonne place sur les listes de best-sellers.

Il faut dire que le romancier y a mis du sien : il a choisi de présenter *Makbara* directement, lors d'une série de lectures et de débats dans les grandes universités espagnoles. Il s'en explique ici. Ainsi que des changements profonds et de l'évolution du climat culturel de l'Espagne actuelle.

⁂

« Je voulais sortir du circuit classique de présentation d'un ouvrage dans une librairie *madrilène* ou barcelonaise devant les éternelles mêmes têtes. Pendant mon séjour aux Etats-Unis, j'ai pu constater que, même parmi les écrivains déjà reconnus, comme Susan Sontag, nombreux étaient ceux qui choisissaient une formule beaucoup plus vivante : la lecture publique dans les universités ou les centres culturels. J'ai décidé de suivre leur exemple et d'affronter le lecteur sans intermédiaires. Cela lui permet de manifester son approbation ou son désaccord, de formuler des objections, de poser des questions. Expérience vraiment stimulante dont j'ai moi-même tiré grand profit.

» Le plus important, c'était de montrer qu'un certain type de littérature, difficile, minoritaire (hermétique même selon les critiques), pouvait être lue en public avec une parfaite facilité. C'est qu'il s'agit tout autant d'un problème de prosodie que de syntaxe. Ceux qui écoutaient se sont rendu compte que la prétendue difficulté disparaît si l'on admet qu'il existe une « oreille littéraire » de la même manière qu'il y a une « oreille musicale ». Il faut capter le rythme proposé par l'écriture, disposer les phrases par rapport à ce rythme, oublier la disposition plate à laquelle nous sommes habitués.

Passes et impasses

» *La lecture idéale de Makbara* est une lecture à voix haute. Elle permet de moduler les différents registres, de parodier le discours politique ou publicitaire, de pratiquer l'emphase du commentateur sportif, de présenter cette extraordinaire exposition de voix qui attire sur la grand-place du marché de Marrakech un peuple toujours affamé d'histoires. Avant l'invention de l'imprimerie, la diffusion de la littérature était essentiellement orale. De grandes œuvres classiques, telles que le *Libro de Buen Amor* (1) ont été écrites pour être lues en public, et ma propre expérience de la place de Djema-El-Fna m'a aidé à *situer l'œuvre de l'archiprêtre* de Hita dans un contexte tout à fait semblable à celui dans lequel elle a été créée. *Makbara* renoue avec cette tradition : ce n'est donc pas un livre d'avant-garde mais bien d'arrière-garde, dans la mesure où il se rattache à un courant abandonné dans notre littérature depuis des siècles. C'est un peu, si vous voulez, un exercice de nostalgie.

— Quel en est l'argument ?

— Difficile à dire... Vous me voyez aussi embarrassé que si on me demandait de raconter *Don Julian* ou *Juan sans Terre*. Il y a cependant un thème essentiel : l'amour. Le roman est construit sur les discours parallèles de deux personnages qui décrivent leurs passes et impasses amoureuses dans des lieux et des *décors changeants : un paria, victime* de l'exploitation impitoyable du monde industriel, et un ange, expulsé pour « dissidence » d'une bureaucratie céleste oppressive. *Malgré la présence de* ces deux personnages en quête d'amour, le lecteur continuera à se poser la question : qui parle dans le roman ? A la fin du *livre seulement l'origine des voix* est éclaircie.

» Contrairement à ce que pensait la critique sur mon obsession espagnole ou anti-espagnole, le thème de l'Espagne n'apparaît à aucun moment dans ce livre. Cela dit, on retrouve dans *Makbara* d'autres préoccupations déjà présentes dans la trilogie antérieure.

— Que veut dire « Makbara » ?

— Ce mot signifie, en arabe classique, *cimetière*. Dans notre littérature médiévale, le cimetière musulman est désigné par le substantif « macabro ». Puis l'usage de ce terme disparaît et, lorsqu'il pénètre à nouveau dans notre langue, c'est par le biais du français et en tant qu'adjectif... Cela prouve à quel point, nous, Espagnols, nous nous sommes coupés de notre passé musulman.

Une longue maladie

— Vous voilà reconnu dans votre pays. Récupéré, aussi ?

— Toute mon œuvre interdite depuis 1962 — c'est-à-dire l'ensemble de ma production adulte — est sortie au grand jour en 1976-1977, en l'espace de quelques mois. Des livres pour moi anciens étaient présentés dans les librairies comme des « nouveautés », ce qui me faisait un drôle d'effet. *Un peu, je suppose, comme si* une pensionnaire de maison close, après une longue carrière dans le métier, découvrait soudain qu'elle est vierge et que tous la considère comme *telle ! Les* auteurs qui figuraient sur la liste noire du franquisme et qui ont survécu au régime auront connu comme moi cette impression de rajeunissement.

» Il serait absurde de ma part de me plaindre maintenant d'une telle situation. La récupération, justement, par la démocratie bourgeoise de toutes les voix et *de tous les discours qui se sont* dressés contre elle pour des raisons politiques, sociales, idéologiques ou sexuelles. D'autant plus que le phénomène n'est pas particulier à l'Espagne. Il se produit dans tous les pays industrialisés du monde occidental. Le désaccord, la rébellion, la dissidence, sont transformés en marchandise rentable à l'intérieur du circuit capitaliste, et d'anciens « délinquants » deviennent les porte-parole complaisants d'une opposition apprivoisée et inoffensive. Assumer en toute conscience une conduite moralement et artistiquement marginale, c'est toujours le meilleur antidote contre l'insidieuse transformation de l'écrivain ou de l'artiste en « bien national ».

— Comment analysez-vous le contexte culturel de l'Espagne post-franquiste ?

— Ceux qui s'imaginaient qu'il suffirait de supprimer la censure *pour que fleurissent les chefs-d'œuvre* prenaient leurs désirs pour des réalités. La disparition de Franco a modifié favorablement les choses : cependant, la *création littéraire n'a pas* toujours réagi, comme l'espéraient les impatients et les optimistes, à la nouvelle atmosphère de démocratie. Ni la poésie, ni le roman, *ni le théâtre, ne sont* des genres où l'on improvise facilement, et leur existence ne dépend pas directement d'une évolution politique, sociale ou économique. L'isolement, l'absence d'information, le manichéisme ont marqué tous les aspects de la vie espagnole entre 1939 et 1976. Et si un tribunal était chargé d'établir la liste des crimes commis par le système franquiste, celui-ci serait condamné non seulement pour ce qu'il a détruit, empêché, dégradé, mais pour avoir affaibli les ripostes de ceux qui le combattaient avec ses propres armes, dans les étroites limites de son champ dialectique : des actes *de volonté ou de simples* actes de foi, à la place d'analyses objectives ; des pamphlets à la place d'une critique ; une littérature de résistance, éphémère et circonstancielle, à la place d'une expression littéraire responsable, à la hauteur des événements. Les séquelles d'une si longue maladie ne peuvent disparaître du jour au lendemain. Nous conservons tous, plus ou moins selon les cas, les cicatrices des blessures et des mutilations qui nous ont été infligées.

» Lorsque Gunter Grass comparait la situation actuelle de la littérature espagnole à celle de la littérature allemande en 1947, il commettait une erreur de perspective. Tandis qu'en Allemagne il existe une rupture évidente entre l'œuvre des exilés antinazis et celle des nouvelles générations qui ont grandi sous l'hitlérisme (rupture consommée en Espagne pendant les années 40 et 50), le processus de récupéra*tion culturelle, malgré ses er*reurs et ses insuffisances, avait commencé chez nous quinze ans avant la mort de Franco. Ce qui fait que, malgré les circonstances difficiles (censure, isolement...), l'Espagne s'était déjà incorporée en 1975 au courant novateur venu d'Amérique latine et dont les pôles d'attraction se trouvaient à Buenos-Aires, à Mexico et à La Havane. Je pense en particulier à des écrivains comme Valente, Benet, mon frère Luis Goytisolo, Gil de Biedma, Julian Rios et à quelques poètes catalans.

» Il serait absurde de croire que les mêmes personnes qui, il y a cinq ou six ans, contribuaient à asphyxier notre culture en soient devenus soudain les promoteurs enthousiastes. On ne développe pas la culture en organisant des congrès d'écrivains, en offrant des banquets à des célébrités étrangères ou en distribuant des prébendes, à des soi-disant « organisateurs ». Pour parler franchement, l'équipe de la U.C.D. (2) ne me paraît ni intellectuellement ni moralement apte à promouvoir le moindre développement culturel.

Camisole

— Bien que Catalan, vous avez préféré écrire en castillan. Comment réagissez-vous à la renaissance, après quarante années, d'une vie culturelle catalane au grand jour ?

— Pour comprendre les problèmes que pose aujourd'hui le fait d'écrire en *castillan* quand on est catalan, il faut tenir compte de la terrible oppression qu'ont subie la langue et la culture catalane pendant le franquisme. En 1939, les phalangistes ont placardé les rues de Barcelone d'affiches où l'on pouvait lire : « *Parle la langue de l'empire !* » On a fermé les écoles qui enseignaient le catalan, interdit toute publication dans cette langue, et quiconque la parlait devenait aussitôt suspect.

» La vie culturelle catalane s'est remise lentement à exister, grâce à la lutte quotidienne et tenace d'une élite restreinte, bientôt renforcée par le retour des exilés. Mais les effets du génocide culturel ont été catastrophiques. En 1970, encore, un couple de Catalans habitant Madrid me racontait que leur voisine, les entendant s'exprimer dans leur langue, leur avait demandé s'ils étaient français... Cela veut dire que beaucoup d'Espagnols ignorent l'existence d'une langue parlée pourtant par huit ou neuf millions de leurs compatriotes. Dans ces conditions, on peut se demander qui provoquait le séparatisme, qui excluait qui ? Le centralisme, importé de France, était une véritable camisole de force imposée aux nationalités et régions espagnoles de la périphérie : Catalogne, Pays basque, Galice, Valence...

» Maintenant que l'autonomie a été instituée, les cultures *opprimées auront* la possibilité de se développer sans entraves. Cela risque de provoquer quelques tensions : certains extrémistes appellent ceux qui, pour une raison ou pour une autre, continuent d'écrire en castillan « *des écrivains étrangers résidant en Catalogne* ». Mais je crois que le bon sens finira par s'imposer. La Catalogne est un pays bilingue, et il faut espérer qu'à l'avenir les écoles enseigneront aux enfants le catalan et l'espagnol, soit comme première, soit comme seconde langue, selon l'origine ou le milieu social des élèves. Je pense que la langue catalane devrait être une matière *obligatoire — comme* le français ou l'anglais — pour tous les lycéens d'Espagne. Ce serait la meilleure façon de favoriser la compréhension culturelle et sociale des différentes nationalités et régions de la Péninsule et d'en finir avec les menaces, réelles ou imaginaires, du séparatisme indépendantiste.

» Le processus autonomiste de la Catalogne, du Pays basque et de la Galice est le premier pas vers la coexistence réelle, et non pas imposée, de tous les Espagnols dans le cadre d'un régime démocratique et pluraliste. En trois ans de liberté, l'Espagne a progressé davantage dans cette voie qu'un Etat traditionnellement démocratique comme la France, où les problèmes autonomistes corse, breton, demeurent une affaire d' « ordre public ». Pourtant, comme le prouve le récent échec électoral de la U.C.D. et des partis centralistes de gauche en Euskadi et en Catalogne, il reste encore un long chemin à parcourir pour parvenir au fédéralisme qui, à mon sens, sera à la longue l'unique solution viable. Comme l'admettait un récent éditorial de *El Pais*, qui commentait le succès de partis tels que le P.N.V. (3), *Convergencia i Unio*, et *Esquerra Republicana de Catalunya*, et l'échec du gouvernement en Andalousie, l'Etat espagnol deviendra bientôt ingouvernable dans le cadre constitutionnel actuel.

— Comment vous situez-vous politiquement ?

— En 1964, l'exclusion du parti communiste espagnol d'hommes tels que Semprun, Claudin et Vicens m'a poussé à abandonner ma position de « compagnon de voyage » d'un quelconque parti, même si mes sympathies vont toujours vers la gauche. Je me suis engagé aujourd'hui, uniquement, auprès d'Amnesty International, pour dénoncer les violations des droits de l'homme en Amérique latine, en U.R.S.S., en *Guinée-Equatoriale... Durant* ces dernières années, je suis intervenu dans les campagnes entreprises en faveur de certains prisonniers politiques ou de « disparus » : Ben Bella, la Portoricaine Lolita Lebron, la Cubaine Martha Frayde, les Uruguayens Julio Castro et Liber Sereyni... Devant l'écroulement général des schémas révolutionnaires, défendre les droits de l'homme, à gauche comme à droite, me semble aujourd'hui *l'unique position possible*. Et, surtout, cohérente. » ■

(1) Œuvre en vers écrite par l'archiprêtre de Hita en 1343.

(2) U.C.D. (Union du centre démocratique), parti d'Adolfo Suarez, chef du gouvernement.

(3) P.N.V. : parti nationaliste basque.



JEAN-PIERRE CAGNAT

Maurice Sendak

(Suite de la première page.)

— Les petites filles d'*Un si joli petit chien* et de *le Roi Barbe d'ours* sont de vraies pestes. Aviez-vous un modèle ?

— *Entre nous, c'est ma sœur, c'est-à-dire typiquement ce que nous appelons une* « princesse juive américaine ». *Une ravissante enfant gâtée, rouspéteuse, persuadée d'être supérieure aux hommes et furieuse dès qu'elle n'obtient pas toute l'attention qu'elle mérite tout de suite.*

— Certains vous reprochent de dessiner des enfants laids qui ont l'air vieux...

— *Je dessine ceux que je connaissais : des enfants d'émigrants avec de grosses têtes et de petits corps comme moi. J'ai découvert les jolis enfants blonds au cinéma.*

— En France, les monstres de *Max et les Maximonstres*, les enfants nus de *Cuisine de nuit* et de *Flight by night*, les crottes de chien dessinées sur le plancher d'*Un si joli petit chien* scandalisent encore beaucoup de parents. Comment réagissent les Américains ?

— *Une minorité aime mes livres, mais la majorité est toujours aussi petite-bourgeoise. Les choses ne changent qu'en surface. Je donne des cours à l'université de New-York, et mes élèves couchent tous ensemble au bout d'une semaine, mais, dès que je leur parle d'un élément sexuel dans* Alice au pays des merveilles, *ils sont affolés. Des bibliothèques refusent* Flight by night, *ou cachent le sexe de l'enfant avec un marqueur. Et pourtant, c'est l'histoire d'un rêve, et dans tous les songes on est nu. Souvenez-vous de William Blake. J'avais essayé de mettre l'enfant en sous-vêtement, mais il avait l'air d'une publicité de Fruit of the Loom.*

» *Quand* Un si joli petit chien *est paru, des gens l'ont brûlé à cause des crottes de chien ! Mais les enfants sont fascinés par le corps, par ce qui rentre, ce qui sort. Les Etats-Unis sont peuplés de purs esprits. Avez-vous déjà vu Humphrey Bogart aller aux toilettes ?*

» *Heureusement, j'ai appris à masquer la subversion, et j'ai eu beaucoup moins de réactions pour* Jérôme le Conquérant *que pour* Max et les maximonstres. *Et pourtant, Jérôme est plus insolent que Max. Il va défier la reine — sosie de la reine Victoria — sabre à la main et serpent sur la tête. Les parents sont bernés, mais les enfants savent déchiffrer l'image, et vous n'imaginez pas le nombre de petits garçons qui m'ont écrit :* « Quand je serai grand, je voudrais que mon serpent soit aussi grand que celui de Jérôme le Conquérant. »

— Dans une interview accordée à *Rolling Stones*, à New-York, vous avez parlé de certaines images qui stimulent l'imagination de l'enfant au-delà de ce qu'elle peut supporter. Que voulez-vous dire exactement ?

— *Que, à mon avis, certains livres devraient être censurés. J'ai vu récemment un album américain d'éducation sexuelle en photographies, ou un autre, anglais, où un petit garçon fait semblant de galoper, à califourchon sur le dos de sa mère. Ces livres, vraiment traumatisants, ont le label* « *pédagogique* », *alors que les miens choquent.* »

La promenade est terminée. Il fait presque nuit. L'heure que Maurice Sendak aime dessiner. « *C'est vrai, c'est le moment que je préfère. Je suis peut-être romantique, mais pourquoi pas ? Mes scènes littéraires favorites se passent au clair de lune ou en lumière légère.* »

Maurice Sendak travaille dans un petit bureau aménagé dans une ancienne grange. De grandes baies vitrées, du bois blond, une table d'architecte et, sur les étagères et les murs, les livres, les disques et les gravures des artistes qu'il aime. Actuellement, il prépare les maquettes des décors de *la Flûte enchantée* pour l'opéra d'Houston. Il veut un Tamino dramatique, théâtral, et un de ses dessins le montre descendant comme un danseur une rocaille noyée de verdure. Dans quelques mois, il dessinera les décors d'un opéra tchèque pour le Metropolitan Opera de New-York. Il est heureux : il a toujours rêvé de la scène comme Jenny, l'héroïne de *Turlututu chapeau pointu*.

De la scène et surtout de l'opéra, car Maurice Sendak est tellement imprégné de musique qu'il parle souvent de ses dessins comme de « motifs harmoniques ». Et quand je lui demande pourquoi il a inventé de toutes pièces ce bébé sur les genoux de sa mère dans la dernière double page de *Flight by night*, il évoque Schubert interprétant librement un poème. « *Ce bébé : mon seul autoportrait. Je l'ai fait d'après une photographie de ma mère et de ses trois enfants, et j'ai remplacé mon frère et ma sœur, de chaque côté, par deux moutons...* »

— Parfois, vous inventez vos propres histoires ; parfois, vous illustrez celles des autres. Quels auteurs aimeriez-vous illustrer dans l'avenir ?

— *A vingt ans, je suis tombé amoureux de Kleist en lisant* la Marquise d'O. *J'ai immédiatement lu tous ses livres, et j'aimerais les illustrer. Je voudrais aussi illustrer Kafka, mais j'attends d'être un peu plus vieux, et puis je cherche désespérément des contemporains, mais depuis la mort de Randall Jarrel je ne trouve personne. Certain de mes auteurs préférés, comme Henri James ou Herman Melville, sont impossibles à illustrer. Ils écrivent sans laisser de place au dessinateur. Dans ma jeunesse, j'ai illustré* Enfance *de Tolstoï. Grossière erreur. Tolstoï est trop bon illustrateur lui-même, et il suffit de lire* Anna Karenine *pour savoir exactement à quoi elle ressemble. D'autres, comme Dickens ou Lewis Carroll, ont été trop bien illustrés en leur temps. Qui pourrait faire mieux que Rackham avec* Alice au pays des merveilles ? *Je n'aime pas être en compétition avec les meilleurs. J'aime être le meilleur.* »

Perfection de Mickey

Orgueilleux et enthousiaste. Ne badinant pas sur sa place parmi les artistes — il fait partie des grands — mais toujours prêt à admirer ses pairs. A droite de son bureau, il me montre fièrement un original de Babar : le dessin du premier album, *Histoire de Babar*, où Babar emmène Arthur et Céleste, adorable dans sa robe à pois roses et verts, dans une pâtisserie : « *J'adore les Babar. Ce sont les meilleurs livres d'enfants qui aient jamais été faits. La tendresse, l'intelligence, la taille du livre et le sens du drame ! Dès la troisième page, Babar perd sa mère ! que pouvait-il lui arriver de plus dramatique ? J'aurais aimé être un enfant qui lise Babar. Pourtant, je n'aurais pas trahi Mickey Mouse pour Babar.* »

Impossible de quitter Maurice Sendak sans le faire parler de Mickey Mouse. Il est né la même année que le souriceau de Walt Disney, a passé son enfance à l'idolâtrer, collectionnant les bandes dessinées, les livres et les masques de Corn Flakes, Mickey Mouse et aujourd'hui, cinquante et un ans plus tard, sa passion n'a pas faibli. Partout dans la maison, des lampes, des cendriers, des assiettes Mickey Mouse, et, sur les étagères de son bureau, Mickey Mouse joue au tennis, à la guitare, lit un livre, etc.

« *Mais regardez la sensualité de ces contours ! Et la parfaite proportion de la tête, des oreilles, du corps ! Et ces couleurs primaires ! Yeux noirs, culottes rouges, boutons jaunes, chaussures jaunes. Et sa manière de bouger ! Exquise ! Chaque pays a son Mickey Mouse. L'allemand est moins sexy. Noir et blanc. Plus sévère. Il ressemble à un personnage de Brecht. Le français est plus long, plus mince, plus intellectuel, avec des dents pointues. C'est mon préféré après l'américain, mais il est moins rond, moins succulent. Il ressemble moins à un petit poulet que vous allez croquer, mais dites aux lecteurs du* Monde *que je cherche des Mickey Mouse français de 1928 à 1935, certifiés conformes et que je suis prêt à donner une pinte de sang à tous ceux qui m'en trouvent.*

« *Après 1935, regardez comme il est devenu vulgaire !* » Maurice Sendak me montre un petit Mickey en caoutchouc : « *A partir des années 40, ils sont tous habillés en banlieusards. Ils vivent à Long-Island, ils ont une piscine, ils trompent leurs femmes, ils appartiennent au Men's Club. La tête n'est plus grosse, la figure est rose, c'est affreux ! Mais regardez-le dans son incarnation originelle. C'est la chapelle Sixtine !* » ■

● Livres de Sendak cités dans cet article (tous parus à l'Ecole des loisirs) : *Max et les maximonstres ; Cuisine de nuit ; Deux aventures de Jérôme le Conquérant ; The Sign on Rosie's Door* (à paraître à l'automne) ; *Un si joli petit chien* (avec Matthew Margolis) ; *le Roi Barbe d'ours*, conte de Grimm ; *Turlututu chapeau pointu ; Fligh by night*. Ed. Bodley Head, Londres (à paraître en 1981 à l'Ecole des loisirs).

ALLEMAGNE

L'échec de Nietzsche

Contradictions, déceptions, solitude, folie... La nouvelle biographie de Nietzsche, par Curt-Paul Janz, fait apparaître, plus clairement que jamais, à quel point sa vie fut un échec.

JACQUES LE RIDER

Le philosophe d'*Ecce homo* avait bien prévenu son lecteur : « *Je suis une chose, ce que j'écris en est une autre.* » Mais la légende nietzschéenne restait vivace. L'image héroïque de Zarathoustra se projetait sur le vrai Friedrich Nietzsche. Curt-Paul Janz propose la première synthèse des documents inédits (ou mal édités) mis au jour depuis dix ans par la publication intégrale et critique des manuscrits. Jamais encore n'était apparue aussi clairement la vérité : que cette vie fut un échec. Maladresses et contradictions, allégeances et déceptions, solitude et maladie en forment la trame.

« *Nul ne mène aujourd'hui une vie philosophique avec cette loyauté élémentaire qui obligeait un Ancien, où qu'il fût, quoi qu'il fît, à se conduire en stoïcien s'il avait juré sa foi aux principes du Portique* », écrit Nietzsche avec nostalgie. Illusion de perspective : avec les Anciens, on en est réduit à rêver sur l'auteur à travers l'œuvre. Au contraire, on en sait trop sur la vie de Nietzsche pour croire à l'utopique totalité de l'existence philosophique.

Salutaire démythification. Les quelque deux mille pages de cette nouvelle biographie lèvent les masques de prophète hors la loi ou de *prince dionysiaque* qui dissimulaient l'homme et travestissaient les textes. Ce qu'il y a de philosophie dans Nietzsche trouve d'autres voies pour être entendu que la séduction ou le cabotinage.

Dans son étude sur *la Génialité* (1929), le psychologue *Ernst Kretschmer notait que*, entre la Réforme et 1900, plus du quart des « grands écrivains » allemands appartenaient à des familles de pasteurs protestants. Le père et les deux grands-pères de Friedrich Nietzsche, né en 1844, étaient pasteurs. En 1865, après la lecture de *la Vie de Jésus*, de David Friedrich Strauss, l'érudit que Nietzsche devait un jour accabler dans sa première *Intempestive* (1873), il abandonne les études théologiques et prend ses distances avec le christianisme. Mais, en 1867, il compose pour l'anniversaire de sa mère un kyrie pour solistes, chœur et orchestre.

Curieuse hypocrisie. Cette anecdote confirme-t-elle que sa haine sauvage de tout ce qui est chrétien s'explique par son incapacité à se délivrer du christianisme ? Elle révèle en tout cas un trait de caractère qui, selon Janz, traverse toute l'existence de Nietzsche : une dualité intérieure sur fond d'irrésolution.

Népotisme

Entre son arrivée à Bâle en 1869 et sa démission de l'Université en 1879, il mène une double vie de savant philologue et de philosophe ennemi de l'esprit scientifique, de professeur soucieux de sa carrière et d'artiste méprisant pour les mœurs universitaires. *Le conflit devient de* plus en plus intenable après la publication de *la Naissance de la tragédie* (1872).

Nietzsche est nommé professeur à vingt-trois ans, alors qu'il n'a même pas commencé sa thèse de doctorat. L'université de Bâle représentait un cas bien particulier. Après *plusieurs dé*cennies d'assoupissement, elle s'était dotée en 1866 de nouveaux statuts pour soutenir la concurrence de Zurich. Tout le corps enseignant était exceptionnellement jeune. Les professeurs ne travaillaient qu'à mi-temps pour l'université (qui ne comptait encore en 1870 que cent seize étudiants inscrits) et devaient donner des cours au lycée de Bâle.

Ulrich von Willamowitz, un des plus brillants hellénistes du siècle, écrit en 1928 dans ses mémoires : « *Pour ses jeunes collègues, Nietzsche faisait figure d'exception et de modèle. Non sans réserve cependant. C'est au professeud Ritschl de Leipzig qu'il devait sa chatre à Bâle. Pareil népotisme était inconcevable envers un débutant dont les quelques travaux ne justifiaient point ce favoritisme. Sa* Naissance de la tragédie *faisait violence aux faits historiques et à la méthode philologique.* »

De plus en plus, Nietzsche souffre de l'incompatibilité entre sa profession et sa vocation. « *Un savant ne peut jamais devenir un philosophe* », lit-on dans la troisième *Intempestive* (1874). Mais, à quelques mois de son départ de l'Université, il note : « *Tant que je menais la vie d'un savant, j'étais en bonne santé.* » C'est contraint et forcé par la maladie qu'il donne sa démission en 1879. Il ne choisit pas librement sa nouvelle liberté. *Homo duplex* : le génie prométhéen et l'homme théorique dont il raille la « *sérénité pharmaceutique* » sont bien les deux visages de Friedrich Nietzsche.

Les recherches de Curt-Paul Janz précisent les relations de Nietzsche avec Wagner. D'abord cette curiosité généalogique : le philosophe et le musicien seraient de lointains parents par l'ascendance maternelle. Nietzsche trouve en Wagner l'autorité qui comble le vide laissé par *la mort prématurée de son* père en 1849. De Bâle, il se rend aussi souvent que possible à Tribschen, près de Lucerne, où habite alors Wagner. Il écrit à son ami Rohde en 1869 : « *J'y vais presque toutes les fins de semaine, mes lettres m'y précèdent. Ce que je vois là-bas est incroyable. Schopenhauer* et *Goethe, Eschyle et Pindare vivent encore, crois-moi !* »

Tragi-comédie

Nietzsche participe avec dévo*tion à tous les événements fami*liaux de Tribschen (par exemple aux répétitions de *Siegfried-Idyll*, cadeau d'anniversaire de Richard à Cosima), il voyage avec le couple, courtise Cosima, envoie sa sœur Elisabeth à Bayreuth comme bonne d'enfants. Le maître et le disciple philosophe s'encensent mutuellement *sans retenue. Janz révèle que* la première *Intempestive* fut commandée par Wagner, qui en voulait personnellement à David Friedrich Strauss.

Mais la quatrième *Intempestive (1874), dernier panégyrique* de Wagner par Nietzsche, formule en filigrane les réticences qui s'exacerberont jusqu'au *Cas Wagner* (1888). Les pompes du premier Festival de Bayreuth (1876) brisent définitivement l'enchantement. *Cette déception* représente pour Nietzsche une seconde mort du père et, dit Janz, une blessure jamais guérie.

Nietzsche et les femmes — une série de situations cocasses ou pénibles qui illustrent l'aphorisme de *Par-delà le bien et le mal* : « *Cela, un grand homme ? Je n'aperçois que le comédien de son propre idéal.* » Le philosophe du Zarathoustra misogyne se conduit comme une vieille fille en quête d'amour et de mariage, aigrie lorsqu'elle est déçue, naïvement enthousiaste lorsqu'elle conçoit le moindre espoir.

Le 8 avril 1876, il rencontre, à Genève, pour la *première fois*, Mathilde Trampedach. Trois jours après, le 11 avril, il lui écrit : « *Mademoiselle, prenez votre cœur à deux mains pour ne pas vous effrayer de la question que je veux vous poser : voudriez-vous devenir ma femme ? Je vous aime et il me semble que vous m'appartenez déjà. Ne vous étonnez pas de la soudaineté de mon penchant ! Je rentre demain par le train à Bâle, j'y suis obligé. Ecrivez-moi.* »

En janvier 1885 encore, Nietzsche caresse le projet de se marier. « *Il faudrait qu'elle soit jeune*, écrit-il à sa mère, *très gaie, en bonne santé, peu ou pas du tout* « *instruite* », *et, en outre, qu'elle soit bonne ménagère par instinct.* » Nombreuses sont les lettres où la mère, la sœur, les amis, signalent à Nietzsche les « bons partis ». Aucune de ces entremises ne réussit.

Le célèbre épisode avec Lou Salomé (1882) montre l'échec d'un couple en quête d'une nouvelle alliance entre les sexes. Un homme qui ne conçoit sa relation amoureuse qu'en termes de liaison dominatrice, face à une *femme qui refuse* l'esclavage de la sexualité traditionnelle, sans s'être affranchie de la coquetterie *prescrite* par les conventions. Cette tragi-comédie de la mauvaise foi se termine pour Nietzsche par une faillite désastreuse.

Après son départ de Bâle, en *1879, Nietzsche connaît* une grave dépression et songe au suicide. Désormais, ce sont moins la « Kulturkritik » et la philosophie de l'art qui occupent sa pensée que l'interrogation sur le sens de l'existence. Mais l'intuition de l' « éternel retour » n'arrivera jamais à sa formulation systématique. Relisant le manuscrit du dernier chapitre d'*Humain, trop humain*, il avoue : « *Mes propos risquent de prêter à malentendu. Cette concision, ce maudit style télégraphique auxquels me contraignent les maux de tête et la faiblesse de mes yeux en sont la cause.* »

La folie

La maladie et l'épouvante devant la folie, dont très tôt il se sent menacé, la solitude, les vexations et les difficultés matérielles transforment les dernières années de Nietzsche en « *véritable martyre* » (Janz). Les causes de sa folie restent enigmatiques. Dans le doute, on s'en tient au traditionnel diagnostic : paralysie progressive due à une infection syphilitique.

En 1888, à la veille de son effondrement, Nietzsche rédige un projet de « *Memorandum à l'adresse des cours européennes pour la formation d'une ligue anti-allemande* ». Il traite Bismarck de « *taré* » et les Hohenzollern de « *canailles* » et conclut en fulminant contre le militarisme et l'antisémitisme. Dix années à Bâle et dix années de « déracinement » ont fait de lui un Européen cosmopolite, hostile à tout nationalisme, particulièrement à l'esprit prussien.

Nietzsche perd la raison en janvier 1889. Il meurt le 25 août 1900. Onze ans durant, le corps survit à l'esprit. Les amis (surtout Köselitz, alias Peter Gast, et Overbeck), les médecins, la sœur Elisabeth, la mère, surveillent, soignent et manipulent Nietzsche, qui n'est plus qu'un pantin entre leurs mains. La *scandaleuse immixtion du* pseudo-philosophe Jalius Langbehn, qui prétend un moment se charger du malade, est l'épisode le plus lamentable.

Elisabeth Förster commence sans tarder son efficace travail d'appropriation et de falsification. Walter Benjamin rapporte « *une histoire peut-être inventée, mais qui rend sensible l'atmosphère macabre du Nietzsche-Archiv. Pour fêter un des derniers anniversaires de Nietzsche, on avait dressé dans la maison de Weimar une longue table devant une estrade cachée par un rideau violet. A la fin du banquet, le rideau s'ouvrit et l'on découvrit le malade assis sur un fauteuil, costumé d'une sorte de toge* » (1).

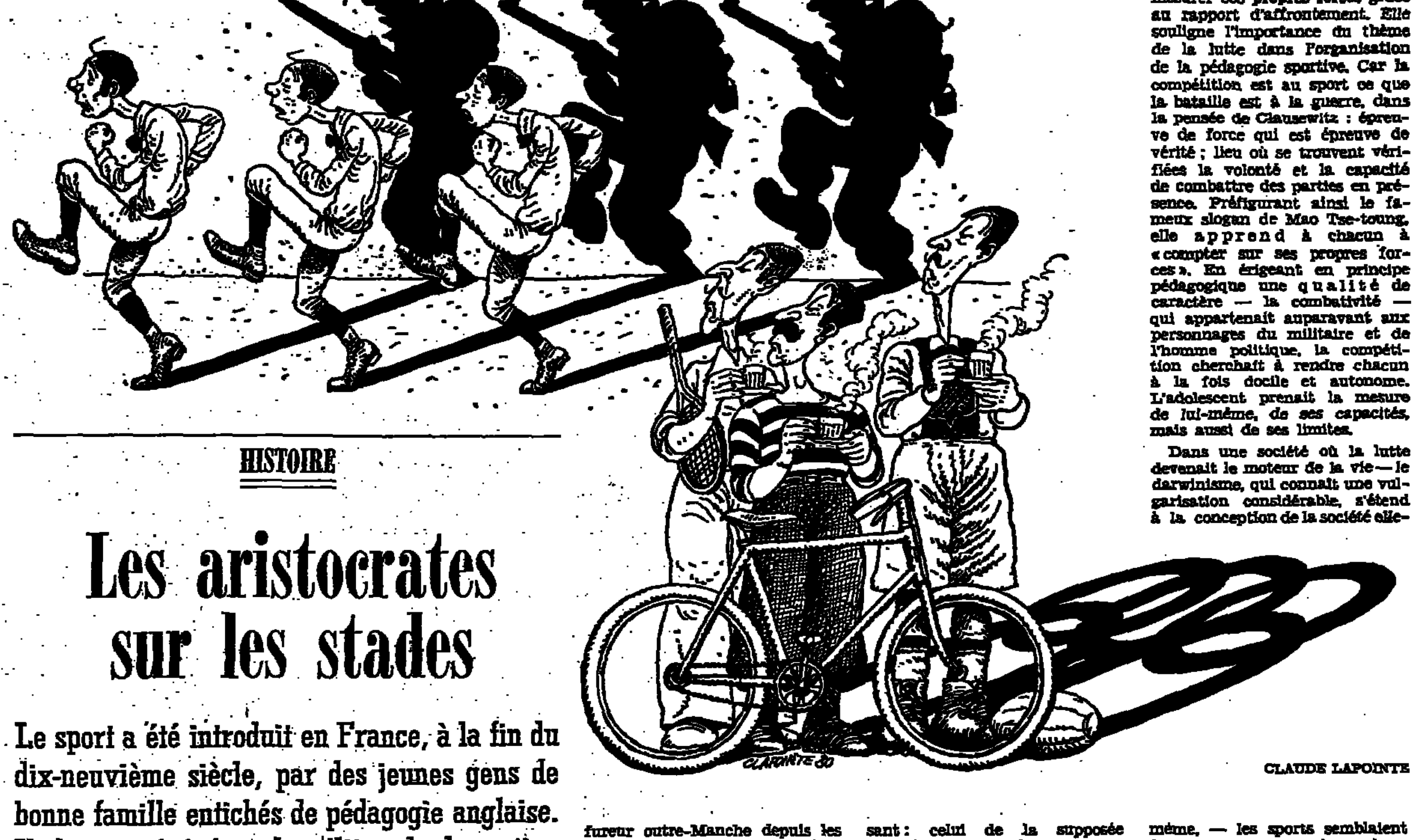
Pendant ce temps commence, vers 1890, la grande vague d'intérêt pour Nietzsche qui va faire de lui un des philosophes les plus populaires de la première moitié du siècle. Mais qui comprend ce que Nietzsche veut dire ? « *Il est difficile de se faire entendre, surtout quand on pense et qu'on vit gangasrotogati, parmi des hommes qui vivent et pensent soit kurmagati, soit tout au plus par sauts de grenouilles, mandeikagati.* » (2) ■

● Curt-Paul Janz, *Nietzsche-Biographie*, trois tomes publiés chez Hanser, Munich, 1978-1979 (850, 670 et 460 pages).

(1) *Die litterarische Welt*, 18 mars 1932.

(2) *Par-delà le bien et le mal*, paragraphe 27 ; ces trois mots sanscrits signifient : à l'allure du Gange, à l'allure de la tortue, à l'allure de la grenouille.





CLAUDE LAPOINTE

HISTOIRE

Les aristocrates sur les stades

Le sport a été introduit en France, à la fin du dix-neuvième siècle, par des jeunes gens de bonne famille entichés de pédagogie anglaise. Il devait régénérer les élites de la nation – tandis que la gymnastique fortifiait le peuple...

ALAIN EHRENBERG

ENTRE 1840 et 1870, le terme sport désigne un passe-temps aristocratique, une prérogative mondaine. C'est un des *« passe-temps de la belle existence »*, écrit Eugène Chapus en 1854 dans *le Sport à Paris*. Boxe, natation, mais aussi courses de chevaux, bals d'été et d'hiver font partie de cette topographie de l'existence mondaine qu'est le sport. L'exercice corporel n'y occupe pas en soi une place centrale. Le sport est plutôt une extension du salon aristocratique. Flâner au pesage dans ses plus beaux atours ou pratiquer l'art de la boxe, cela n'a pas encore, aux yeux des chroniqueurs de l'époque, une signification fondamentalement différente.

Dans les années 1870, le sport est assimilé au *turf*. Cette période voit, néanmoins, l'apparition des premiers clubs sportifs centrés sur l'activité physique. Le Havre Athletic Club est fondé en 1872 par des anciens d'Oxford et de Cambridge. On y pratique rugby et football. Quelques associations éphémères, comme le Club des coureurs, font leur apparition. A partir de 1880, le sport acquiert son sens moderne. Le terme désigne la pratique des exercices anglais de plein air (football-rugby, football-association, athlétisme), auxquels vient s'adjoindre cette activité purement française qu'est la bicyclette.

En 1882, quelques jeunes gens de bonne famille, élèves des lycées Condorcet, Rollin et Carnot — alors école Monge, — se réunissent pour courir dans le hall de la gare Saint-Lazare. Ils fondent, la même année, une association : c'est le Racing Club de France. En 1883, quelques lycéens de Saint-Louis, qui s'entraînaient sur la terrasse de l'Orangerie, aux Tuileries, forment le Stade français. Le sport français vient officiellement de naître. En 1887, les deux clubs rivaux fusionnent dans l'Union des sociétés française de course à pied, qui se transforme en une fédération plus large : l'Union des sociétés françaises de sports athlétiques (U.S.F.S.A.), présidée par l'ancien consul de France à Edimbourg, Georges de Saint-Clair. Une telle fédération semblait nécessaire à l'organisation des activités sportives, des compétitions nationales et internationales. Elle devait être aussi la gardienne de la fragile et naissante doctrine sportive.

Cette impulsion naît au moment où l'exercice physique fait l'objet d'une promotion massive dans le domaine de la gymnastique. Les pouvoirs publics, réticents jusqu'en 1880 — la Commune est encore dans tous les esprits, et le peuple gymnaste, c'est déjà le peuple en armes, — retournent leur veste avec l'arrivée au pouvoir des républicains.

Le 27 janvier 1880 est votée la loi rendant obligatoire l'enseignement de la gymnastique dans les établissements publics de garçons ; en 1882, le ministre de l'instruction publique, Paul Bert, institue une commission de l'éducation militaire dont Paul Déroulède disait : *« Il ne s'agissait de rien moins que de transformer la jeunesse de nos écoles en une légion de braves Français. »* La même année, des bataillons scolaires — organisations de préparation militaire dès l'école — sont instaurés par décret sur l'ensemble du territoire national.

Cet appareil législatif et réglementaire, né sous le coup de la défaite de 1870, répond, bien sûr, à des motifs patriotiques et militaires. Dans son fameux discours de Bordeaux, en juin 1871, Gambetta ne déclarait-il pas : *« Il faut mettre partout, à côté de l'instituteur, le gymnaste et le militaire, afin que nos enfants, nos soldats, nos concitoyens, soient tous aptes à tenir une épée, à manier un fusil, à faire de longues marches, à passer la nuit à la belle étoile, à supporter vaillamment toutes les épreuves pour la patrie »* ? La loi de 1880, par exemple, est votée pour combler les lacunes du service militaire obligatoire institué en 1872.

La gymnastique

Militaire et patriotique, la visée « gymnastique » est aussi républicaine : l'enfant-soldat est l'embryon du citoyen-soldat. La République des « Jules » cherche à faire coïncider l'armée et la nation.

Il reste que la gymnastique est essentiellement une activité qui se développe sous l'égide des militaires : ils la contrôlent, lui fournissent des enseignants et, surtout, ils la codifient. La France gymnique est une France militaire. C'est contre cette militarisation de l'exercice physique et, par extension, de toute la pédagogie scolaire, que s'insurgent nos premiers *sportsmen*.

Que cherchaient donc ces jeunes gens bien élevés ? Divisés dans les tout premiers temps en écuries, portant casaque et parlant, ils ressemblaient fort à des jockeys. Pourtant, à travers ces aspects folkloriques, ils rejetaient la discipline « avilissante » des lycées, et tournaient leurs yeux vers un modèle plus fascinant : celui des *public schools* anglaises. Ils tentaient, en effet, d'introduire en France des recettes pédagogiques qui faisaient fureur outre-Manche depuis les années 1840. Les anglophiles, comme le baron Pierre de Coubertin — dont les premiers écrits s'intitulaient *Souvenirs d'Oxford et de Cambridge* (1887) et *l'Education anglaise en France* (1889) — ou Georges de Saint-Clair, étaient de fervents admirateurs du système éducatif anglais. Il apprenait aux jeunes gens le sens de l'obéissance en même temps que celui du commandement, le goût de l'individualisme et le sens du sentiment collectif, la capacité à admettre la défaite, l'amour de l'aventure et celui du risque calculé, et, *last but not least*, permettait l'imposition d'un code moral dirigé moins par les maîtres que par les élèves eux-mêmes.

Pédagogie

Les promoteurs du sport en France ont été aussi des pédagogues et des médecins, qui cherchaient à élaborer, contre la discipline étroite et tatillonne des lycées, contre la gymnastique militaire, un projet de rénovation pédagogique qui visait à alléger le poids de la discipline en modifiant les méthodes éducatives. Il s'agissait de rendre moins pesante la surveillance de l'enseignant et de favoriser le développement de la spontanéité des adolescents. On les insérait ainsi dans une structure rationnelle où ils pouvaient devenir leur propre éducateur.

Cette perspective est parfaitement mise en avant dans toute l'œuvre pédagogique de Pierre de Coubertin. Il écrivait, par exemple, en 1909 : *« Il faut employer l'exercice physique à la réforme de la pédagogie »* en le remodelant et en facilitant une vie associative gérée par les élèves eux-mêmes. Réforme pédagogique, le sport l'était certainement. Il tentait de mettre au point un mode d'éducation libérale au moment où le thème du lycée-carcan, produisant de purs cérébraux, des intellectuels souffreteux (*« Ce sont des poitrines et non des cerveaux qu'il faut »*, écrit Georges de Saint-Clair), était des plus répandus.

La gymnastique, avec ses exercices au fusil et ses manœuvres, est, comme le soulignait en 1895 l'un des premiers théoriciens de la fatigue et de l'entraînement physique, le docteur Mosso, *« ce qu'il y a de plus efficace pour comprimer la spontanéité des mouvements, pour énerver la jeunesse, pour la vieillir avant l'époque (...) et faire prévaloir (...) le type de ces infortunés qui, dans la lutte pour la vie, ne savent rien faire de leur propre initiative et attendent toujours une impulsion et un ordre pour agir »*. Les sports, au contraire, visaient au développement des facultés d'initiative en même temps que des capacités de résistance physique.

Le thème de la résistance physique est fondamental pour comprendre le contexte de l'introduction des sports anglais en France. Ils ont été une des manières de répondre à un problème socio-politique envahissant : celui de la supposée dégénérescence de la race française. Les statistiques du recrutement militaire, qui faisaient apparaître une diminution constante de la taille des conscrits depuis la fin des guerres napoléoniennes, en étaient le symptôme aux yeux de nombreux observateurs. La défaite de 1870 et la Commune vont alimenter une quasi-mobilisation sur ce problème.

« La génération présente, écrit en 1897 le docteur Ph. Tissié, fondateur de la Ligue girondine d'éducation physique en 1888, *est née fatiguée : elle est le produit de tout un siècle de convulsions. »* Guerres, révolutions et finalement industrie, font courir la France à *« la faillite physiologique »*. *« Petits crevés »*, *« dégénérés »*, *« neurasthéniques »*, *« névrosés sans courage et sans avenir »* et *« autres écrasés de fatigue »* font leur apparition dans le champ politique, médical et littéraire (chez Zola, avec *le Docteur Pascal*, ou chez Huysmans, avec *A rebours*). Les études sur la fatigue, quasiment inexistantes avant 1870, se font remarquer par leur surabondance.

La compétition

En 1887-1888, l'Académie de médecine de Paris consacre plusieurs séances au problème du surmenage, et, plus particulièrement, du surmenage scolaire. Car c'est bien l'école et son *« éducation homicide »* que tout le monde désigne du doigt. Si l'école fatigue, si elle affaiblit, c'est que la lourdeur des programmes surmène les enfants, que la sédentarité les immobilise et que la discipline de type militaire les énerve au lieu de les rendre vigoureux. *« Elle déprime les corps et finit par user le cerveau lui-même en laissant les muscles s'atrophier »*, écrivait déjà en 1867 Victor de Laprade.

L'écho des travaux de l'Académie de médecine est tel qu'un Comité pour la propagation des exercices physiques est constitué sous la direction de Jules Simon. Pierre de Coubertin en fait partie. C'est la première reconnaissance officielle du sport.

L'entraînement physique, « inventé » dans les années 1880, en partie pour améliorer la performance corporelle, allait bouleverser les normes traditionnelles de la force physique. Celle-ci était en gros conçue à partir de normes morphologiques : la force du corps, c'était d'abord sa morphologie, son harmonie musculaire. A partir des années 1880, un groupe de médecins et de physiologistes va bouleverser tout cela : ils mettent l'accent sur les capacités fonctionnelles, au centre desquelles ils placent la respiration. Ils révolutionnent ainsi les méthode de préparation physique.

Car l'entraînement est une chose nouvelle en France, du moins son application à l'homme. Il était auparavant cantonné au dressage du cheval de course et de cavalerie.

La compétition, à la place du maître de gymnastique réglant les mouvements de chacun, évaluant autoritairement les capacités, permettait à chacun de mesurer ses propres forces grâce au rapport d'affrontement. Elle souligne l'importance du thème de la lutte dans l'organisation de la pédagogie sportive. Car la compétition est au sport ce que la bataille est à la guerre, dans la pensée de Clausewitz : épreuve de force qui est épreuve de vérité ; lieu où se trouvent vérifiées la volonté et la capacité de combattre des parties en présence. Préfigurant ainsi le fameux slogan de Mao Tse-toung, elle apprend à chacun à « compter sur ses propres forces ». En érigeant en principe pédagogique une qualité de caractère — la combativité — qui appartenait auparavant aux personnages du militaire et de l'homme politique, la compétition cherchait à rendre chacun à la fois docile et autonome. L'adolescent prenait la mesure de lui-même, de ses capacités, mais aussi de ses limites.

Dans une société où la lutte devenait le moteur de la vie — le darwinisme, qui connaît une vulgarisation considérable, s'étend à la conception de la société elle-même, — les sports semblaient fournir une voie de redressement. Comme le soulignait, en 1900, le docteur O'Followell, auteur trop méconnu de *Bicyclette et organes génitaux*, *« l'entraînement des muscles vaut mieux que la chaleur et le bavardage. On semble l'avoir compris dans notre pays, car derrière la France militaire semble vouloir se dessiner une France athlète. Cela c'est l'œuvre de vie »*.

Les exclus

En cette fin du dix-neuvième siècle, nombreux sont les chroniqueurs pour qui le sport est une petite guerre, donc un moyen de régénération, une manière de débarrasser la vie sociale de ses scories. La compétition est en quelque sorte une guerre éducative. Elle matérialise le rêve d'une société disciplinée jusque dans ses moindres manifestations agressives.

Pourtant, cette prégnance de la guerre, cette volonté de rendre combatif, suscitait l'ironie, l'indignation (*« Le sport fait des ignares et des cardiaques, des éclopés et des brutes ! »* clamait Barrès), voire l'inquiétude. A ceux qui se demandaient si les sports ne faisaient pas autre chose que de préparer à la guerre, Pierre de Coubertin répondait : *« Les sports ne tendent pas à rendre la jeunesse plus belliqueuse, mais seulement plus militaire, c'est-à-dire qu'ils lui donnent le sentiment de sa propre force sans l'inciter davantage à en faire usage. »* Militaire et non pas belliqueux. On dirait aujourd'hui combatif et non pas violent. Majorer la première attitude au détriment de la seconde, tel était le rôle que les sports se sont donné à leur naissance.

Cette pédagogie de la lutte n'était guère destinée aux gens du milieu populaire. L'élite, la jeunesse bourgeoise et aristocratique des lycées, était sa cible privilégiée. Le sport en constituait le dressage. L'USFSA n'accueillait que des amateurs au sens défini par l'English Amateur Athletic Club. Cette définition excluait non seulement tous ceux qui avaient reçu de l'argent dans des concours mais encore tous les professeurs d'exercices physiques, les ouvriers et les artisans. Autrement dit, tous ceux qui n'étaient pas des nantis. Autre exemple : alors que le rugby, sport des « gens bien », était très à la mode, le football, marqué par son caractère populaire acquis en Grande-Bretagne, fut mal reçu par l'U.S.F.S.A. Il fallut une menace de sécession de plusieurs clubs pour qu'elle consente à organiser le premier championnat national en 1894. Sa revue officielle, *les Sports athlétiques*, publiait en 1891 un article où elle repoussait *« avec énergie les associations mixtes »* composées d'ouvriers et de bourgeois. Nul sportif digne de ce nom ne se mesurerait avec un homme du peuple.

Destiné exclusivement à l'élite, le sport fin de siècle permettait de répondre aux problèmes des classes dirigeantes, et tout particulièrement à ceux d'une aristocratie en perte de vitesse au moment où le système républicain se consolide en France et que disparaît tout espoir d'un retour de l'Ancien régime. Dans un monde qui commençait à être dominé par l'esprit de compétition, les sports représentaient aux yeux d'hommes comme Pierre de Coubertin et Georges de Saint-Clair une manière de constituer une élite plus ouverte qui mêlerait les couches supérieures de la bourgeoisie et l'aristocratie. Ils fourniraient des administrateurs, des hommes d'affaires et des hommes politiques sachant gouverner dans une société destabilisée.

Le sport commence pourtant à toucher le peuple au tournant du siècle. Le football, par exemple, devient le grand sport populaire. Diffusé à partir des ports et villes industrielles du nord de la France, il s'introduit avant 1910 dans les clubs de gymnastique qui s'ouvrent timidement aux activités sportives. Mais, d'une manière générale, si le sport commence à pénétrer dans les masses, c'est plutôt comme un spectacle. La place du peuple est sur les gradins. Le vélo, par exemple, d'abord pratique des classes moyennes, devient le spectacle populaire par excellence à la fin du dix-neuvième siècle (on a dénombré près de trois cents vélodromes sur l'ensemble du territoire national en 1900).

La fin du rêve

Le seul effort sérieux de développement du sport populaire avant 1914 a été tenté par les catholiques. La Fédération gymnastique et sportive des Patronages de France (F.G.S.P.F.) fut fondée en 1903 grâce au dynamisme missionnaire d'un médecin, le docteur Michaux. Les milieux catholiques et la hiérarchie cléricale, d'abord extrêmement réticents — l'exercice physique privilégiant le corps au détriment de l'âme, — lui apportent leur appui. La Fédération, exclusivement dirigée par des laïcs, disposait d'un réseau territorial solide : les patronages paroissiaux, dont les ramifications s'étendaient sur l'ensemble de la France. Au moment de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, en 1905, ce réseau permettra aux catholiques de regagner une partie du contrôle perdu sur la jeunesse scolarisée, et particulièrement sur la jeunesse ouvrière. L'œuvre de la Fédération et des patronages donnera à cette jeunesse ses premiers terrains de jeu. Elle sera aussi la première à utiliser autant les exercices sportifs que gymniques.

Cependant, l'attrait que commençait à exercer le sport ne pouvait laisser l'U.S.F.S.A. indifférente. La place qu'elle refuserait serait inévitablement prise par ses concurrentes : la Fédération des patronages (dont elle critiquait les options confessionnelles et politiques) et les clubs de gymnastique regroupés au sein de l'Union des sociétés françaises de gymnastique (U.S.F.G.). Elle favorise partout en France la création de comités régionaux. Les clubs affiliés passent de deux cents en 1900 à mille six cents en 1914. Mais ses règles strictes en matière d'amateurisme ou de confessionnalité éloignent de nombreux adhérents potentiels. La F.G.S.P.F. et l'U.S.F.G. voient leurs clubs s'accroître de façon considérable. Pourtant, malgré ces chiffres, la pratique sportive reste limitée essentiellement aux couches supérieures et moyennes de la bourgeoisie jusqu'aux efforts du Front populaire.

Par contre, la popularité du spectacle sportif va croissant. Des compétitions de rugby rassemblant trente mille spectateurs ne sont pas un fait exceptionnel avant-guerre. Ceci cause de sérieuses difficultés aux *gentlemen* qui dirigent l'U.S.F.S.A. : commercialisme et professionnalisme heurent aux idéaux de l'amateurisme. Les dirigeants du football et du rugby ferment les yeux au grand dam de l'U.S.F.S.A. Elle meurt de ces problèmes en 1919. A cette date, elle éclate en fédérations autonomes. C'est la fin du sport rêvé par les aristocrates. ■

● Pour en savoir plus, on pourra consulter : R. Holt, *Aspects of the social history of sports in France, 1870-1914*, thèse d'Oxford, 1977, à paraître chez Mac-Millan, Londres, 1980 ; *Aimez-vous les stades ? Les origines historiques des politiques sportives en France (1870-1930)*, *Recherches*, n° 43, avril 1980 ; les articles quasiment inauguraux de l'historien américain E. Weber : « Gymnastics and sports in fin de siècle France : opium of the classes ? », *American Historical Review*, février 1971 (traduit dans *Recherches*, n° 43), et « Pierre de Coubertin and the introduction of organized sports in France », *Journal of Contemporary History*, vol. 5, n° 2, 1970 ; J. Thibaut, *Sport et éducation physique, 1870-1970*, Vrin, Paris, 1972. Sur Pierre de Coubertin, on pourra lire de Y.-P. Boulongne, *la Vie et l'œuvre pédagogique de Pierre de Coubertin*, Ottawa, 1975.



GÉNÉALOGIE

Depuis la Bible

PIERRE CALLERY

L'UNE des assertions les plus difficiles à accepter, c'est celle qu'actuellement la généalogie est à la mode. En effet, par définition, la mode, c'est ce qui se démode ! Or, dès les premiers textes de la Bible, il est question de généalogie.

Néanmoins (le printemps en porte-t-il la responsabilité ?) les associations d'amateurs, et surtout leurs activités, se multiplient de tous côtés.

La très jeune Association de généalogie populaire du Languedoc, née en janvier dernier, a déjà organisé plusieurs conférences remarquables, l'une sur l'évolution géographique et sociale d'une *famille du nord de l'Hérault*, l'autre sur les actes notariés dans le Champsaur (Hautes-Alpes) de 1590 à 1789 (par le général Jean Blanchard), une troisième encore... et beaucoup d'autres, enfin, qui sont programmées pour les semaines à venir. La généalogie y sera confrontée successivement, de *conférence* en conférence, avec la sociologie, la génétique, l'urbanisme, la graphologie (qui n'a déjà eu l'idée d'étudier la signature de ses lointains ancêtres ?) et même l'histoire du meuble.

On ne peut pas nier le dynamisme bien sympathique de ce nouveau centre. Est-ce à dire que les cercles confirmés sont devenus séniles ? En aucune façon ! Chacun d'eux pourrait donner une *longue liste de ses activités* déjà réalisées ou incessamment prévues.

Prenons à titre d'exemple (car il faut bien en choisir un !) le Centre généalogique de Touraine. Il n'a pas encore dix ans et c'est cependant l'un des premiers *créés. Ses conférences d'initiation* sont tenues dans les C.E.S. comme à l'université du troisième âge, chez les handicapés comme dans les associations d'accueil. Son rêve, en effet, son but avoué, est de mettre la généalogie à la portée de tous.

Une exposition

Mais il faut déjà être motivé pour assister à une conférence. Beaucoup ne l'ont jamais fait. En revanche, *ils iront* volontiers à une exposition. C'est pourquoi *beaucoup* d'expositions ont été, sont, et seront organisées à travers la France pour faire connaître et aimer la généalogie. Le Centre généalogique de Touraine n'y déroge pas.

Une exposition, organisée par lui, aura lieu à la bibliothèque municipale de Tours, du 9 au 14 juin. Le visiteur s'y apercevra que la généalogie n'est pas la gestion d'un cimetière où les ascendants sont alignés interminablement, *sans un souffle de* vie. Il verra au contraire que ceux-ci revivent chaque jour davantage au hasard des dépouillements d'archives. Parmi les exemples particulièrement significatifs, notons l'histoire de l'installation de toute une famille de meuniers sur les rives d'un cours d'eau tourangeau, *ou encore* la résurrection de la vie passée *d'un gros bourg* (Saint-Paterne-Racan) grâce aux actes de catholicité et aux minutes notariales.

Les différentes sources utilisées pour la recherche et les documents divers *qui peuvent s'y* adjoindre seront présentés à des stands, ou exposés dans des vitrines.

Des exemples de classification seront donnés (ascendance de Courteline, descendance de la famille des architectes *Gabriel*), tandis qu'un tableau montrera la parenté de plusieurs Tourangeaux avec Joséphine de Beauharnais.

L'outillage (tableaux, fiches), la paléographie, et aussi l'avancement du dépouillement des registres paroissiaux d'Indre-et-*Loire, feront également l'objet de* plusieurs présentations.

Enfin, lorsque le visiteur aura *tout à fait* compris qu'il ne lui reste plus qu'à rechercher ses ancêtres, que c'est pratiquement un devoir pour lui, un montage *audio-visuel d'un quart d'heure* lui montrera comment faire...

Un devoir pour lui de retrouver ses ascendants ? Cela paraît vraiment exagéré ! Pourtant, lorsque les valeurs réputées les plus solides sont attaquées, chacun éprouve le besoin de s'appuyer sur une base sûre, sur les *éléments originels qui l'on fait* ce qu'il est. Pour l'équilibre du cœur et de l'esprit, la recherche des ancêtres se révèle alors pour certains comme une nécessité, plus ou moins forte suivant les circonstances et les périodes, mais toujours présente. Ce n'est pas du tout une mode.

Un rapprochement imprévu vient alors à l'esprit. N'est-ce *pas, sous* une autre *forme*, ce même besoin de s'appuyer sur une base sûre, sur les éléments originels, qui a créé ce mouvement de l'écologie, qui, elle aussi, a en fait toujours existé, qui, elle non plus, n'est pas du tout une mode ?

Que les généalogistes s'en persuadent. Leur activité n'est pas isolée, simple épiphénomène futile *qui serait ou ne serait pas* à la mode.

Elle *s'inscrit* dans un mouvement profond de toute la vie humaine, le *« connais-toi toi-même »* de Socrate. ■

JEUX

Présentation du go

D'où vient le jeu de go ? Comment l'interpréter ? Lim Yoo Jong, maître de go, ne donne pas une réponse. Mais plusieurs.

LIM YOO JONG

CURIEUSEMENT, les Occidentaux ont mis longtemps à découvrir le go, le jeu le plus fascinant, le plus complexe, le plus *esthétique, le plus classique* du monde. C'est un art ou une philosophie plutôt qu'un jeu au niveau du rapport global de la pensée et de la façon de de vivre asiatiques. Sans doute est-il né en Chine, il y a *5 000 ou* 6 000 ans, à l'époque où l'ancienne civilisation chinoise *commençait* à s'épanouir le long du fleuve Jaune. Selon les uns, il aurait été une sorte d'abaque primitif ; selon d'autres, il était l'instrument du yikking, ancienne philosophie chinoise des mutations du monde. *Mais il est très difficile de préciser la relation concrète entre le go et le yikking.*

Compte tenu du fait que les anciens Chinois jouaient au go sur un rocher taillé, avec des pions de bois, et que la règle du go est primitive — à proprement parler, le go n'a pas de règle artificielle ; le sens commun universel est sa règle, — il est *possible* que le *prototype du go* ait été conçu par la tentative artistique de paysans primitifs. Le go aurait alors été comme une peinture gribouillée ou comme une langue préhistorique baragouinée.

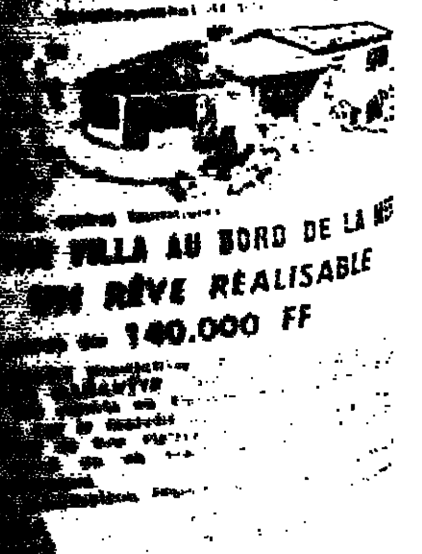
De nombreux tableaux asiatiques montrent une scène sur la *montagne* où le go se joue dans le silence, en dehors de ce monde, entre deux sages *qui, semble-t-il*, appartiennent à l'école taoïste. *« Au début, il n'y a rien. Et ensuite, des choses (des pions) apparaissent... »* A un mot près, c'est une belle phrase de Changzou. D'ailleurs, ce ne serait pas le fait du hasard que le nom de la première œuvre classique chi*noise sur le go, Xian Xian Chi Jing* (traité de la profondeur et de la subtilité hermétiques du go) coïncide avec la dernière phrase du premier chapitre de *Daodejing* (traité de la vertu), de Laozi : « *Xian de Xian est la porte de toutes les merveilles.* »

Le go, dans la littérature classique asiatique, a déjà fait couler un océan d'encre, et *on a eu* les oreilles rebattues par ses traditions orales et fabuleuses : un héros historique se fait opérer calmement par un médecin, un bras blessé par une flèche empoisonnée au cours d'un combat, en jouant une partie de go ; *les Sept Sages à la forêt de bambou* (à l'époque où le bouddhisme a été introduit en Chine) font un *tournoi* de go, *en échangeant* des bols de vins, ce qui remplace parfois l'un de leurs nombreux banquets sous la lune avec des poèmes improvisés.

Le go arrive au Japon par la Corée, premier contact avec le continent, et, quelques siècles plus tard, il trouve ses protecteurs privilégiés dans le milieu des militaires qui ont trouvé une affinité étroite entre le go et la stratégie, à l'époque où le Japon a *été* à la veille d'être unifié par le premier shogun, Dokugawa. C'est lui qui a établi le système professionnel du go, grâce auquel le go moderne prend son essor, il y a environ 400 ans. Après la réforme de Meiji, de grands journaux *japonais* organisent et financent de grands tournois de go.

Actuellement, il y a trente millions de joueurs de go dans le monde, dont cinquante mille joueurs occidentaux. Historiquement, le go s'enracine sans bruit, lentement et sûrement sur n'importe quel sol ; il a déjà gagné droit de cité en France, à l'insu *de la majorité* des Français, après mai-juin 1968. Le champion de go en Europe, 1976-1977, a été un Français, M. Patrick Coffinière-Merissert.

Le go s'interprète de différentes façons : d'un point de vue, il est l'art militaire ; d'un autre, les mathématiques ou l'informatique, *ce qui est la tendance générale* dans le milieu des joueurs de go en Europe ; certaines gens comparent le go à la langue ou à la littérature au sens global, dans la mesure où il exige imagination et intuition plutôt que raisonnement ; d'autres disent qu'il est architecture parce que l'objectif du go est de *construire* des territoires ; beaucoup de *joueurs disent* que le damier de go est le miroir où la psychologie vivante reflète des caractères et des personnalités, parce que le go accepte avec souplesse n'importe quelle façon de jouer, soit calme soit violente : il ne s'agit pas toujours de tuer des pions ; d'autres prétendent que le go est la *peinture, qu'il* est *visuel et* souvent pittoresque ; d'autres, encore, qu'il est la musique au sens du « jeu d'harmonie »;... Tout cela est possible à imaginer. Mais, finalement, il n'y a là rien de sérieux : le go reste fidèle à lui-même. ■



NOCTURNES

Fabrice Emaer : le Palace est totalement décadent

Fabrice Emaer règne depuis deux ans sur le Palace. Lieu de décadence ? Son animateur l'admet ; il estime aussi qu'il y règne une « sorte de morale » et escompte l'accouchement d'une nouvelle culture.

MAURICE PARTOUCHE

AU Palace, il y avait un grand escalier que Mistinguett a descendu. C'était bien avant le temps des charters pour l'Amérique, le rideau de scène en fait foi : il montre un grand bateau transatlantique sur les flots bleus.

Quand le prix des plumes d'autruche est devenu prohibitif, le Palace, transformé en cinéma, s'est consacré au peplum et à la science-fiction, puis en théâtre surréaliste, expérimental populaire, Festival d'automne, dramaturgie contemporaine... Rien n'y a fait.

C'est alors que surgit le bon génie de la rue Sainte-Anne, Fabrice Emaer. Il avait des *moyens et l'intelligence* de savoir que le Palace, dans le capharnaüm du Faubourg-Montmartre, n'est pas adapté à la culture, mais à la subculture de luxe, que le temps était venu de démocratiser le snobisme, de faire danser ensemble, dans la même cohue, le Tout-Paris des clubs et celui des *midinettes*. Il suffit de payer 60 francs et d'arriver bien avant l'heure...

L'originalité du Palace, c'est le mélange des gens et des genres, qui a cours aussi dans les spectacles — rock, danse, chansons, — de l'authentique et du bidon, de la supervedette et de la vedette pour ghetto « in », du kitch et de l'avant-garde, du bal masqué réservé et du carnaval, à chacun de choisir, de se faire admettre... Payez ou brandissez votre invitation mais n'essayez pas de feinter les videurs, laissez-vous conduire par les serveurs en costume Mugler, et vous aurez l'illusion d'être, avec bien d'autres, un roi de Paris.

« Dans les années 70, nous avons assisté au passage du « club » à de vastes complexes du type Palace. Cette métamorphose correspond-elle à un besoin du public ?

— Dans les années 60, pour la nouvelle bourgeoisie, un souci de reconnaissance accompagnait l'expansion économique. C'est l'époque où les cordonniers sont devenus bottiers. Il subsistait en ce temps quelques salons mondains, celui de Marie-Laure de Noailles, et en ces lieux rien n'avait été prévu pour accueillir les bottiers, il faut bien le dire. Le besoin de reconnaissance de la nouvelle bourgeoisie lui a fait inventer ses hôtesses et le succès de Régine me semble parfaitement révélateur de ce phénomène. Ces boîtes étaient des salons, et le sont restées. Ce sont des lieux-miroirs où les gens s'observent, se regardent, échangent des confidences. Ces clubs avaient une réalité si puissante que, lors de la *création du* Palace, on nous a reproché d'échapper à cet univers un peu concentrationnaire pour aller vers un espace plus vaste où la confidence est impossible, où la communication se fait différemment. Mais il faut dire que les fils de cordonniers sont définitivement des fils de bottiers. Ils n'ont plus les problèmes d'identité sociale des pères.

Mode et musique

— Le Palace était, avant votre arrivée, un théâtre.

— *Le* Palace fut d'abord un music-hall, puis un cinéma, pour redevenir un théâtre très estimable, *lié à des* expériences qui se sont révélées être des échecs financiers. Le lieu ne convenait pas à des *recherches* de laboratoire. L'avant-garde est un mot qui ne recouvre plus une réalité, une *nécessité* de *notre* temps. Tout a été fait dans ce domaine. Il y a encore des tentatives fort intéressantes, mais le Palace ne pouvait pas jouer le rôle de laboratoire.

» D'autre part, il faut convenir que les deux phénomènes populaires de ces vingt *dernières* années sont la mode et la musique. La musique est un *support* du rêve extrêmement recherché par le public. Le théâtre, depuis de nombreuses années, ne véhicule plus de héros, et l'engouement pour l'opéra ou les concerts de musique classique comble la vacance laissée par le théâtre. Les concerts de rock sont venus beaucoup plus tard en France.

» On prétendait que l'idéologie, la langue, le son du rock ne correspondaient pas à la nature d'évocation du français. Ces arguments exprimaient en vérité une peur panique devant la réalité culturelle de cette musique. Dans une culture universelle, qui est celle de notre temps, il est impossible d'échapper à des phénomènes de bouleversement. La sclérose du music-hall français tient pour une large part au refus de recevoir cette nouvelle musique. Maintenant, un peu grâce aux concerts du Palace, le rock s'installe dans les mœurs. Il a pour la première fois un théâtre stable où se montrer. On assiste dès lors à une éclosion de talents rock français.

La musique a pris la place du théâtre dans l'imaginaire du public. A l'écoute de la musique, *on peut recréer ses héros.* Le théâtre s'est politisé, ce qui n'est pas inintéressant. Mais la politisation du théâtre n'implique pas nécessairement la dimension poétique ou héroïque. Le théâtre est un art qui vit mal sa mutation vers l'expression moderne.

— Lors de la création du Palace, vous êtes-vous inspiré d'autres expériences ?

— C'était un pari dangereux. Il y avait au bout de la tentative la réussite ou la tôle. Le Palace a été *fait* avec peu d'argent, et il a coûté plus cher que prévu, le lieu était pourri. Il pleuvait dans le théâtre. Il a été entièrement restauré. Nous l'avons aménagé. Ce fut un saut dans l'inconnu. Il n'y avait rien d'équivalent au monde.

On a parfois établi un parallèle entre le « 54 » à New-York et le Palace, je dois dire qu'il s'agit de deux endroits fondamentalement différents. Hormis que le « 54 » est situé dans un ex-studio de la télévision, c'est un lieu de nuit classique. Une discothèque dans une ville qui favorise l'idée de ghetto. A New-York, les ghettos sont clos. La clientèle du « 54 » est composée de gens riches, aseptisés. Ici, la clientèle est variée. Elle comprend des hommes et des femmes d'origine sociale différente. Le « 54 » n'a jamais eu une politique de spectacles. Nous avons organisé *l'an dernier* cent vingt-six spectacles de rock, de danse expérimentale, de music-hall. C'est-à-dire un *événement* tous les trois jours.

— Votre projet est-il de dépasser le lieu de nuit pour en faire un lieu culturel ?

— L'un et l'autre sont inséparables. Je me méfie de l'expression « lieu culturel », la culture est partout. Mais, en même temps, je ne voudrais pas devenir une maison de la culture. Il y a, en ces maisons, quelque chose d'un peu sinistre. Je crois qu'il fallait restaurer l'idée de fête, énormément culpabilisée. Il n'y avait plus de fêtes qu'étatiques. Les princes faisaient des feux d'artifice au-dessus de la Seine ; mais hormis pour le 14 juillet, et l'illumination de la tour Eiffel pour Noël, le goût de la réjouissance en groupe se perdait. Les particuliers ne donnent plus de fêtes. Cela ajouté à une culpabilité et un puritanisme installés, un vide s'était créé. Les fêtes sont nécessaires dans un monde en permanente mutation. C'est un *signe de bonne santé.*

— La fête suppose la communication. Or au Palace, comme en d'autres lieux de la modernité, ce qui domine c'est le narcissisme.

— Le narcissisme est un phénomène d'aujourd'hui. Les jeunes sont narcissiques. Ils ont le souci de leur corps, et la publicité incite les gens à le soigner. Aujourd'hui, ils connaissent leur image, l'image qu'ils projettent. Une complicité accompagne cette beauté puisqu'on constate que les gens beaux ne s'accouplent qu'à des beautés. Il y a là comme un miroir tendu. Mais, en *tenant* compte de cette réalité, il y a une communication de nature différente. Dans la communication de conversation, il faut avoir des dons. Il y a un certain nombre d'exclus. Et *pourquoi* n'y aurait-il pas des exclus de la beauté ? Il y a des élus en chaque domaine. Ces *réflexes* font peur, mais puisqu'ils sont évidents, pourquoi les nier ?

— Le Palace est un ancien théâtre. Cela suscite, sans doute, un besoin de théâtralité ?

— La clientèle du Palace a inventé un « art de vivre ». Le *soir, les gens* vivent un autre personnage que celui de la journée. Que ce personnage présente une théâtralité, c'est évident, et dans ce lieu on dirait que c'est une nécessité. Pour se faire remarquer dans un endroit aussi vaste, il faut avoir une attitude théâtrale. En plus, l'architecture du lieu suscite des comportements. Le Palace a une clientèle très variée, qui va des plus snobs aux plus défavorisés. Et tout le monde s'y amuse, selon le moment, le spectacle. L'intérêt des spectateurs est évident.

— Qu'est-ce qui fait que des membres de classes sociales différentes désirent se retrouver ?

— Une fois les portes franchies, la *différence sociale* n'existe plus. Elle est gommée pour faire place au désir. Ce n'est *pas une réaction qui me surprend.* Je suis homosexuel et je milite pour les homosexuels. Je *dirige aussi des lieux où on* les privilégie. Dans l'homosexualité, les différences sociales existent *peu. Peut-être est-ce lié* à la sexualité des homos qui ne s'embarrassent pas d'un contrat *social.*

» Le Palace n'est pas un ghetto homosexuel, c'est un lieu neuf et vivant, précisément parce qu'il ne favorise pas les distinctions arbitraires, ne participe à aucune ségrégation : toutes les classes et goûts de la société sont faits pour se rencontrer. Refuser cela c'est manifester les restrictions qu'implique une éducation petite-bourgeoise.

Histoires d'amour

— Vous passez vos nuits au Palace ?

— J'y passe toutes mes nuits. *Je suis* amoureux du Palace. Autrefois, j'avais besoin d'imaginer des histoires d'amour. Depuis que *je suis là*, je ne sais plus ce que sont les histoires d'amour. Je n'ai pas d'autres histoires d'amour que celles que j'entretiens avec le Palace. C'est une passion. C'est un très beau lieu qui est en communication avec la jeunesse. Ce qui intéresse la jeunesse est extrêmement éloigné de ce que les propagandes officielles nous donnent comme *image.* D'ailleurs, la jeunesse n'est pas représentée dans les gouvernements. Elle est complètement isolée. Il ne faut pas croire qu'elle est privilégiée. On pourrait imaginer que le laxisme parental est un privilège, ce n'est pas vrai. Elle a énormément de difficulté à prendre sa place dans cette société. Prendre une place, c'est abandonner le côté itinérant et indécis de la jeunesse. Elle n'est pas aidée dans ses doutes. Elle est mal comprise. On ne lui laisse pas créer sa propre morale. On vit dans un monde encombré de structures bâties par des hommes de trente à soixante ans. En entrant dans l'âge adulte, la jeunesse pénètre dans un carcan préparé par les autres. Une espèce de chenillard pas très excitant.

— La violence est coutumière dans les lieux aussi vastes que le Palace.

— Le Palace n'a jamais été un endroit violent. Nous avons un service d'ordre, et c'est nécessaire. Nous recevons chaque soir deux mille personnes environ. L'absence de violence est liée à l'architecture, imposante et chaleureuse. J'ai constaté qu'en entrant dans le Palace, les gens se redressaient. Ils quittent l'attitude avachie qu'ils ont par*fois dans* la rue. Il se produit une métamorphose due au climat pacifique et compréhensif que *nous cherchons à imprimer* au lieu. Il est évident que notre action politique fait référence à des prises de position pacifiques en relation avec les événements dramatiques qui se déroulent dans *le monde.* Nous avons programmé durant l'invasion soviétique de l'Afghanistan un programme musical *audio-visuel* dénonçant cette invasion. Ce programme durait dix minutes. Nous passions, *sur* une musique de Nina Hagen, des images sur l'écran du Palace qui établissaient un lien entre toutes les dictatures fascistes, de droite ou de gauche.

» Nous essayons de faire en sorte qu'une morale habite le lieu. Nous avons manifesté notre désapprobation de la drogue. Souvent des jeunes sont venus me demander pourquoi j'étais *contre la drogue.* Il était évident, entre nous, que cette prise de position écartait l'incompréhension.

Triste drogue

— *Mais comme dans* beaucoup de lieux où se trouve la jeunesse on fume du haschisch.

— C'est totalement interdit.

— Vous ne pouvez pas être derrière chaque client.

— Nous y veillons. Chaque *fois* que je remarque une personne fumant du haschisch, je lui demande d'avoir la gentillesse d'aller fumer dehors. Je ne veux pas que cela se passe sous ma responsabilité. Par ailleurs, je pense aussi que nous vivons dans une société qui requiert une attention énorme pour se faire une place. Se laisser démobiliser par la drogue est triste. Nous devons tous faire des efforts pour que la société reste un peu humaine. Nous vivons dans un monde dur, et que certains puissent se laisser démobiliser par la drogue doit éveiller en nous une grande inquiétude et nous amener à nous interroger. Nous devons être à l'écoute des autres, et non pas jouer le rôle de juge de paix. Je n'observe jamais au Palace les phénomènes propres aux jeunes décrits par certains journaux. Je suis parfois tenté de croire qu'ils exagèrent. Il faut dire qu'on exagère parce que la drogue est une catastrophe liée à la jeunesse dont les gouvernants imaginent n'être pas directement et totalement responsables.

Evidemment, il y a moins de morts par overdose que par les accidents de la route ou du travail. Je ne voudrais pas entrer *dans des clichés d'homme* de gauche, le clivage entre la droite et la gauche me semble trop méthodique, mais *ces* choses-là sont *évidentes.*

— Pour certains le Palace est un lieu où s'exerce une forme de décadence...

— Oui, c'est vrai, le Palace est totalement décadent. Puisque, en opérant son public de la cataracte, il accouche peut-être d'une nouvelle culture. Oui, si l'éclatement d'une culture crée un *foisonnement* de nouveaux courants culturels, qui nient les précédents avec une certaine *arrogance, et cependant* en découlent. Ce foisonnement est si riche, ces mutations tellement *vivantes que le phénomène* est plutôt rassurant. La jeunesse a ses propres réflexes. Elle se détermine par des actes, elle a sa nature, son caractère. Le Palace lui offre un laboratoire, un état d'esprit, et *surtout* un cadre, un écran pour projeter ses aspirations ; un stimulant pour des expériences esthétiques nouvelles que les cadres institutionnels qu'on lui propose ne peuvent assumer car ils sont tous destinés à être utiles : le Palace est inutile, « gratuit », volontairement démesuré, chacun y délimite ainsi sa place, son territoire. »



SERGE BIHANNIC

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire n° 57 437.

VARIATIONS

La toile d'araignée

PIERRE DROUIN

L'ÉCONOMIE descend de son perchoir. *Longtemps* enfermée dans un grillage mathématique — après avoir flirté avec la psychologie du temps de Condillac, — voici qu'elle reprend ses ailes, regarde vers d'autres paroisses, traque l'homme dans sa vie sociale, politique, se préoccupe à nouveau de la nature, de la *qualité*, de l'incertitude.

Echouant à forger une politique, l'économie semble vouloir tisser une toile de plus en plus large. L'araignée n'a jamais été aussi industrieuse depuis que le pendule du monde s'affole.

Toute discipline cherche à ramener à elle les voisines pour *élaborer* un *corpus* de règles où s'entortillent des relations insolites. Pourquoi la thermodynamique et la biologie ne prêteraient-elles pas la main — c'est la mode — aux économistes afin qu'ils puissent, eux aussi, construire leur monde « plein », sphérique, englobant ?

Qui trop embrasse mal *étreint ?* C'est là *pour* les abstracteurs de quintessence la vérité des sots, ou tout au moins du bon peuple prudent, et mal informé. Allons ! Plus on embrasse de phénomènes, mieux on étreint la connaissance, et, pourquoi pas la vérité ? Peu importe si on les dessèche en les classant, si on les vide de leur essence en les couchant sur le *lit de Procuste* d'*une science* « exacte ». L'important n'est pas de faire vibrer le monde — il y a des poètes pour cela, pas dangereux du tout, — mais de le réduire, comme les Jivaros, à une tête *farcie* de micro-ordinateurs qui donneront la clé de *tout*.

Jusqu'où peut aller cette démarche totalisatrice ? Nous sommes tombés par hasard l'autre jour sur un texte vieux de moins d'un an, que nous avons d'abord pris pour un canular, mais qui était signé d'un économiste distingué, comme on dit, M. Maurice Obadia. Cet auteur écrivait sans rire (1) :

« *L'affection est un bien répondant à un besoin structurel ou fondamental, dont la rareté croissante justifie l'entrée dans le champ de la réflexion économique.* »

« *L'affection est un bien produit. La production de ce bien est différente de celle des biens matériels, mais n'en est pas moins réelle et originale.* »

« *On ne donne pas de l'affection mais on l'échange. On n'a rien sans rien, même de l'affection ! Le phénomène transactionnel est fondamental, et tous les cas d'échanges sont possibles : équilibre, déséquilibre, phénomène de pouvoir, échanges multipolaires, etc.* »

« *L'affection obéit à des projets, à des plans, voire des calculs, qui s'étalent sur un long terme et qui obéissent à l'image que chacun se fait du « stock » d'affection auquel il devrait aboutir durant sa vie et des divers flux susceptibles d'y mener.* »

Après cela, il n'y a plus qu'à tirer l'échelle, et laisser à sa place la toile d'araignée... ■

(1) Revue *Vie et Sciences économiques*, juillet 1979.



Le Monde DIMANCHE

BESTIAIRE

Nouvelles de Juan Piñeiro

Le Florivore Resplendissant

Cet animal a été observé et décrit avec une très grande précision en 1785 par une entomologiste tchécoslovaque, Tadea Massaryk, qui, recherchant des fossiles de coléoptères malacodermes en Amérique du Sud, fut *la première à voir le prodigieux* Florivore Resplendissant. Mais personne, alors, ne voulut croire à ses récits.

Le Florivore vit dans le sud de l'Argentine. Grand et robuste comme le puma, il est aussi sauvage que le chat des pampas et, comme ce dernier, il ne peut être apprivoisé. Son pelage est violacé et la pupille noire de ses yeux est en forme d'étoile, entourée d'un iris argenté. Son corps présente la particularité remarquable de posséder non pas une, *mais de nombreuses queues qu'il* déploie comme un grand éventail quand il est en chaleur.

Sous un aspect féroce et peu engageant, cet animal a de surprenantes habitudes. Il n'est pas carnivore et ne se nourrit que de fleurs telles que l'ipomea bleue, *la belle-de-nuit, la* fleur de chardon, la passiflore et le pied-d'alouette. C'est un amant insatiable et, durant l'époque du rut — qui dure chez lui presque *sept mois, — peu d'êtres vivants* échappent à ses désirs quand ils le croisent.

Si on veut l'approcher, il faut pénétrer dans les parages solitaires par où il a l'habitude de passer — au bord d'un ruisseau ou au pied d'un ombù géant, par *exemple — et s'allonger tranquillement* dans l'herbe. Après une brève attente, on entendra le glissement feutré de ses pas qui se rapprochent. Il ne faut surtout pas faire le moindre geste, qui serait considéré par lui comme une agression, à juste titre si *l'on compare nos grossiers mouvements* avec la légèreté des siens.

Après nous avoir flairé attentivement, en tournant plusieurs fois autour de nous avec ses queues en éventail, il s'arrêtera près de notre cou et se mettra à *nous lécher. Sa langue provoque* des sensations bouleversantes, et c'est une expérience magique quand cet animal, d'aspect si sauvage et cruel, introduit délicatement sa tête par l'ouverture de notre chemise, léchant et mordillant de ses dents pointues notre poitrine comme un amant impubère, tendre et innocent.

Et puis il s'en ira, mais il serait *très difficile* de préciser le moment de son départ. Il est de ces instants où notre corps et nos sens, enivrés, refusent l'idée que le bonheur dont on jouit peut s'éloigner comme il est venu.

D'après les procès-verbaux du Congrès des sciences naturelles tenu à Prague en 1787, Tadea Massaryk a présenté, à l'appui *de son exposé sur sa rencontre* avec le Florivore resplendissant, un bocal où était soigneusement conservé *dans du formol* un petit être, mi-homme, mi-félin, dont elle avait accouché et qui était mort quatre jours après sa naissance. En dépit de l'évidence de *cette preuve*, l'éminente naturaliste fut expulsée du Congrès pour « avoir falsifié » une constatation empirique et tenu des propos immoraux et contre nature. »

Le Bioma

On ne peut rien affirmer avec certitude au sujet de cet être dont la taille est tellement démesurée qu'elle se confond avec l'infini. *Ce qu'on pourrait dire*, en tout cas, c'est qu'il a pour limites le néant.

A mon avis, le Bioma ressemble à deux joueurs de tennis vêtus de blanc qui se lanceraient une balle, le tout figé dans l'obscurité du vide.

Parler de la *taille du* Bioma est donc impossible, mais je pourrais peut-être en donner une idée approximative en m'en tenant à une partie — infime — de son être, partie qui d'ailleurs nous concerne.

L'intérieur du manche de la *raquette* d'un des joueurs contient l'univers des galaxies que nous pouvons apercevoir de notre planète ; un univers parmi l'infini des autres univers qui constituent le Bioma. L'ensemble des atomes et des molécules de ce morceau de raquette est notre décor sidéral, et je puis alors assurer, sans craindre l'indémontrable, que moi, par exemple, je suis allongé sur un lit, qui est dans une chambre, laquelle fait partie d'une maison, qui est *elle-même* dans une ville, qui est dans un pays, qui fait partie d'un continent, qui fait partie d'une planète, qui est une partie d'un système solaire, qui est une partie d'une galaxie, qui fait partie d'un univers, lequel est une partie du manche, qui est une partie de la raquette, qui est elle-même une partie du Bioma.

On ne peut dire grand-chose du comportement de cet être, car le mouvement de la balle, par *exemple*, à l'échelle de notre temps, est imperceptible. Nous ne saurons jamais comment il s'alimente, ou si un *jour il s'unira* à un autre Bioma, si tant est qu'il en existe un autre.

Malgré la terreur *cosmique* que me cause la connaissance de son existence, je ne puis m'empêcher de penser que je fais partie de lui, de cette conformation absurde qu'est le Bioma, et de toute évidence ma propre absurdité s'accroît de mon insignifiance.

Quand je pense à tout cela, et à lui — je devrais pourtant me résigner à admettre que je ne pourrai jamais le comprendre, — mon cœur bat plus vite, l'inquiétude me cerne et l'effroi finit par provoquer chez moi de longues *nuits d'insomnie où le temps* devient pour moi cruel et inexorable alors qu'il ne l'est certainement pas pour le Bioma.

Dans un cauchemar de mon adolescence, j'entendis nettement le Bioma qui répétait interminablement — et apparemment depuis *toujours* — le mot « *riz* ». En m'éveillant, je considérai ce rêve comme totalement insensé.

Dieu

Le dieu, très commun dans la *Nouvelle-Galles* du *Sud*, peut atteindre la taille d'une corneille et il présente ce caractère exceptionnel d'être sujet à la léthargie.

Dans la journée, *son* sommeil est si profond qu'il se laisse attraper à la main ; un coup de *fusil ne le* réveille pas et il faut le frapper sur la tête pour qu'il ouvre les yeux. Il vole alors à une petite distance, se pose de nouveau et se rendort.

La nuit, *en* revanche, il vole très bien et fait preuve de beaucoup de vigueur et de désinvolture.

A l'époque de la migration des cailles, il a coutume de les accompagner en qualité de guide. Malgré sa maladresse habituelle, il remplit sa *mission* avec une remarquable efficacité et une *touchante* sollicitude, ce qui lui *fait donner* par *certains* le nom de « guide des cailles ».

Sa tête est extrêmement changeante, et il est impossible d'en garder une image réelle, car ce peut être la tête d'un héron, d'un lémurien, d'un nain, d'un rhinocéros, ou aussi bien un polyèdre, une citerne ou une fougère.

En revanche, son corps est *toujours le même* : le cou d'un vert cuivré, les plumes du dos bleues à reflets violacés, le dessus des ailes cerné de larges bandes rouges ; sa queue est noire avec des reflets dorés, sa gorge et son ventre sont également noirs.

Capturé jeune, le dieu s'apprivoise facilement. Il reconnaît son *maître* et vient *même* lui *manger dans* la *main*.

La table

La table est généralement de forme carrée, parfois ronde ou *ovale* ; elle a une superficie plane, lisse et brillante, et un ou plusieurs pieds sur lesquels elle s'appuie avec fermeté.

Cette créature est d'un naturel sédentaire et préfère le calme et l'immobilité au déplacement.

Elle s'alimente par osmose, *comme les protozoaires*, absorbant les forces, l'énergie et les substances nutritives d'autres êtres qui, imprudents ou inconscients, laissent reposer leurs mains, leurs coudes, leurs joues ou leur corps entier sur sa vaste, accueillante et insatiable surface.

A l'instar des plantes carnivores, elle attire habituellement ses proies avec des nourritures irrésistibles, des nectars enivrants ou simplement des ornements *apparemment inoffensifs*.

Il semble que ses victimes préférées soient les pâles employés de bureau et les bébés. Une jeune mère d'Okinawa avait posé sans se méfier ses trois petits sur une table qui vivait dans sa salle à manger, le temps de préparer *leurs lits dans la pièce contiguë*. En revenant, elle trouva ses bébés complètement vidés, gonflés comme des outres, transparents et flottant au plafond.

Pour tuer une table, il faut isoler ses pieds du sol par des récipients où l'on aura mélangé *en parties égales du vinaigre, de* l'encre d'Inde pour tatouages et de la poudre de scorpion, tandis qu'on répétera pendant toute *l'opération* : « A table !... A table !... » sans avoir laissé approcher d'elle, bien entendu, aucun être vivant. Après quelques imperceptibles tremblements, la table mourra.

La vache

Cette créature est un vertébré *qui est surtout remarquable par* son regard — tendre et vide.

C'est un herbivore et elle passe une *grande partie* de sa vie, qui semble interminable, à manger, le mufle dans le pré.

Elle lève parfois les yeux — ses deux énormes yeux — et l'herbe verte ploie légèrement sous la brise d'est, et la vache, reconnaissante, croit voir là un salut amical.

La Nycticorax Mystica Idealis

Ce curieux animal est peut-être l'un des plus beaux et des plus parfaits qui soient. Il a la *tête et le corps d'un hibou*, une queue et deux pattes de félin. Sa tête s'orne de deux oreilles qui se terminent par de hautes aigrettes de plumes fines comme des cheveux. Ses yeux noirs et brillants sont entourés d'un large cerne obscur qui semble les continuer.

Avec ses plumes hérissées, il atteint un important volume et sa queue est épaisse et robuste. Ses pattes sont couvertes jusqu'à ses serres, aux ongles longs et puissants, d'un étrange plumage qui ressemble à une fourrure. A cause de ses hautes oreilles, de ses moustaches et de sa barbe touffue, on l'appelle souvent le « lynx volant », bien que sa taille dépasse de beaucoup *celle des plus grands lynx*.

Il se nourrit exclusivement de prêtres de toute religion, dogme ou secte. Dans son vol silencieux comme celui des hiboux et des chouettes, il s'approche de sa *proie sans se faire* remarquer et ses griffes se plantent dans les vêtements du rabbin qui baise non sans un certain dégoût le mur de Jérusalem, de la mère supérieure qui frotte son missel contre ses seins dans la solitude d'un cloître, du sorcier qui s'apprête à *sacrifier* une jeune vierge noire aux sources du Nil, du lama qui médite sur un éperon rocheux de l'Himalaya, ou du moine qui dans sa promenade matinale fend de son nez effilé la nuée compacte et vaporeuse des pigeons de la place *Saint-Marc à Venise. Puis* il s'élève dans les airs avec sa prise pour trouver un endroit désert où la dévorer.

On dit qu'il n'assimile que la folie et la volonté de sainteté et qu'il régurgite les corps et les vêtements en une boule visqueuse et nauséabonde, que lui-même préfère lâcher au-dessus de la mer pour qu'elle disparaisse dans les profondeurs abyssales.

La Nycticorax Myrtica Idealis a un plumage clair et velouté. Ses yeux et les cercles noirs qui les entourent lui donnent beaucoup de grâce et ajoutent à son air innocent et pur. Elle fait en général son nid au sommet d'une colline et elle pond de trois à sept œufs de couleur blanche que le mâle et la femelle couvent à tour de rôle.

Aimant à jouer, cet animal, une fois les œufs éclos, passe des heures et des heures à s'ébattre tendrement avec ses petits tandis qu'une carmélite déchaussée, un brahmane et trois missionnaires attendent peut-être, pâles et tremblants au bord du grand nid, le moment où ils serviront de pâture à sa famille.

Le monstre

Sur les rivages les plus abrupts de la mer Baltique et dans les péninsules de Kola et de Kanin on rencontre en abondance un être monstrueux, d'apparence presque humaine bien que sa taille dépasse même celle des « longues oreilles », ces colosses qui furent exterminés dans l'île de Pâques.

Il est corpulent, et ses muscles puissants sont bien marqués sous sa peau ténébreuse. De sa tête hautaine tombent en désordre des boucles blondes qui s'arrêtent effrayées devant l'impitoyable et glacial éclat bleu de ses pupilles. Certains ont une barbe épaisse, également blonde, et leur poitrine est alors velue, large, *d'aspect redoutable*.

Ils vivent presque toujours nus en dépit du froid et ils attachent leur membre monstrueux à leur jambe droite pour n'en pas être gênés et ne pas le heurter en marchant.

Un homme normal semblerait un pygmée à côté d'eux.

Ce sont d'habiles chasseurs, aussi bien sur terre que dans l'eau, et ils s'alimentent en général de petits poissons crus, de *lait d'élan et d'une mixture d'argile*, de miel et de fiente du hibou royal des neiges cuite en forme de galette sur un feu de lichens et de branches de pins.

Les femelles habitent la plupart du temps dans un rassemblement de cahutes pour se protéger des rigueurs de la température, en quoi seulement elles se distinguent du reste de l'espèce. Mâles et femelles copulent une fois par an, à l'époque *où les élans mettent bas. Le* reste du temps, ils s'accouplent avec ces derniers ou entre mâles ou femelles, comme on le verra plus loin.

Quand deux monstres se rencontrent, ils échangent en guise de salut certains gestes extra*vagants. Ils* commencent par se souffler à plusieurs reprises dans l'oreille, puis ils crachent en l'air et se posent mutuellement la tête sur l'épaule l'un de l'autre, restant ainsi un *moment* plus ou moins long. Puis, subitement, ils se séparent, font trois ou quatre bonds en agitant les bras et le *torse* dans des mouvements convulsifs : ils s'embrassent ensuite *brutalement, en se mordant* jusqu'au sang le menton et les lèvres pour finir par se vautrer *dans l'herbe* en des accouplements contraires à la nature. Ce n'est qu'une fois l'acte ignoble accompli que leurs manières laissent transparaître une certaine tendresse, tendresse qui surprend d'autant plus que leur aspect a encore gagné en sauvagerie *et en férocité*.

Si la femelle, le mâle ou l'élan avec qui ils ont eu récemment *des relations infamantes* vient à mourir, ces monstres dévorent le cadavre en une extase saisissante, caressant peut-être dans cet acte ultime de passion, par l'assimilation de la chair, un vague espoir d'éternité pour leur amour.

Quand un orage éclate, le monstre se cache dans le premier trou, la première *grotte qu'il* aperçoit, et là, il gémit et sanglote comme un enfant perdu jusqu'à ce que le tonnerre s'arrête et que le soleil réapparaisse.

Les instincts les plus *élémentaires* et sa faculté de discernement semblent, chez lui, grandement atrophiés car l'oisiveté voluptueuse à laquelle il se livre sans frein ni mesure lui fait mépriser toute prévision et négliger tout souvenir.

Il possède par contre — et cela est surprenant — une connaissance approfondie de la *lumière et de ses plus secrètes* énigmes. Conscient depuis toujours de ses chemins ondulatoires, il sait avec une incroyable précision la quantité exacte de lumens, flux et lux que nous envoie chaque astre de l'univers. Bien qu'il ne s'exprime qu'au moyen de grognements inintelligibles, ses discours semblent d'une clarté magistrale quand ils ont trait, par exemple, à la limite de transparence du quartz, au rayonnement *cosmique*, au photon arraché à l'obscurité, au seuil de l'ultra-violet, au fugitif « rayon de la mort », à l'inexplicable réfraction double du spath d'Islande, *où à toutes les sortes* de lueurs possibles, de la braise incandescente à la froide phosphorescence du ver luisant.

Le monstre est si proche de la connaissance absolue de la lumière qu'on pourrait dire que lui-même est lumière. Ses yeux, *d'ailleurs, sont* singulièrement lumineux, sa peau sombre rayonne la lumière, ses cheveux éclatent en lumière, ses dents effilées aveuglent de lumière : chez lui tout est lumière, lumière et encore lumière.

L'énigme

Andropogon Bombax n'est pas son nom. Il n'a ni maître ni esclave. Il ne vit ni sur terre, ni dans l'air, ni dans l'eau, mais peut-être partout à la fois.

Il *ne* vient *ni de* Mars, *ni* de Jupiter, ni d'aucune planète, étoile ou astéroïde connu ou à connaître.

Il n'est ni bon ni mauvais.

Ce n'est ni une mendiante, ni une prostituée, ni un tambour, ni une larve, ni un livre, ni une exclamation, ni une bouteille d'encre de Chine, ni une porte, ni un échassier, ni un assassin, *ni un châle, ni un évanouissement*, ni un athlète, ni un éclat de rire effronté, ni un acacia, ni un cahier, ni Sandra Milo, ni un meuble, ni un tailleur, *ni* une charmante scène familiale, ni un frelon, ni un bâillement, ni un verre d'eau, ni une ombre, ni une montagne, ni un baiser, ni une aurore boréale, mais peut-être tout cela à la fois.

Il n'a pas de *griffes, de* miaulement particulier ni de douce fourrure, mais peut-être tout cela à *la fois*.

Il n'a jamais entendu parler de Cynthia Miramar, qui n'a pas été son amie d'enfance ni son compagnon d'aventures, ni la diffamatrice de ses actes.

Il, ou elle, ou cela n'habite pas l'île de Bornéo, ni en Australie ni à Hongkong.

Il, ou elle, ou cela n'est ni plus haut ni plus bas, ni plus près ni *plus* loin, ni en deçà ni au-delà.

Jamais vous ne saurez et jamais vous ne serez sans savoir qui c'est.

JUAN PINEIRO, écrivain espagnol-argentin vivant à Paris, a publié *Congo-Camélias* (théâtre, Gallimard, 1970) ; *Livre d'images* (nouvelles, Mazo, 1971) ; les *Descriptions merveilleuses* (nouvelles, Agori, 1973) ; *le Voyage au* (roman, La Différence, 1977). Les textes, publiés ici, font partie d'un recueil intitulé *les Etrangers*, publié en 1976, dans une édition d'art à tirage limité, illustré par *Leonor Fini* (édition Trinckvel).